

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 2001 — 773 [S - C - 2001/22170]

5 MARS 2001. — Arrêté ministériel portant approbation du règlement du Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs indépendants du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, portant exécution de l'article 22, § 2, a, de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer "la charte" de l'assuré social

Le Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi du 11 avril 1995 visant à instituer "la charte" de l'assuré social, notamment l'article 22, § 2, a;

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 86, § 3;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants, notamment l'article 39;

Vu le règlement du Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs indépendants du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, portant exécution de l'article 22, § 2, a, de la loi du 11 avril 1995 susvisée, adopté dans sa réunion du 12 février 2001,

Arrête :

Article unique. Le règlement du Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs indépendants du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, portant exécution de l'article 22, § 2, a, de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer "la charte" de l'assuré social, en annexe, est approuvé.

Bruxelles, le 5 mars 2001.

F. VANDENBROUCKE

Annexe

**Règlement portant exécution de l'article 22, § 2, a,
de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer "la charte" de l'assuré social**

Le Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs indépendants du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Vu la loi du 11 avril 1995 visant à instituer "la charte" de l'assuré social, notamment l'article 22, § 2, a;

Après en avoir délibéré au cours de sa séance du 12 février 2001,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Demande de renonciation
à la récupération de l'indu.* — *Conditions préalables*

Article 1^{er}. L'assuré social de bonne foi auquel a été notifiée une décision de récupération de l'indu, peut introduire une demande de renonciation auprès du Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs indépendants du Service des indemnités; la demande, ainsi que le dossier constitué à cet effet, sont transmis au Comité par l'organisme assureur auquel l'intéressé est affilié.

Pour pouvoir être prise en considération, la demande de renonciation doit avoir été introduite dans les trois mois à compter du jour suivant l'expiration du délai de recours ou de la date à laquelle la décision judiciaire est passée en force de chose jugée.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 2001 — 773 [S - C - 2001/22170]

5 MAART 2001. — Ministerieel besluit houdende goedkeuring van de verordening van het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, tot uitvoering van artikel 22, § 2, a, van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het "handvest" van de sociaal verzekerde

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet van 11 april 1995 tot invoering van het "handvest" van de sociaal verzekerde, inzonderheid op artikel 22, § 2, a;

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 86, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen, inzonderheid op artikel 39;

Gelet op de verordening van het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, tot uitvoering van artikel 22, § 2, a, van voormelde wet van 11 april 1995, aangenomen in zijn vergadering van 12 februari 2001,

Besluit :

Enig artikel. De als bijlage bij dit besluit gevoegde verordening van het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, tot uitvoering van artikel 22, § 2, a) van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het "handvest" van de sociaal verzekerde, wordt goedgekeurd.

Brussel, 5 maart 2001.

F. VANDENBROUCKE

Bijlage

**Verordening tot uitvoering van artikel 22, § 2, a, van de wet van
11 april 1995 tot invoering van het "handvest" van de sociaal
verzekerde**

Het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Gelet op de wet van 11 april 1995 tot invoering van het "handvest" van de sociaal verzekerde, inzonderheid op artikel 22, § 2, a;

Na erover te hebben beraadslaagd tijdens zijn zitting van 12 februari 2001,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Vraag tot verzaking aan terugvordering
van het onverschuldigde bedrag.* — *Voorafgaandelijke voorwaarden*

Artikel 1. De sociaal verzekerde die te goeder trouw is en aan wie een beslissing tot terugvordering van het onverschuldigde bedrag werd betekend, kan een verzoek tot verzaking indienen bij het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen van de Dienst voor uitkeringen; het verzoek, evenals het daartoe samengestelde dossier worden door de verzekeringsinstelling van betrokkene aan het Comité overgemaakt.

Om in aanmerking genomen te kunnen worden, moet de aanvraag tot verzaking ingediend zijn binnen de drie maanden te rekenen vanaf de dag die volgt op het verstrijken van de beroepstermijn of vanaf de datum waarop de rechterlijke beslissing in kracht van gewijsde is getreden.

Art. 2. Le dossier comporte toutes les indications utiles permettant d'établir la bonne foi ou la mauvaise foi de l'assuré social. Ce dernier peut faire valoir tout élément qu'il estime pertinent à cet égard et qui sera communiqué par l'organisme assureur au Comité de gestion.

Art. 3. La procédure de renonciation n'est toutefois pas applicable aux catégories d'indus énumérées ci-dessous :

1° les indus dont le montant est inférieur ou égal à dix mille francs;

2° les indus qui correspondent aux indemnités payées après la reprise d'une activité professionnelle visée à l'article 66, 2° de l'arrêté royal du 20 juillet 1971, instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants, ci-après dénommé l'arrêté royal du 20 juillet 1971, exception faite des activités visées aux articles 23ter et 23quater du même arrêté;

3° les sommes pour la récupération desquelles la mutualité était subrogée dans les droits de l'assuré social en vertu de l'article 29, § 1^{er}, 1°, 2° et 4° et de l'article 30 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971, à l'exception de la partie de l'indu visée à l'article 10 du chapitre III, ainsi que les indemnités accordées indûment au titulaire, suite au cumul de celles-ci avec un des avantages visés à l'article 28, alinéa 1^{er} ou à l'article 29, § 1^{er}, 5°, du même arrêté.

Art. 4. Le dossier comporte également une copie de la reconnaissance de dette signée par l'intéressé ou à défaut de celle-ci, de la décision de répétition de l'indu notifiée à l'intéressé qui n'aurait pas été contestée dans le délai de recours prévu à peine de déchéance ou une copie du titre exécutoire qui établit l'existence de l'indu ainsi que son importance. En cas de contestation relative à l'indu devant les juridictions compétentes, l'examen du dossier ne pourra être entrepris qu'après l'obtention du titre exécutoire.

Art. 5. Dès la réception du dossier, le Service des indemnités accuse réception de la demande auprès de l'assuré social et le tient informé de l'examen de son dossier.

CHAPITRE II. — *Caractère digne d'intérêt apprécié sur base des revenus du ménage de l'assuré social*

Art. 6. Le caractère digne d'intérêt est déterminé sur base des revenus du ménage du titulaire. Par revenus du ménage, il faut entendre l'ensemble des revenus bruts imposables tels qu'ils sont fixés avant tout abattement ou toute déduction, de chacune des personnes qui font partie du ménage du titulaire.

Le montant des revenus bruts imposables est toutefois diminué du montant des charges professionnelles, fiscalement déductibles et du montant des cotisations de sécurité sociale payées dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants.

Art. 7. Lorsque les revenus du ménage sont inférieurs au seuil annuel correspondant au montant visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 8 août 1997 fixant les conditions de revenus et les conditions relatives à l'ouverture, au maintien et au retrait du droit à l'intervention majorée de l'assurance visées à l'article 37, § 1^{er}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, il est renoncé à la récupération de l'intégralité de l'indu.

Lorsque les revenus du ménage dépassent le seuil supérieur égal à 150 p.c. du montant visé à l'alinéa précédent, aucune renonciation n'est accordée.

Pour la détermination des seuils, il y a lieu de tenir compte du montant visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 8 août 1997 susvisé, pour chacune des personnes autres que le titulaire qui font partie du même ménage.

Art. 8. Lorsque les revenus du ménage sont compris entre les deux montants ou seuils visés à l'article 7, la renonciation peut être accordée pour la partie de l'indu qui dépasserait la moitié du montant des revenus du ménage diminués de la valeur du seuil inférieur.

CHAPITRE III. — *Cas spécifiques faisant l'objet d'un examen particulier*

Art. 9. Par dérogation aux dispositions du chapitre précédent, il est renoncé à la récupération intégrale de l'indu, quelle que soit l'importance des revenus du ménage, lorsque cet indu est la conséquence de l'assujettissement erroné au secteur des indemnités d'un titulaire de bonne foi. Si le titulaire peut faire valoir des droits à des prestations pour la même période dans le cadre d'un autre régime ou d'une autre

Art. 2. Het dossier moet alle nuttige aanwijzingen bevatten waarmee de goede of kwade trouw van de sociaal verzekerde kan worden aangetoond. De sociaal verzekerde kan elk element dat hij in dat opzicht relevant acht en dat door de verzekeringsinstelling aan het Beheerscomité zal worden medegedeeld, doen gelden.

Art. 3. De procedure tot verzaking is evenwel niet van toepassing voor de volgende categorieën van onverschuldigde bedragen :

1° onverschuldigde bedragen van minder dan - of gelijk aan tienduizend frank;

2° onverschuldigde bedragen die overeenstemmen met de uitkeringen die werden uitbetaald na de hervatting van een beroepsactiviteit, bedoeld in artikel 66, 2° van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen, hierna het koninklijk besluit van 20 juli 1971 genoemd, met uitzondering van de activiteiten bedoeld in de artikelen 23ter en 23quater van hetzelfde besluit;

3° onverschuldigde bedragen voor de terugvordering waarvan het ziekenfonds gesubrogeerd is in de rechten van de sociaal verzekerde krachtens artikel 29, § 1, 1°, 2° en 4° en artikel 30 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971, met uitzondering van het gedeelte van het onverschuldigde bedrag bedoeld in artikel 10 van hoofdstuk III, en de uitkeringen die ten onrechte werden toegekend aan de gerechtigde, ingevolge samenloop met één van de voordelen bedoeld in artikel 28, eerste lid of artikel 29, § 1, 5°, van hetzelfde besluit.

Art. 4. Het dossier moet eveneens een kopie bevatten van de schuldbekentenis, ondertekend door de betrokkene, of bij gebreke hiervan, van de beslissing tot terugvordering van het onverschuldigde bedrag, betekend aan de betrokkene, waartegen geen beroep zou zijn ingesteld binnen de op straffe van verval voorgeschreven termijn, of van de uitvoerbare titel die het bestaan van het onverschuldigde bedrag vaststelt, evenals de grootte hiervan. In geval van betwisting betreffende het onverschuldigde bedrag voor de bevoegde rechtscolleges, zal het dossier pas onderzocht kunnen worden na het verkrijgen van de uitvoerbare titel.

Art. 5. Zodra het dossier ontvangen wordt, meldt de Dienst voor uitkeringen de ontvangst van het verzoek aan de sociaal verzekerde en houdt hem op de hoogte van het onderzoek van zijn dossier.

HOOFDSTUK II. — *Behartigenswaardigheid vastgesteld op basis van het gezinsinkomen van de sociaal verzekerde*

Art. 6. De behartigenswaardigheid wordt bepaald op basis van het gezinsinkomen van de gerechtigde. Onder gezinsinkomen moet het geheel van de belastbare bruto-inkomsten worden verstaan, voor elke aftrek of vermindering, van iedere persoon die deel uitmaakt van het gezin van de gerechtigde.

Het bedrag van de belastbare bruto-inkomsten wordt evenwel verminderd met het bedrag van de fiscaal aftrekbare beroepskosten en met het bedrag van de sociale zekerheidsbijdragen, betaald in het kader van het sociaal statuut der zelfstandigen.

Art. 7. Wanneer het gezinsinkomen lager is dan de jaarlijkse drempel, die overeenstemt met het bedrag bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 ter bepaling van de inkomensvoorwaarden en de voorwaarden in verband met de ingang, het behoud en de intrekking van het recht op de verhoogde verzekerings-tegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 1, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt er verzaakt aan terugvordering voor het volledig onverschuldigde bedrag.

Wanneer het gezinsinkomen de bovendrempel overschrijdt, die gelijk is aan 150 % van het in het vorige lid bedoelde bedrag, wordt er geen enkele verzaking aan terugvordering toegekend.

Voor het bepalen van de drempels moet er rekening worden gehouden met het bedrag bedoeld in artikel 1, § 1, tweede lid, van het voormelde koninklijk besluit van 8 augustus 1997, voor iedere persoon, ander dan de gerechtigde zelf, die deel uitmaakt van hetzelfde gezin.

Art. 8. Wanneer het gezinsinkomen tussen de twee bedragen of drempels bedoeld in artikel 7 ligt, kan verzaakt worden aan terugvordering voor het gedeelte van het onverschuldigde bedrag dat de helft van het bedrag van het gezinsinkomen, verminderd met de waarde van de onderdrempel, zou overschrijden.

HOOFDSTUK III. — *Specifieke gevallen die een bijzonder onderzoek vergen*

Art. 9. In afwijking van de bepalingen van het vorige hoofdstuk wordt er verzaakt aan terugvordering voor het volledig onverschuldigd bedrag, ongeacht de hoogte van het gezinsinkomen, wanneer dit onverschuldigd bedrag het gevolg is van een onterechte onderwerping aan de sector uitkeringen van een gerechtigde, die te goeder trouw is. Indien de gerechtigde in het kader van een andere regeling of van een

législation, la renonciation n'est accordée que pour la partie de l'indu qui excède le montant de ces prestations, déduction faite des retenues sociales et fiscales.

La limitation visée à l'article 3, 1° n'est pas applicable dans un tel cas.

Art. 10. Lorsque le titulaire a bénéficié d'une indemnité non réduite en attendant le versement d'un autre avantage, tel qu'une indemnité pour accident de travail ou maladie professionnelle, et lorsque la mutualité subrogée au titulaire a reçu un versement correspondant à l'intégralité du montant net des arrérages dus au titulaire, il est renoncé à la partie de l'indu qui correspond au solde, à savoir la différence entre le montant des indemnités payées par la mutualité pour la période concernée et le montant net des arrérages versés à la mutualité. Cette renonciation est accordée indépendamment de toute condition de revenu.

La limitation visée à l'article 3, 1° n'est pas applicable dans un tel cas.

Art. 11. Par dérogation aux dispositions du chapitre précédent, lorsque le titulaire est présumé incapable de travailler en application des articles 23ter ou 23quater de l'arrêté royal du 20 juillet 1971, le caractère digne d'intérêt est déterminé sur base de la situation sociale et financière du ménage du titulaire, ainsi que sur base d'une proportionnalité équitable entre l'ampleur de la récupération d'une part, et la gravité de l'infraction et/ou l'importance des gains professionnels, d'autre part. La renonciation ne peut toutefois porter sur la totalité ou la partie des indemnités qui n'auraient pu être accordées en application des articles 22 à 23bis de l'arrêté royal du 20 juillet 1971.

CHAPITRE IV. — *Traitement du dossier. — Procédure*

Art. 12. Le dossier transmis par l'organisme assureur au Comité de gestion comprend en règle générale deux parties : la première est relative aux éléments susceptibles d'établir la bonne foi ou la mauvaise foi de l'assuré social et la seconde a trait aux revenus du ménage du titulaire, établis sur base de documents de preuve déterminés par voie de circulaire.

Le dossier se rapportant au cas visé à l'article 9 comporte d'une part les éléments relatifs à la bonne foi du titulaire et d'autre part, toutes les indications utiles au sujet de l'assujettissement erroné ainsi qu'à la situation de l'assuré social qui en résulte à l'égard d'autres régimes ou législations.

Le dossier introduit pour un cas visé à l'article 10 doit comporter toutes les indications utiles relatives à la récupération qui a pu être obtenue par l'organisme assureur auprès du tiers débiteur, par voie de subrogation. Ces cas peuvent également être communiqués par voie de procédure simplifiée dont les modalités auront été approuvées par le Comité de gestion.

Le dossier introduit en application de l'article 11 doit comporter, outre les éléments relatifs à la bonne ou mauvaise foi du titulaire, toutes les indications utiles relatives aux revenus du ménage du titulaire ainsi qu'au caractère de gravité de l'infraction commise et/ou du montant des revenus de l'activité exercée hors des conditions réglementaires.

Art. 13. Lorsque le Comité de gestion décide, sur base de l'avis rendu par le Service des indemnités, de rejeter la demande de renonciation, le Service notifie cette décision à l'assuré social dans le meilleur délai, par envoi recommandé et avec les mentions énumérées à l'article 14 de la charte de l'assuré social; le Service adresse une copie de cette notification à l'organisme assureur.

Art. 14. Lorsque le Comité de gestion estime, sur base de l'avis rendu par le Service des indemnités, qu'une renonciation, fût-elle partielle, peut être prise en considération sur base des éléments figurant au dossier mais qu'un examen complémentaire est opportun, le Service transmet le dossier sans délai au Service du contrôle administratif de l'Institut.

Après un délai de six mois à dater de la communication du dossier et en l'absence de toute observation, correction ou rectification apportée par le Service du contrôle administratif au sujet des éléments constituant le dossier de renonciation, une décision de renonciation est notifiée par le Service des indemnités suivant les modalités déterminées à l'article 13. Dans le cas contraire, le dossier est à nouveau soumis au Comité de gestion avec les remarques et constatations du Service du contrôle administratif.

andere wetgeving voor dezelfde periode rechten op prestaties kan doen gelden, wordt de verzaking aan terugvordering slechts toegekend voor het gedeelte van het onverschuldigde bedrag dat het bedrag van die prestaties overschrijdt, na aftrek van de sociale en fiscale inhoudingen.

Het grensbedrag bedoeld in artikel 3, 1° is niet van toepassing in dergelijk geval.

Art. 10. Wanneer de gerechtigde een niet verminderde uitkering heeft ontvangen, in afwachting van de betaling van een ander voordeel, zoals een vergoeding wegens arbeidsongeval of beroepsziekte, en wanneer het ziekenfonds dat in de plaats is getreden van de gerechtigde, een betaling ontvangen heeft, die overeenstemt met het volledige nettobedrag van de achterstellen die aan de gerechtigde verschuldigd zijn, wordt er verzaakt aan terugvordering voor het gedeelte van het onverschuldigde bedrag dat overeenstemt met het saldo, namelijk het verschil tussen het bedrag aan uitkeringen betaald door het ziekenfonds over de betrokken periode en het nettobedrag van de achterstellen, betaald aan het ziekenfonds. Deze verzaking aan terugvordering wordt toegekend zonder enige inkomensvoorwaarde.

Het grensbedrag bedoeld in artikel 3, 1° is niet van toepassing in dergelijk geval.

Art. 11. In afwijking van de bepalingen van het vorige hoofdstuk, wordt de behartigenswaardigheid, wanneer de gerechtigde vermoed wordt arbeidsongeschikt te zijn in toepassing van artikel 23ter of artikel 23quater van het koninklijk besluit van 20 juli 1971, bepaald op basis van de sociale en financiële situatie van het gezin van de gerechtigde, en op basis van een billijke evenredigheid tussen de omvang van de terugvordering enerzijds, en de ernst van de inbreuk en/of de omvang van de beroepswinsten anderzijds. De verzaking kan echter niet slaan op de totaliteit of het gedeelte van de uitkeringen die niet toegekend hadden kunnen worden in toepassing van de artikelen 22 tot 23bis van het koninklijk besluit van 20 juli 1971.

HOOFDSTUK IV. — *Behandeling van het dossier. — Procedure*

Art. 12. Het dossier dat door de verzekeringsinstelling aan het Beheerscomité wordt bezorgd, omvat gewoonlijk twee delen : het eerste betreft de gegevens die van aard zijn de goede of kwade trouw van de sociaal verzekerde aan te tonen en het tweede betreft het gezinsinkomen van de gerechtigde, dat wordt vastgesteld op basis van de bewijsdocumenten, welke per omzendbrief worden bepaald.

Het dossier betreffende de in artikel 9 bedoelde situatie omvat enerzijds de gegevens omtrent de goede trouw van de gerechtigde en anderzijds alle nuttige aanwijzingen in verband met de verkeerde onderwerping en met de situatie van de sociaal verzekerde die eruit voortvloeit, ten opzichte van andere regelingen of wetgevingen.

Het dossier dat wordt ingediend voor de situatie bedoeld in artikel 10, moet alle nuttige aanwijzingen bevatten betreffende de terugvordering, welke via subrogatie door de verzekeringsinstelling bij de derde-schuldenaar kon worden bekomen. Deze dossiers kunnen eveneens megedeeld worden via een vereenvoudigde procedure volgens de modaliteiten die goedgekeurd zullen worden door het Beheerscomité.

Het dossier dat wordt ingediend in toepassing van artikel 11, moet naast de gegevens omtrent de goede of kwade trouw van de gerechtigde, alle nuttige aanwijzingen bevatten over de inkomsten van het gezin van de gerechtigde evenals over de ernst van de begane inbreuk en/of het bedrag van het inkomen uit de activiteit die uitgeoefend werd zonder inachtnaam van de reglementaire bepalingen.

Art. 13. Wanneer het Beheerscomité, op basis van het advies geformuleerd door de Dienst voor uitkeringen, beslist de aanvraag tot afstand te verwerpen, wordt die beslissing zo snel mogelijk, per aangetekende zending en met de vermeldingen opgesomd in artikel 14 van het handvest van de sociaal verzekerde, door de Dienst aan de sociaal verzekerde betekend; de Dienst stuurt een kopie van deze kennisgeving aan de verzekeringsinstelling.

Art. 14. Wanneer het Beheerscomité, op basis van het advies geformuleerd door de Dienst voor uitkeringen, meent dat een verzaking, zij het een gedeeltelijke, op basis van de dossiergegevens in overweging kan worden genomen, maar dat een bijkomend onderzoek aangewezen is, bezorgt de Dienst het dossier onverwijld aan de Dienst voor administratieve controle van het Instituut.

Na een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de mededeling van het dossier en bij ontstentenis van enige bemerking, verbetering of rechtzetting aangebracht door de Dienst voor administratieve controle in verband met de gegevens in het dossier, wordt volgens de modaliteiten bepaald in artikel 13 kennis gegeven van een beslissing tot verzaking aan terugvordering door de Dienst voor uitkeringen. In het tegengestelde geval wordt het dossier opnieuw aan het Beheerscomité voorgelegd met de bemerkingen en vaststellingen van de Dienst voor administratieve controle.

CHAPITRE V. — *Entrée en vigueur*

Art. 15. Le présent règlement produit ses effets le 1^{er} janvier 1997 et s'applique aux indemnités indûment payées depuis cette date.

Toutefois, le délai de trois mois visé à l'article 1^{er}, alinéa 2, ne prend cours qu'à partir de la date à laquelle le présent règlement est publié au *Moniteur belge*.

Le Président,
G. Verhaegen.

Le Fonctionnaire dirigeant,
P. De Milt.

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 2001 — 774

[C — 2001/02013]

13 MARS 2001. — Arrêté royal instituant un congé préalable à la mise à la retraite en faveur des agents de la Fonction publique administrative fédérale qui sont titulaires des grades classés dans les niveaux 3 et 4

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté, institue un congé préalable à la mise à la retraite en faveur des agents nommés à titre définitif de la Fonction publique administrative fédérale qui sont titulaires des grades classés dans les niveaux 3 et 4.

Ce congé doit offrir la possibilité de quitter leur fonction aux personnes qui ont atteint ou dépassé l'âge de 55 ans au 31 décembre 2000 et qui compteront, à l'âge de 60 ans, au moins 20 années de service admissibles pour l'ouverture du droit à la pension de retraite d'agent de l'Etat.

Cette opportunité leur est offerte dans le cadre de la réforme Copernic qui est imminente. Le congé préalable à la mise en retraite s'inscrit par ailleurs dans la philosophie de soutien de l'Etat providence actif. De plus cette disposition était formulée dans le cahier des revendications des syndicats. Compte tenu de leur âge et du nombre d'années de service, il ne peut plus être exigé de chacun qu'il s'engage et participe pleinement aux réformes.

CHAPITRE I^{er}. — *Du champ d'application*

Cette possibilité de congé préalable à la mise à la retraite est offerte à tous les agents nommés à titre définitif titulaires des grades classés dans les niveaux 3 et 4 et qui appartiennent à la Fonction publique administrative fédérale comme mentionné dans l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique.

Sont exclus du champ d'application du présent arrêté royal les agents des niveaux 3 et 4 qui peuvent déjà bénéficier d'autres régimes de congé préalable à la mise à la retraite, à savoir ceux des Services extérieurs de la Direction générale des Etablissements pénitentiaires et certains agents des Services opérationnels de la Protection civile.

Pour être clair, les conditions d'ancienneté reprises dans ces systèmes sont plus exigeantes que celles imposées dans le présent arrêté royal. Dès lors, les personnes qui ne peuvent bénéficier des régimes déjà existants à cause des conditions d'ancienneté peuvent utiliser le régime de congé préalable à la mise à la retraite instauré par le présent arrêté royal.

CHAPITRE II. — *Des dispositions réglementaires*

Peuvent introduire leur demande, les agents des niveaux 3 et 4 des ministères, parastataux et établissements scientifiques qui ont au moins atteint l'âge de 55 ans au 31 décembre 2000 et qui, à l'âge de 60 ans, compteront au moins 20 années de service admissibles pour l'ouverture du droit à la pension de retraite dans le secteur public.

L'exigence de 20 années de service admissibles résulte du fait qu'ils ont besoin de ce nombre d'années pour bénéficier d'une pension supérieure au revenu minimum garanti.

Ils doivent adresser leur demande à leur chef d'administration par lettre recommandée. Au sein des parastataux, ils doivent adresser leur demande à leur fonctionnaire dirigeant. Le chef d'administration ou le fonctionnaire dirigeant peut faire débiter leur congé préalable à la mise à la retraite, suivant les besoins du service, le premier jour des mois de juin 2001, septembre 2001, décembre 2001, mars 2002 ou juin 2002. Trois mois doivent au moins séparer l'introduction de la demande et le début du congé.

HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding*

Art. 15. Deze verordening heeft uitwerking vanaf 1 januari 1997 en is van toepassing op de uitkeringen die vanaf die datum ten onrechte werden uitbetaald.

De termijn van drie maanden bedoeld in artikel 1, tweede lid, vangt evenwel pas aan vanaf de datum van publicatie van deze verordening in het *Belgisch Staatsblad*.

De Voorzitter,
G. Verhaegen.

De Leidend ambtenaar,
P. De Milt.

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 2001 — 774

[C — 2001/02013]

13 MAART 2001. — Koninklijk besluit tot invoering van een verlof voorafgaand aan de pensionering ten gunste van ambtenaren van het federaal administratief Openbaar Ambt die titularis zijn van de graden die gerangschikt zijn in niveau 3 en 4

VERSLAG AAN DE KONING,

Sire,

Het ontwerp van besluit dat ik de eer heb aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, voert een verlof voorafgaand aan de pensionering in ten gunste van vastbenoemde ambtenaren van het federaal administratief Openbaar Ambt die titularis zijn van de graden die gerangschikt zijn in niveau 3 en 4.

Dit verlof dient aan de mensen die op 31 december 2000 de leeftijd van 55 jaar bereikt hebben, of ouder zijn, en die op 60 jarige leeftijd ten minste 20 in aanmerking komende dienstjaren zullen tellen vóór de opening van het recht op een ambtenarenpensioen, de mogelijkheid te geven om uit te stappen.

Deze mogelijkheid wordt hen geboden in het kader van de nakende Copernicshervorming. Het verlof voorafgaand aan de pensionering past ook in de filosofie van de ondersteuning van de actieve welvaartaat. Bovendien werd deze maatregel gevraagd in het eisencahier van de vakbonden. Gezien hun leeftijd en het aantal dienstjaren kan niet van iedereen meer geëist worden dat zij zich ten volle inzetten en inleven in de hervormingen.

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Deze mogelijkheid van verlof voorafgaand aan de pensionering staat open voor alle vastbenoemde ambtenaren die titularis zijn van de graden gerangschikt in niveau 3 of 4 en die behoren tot het federaal administratief Openbaar Ambt zoals omschreven in artikel 1, § 1, van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken.

Ambtenaren van niveau 3 en 4 die reeds kunnen genieten van andere stelsels van verlof voorafgaand aan de pensionering, zijnde deze van de Buitendiensten van het Directoraat-generaal Strafinrichtingen en sommige ambtenaren van de Operationele diensten van de Civiele Bescherming, worden uitgesloten van het toepassingsgebied van dit koninklijk besluit.

Ter verduidelijking de anciënniteitsvoorwaarden die in deze stelsels vermeld zijn, zijn hoger dan diegene die in dit koninklijk besluit opgelegd worden. Derhalve kunnen mensen die voor de reeds bestaande stelsels niet in aanmerking komen omwille van anciënniteitsvoorwaarden, wel van het door dit koninklijk besluit ingestelde stelsel van verlof voorafgaand aan de pensionering gebruik maken.

HOOFDSTUK II. — *Reglementaire bepalingen*

Ambtenaren van niveau 3 en 4 van de ministeries, parastatalen en wetenschappelijke instellingen die op 31 december 2000 ten minste 55 jaar oud zijn en op 60-jarige leeftijd ten minste 20 in aanmerking komende dienstjaren tellen voor de opening van het recht op rustpensioen in de openbare sector, kunnen hun verzoek indienen.

De vereiste van de 20 in aanmerking komende dienstjaren vloeit voort uit het feit dat zij dit aantal dienstjaren nodig hebben om een pensioen te hebben dat hoger is dan het gewaarborgd minimum inkomen.

Zij dienen hun aanvraag te richten aan hun hoofd van bestuur per aangetekende brief. Bij de parastatalen dienen zij hun aanvraag te richten tot hun leidinggevende ambtenaar. Het hoofd van bestuur of de leidinggevende ambtenaar kan hun verlof voorafgaand aan de pensionering, naargelang de behoeften van de dienst, laten aanvangen op de eerste dag van de volgende maanden: juni 2001, september 2001, december 2001, maart 2002 of juni 2002. Er dienen minstens 3 maanden voorbij te gaan tussen het indienen van de aanvraag en de aanvang van het verlof.

La période d'introduction de la demande de congé préalable à la mise à la retraite est limitée à deux mois, à savoir entre le 1^{er} mars 2001 et le 30 avril 2001. Concrètement, cela signifie que les personnes qui auront introduit leur demande en mars 2001 peuvent être mises en congé préalable à la mise à la retraite par leur chef d'administration ou leur fonctionnaire dirigeant au plus tôt à partir du 1^{er} juin 2001. Celles qui introduisent leur demande en avril 2001 peuvent être mises en congé préalable à la mise à la retraite, au plus tôt, à partir du 1^{er} septembre 2001.

En ce qui concerne le remplacement, il y a lieu de tenir compte des éléments suivants :

En premier lieu, ces agents mis en congé préalable à la mise à la retraite peuvent être remplacés, à concurrence des crédits de personnel libérés et moyennant l'accord préalable du Ministre du Budget, par des membres du personnel contractuel de niveau 3 ou 4 dans le cadre d'un contrat de travail pour une durée déterminée ne dépassant pas deux ans.

Deuxièmement, on peut également les remplacer en recrutant des agents nommés à titre définitif de niveau 1 ou 2+, ici également moyennant l'accord préalable du Ministre du Budget.

La période de deux ans pour le remplacement par des membres du personnel contractuel est justifiée vu que nous comptons avoir intégré le nouveau management dans les deux ans et que la confection de leur plan de personnel aura été finalisée. A ce moment, la carte des besoins réels sera dressée.

Compte tenu que ce départ possible peut conduire dans certains services jusqu'au départ anticipé de la moitié du personnel statutaire des niveaux 3 et 4, le chef d'administration ou le fonctionnaire dirigeant doit avoir la possibilité, moyennant l'accord préalable du Ministre de la Fonction publique et du Ministre du Budget, de remplacer ces personnes en recrutant à nouveau des agents nommés à titre définitif de niveau 3 ou 4. Dans ce cas, nous anticipons sur les nouveaux plans de personnel puisque là, les besoins du service sont définis par le Budget et la Fonction publique.

La période de congé est assimilée à une période d'activité de service. L'agent conserve ses titres à l'avancement dans l'échelle de traitement dont il bénéficiait avant le début du congé. En d'autres mots, il bénéficie encore des augmentations barémiques. Il ne peut toutefois plus faire valoir ses titres à la promotion qui est une condition pour la vacance d'un emploi.

De plus, l'agent qui opte pour ce congé préalable à la mise à la retraite est mis d'office en pension à l'âge de 60 ans.

Pendant le congé, les agents perçoivent un traitement d'attente égal à 70 % de leur dernier traitement annuel brut octroyé pour prestations complètes au moment du début de ce congé. Ce salaire annuel brut est majoré des allocations de foyer et de résidence ainsi que des suppléments de traitement qui sont pris en considération pour le calcul de la pension de retraite. Ils perçoivent également 70 % du pécule de vacances et de l'allocation de fin d'année dont ils bénéficieraient dans le cadre de prestations complètes.

Le cumul avec des revenus provenant d'autres activités professionnelles n'est pas interdit mais est limité conformément aux articles 4 et 9 de la loi du 5 mai 1994 réglant le cumul des pensions du secteur public avec des revenus provenant d'une activité professionnelle ou avec un revenu de remplacement.

Le présent arrêté entrera en vigueur le 1^{er} mars 2001, compte tenu du début imminent de la réforme Copernic. Les congés préalables à la mise à la retraite ne peuvent être demandés que jusqu'au 30 avril 2001. Il est important d'informer les agents de cette mesure dans les plus brefs délais pour ne pas perturber le bon fonctionnement des services et pour pouvoir garantir une bonne gestion du personnel. L'urgence est invoquée et aucun avis n'est dès lors demandé au Conseil d'Etat.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux et
les très fidèles serviteurs,
Le Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE
Le Ministre des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

Le Ministre de la Fonction publique
et de la Modernisation de l'administration,

L. VAN DEN BOSSCHE

De mogelijkheid om het verlof voorafgaand aan de pensionering aan te vragen is beperkt tot 2 maanden namelijk van 1 maart 2001 tot en met 30 april 2001. Meer concreet betekent dit dat de mensen die in maart 2001 hun aanvraag hebben ingediend ten vroegste door hun hoofd van bestuur of hun leidinggevende ambtenaar in verlof voorafgaand aan de pensionering kunnen gesteld worden vanaf 1 juni 2001. Diegenen die hun aanvragen in april 2001 indienen, kunnen pas ten vroegste in verlof voorafgaand aan de pensionering gesteld worden vanaf 1 september 2001.

Wat de vervanging betreft, geldt het volgende :

In eerste instantie kunnen deze in verlof voorafgaand aan de pensionering gestelde ambtenaren vervangen worden, ten belope van de vrijgekomen personeelskredieten en mits voorafgaand akkoord van de Minister van Begroting, door contractuele personeelsleden van niveau 3 of 4 in het kader van een arbeidsovereenkomst voor bepaalde tijd van maximaal twee jaar.

In tweede instantie kan men hen eveneens vervangen door rekrutering van vastbenoemde ambtenaren van niveau 1 of 2+, ook hier mits voorafgaand akkoord van de Minister van Begroting.

De periode van twee jaar voor vervanging door contractuele personeelsleden is bepaald gezien wij rekenen dat binnen de twee jaar het nieuw management zal geïntegreerd zijn en de opmaak van hun personeelsplan zullen beëindigd hebben. Pas dan zullen de werkelijke noden in kaart gebracht zijn.

Gezien deze mogelijke uitstap in sommige diensten ertoe kan leiden dat tot de helft van het statutair personeel van niveau 3 en 4 vroegtijdig vertrekt, moet het hoofd van bestuur of de leidinggevende ambtenaar de mogelijkheid hebben, mits voorafgaand akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Begroting, deze mensen te vervangen, opnieuw door rekrutering van vastbenoemde ambtenaren van niveau 3 of 4. In casu lopen we dus vooruit op de nieuwe personeelsplannen gezien de behoeften van de dienst gescreend worden door Begroting en Ambtenarenzaken.

Deze verlofperiode wordt met dienstactiviteit gelijkgesteld. De ambtenaar behoudt zijn rechten op bevordering in weddenschaal die hij vóór de aanvang van het verlof had m.a.w. de baremieke verhogingen krijgt hij nog. Hij kan echter geen aanspraak meer maken op bevordering zo er een voorwaarde is dat er een plaats vacant is.

Verder wordt de ambtenaar die voor dit verlof voorafgaand aan de pensionering kiest ambtshalve op rust gesteld op de leeftijd van 60 jaar.

Tijdens het verlof ontvangen de ambtenaren een wachtgeld dat gelijk is aan 70 % van hun laatste bruto-jaarwedde voor volledige prestaties die hen toegekend is op het ogenblik van de aanvang van het verlof. Eveneens wordt deze bruto-jaarwedde verhoogd met de haard- en standplaatstoelage en de weddenbijslagen die in aanmerking worden genomen voor de berekening van het rustpensioen. Zij ontvangen eveneens 70 % van het vakantiegeld en de eindejaarstoelage die zij zouden genieten zo zij volledige prestaties zouden hebben.

De cumul met inkomsten uit andere beroepsactiviteiten is niet verboden maar is wel begrensd overeenkomstig de artikelen 4 en 9 van de wet van 5 april 1994 houdende regeling van de cumulatie van pensioenen van de openbare sector met inkomsten voortvloeiend uit de uitoefening van een beroepsactiviteit of met een vervangingsinkomen.

Dit besluit zal, gezien de nakende start van de Copernicushervorming, in werking treden op 1 maart 2001 en de verloven voorafgaand aan de pensionering kunnen slechts aangevraagd worden tot 30 april 2001. Dus om de werking van de diensten niet te verstoren en een goed personeelsbeheer te kunnen waarborgen, is het belangrijk dat de ambtenaren zo snel mogelijk over deze maatregel worden ingelicht. De dringende noodzakelijkheid wordt ingeroepen en we vragen derhalve geen advies bij de Raad van State.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en
zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE
De Minister van Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE

De Minister van Ambtenarenzaken
en Modernisering van de openbare besturen,

L. VAN DEN BOSSCHE

13 MARS 2001. — Arrêté royal instituant un congé préalable à la mise à la retraite en faveur des agents de la Fonction publique administrative fédérale qui sont titulaires des grades classés dans les niveaux 3 et 4

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, notamment l'article 46, modifié par la loi du 21 mai 1991;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 novembre 2000;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 2 février 2001;

Vu l'accord de Notre Ministre des Pensions, donné le 20 novembre 2000;

Vu le protocole n° 377 du 7 février 2001 du Comité des services publics fédéraux communautaires et régionaux;

Vu le protocole n° 121/1 du 15 février 2001 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté entrera en vigueur le 1^{er} mars 2001 et que les congés peuvent être demandés jusqu'au 30 avril 2001, et qu'afin de ne pas perturber le bon fonctionnement des services et de garantir une bonne gestion du personnel, il est important d'informer les agents le plus rapidement possible de cette mesure;

Sur la proposition de Notre Ministre du Budget, de Notre Ministre des Pensions, de Notre Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Du champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux agents qui sont titulaires des grades classés dans les niveaux 3 et 4 et qui font partie des services publics visés à l'article 1^{er}, § 1^{er} de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique.

Sont exclus de l'application du présent arrêté, les agents qui peuvent bénéficier des régimes de congé préalable à la mise à la retraite fixés par l'arrêté royal du 25 septembre 1998 instituant un congé préalable à la mise à la retraite en faveur de certains agents en service dans les services extérieurs de la Direction générale des Etablissements pénitentiaires et par l'arrêté royal du 22 mars 1999 instituant un congé préalable à la mise à la retraite en faveur de certains agents des services opérationnels de la Protection civile.

Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par « Chef d'administration » pour ce qui est des organismes d'intérêt public « Fonctionnaire dirigeant ».

CHAPITRE 2. — *Des dispositions réglementaires*

Art. 2. Les agents visés à l'article 1^{er} qui ont au moins atteint l'âge de 55 ans en 2000 et qui compteront à l'âge de 60 ans au moins vingt années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension de retraite dans le secteur public, ont le droit d'être mis en congé à leur demande.

La demande est introduite par lettre recommandée auprès du chef d'administration.

Le congé peut débuter le premier jour des mois de juin 2001, de septembre 2001, de décembre 2001, de mars 2002 ou de juin 2002.

Le congé peut être demandé jusqu'au 30 avril 2001.

13 MAART 2001. — Koninklijk besluit tot invoering van een verlof voorafgaand aan de pensionering ten gunste van ambtenaren van het federaal administratief Openbaar Ambt die titularis zijn van de graden die gerangschikt zijn in niveau 3 en 4

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, inzonderheid op artikel 46, gewijzigd bij de wet van 21 mei 1991;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 november 2000;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 2 februari 2001;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Pensioenen, gegeven op 20 november 2000;

Gelet op het protocol nr. 377 van 7 februari 2001 van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op het protocol nr. 121/1 van 15 februari 2001 van het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het besluit zal in werking treden op 1 maart 2001 en de verlopen kunnen aangevraagd worden tot 30 april 2001, en dat het om de werking van de diensten niet te verstoren en een goed personeelsbeheer te waarborgen, belangrijk is dat de ambtenaren zo snel mogelijk zouden ingelicht worden over deze maatregel;

Op de voordracht van Onze Minister van Begroting, van Onze Minister van Pensioenen, van Onze Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op de ambtenaren die titularis zijn van de graden die gerangschikt zijn in niveau 3 en 4 en behoren tot de openbare diensten, zoals bepaald in artikel 1, § 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken.

Van de toepassing van dit besluit worden uitgesloten de ambtenaren die kunnen genieten van de stelsels van verlof voorafgaand aan de pensionering zoals bepaald werd door het koninklijk besluit van 25 september 1998 tot invoering van een verlof voorafgaand aan de pensionering ten gunste van sommige ambtenaren in dienst in de buitendiensten van het Directoraat-generaal Strafinrichtingen en door het koninklijk besluit van 22 maart 1999 tot invoering van een verlof voorafgaand aan de pensionering voor sommige ambtenaren van de operationele diensten van de Civiele Bescherming.

Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder « Hoofd van Bestuur » voor wat de instellingen van openbaar nut betreft. « Leidindgevende ambtenaar ».

HOOFDSTUK 2. — *Reglementaire bepalingen*

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde ambtenaren die ten minste de leeftijd van 55 jaar hebben bereikt in de loop van 2000 en die op zestigjarige leeftijd ten minste twintig in aanmerking komende dienstjaren tellen voor de opening van het recht op rustpensioen in de openbare sector, hebben het recht om op hun verzoek in verlof te worden gesteld.

De aanvraag geschiedt per aangetekende brief bij het hoofd van bestuur.

Het verlof kan aanvangen op de eerste dag van de maand juni 2001, september 2001, december 2001, maart 2002 of juni 2002.

De mogelijkheid om dit verlof aan te vragen blijft bestaan tot en met 30 april 2001.

Art. 3. Le chef d'administration détermine, compte tenu des besoins du service, pour chacune des dates fixées à l'article 2, les congés qui peuvent débiter à chacune de ces dates.

Art. 4. Le chef d'administration peut, à concurrence des crédits de personnel libérés, moyennant l'accord préalable du Ministre du Budget, remplacer ces agents soit, pendant la période de congé par l'engagement de membres de personnel des niveaux 3 ou 4 par contrat de travail à durée déterminée de maximum deux ans soit, par le recrutement d'agents nommés à titre définitif des niveaux 1 ou 2+.

Art. 5. Par dérogation à l'article 4, le chef d'administration général peut, compte tenu des besoins du service, recruter des agents nommés à titre définitif des niveaux 3 et 4 moyennant l'accord préalable du Ministre de la Fonction publique et du Ministre du Budget.

Art. 6. § 1^{er}.- La période de congé est assimilée à une période d'activité de service pendant laquelle l'agent conserve ses titres à l'avancement dans l'échelle de traitement dont il bénéficiait avant le début du congé. Il perd toutefois ses titres à la promotion lorsque la vacance d'emploi est une condition à la promotion.

§ 2.- L'agent est en congé préalable jusque et y compris le mois où il atteint l'âge de 60 ans. L'agent s'engage à prendre sa pension de retraite légale anticipée lorsqu'il atteint l'âge de 60 ans.

Art. 7. § 1^{er}.- L'agent, en congé préalable à la mise à la retraite, perçoit un traitement d'attente égal à septante pourcent de son dernier traitement d'activité. Par dernier traitement d'activité, il y a lieu d'entendre le dernier traitement annuel brut, précédant la prise de cours du congé, qui serait versé à l'agent s'il accomplissait des prestations complètes. Ce traitement annuel brut est éventuellement majoré de l'allocation de foyer ou de résidence et les suppléments de traitement qui sont pris en considération pour le calcul de la pension de retraite.

§ 2.- L'agent perçoit également le pécule de vacances et l'allocation de fin d'année.

Le pécule de vacances et l'allocation de fin d'année sont dus à concurrence de 70 % du montant qui serait versé à l'agent s'il accomplissait des prestations complètes.

Art. 8. Une fois la demande introduite, il n'est plus permis de revenir sur la demande du congé préalable à la mise à la retraite et la date de la mise à la retraite.

Art. 9. Les membres du personnel statutaires qui bénéficient du congé prévu à l'article 2, peuvent, moyennant autorisation préalable exercer une autre activité professionnelle. Dans le cas cependant où les revenus de cette activité professionnelle dépassent les limites prévues aux articles 4 et 9 de la loi du 5 avril 1994 réglant le cumul des pensions du secteur public avec des revenus provenant d'une activité professionnelle ou avec un revenu de remplacement, le traitement d'attente sera réduit ou suspendu de la même manière qu'une pension de retraite.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2001.

Art. 11. Notre Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mars 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

Le Ministre de la Fonction publique
et de la Modernisation de l'administration,

L. VAN DEN BOSSCHE

Art. 3. Het hoofd van bestuur bepaalt, rekening houdende met de behoeften van de dienst, voor elke datum opgenomen in artikel 2 welke verloven op elke datum mogen aanvangen.

Art. 4. Het hoofd van bestuur kan deze ambtenaren ten belope van de vrijgekomen personeelskredieten vervangen, mits voorafgaand akkoord van de Minister van Begroting, ofwel gedurende de verloopperiode door de indienstneming van personeelsleden van niveau 3 of 4 in het kader van een arbeidsovereenkomst voor bepaalde tijd van maximaal twee jaar ofwel door de werving van vastbenoemde ambtenaren van niveau 1 of 2+.

Art. 5. In afwijking van artikel 4 kan het hoofd van bestuur rekening houdende met de behoeften van de dienst, vastbenoemde ambtenaren van niveau 3 of 4 werven mits voorafgaand akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Begroting.

Art. 6. § 1.- De verlofperiode wordt met dienstactiviteit gelijkgesteld en de ambtenaar behoudt tijdens deze periode zijn rechten op bevordering in de weddeschaal die hij genoot voor de aanvang van het verlof. Hij verliest echter zijn aanspraak op een bevordering wanneer er als voorwaarde voor de bevordering vereist is dat er een plaats vacant is.

§ 2.- De ambtenaar is met verlof tot en met de maand waarin hij de leeftijd van 60 jaar bereikt heeft. De ambtenaar gaat de verplichting aan het vervroegde wettelijke rustpensioen op te nemen bij het bereiken van de leeftijd van 60 jaar.

Art. 7. § 1.- De ambtenaar, met verlof voorafgaand aan de pensionering, ontvangt een wachtgeld gelijk aan zeventig percent van zijn laatste activiteitswedde. Onder laatste activiteitswedde dient te worden verstaan de laatst toegekende brutojaarwedde, voorafgaand aan de aanvang van het verlof, die aan de ambtenaar zou worden uitgekeerd wanneer hij volledige prestaties zou volbrengen. Deze brutojaarwedde wordt eventueel verhoogd met de haard- en standplaatstoelage en de weddebijslagen die in aanmerking worden genomen voor de berekening van het rustpensioen.

§ 2.- De ambtenaar ontvangt tevens het vakantiegeld en de eindejaarstoelage.

Het vakantiegeld en de eindejaarstoelage zijn verschuldigd ten belope van 70 % van het bedrag dat aan het personeelslid zou worden uitgekeerd wanneer hij volledige prestaties zou volbrengen.

Art. 8. Op de aanvraag tot voorafgaandelijke inverlofstelling en de datum van pensionering, kan na het indienen van de aanvraag niet meer teruggekomen worden.

Art. 9. De statutaire personeelsleden die genieten van het in artikel 2 bedoeld verlof mogen, mits voorafgaande toelating, andere beroepsactiviteiten uitoefenen. Indien de inkomsten uit die beroepsactiviteiten de grenzen inzake cumulatie bepaald bij de artikelen 4 en 9 van de wet van 5 april 1994 houdende regeling van de cumulatie van pensioenen van de openbare sector met inkomsten voortvloeiend uit de uitoefening van een beroepsactiviteit of met een vervangingsinkomen overschrijden, wordt het wachtgeld verminderd of geschorst op dezelfde wijze als een rustpensioen.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2001.

Art. 11. Onze Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 maart 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE

De Minister van Ambtenarenzaken
en Modernisering van de openbare besturen,

L. VAN DEN BOSSCHE

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 2001 — 775

[C – 2001/33012]

**30. NOVEMBER 2000 — Erlass der Regierung über den Beitrag der Deutschsprachigen Gemeinschaft
und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses zu den Beförderungskosten der Personalmitglieder**

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, insbesondere Artikel 54, ersetzt durch das Gesetz vom 18. Juli 1990;

Aufgrund des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses, insbesondere Artikel 11 § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 22. Juli 1993;

Aufgrund des Dekretes vom 19. Juni 1990, zur Schaffung einer Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung, insbesondere Artikel 13;

Aufgrund des Dekretes vom 16. Dezember 1991 über die Aus- und Weiterbildung im Mittelstande und in kleinen und mittleren Unternehmen, insbesondere Artikel 24 § 1;

Aufgrund des Königlichen Erlass vom 18. November 1991 zur Regelung des Beitrags des Staates und gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses zu den Beförderungskosten der Personalmitglieder;

Aufgrund des Protokolls Nr. 13/2000 des Sektorausschusses XIX vom 17. November 2000;

Aufgrund der Stellungnahme der Finanzinspektion vom 12. Oktober 2000;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers für den Haushalt und das Personal vom 30. November 2000;

Aufgrund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, insbesondere Artikel 3 § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass zum Wohle der Personalmitglieder, zur Gewährleistung ihrer finanziellen Interessen und zur Wahrung des Sozialfriedens die Ausführung des sektoriellen Abkommens 1999-2000 in Bezug auf den Beitrag zu den Beförderungskosten der Personalmitglieder keinen Aufschub duldet;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten, Minister für Beschäftigung, Behindertenpolitik, Medien und Sport;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Anwendungsbereich

Vorliegender Erlass ist ab dem 1. Januar 2000 anwendbar auf Personalmitglieder, deren tatsächlicher Wohnort in einer anderen Gemeinde liegt als ihr üblicher Arbeitsplatz.

Die Anwendung erstreckt sich auf die Personalmitglieder:

1. des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft;
2. folgender Einrichtungen öffentlichen Interesses der Deutschsprachigen Gemeinschaft:
 - die Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung;
 - das Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen;
 - das Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Art. 2 - Beitrag

§ 1. Die in Artikel 1 erwähnten Personalmitglieder erhalten für den Zeitraum ab dem 1. Januar 2000 einen pauschalen Beitrag für ihre Beförderung vom Wohnort zum Arbeitsplatz und vom Arbeitsplatz zum Wohnort auf Grundlage des Preises eines Wochen-Sozialabonnements der Belgischen Eisenbahngesellschaft für die festgelegte Entfernung. Der Beitrag beträgt 50% dieses Preises.

Die Kilometerzahl der Entfernung zwischen den zu berücksichtigenden Gemeinden wird vom Generalsekretär des Ministeriums festgelegt. Die Liste der festgelegten Entfernungen wird den betroffenen Personalmitgliedern zugänglich gemacht.

§ 2. Für ein ganzjähriges Beschäftigungsverhältnis werden pauschal 52 Wochen pro Kalenderjahr berücksichtigt. Bei Beschäftigungsverhältnissen, die kein ganzes Jahr umfassen, wird die Wochenzahl im Verhältnis gekürzt. Nötigenfalls wird auf eine volle Woche aufgerundet.

Das Anrecht auf den Beitrag entfällt für die Dauer:

1. einer vollzeitigen Laufbahnunterbrechung;
2. einer vertraglich vereinbarten Aussetzung des Arbeitsverhältnisses;
3. der ununterbrochenen Abwesenheit, die einer ununterbrochenen Abwesenheit von 30 Kalendertagen folgt, außer bei Jahresurlaub.

§ 3. Wenn bei einer teilzeitigen Beschäftigung das übliche Arbeitsregime weniger als fünf Arbeitstage pro Woche umfasst, wird der Beitrag verhältnismäßig gekürzt.

§ 4. Der Beitrag kann nicht mit Zahlungen kumuliert werden, die für die Benutzung des Fahrrads geleistet werden.

Art. 3 - Auszahlung

Der Beitrag wird monatlich zum gleichen Zeitpunkt und auf die gleiche Weise wie das Gehalt ausgezahlt. Für den Anwendungszeitraum vor Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses erfolgt eine Einmalzahlung.

Art. 4 - Übergangsbestimmungen

Für Personalmitglieder, die ab dem 1. Januar 2000 Beiträge zu ihren Abonnements für öffentliche Verkehrsmittel erhalten haben, wird die Differenz zu dem aufgrund vorliegenden Erlasses zustehenden Beitrag ausbezahlt.

Art. 5 - Aufhebungsbestimmungen

Der Königliche Erlass vom 18. November 1991 zur Regelung des Beitrags des Staates und gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses zu den Beförderungskosten der Personalmitglieder ist aufgehoben, was die Deutschsprachige Gemeinschaft betrifft.

Art. 6 - Inkrafttreten

Vorliegender Erlass tritt am Tage seiner Verabschiedung in Kraft.

Art. 7 - Schlussbestimmung

Der Minister-Präsident, zuständig für das Personal und den Haushalt, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 30. November 2000

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft
Der Minister-Präsident,
Minister für Beschäftigung, Behindertenpolitik, Medien und Sport
K.H. LAMBERTZ

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

F. 2001 — 775

[C — 2001/33012]

30 NOVEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement concernant l'intervention de la Communauté germanophone et de certains organismes d'intérêt public dans les frais de transport des membres du personnel

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 54, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1^{er}, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu le décret du 19 juin 1990 portant création d'un Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées, notamment l'article 13;

Vu le décret du 16 décembre 1991 relatif à la formation et la formation continue dans les Classes moyennes et les P.M.E., notamment l'article 24, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 18 novembre 1991 réglant l'intervention de l'Etat et de certains organismes d'intérêt public dans les frais de transport des membres du personnel;

Vu le protocole n° S13/2000 du comité de secteur XIX, établi le 17 novembre 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 octobre 2000;

Vu l'accord du Ministre compétent en matière de Budget et de Personnel, donné le 30 novembre 2000;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'exécution de l'accord sectoriel 1999-2000 relatif à l'intervention dans les frais de transport des membres du personnel ne souffre aucun délai si l'on veut assurer le bien-être des membres du personnel, garantir leurs intérêts financiers et maintenir la paix sociale;

Sur la proposition du Ministre-Président, Ministre de l'Emploi, de la Politique des Handicapés, des Médias et des Sports;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Champ d'application

Le présent arrêté est applicable dès le 1^{er} janvier 2000 aux membres du personnel dont la résidence effective est située dans une autre commune que celle de leur lieu de travail habituel.

L'application s'étend aux membres du personnel :

1° du Ministère de la Communauté germanophone;

2° des organismes d'intérêt public de la Communauté germanophone suivants :

- l'Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées;

- l'Institut pour la formation et la formation continue dans les Classes moyennes et les P.M.E.;

- l'Office de l'emploi de la Communauté germanophone.

Art. 2. Intervention

§ 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 2000, les membres du personnel visés à l'article 1^{er} perçoivent, pour se déplacer de leur résidence à leur lieu de travail et vice-versa, un montant forfaitaire établi sur la base du prix d'un abonnement social hebdomadaire auprès de la Société nationale des Chemins de Fer belges. L'intervention s'élève à 50 % de ce prix.

Le nombre de kilomètres que représente la distance entre les communes à considérer est déterminé par le Secrétaire général du Ministère. La liste des distances établies peut être consultée par les membres du personnel concernés.

§ 2 - Pour un engagement d'une année complète, 52 semaines calendrier sont forfaitairement prises en considération. Si l'engagement ne couvre pas une année complète, le nombre de semaines est réduit au prorata. Ce nombre est, au besoin, arrondi à l'unité supérieure.

Le droit à l'intervention est supprimé pour la durée :

1° d'une interruption de carrière à temps plein;

2° de la suspension de l'engagement prévue par contrat;

3° de l'absence ininterrompue suivant une absence ininterrompue de 30 jours calendrier, sauf en cas de congés de vacances annuelles.

§ 3. Si, en cas d'engagement à temps partiel, le régime de travail est inférieur à 5 jours ouvrables par semaine, l'intervention est réduite au prorata.

§ 4. L'intervention ne peut être cumulée avec les indemnités versées pour l'utilisation de la bicyclette.

Art. 3. Liquidation

L'intervention est liquidée mensuellement, en même temps et selon les mêmes modalités que le traitement. Pour la période d'application précédant l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'intervention est liquidée en un versement unique.

Art. 4. Dispositions transitoires

Les membres du personnel qui, à partir du 1^{er} janvier 2000, ont perçu des interventions pour leur abonnement auprès d'une société de transport en commun, se verront liquider la différence par rapport au montant dû en vertu du présent arrêté.

Art. 5. Dispositions abrogatoires

L'arrêté royal du 18 novembre 1991 réglant l'intervention de l'Etat et de certains organismes d'intérêt public dans les frais de transport des membres du personnel est abrogé pour ce qui concerne la Communauté germanophone.

Art. 6. Entrée en vigueur

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de son adoption.

Art. 7. Disposition finale

Le Ministre-Président, compétent en matière de Personnel et de Budget, est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Eupen, le 30 novembre 2000.

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Le Ministre-Président,
Ministre de l'Emploi, de la Politique des Handicapés, des Médias et des Sports
K.-H. LAMBERTZ

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 775

[C — 2001/33012]

30 NOVEMBER 2000. — Besluit van de Regering betreffende de regeling van de tegemoetkoming van de Duitstalige Gemeenschap en van sommige instellingen van openbaar nut in de vervoerkosten van de personeelsleden

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 54, vervangen bij de wet van 18 juli 1990;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, vervangen bij de wet van 22 juli 1993;

Gelet op het decreet van 19 juni 1990 houdende oprichting van een Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor de personen met een handicap, inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het decreet van 16 december 1991 betreffende de opleiding en de voortgezette opleiding in de Middenstand en de K.M.O.'s, inzonderheid op artikel 24, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 november 1991 tot regeling van de tegemoetkoming van de Staat en van sommige instellingen van openbaar nut in de vervoerkosten van de personeelsleden;

Gelet op het protocol nr. S13/2000 van het sectorcomité XIX, opgemaakt op 17 november 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 oktober 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister bevoegd inzake Begroting en Personeel, gegeven op 30 november 2000;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de uitvoering van het sectoraal akkoord 1999-2000 betreffende de tegemoetkoming in de vervoerkosten van de personeelsleden geen uitstel lijdt ten einde het welzijn en de financiële belangen van de personeelsleden te behartigen en de sociale vrede te waarborgen;

Op de voordracht van de Minister-President, Minister van Werkgelegenheid, Gehandicaptenbeleid, Media en Sport;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Toepassingsgebied

Dit besluit is vanaf 1 januari 2000 van toepassing op de personeelsleden wier werkelijke verblijfplaats zich in een andere gemeente bevindt als hun gewone werkplaats.

De toepassing strekt zich uit tot de personeelsleden :

1° van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap;

2° van de volgende instellingen van openbaar nut van de Duitstalige Gemeenschap :

- de Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor de personen met een handicap;

- het Instituut voor de opleiding en de voortgezette opleiding in de Middenstand en de K.M.O.'s;

- de Dienst voor arbeidsbemiddeling van de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 2. Tegemoetkoming

§ 1. Voor de verplaatsingen tussen hun verblijfplaats en hun werkplaats, en omgekeerd, verkrijgen de in artikel 1 bedoelde personeelsleden vanaf 1 januari 2000 een forfaitaire som berekend op basis van de prijs van een wekelijks sociaal abonnement bij de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen. De tegemoetkoming bedraagt 50 % van die prijs.

Het aantal kilometers tussen de in aanmerking te nemen gemeenten wordt door de Secretaris-generaal vastgesteld. De personeelsleden kunnen de lijst van de vastgestelde afstanden inzien.

§ 2. In het geval van een éénjarige dienstbetrekking komen forfaitair 52 weken per kalenderjaar in aanmerking. Indien de dienstbetrekking minder dan één jaar duurt, dan wordt het aantal in aanmerking komende weken verhoudingsgewijze verminderd; het wordt zo nodig naar boven afgerond.

Het recht op de tegemoetkoming vervalt voor de duur :

1. van een voltijdse loopbaanonderbreking;

2. van een contractueel vastgestelde schorsing van de tewerkstelling;

3. van de ononderbroken afwezigheid na een ononderbroken afwezigheid van 30 kalenderdagen, behalve bij jaarlijks vakantieverlof.

§ 3. Als de arbeidsregeling, bij een deeltijdse tewerkstelling, minder dan 5 werkdagen per week omvat, dan wordt de tegemoetkoming verhoudingsgewijze verminderd.

§ 4. De tegemoetkoming kan niet met vergoedingen gecumuleerd worden die voor het gebruik van de fiets worden uitbetaald.

Art. 3. Uitbetaling

De tegemoetkoming wordt maandelijks op hetzelfde ogenblik en op dezelfde wijze als de wedde uitbetaald. Voor de toepassingsperiode vóór de inwerkingtreding van dit besluit wordt de tegemoetkoming door middel van een eenmalige storting uitbetaald.

Art. 4. Overgangsbepalingen

Aan de personeelsleden die vanaf 1 januari 2000 een tegemoetkoming in de prijs van hun abonnement bij een maatschappij voor gemeenschappelijk vervoer hebben gekregen, wordt het verschil tussen het bedrag uitbetaald dat krachtens dit besluit te betalen is.

Art. 5. Opheffingsbepaling

Het koninklijk besluit van 18 november 1991 tot regeling van de tegemoetkoming van de Staat en van sommige instellingen van openbaar nut in de vervoerkosten van de personeelsleden is opgeheven, wat de Duitstalige Gemeenschap betreft.

Art. 6. Inwerkingtreding

Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het wordt aangenomen.

Art. 7. Slotbepaling

De Minister-President, bevoegd inzake Personeel en Begroting, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 30 november 2000.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

De Minister-President,

Minister van Werkgelegenheid, Gehandicaptenbeleid, Media en Sport

K.-H. LAMBERTZ

D. 2001 — 776

[C — 2001/33011]

**21. DEZEMBER 2000 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses vom 24. Juni 1999
über Kleinkindbetreuung**

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekretes vom 9. Mai 1988 zur Schaffung eines Kinderhilfsfonds, zur Übernahme gewisser Personalmitglieder des Nationalen Kinderhilfswerks sowie zur Regelung der Beherbergung von Kindern unter 7 Jahren, insbesondere Artikel 1, Absatz 3, 5;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 24. Juni 1999 über Kleinkindbetreuung, insbesondere des Artikels 20;

Aufgrund des Einverständnisses des Minister-Präsidenten, zuständig für den Haushalt vom 21. Dezember 2000;

Aufgrund des günstigen Gutachtens des Finanzinspektors vom 18. Dezember 2000;

Aufgrund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, insbesondere Artikel 3 §1 ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Tatsache, dass eine Verdeutlichung der Kredittageregelung aufgrund aufgetretener Anwendungsschwierigkeiten schnellstmöglich erfolgen muss;

Auf Vorschlag des Ministers für Jugend und Familie, Denkmalschutz, Gesundheit und Soziales,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 20 des Erlasses der Regierung vom 24. Juni 1999 über Kleinkindbetreuung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

Art. 2 - § 1 Im Rahmen des im Vertrag festgelegten Betreuungsplanes steht dem Erziehungsberechtigten bei einer Betreuung an 5 ganzen Tagen pro Woche ein Kredit pro Betreuungsjahr in Höhe von 35 ganzen Tagen für die Abwesenheit des Kindes zu. Bei einer Teilzeitbetreuung werden die Kredittage im Verhältnis hierzu errechnet.

Diesen Kredittagen werden hinzugefügt:

— 10 gesetzliche Feiertage, der Tag der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der 2. Weihnachtstag sowie Rosenmontag;

— Krankenhausaufenthalt und hierdurch bedingte Rekonvaleszenz des Kindes, begründet durch ein medizinisches Attest.;

— Krankheit der Tagesmutter

— Urlaubstage der Tagesmutter, die vier Wochen überschreiten

§ 2. Abwesenheiten des Kindes über diese gewährten Kredittage gelten als Betreuungstage, für die eine Gebühr in Höhe von 60% der gemäss den Bestimmungen der Artikel 17 bis 19 berechneten Kostenbeteiligung vom Erziehungsberechtigten zu zahlen ist.

§ 3. Bei besonders häufiger durch ein chronisches Leiden bedingte Erkrankung des Kindes, kann die zu zahlende Gebühr teilweise oder ganz erlassen werden.

Der Dienst reicht zu diesem Zweck einen begründeten Antrag beim D.K.F. ein, der neben einem Bericht der Sozialarbeiterin ein ärztliches Gutachten beinhaltet.»

Art. 3 - Vorliegender Erlass tritt am 1. Januar 2001 in Kraft.

Art. 4 - Der für Jugend und Familie zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 21. Dezember 2000

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Der Minister-Präsident,

Minister für Beschäftigung, Behindertenpolitik, Medien und Sport

K.-H. LAMBERTZ

Der Minister für Jugend und Familie, Denkmalschutz, Gesundheit und Soziales

H. NIESSEN

TRADUCTION

F. 2001 — 776

[C — 2001/33011]

**21 DECEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement modifiant l'arrêté du 24 juin 1999
relatif à l'accueil des jeunes enfants**

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Vu le décret du 9 mai 1988 créant un Fonds pour l'Enfance, visant la reprise de certains membres du personnel de l'Œuvre nationale de l'Enfance et portant réglementation de l'hébergement d'enfants de moins de sept ans, notamment l'article 1^{er}, alinéa 3, 5^o;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 24 juin 1999 relatif à l'accueil des jeunes enfants, notamment l'article 20;

Vu l'accord du Ministre-Président, compétent en matière de Budget, donné le 21 décembre 2000;

Vu l'avis favorable de l'inspecteur des Finances, donné le 18 décembre 2000;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il faut clarifier sans délai la réglementation concernant les jours de crédit étant donné les difficultés d'application qui se sont fait jour;

Sur la proposition du Ministre de la Jeunesse et de la Famille, de la Protection des Monuments, de la Santé et des Affaires sociales,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 20 de l'arrêté du Gouvernement du 24 juin 1999 relatif à l'accueil des jeunes enfants est remplacé par la disposition suivante :

« Article 20. § 1^{er}. Dans le cadre du plan de garde fixé dans le contrat, la personne chargée de l'éducation dispose, dans le cas d'un accueil de 5 jours complets par semaine, d'un "crédit" de 35 jours francs par année de garde pour l'absence de l'enfant. En cas de garde partielle, les jours de crédits sont réduits au prorata.

A à ces jours de crédit sont ajoutés :

— les 10 jours fériés légaux, le jour de la Communauté germanophone, le lendemain de Noël et le lundi de carnaval;

— la durée d'hospitalisation et de convalescence de l'enfant attestée par certificat médical;

— la durée de la maladie de la gardienne;

— les jours de congés de la gardienne dépassant 4 semaines.

§ 2. Les absences de l'enfant dépassant les jours de crédit octroyés sont considérées comme jours d'accueil pour lesquels il faut payer 60 % de la participation aux frais de garde devant être supportée par la personne chargée de l'éducation conformément aux dispositions des articles 17 à 19.

§ 3. En cas de maladie fréquente de l'enfant en raison d'une affection chronique, la participation due peut être supprimée en tout ou partie.

A cette fin, le service introduit une demande motivée auprès du D.K.F., accompagnée, en plus du rapport de l'assistante sociale, d'un certificat médical. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001.

Art. 3. Le Ministre compétent pour la Jeunesse et la Famille est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Eupen, le 21 décembre 2000.

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Le Ministre-Président,

Ministre de l'Emploi, de la Politique des Handicapés, des Médias et des Sports

K.-H. LAMBERTZ

Le Ministre de la Jeunesse et de la Famille, de la Protection des Monuments,
de la Santé et des Affaires sociales

H. NIESSEN

VERTALING

N. 2001 — 776

[C — 2001/33011]

**21 DECEMBER 2000. — Besluit van de Regering tot wijziging van het besluit van 24 juni 1999
betreffende de opvang van jonge kinderen**

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 9 mei 1988 tot oprichting van een Fonds voor Kinderwelzijn, tot overname van sommige personeelsleden van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn alsmede tot regeling van het herbergen van kinderen onder de zeven jaar, inzonderheid op artikel 1, derde lid, 5^o;

Gelet op het besluit van de Regering van 24 juni 1999 betreffende de opvang van jonge kinderen, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het akkoord van de Minister-Président, bevoegd inzake Begroting, gegeven op 21 december 2000.

Gelet op het gunstig advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 18 december 2000;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de regeling van de kredietdagen onverwijld moet worden verduidelijkt op grond van de opgezeten toepassingsmoeilijkheden;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd en Gezin, Monumentenzorg, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 20 van het besluit van de Regering van 24 juni 1999 betreffende de opvang van jonge kinderen wordt door volgende bepaling vervangen :

« Artikel 20. § 1. In het kader van het ontvangplan vastgelegd in het contract beschikt de persoon belast met de opvoeding, bij een opvang van 5 hele dagen per week, over een « krediet » van 35 vrije dagen per plaatsingsjaar voor de afwezigheid van het kind. Bij deeltijdse opvang worden de kredietdagen naar rato verminderd.

Aan die kredietdagen worden gevoegd :

— de 10 wettelijke feestdagen, de dag van de Duitstalige Gemeenschap, de tweede dag van Kerstmis en de carnavalsmaandag;

— de duur van het verblijf van het kind in een ziekenhuis en van de herstelperiode gestaafd door een medisch getuigschrift;

— de duur van de ziekte van de onthaalmoeder;

— de verlofdagen van de onthaalmoeder die vier weken overschrijden.

§ 2. De afwezigheden van het kind over die toegekende kredietdagen gelden als opvangsdagen waarvoor 60 % van de kostenbijdrage moet worden betaald door de persoon belast met de opvoeding overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 17 tot 19.

§ 3. Bij frequente ziekte van een kind te wijten aan een chronische aandoening kan men de te betalen kostenbijdrage geheel of gedeeltelijk laten vallen.

Ten dien einde dient de Dienst een met redenen omklede aanvraag bij de D.K.F. in, waarbij naast het bericht van de sociaal assistent een medisch getuigschrift gevoegd is. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2001.

Art. 3. De Minister bevoegd inzake Jeugd en Gezin is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 21 december 2000.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
De Minister-President,

Minister van Werkgelegenheid, Gehandicaptenbeleid, Media en Sport
K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Jeugd en Gezin, Monumentenzorg, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden
H. NIESSEN



D. 2001 — 777

[C — 2001/33013]

6. FEBRUAR 2001 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 22. November 1976 über die Wahl der Mitglieder der öffentlichen Sozialhilferäte

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, insbesondere des Artikels 11, § 4 abgeändert durch das Dekret vom 2. Mai 1995;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. November 1976 über die Wahl der Mitglieder der öffentlichen Sozialhilferäte, insbesondere des Artikels 15;

Aufgrund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, insbesondere Artikel 3 § 1 ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Tatsache, dass das in Artikel 15 des Königlichen Erlasses vom 22. November 1976 über die Wahl der Mitglieder der öffentlichen Sozialhilferäte vorgeschriebene Verfahren im Widerspruch zu Artikel 11 des Grundlagengesetzes über die öffentlichen Sozialhilfezentren steht, und diesem somit unverzüglich angepasst werden muss;

Auf Vorschlag des Ministers für Jugend und Familie, Denkmalschutz, Gesundheit und Soziales,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 15 des Königlichen Erlasses vom 22. November 1976 über die Wahl der Mitglieder der öffentlichen Sozialhilferäte werden die Worte "Permanentdeputation des Provinzialrates" ersetzt durch die Worte "Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft".

Art. 2 - Der für Soziales zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 6. Februar 2001

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Der Minister-Präsident,
Minister für Beschäftigung, Behindertenpolitik, Medien und Sport
K.-H. LAMBERTZ

Der Minister für Jugend und Familie, Denkmalschutz, Gesundheit und Soziales
H. NIESSEN

TRADUCTION

F. 2001 — 777

[C — 2001/33013]

6 FEVRIER 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone modifiant l'arrêté royal du 22 novembre 1976 relatif à l'élection des membres des conseils des centres publics d'aide sociale

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Vu la loi organique des centres publics d'aide sociale du 8 juillet 1976, notamment l'article 11, § 4, modifié par le décret du 2 mai 1995;

Vu l'arrêté royal du 22 novembre 1976 relatif à l'élection des membres des conseils des centres publics d'aide sociale, notamment l'article 15;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la procédure prévue à l'article 15 de l'arrêté royal du 22 novembre 1976 relatif à l'élection des membres des conseils des centres publics d'aide sociale est en contradiction avec l'article 11 de la loi organique des centres publics d'aide sociale, et que cette contradiction doit être levée dans les plus brefs délais;

Sur la proposition du Ministre de la Jeunesse et de la Famille, de la Protection des monuments, de la Santé et des Affaires sociales,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 15 de l'arrêté royal du 22 novembre 1976 relatif à l'élection des membres des conseils des centres publics d'aide sociale les mots « députation permanente du conseil provincial » sont remplacés par les mots « Gouvernement de la Communauté germanophone ».

Art. 2. Le Ministre compétent pour les Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Eupen, le 6 février 2001.

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Le Ministre-Président,

Ministre de l'Emploi, de la Politique des Handicapés, des Médias et des Sports,

K.-H. LAMBERTZ

Le Ministre de la Jeunesse et de la Famille,
de la Protection des Monuments, de la Santé et des Affaires sociales,

H. NIESSEN

VERTALING

N. 2001 — 777

[C — 2001/33013]

6 FEBRUARI 2001. — Besluit van de Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 november 1976 over de verkiezing van de raden van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid artikel 11, § 1, gewijzigd bij decreet van 2 mei 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 november 1976 over de verkiezing van de raden van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid artikel 15;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de procedure voorzien in artikel 15 van het koninklijk besluit van 22 november 1976 over de verkiezingen van de raden van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in tegenspraak is met artikel 11 van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, en dat dit zo snel mogelijk dient gecorrigeerd te worden;

Op voordracht van de Minister voor Jeugd en Gezin, Monumentenzorg, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,

Besluit :

Artikel 1. In Artikel 15 van het koninklijk besluit van 22 november 1976 over de verkiezingen van de raden van de openbare centra inzake maatschappelijk welzijn worden de woorden « permanentdeputatie van de provincieraad » vervangen door de woorden « Regering van de Duitstalige Gemeenschap ».

Art. 2. De Minister bevoegd voor Sociale Aangelegenheden wordt met de uitvoering van dit besluit belast.

Eupen, 6 februari 2001.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

De Minister-Voorzitter

Minister van Werkgelegenheid, Gehandicaptenbeleid, Media en Sport,

K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Jeugd en Gezin,
Monumentenzorg, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,

H. NIESSEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 778

[C — 2001/27158]

7 MARS 2001. — Décret relatif à la publicité de l'administration dans les intercommunales wallonnes (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le décret s'applique aux intercommunales wallonnes.

Pour l'application du présent décret, on entend par :

- 1° intercommunales : celles visées au décret relatif aux intercommunales wallonnes du 5 décembre 1996;
- 2° document administratif : toute information, sous quelque forme que ce soit, dont l'intercommunale dispose;
- 3° document à caractère personnel : document administratif comportant une appréciation ou un jugement de valeur relatif à une personne physique nommément désignée ou aisément identifiable, ou la description d'un comportement dont la divulgation peut manifestement causer un préjudice à cette personne.

CHAPITRE II. — *Publicité active*

Art. 2. Afin de fournir au public une information claire et objective sur l'action de l'intercommunale :

1° le conseil d'administration désigne un membre du personnel de l'intercommunale chargé de la conception et de la réalisation de l'information pour tous les services composant l'intercommunale, ainsi que la coordination de la publication visée au point 2;

2° l'intercommunale publie un document décrivant les compétences et l'organisation du fonctionnement de tous les services; ce document est tenu à la disposition de quiconque le demande;

3° toute correspondance émanant d'un de ces services indique le nom, la qualité, l'adresse et, le cas échéant, l'adresse E-mail, et le numéro de téléphone de la personne en mesure de fournir de plus amples informations sur le dossier;

4° tout document par lequel une décision ou un acte administratif de portée individuelle émanant d'un de ces services est notifié à un requérant indique les voies éventuelles de recours, les instances compétentes pour en connaître ainsi que les formes et délais à respecter, faute de quoi le délai de prescription pour introduire le recours ne prend pas cours.

Art. 3. La délivrance du document visé à l'article 1^{er}, 2°, peut être soumise au paiement d'une rétribution dont le montant est fixé par le conseil d'administration. Dès l'entrée en vigueur du présent décret, il détermine le montant de la rétribution.

Les rétributions éventuellement demandées ne peuvent excéder le prix coûtant.

CHAPITRE III. — *Publicité passive*

Art. 4. Le droit de consulter un document administratif d'une intercommunale et de recevoir une copie du document consiste en ce que chacun, selon les conditions prévues par le présent décret, peut prendre connaissance sur place de tout document administratif, obtenir des explications sur le sujet et en recevoir communication sous forme de copie.

Pour les documents à caractère personnel, le demandeur doit justifier d'un intérêt.

Art. 5. La consultation d'un document administratif, les explications y relatives ou sa communication sous forme de copie ont lieu sur demande. La demande indique clairement la matière concernée et, si possible, les documents administratifs concernés et est adressée par écrit au conseil d'administration de l'intercommunale même si celle-ci a déposé le document aux archives.

Lorsque la demande de consultation, d'explication ou de communication sous forme de copie est adressée à une intercommunale qui n'est pas en possession du document administratif, celle-ci en informe sans délai le demandeur et lui communique la dénomination et l'adresse de l'autorité administrative qui, selon les informations dont elle dispose, est détentrice du document.

L'intercommunale consigne les demandes écrites dans un registre, classées par date de réception.

Art. 6. Sans préjudice des autres exceptions établies par la loi ou le décret pour des motifs relevant de l'exercice des compétences de l'autorité fédérale, de la Communauté ou de la Région, l'intercommunale peut rejeter une demande de consultation, d'explication ou de communication sous forme de copie d'un document administratif dans la mesure où la demande :

1° concerne un document administratif dont la divulgation peut être source de méprise, le document étant inachevé ou incomplet;

2° est formulée de façon manifestement trop vague;

3° concerne un avis ou une opinion communiquée librement et à titre confidentiel;

4° est manifestement abusive ou répétée;

5° peut manifestement porter atteinte à la sécurité de la population.

Le conseil d'administration de l'intercommunale peut rejeter une demande de publicité s'il constate que l'intérêt de la publicité ne l'emporte pas sur la protection de l'intérêt financier ou commercial de l'intercommunale.

L'intercommunale rejette une demande de consultation, d'explication ou de communication sous forme de copie d'un document administratif si la publication du document porte atteinte :

1° à la vie privée, sauf si la personne concernée a préalablement donné son accord par écrit à la consultation ou à la communication sous forme de copie;

2° à une obligation de secret instaurée par la loi ou le décret;

3° au caractère par nature confidentiel des informations d'entreprises ou de fabrication communiquées à l'intercommunale.

Lorsque, en application des alinéas précédents, un document administratif ne doit ou ne peut être soustrait que partiellement à la publicité, la consultation, l'explication ou la communication sous forme de copie est limitée à la partie restante.

L'intercommunale qui ne peut réserver de suite immédiate à une demande de publicité ou qui la rejette communie, dans un délai de trente jours de la réception de la demande, les motifs d'ajournement ou du rejet. En cas d'ajournement, le délai ne pourra jamais être prolongé de plus de quinze jours.

En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, la demande est réputée avoir été rejetée.

Art. 7. Lorsqu'une personne démontre qu'un document administratif d'une intercommunale comporte des informations inexacts ou incomplètes la concernant, elle est tenue d'apporter les corrections requises sans frais pour l'intéressé. La rectification s'opère à la demande écrite de l'intéressé, sans préjudice de l'application d'une procédure prescrite par ou en vertu de la loi ou du décret.

L'intercommunale qui ne peut pas réserver de suite immédiate à une demande de rectification ou qui la rejette communie, dans un délai de soixante jours de la réception de la demande, les motifs de l'ajournement ou du rejet. En cas d'ajournement, le délai ne pourra jamais être prolongé de plus de trente jours.

En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, la demande est réputée avoir été rejetée.

Lorsque la demande est adressée à une intercommunale qui n'est pas compétente pour apporter les corrections, celle-ci en informe sans délai le demandeur et lui communique la dénomination et l'adresse de l'autorité qui, selon ses informations, est compétente pour le faire.

Art. 8. § 1^{er}. Lorsque le demandeur rencontre des difficultés pour obtenir la consultation ou la correction d'un document administratif en vertu du présent décret, il peut adresser à l'intercommunale concernée une demande de reconsidération. Au même moment, il demande à la Commission d'accès aux documents administratifs visée à l'article 8 du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration en Région wallonne d'émettre un avis.

La Commission communique son avis au demandeur et à l'intercommunale concernée dans les trente jours de la réception de la demande. En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, l'avis est négligé.

L'intercommunale communique sa décision d'approbation ou de refus de la demande de reconsidération au demandeur et à la Commission dans un délai de quinze jours de la réception de l'avis ou de l'écoulement du délai dans lequel l'avis devait être communiqué. En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, l'intercommunale est réputée avoir rejeté la demande.

Le demandeur peut introduire un recours contre cette décision conformément aux lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973. Le recours devant le Conseil d'Etat est accompagné, le cas échéant, de l'avis de la Commission.

§ 2. La Commission peut également être consultée par l'intercommunale concernée.

§ 3. La Commission peut, d'initiative, émettre des avis sur l'application générale du décret relatif à la publicité de l'administration dans les intercommunales wallonnes. Elle peut soumettre au Conseil régional wallon et au Gouvernement wallon des propositions relatives à son application et à sa révision éventuelle.

Art. 9. Lorsque la demande de publicité porte sur un document administratif incluant une œuvre protégée par le droit d'auteur, l'autorisation de l'auteur ou de la personne à laquelle les droits de celui-ci ont été transmis n'est pas requise pour autoriser la consultation sur place du document ou pour fournir des explications à son propos.

Une communication sous forme de copie d'une œuvre protégée par le droit d'auteur n'est permise que moyennant l'autorisation préalable de l'auteur ou de la personne à laquelle les droits de celui-ci ont été transmis.

Dans tous les cas, l'intercommunale spécifie que l'œuvre est protégée par le droit d'auteur.

Art. 10. Les documents administratifs obtenus en application du présent décret ne peuvent être diffusés ni utilisés à des fins commerciales.

Toute personne qui a obtenu, en application du présent décret, un document et qui le diffuse ou le laisse diffuser ou l'utilise ou le laisse utiliser à des fins commerciales est punie d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 26 à 100 francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 11. Les dispositions du présent décret sont également applicables aux documents administratifs qui sont archivés par une intercommunale.

Les conseils d'administration et les membres du personnel de l'intercommunale sont tenus d'apporter leur collaboration à l'application du présent décret.

Art. 12. La délivrance d'une copie d'un document administratif peut être soumise au paiement d'une rétribution dont le montant est fixé par le conseil d'administration de l'intercommunale.

Les rétributions éventuellement demandées pour la délivrance de la copie ne peuvent en aucun cas excéder le prix coûtant.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 13. Le présent décret ne préjudicie pas aux dispositions législatives ou décrétales qui prévoient une publicité plus étendue de l'administration.

Art. 14. A l'article 8 du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration, insérer un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Chaque année et au plus tard le 30 juin, la Commission remet un rapport d'activités portant notamment sur l'application générale du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration et du décret relatif à la publicité de l'administration dans les intercommunales wallonnes au Conseil régional wallon. »

Art. 15. Le présent décret entre en vigueur trois mois après sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 7 mars 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

(1) *Session 2000-2001.*

Documents du Conseil 25 (session 1999) n^{os} 1 à 18.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 21 février 2001. — Discussion. Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 778

[C — 2001/27158]

7. MÄRZ 2001 — Dekret über die Öffentlichkeit der Verwaltung in den wallonischen Interkommunalen (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret findet Anwendung auf die wallonischen Interkommunalen:

Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° Interkommunalen: die im Dekret über die wallonischen Interkommunalen vom 5. Dezember 1996 angeführten Interkommunalen;

2° Verwaltungsunterlage: jede Angabe unter irgendwelcher Form, über die eine Interkommunale verfügt;

3° personenbezogene Unterlage: eine Verwaltungsunterlage, die eine Beurteilung oder ein Werturteil über eine namentlich bezeichnete oder leicht identifizierbare natürliche Person oder die Beschreibung eines Verhaltens enthält, deren Bekanntmachung dieser Person offensichtlich Schaden zufügen kann.

KAPITEL II — *Aktive Öffentlichkeit*

Art. 2 - Um der Allgemeinheit eine klare und objektive Information über die Tätigkeiten der Interkommunale zu geben:

1° bezeichnet der Verwaltungsrat ein Personalmitglied der Interkommunale, das mit der Planung und Durchführung der Information für alle Dienststellen, die die Interkommunale bilden, sowie mit der Koordinierung der unter Punkt 2 angeführten Veröffentlichung beauftragt wird;

2° veröffentlicht die Interkommunale ein Dokument zur Beschreibung der Zuständigkeiten und der Organisation der Arbeitsweise aller Dienststellen; dieses Dokument wird zur Verfügung jeder Person, die es beantragt, gestellt;

3° gibt jedes Schreiben einer dieser Dienststellen den Namen, die Eigenschaft, die Anschrift und ggf. die E-Mail Anschrift sowie die Telefonnummer der Person an, die weitere Auskünfte über die Akte erteilen kann;

4° werden die eventuellen Beschwerdemöglichkeiten, die Instanzen, bei denen eine Beschwerde einzulegen ist, und die einzuhaltenden Formen und Fristen in jeder Unterlage angegeben, mit der dem Bürger ein Beschluss oder ein Verwaltungsakt von individueller Tragweite, der von einer dieser Dienststellen ausgeht, notifiziert wird; anderenfalls läuft keine Verjährungsfrist für die Einlegung einer Beschwerde.

Art. 3 - Die Ausstellung der in Artikel 1, 2° erwähnten Unterlagen kann Anlass zur Zahlung einer Vergütung geben, deren Betrag durch den Verwaltungsrat festgelegt wird. Sobald das vorliegende Dekret in Kraft tritt, legt er den Betrag dieser Vergütung fest.

Die ggf. geforderten Vergütungen dürfen nicht über den Selbstkostenpreis hinausgehen.

KAPITEL III — *Passive Öffentlichkeit*

Art. 4 - Das Recht, eine Verwaltungsunterlage einer Interkommunale einzusehen und eine Abschrift von dieser Unterlage zu erhalten, besteht darin, dass jeder unter den im vorliegenden Dekret festgelegten Bedingungen berechtigt ist, jede Verwaltungsunterlage vor Ort einzusehen, Erläuterungen darüber zu erhalten und sie in Form einer Abschrift mitgeteilt bekommen kann.

Für die personenbezogenen Unterlagen muss der Antragsteller den Nachweis seiner Bezogenheit erbringen.

Art. 5 - Die Einsicht in eine Verwaltungsunterlage, die einschlägigen Erklärungen oder ihre Mitteilung in Form einer Abschrift erfolgen auf Antrag. Der Antrag gibt deutlich den betroffenen Bereich und möglichst die betroffenen Verwaltungsunterlagen an und wird dem Verwaltungsrat der Interkommunale schriftlich zugeschickt, auch wenn diese die Unterlage archiviert hat.

Wenn der Antrag auf Einsicht, Erklärungen oder Mitteilung in Form einer Abschrift einer Interkommunale, die die Verwaltungsunterlage nicht besitzt, zugeschickt worden ist, informiert diese den Antragsteller darüber und teilt ihm die Bezeichnung und die Anschrift der Dienststelle mit, die aufgrund der Informationen, über die sie verfügt, die Unterlage besitzt.

Die Interkommunale trägt die schriftlichen Anträge in ein Register ein, die nach dem jeweiligen Empfangsdatum geordnet werden.

Art. 6 - Unbeschadet der sonstigen per Gesetz oder Dekret festgelegten Ausnahmen, die auf die Ausführung der Befugnisse der föderalen, gemeinschaftlichen oder regionalen Gewalt zurückzuführen sind, ist die Interkommunale befugt, einen Antrag auf Einsicht, Erläuterung oder Mitteilung in Form einer Abschrift einer Verwaltungsunterlage abzulehnen, wenn der Antrag:

1° eine Verwaltungsunterlage betrifft, deren Verbreitung einen Irrtum bzw. ein Missverständnis mit sich bringen kann, wenn diese Unterlage unbeendet oder unvollständig ist;

2° offensichtlich unklar formuliert ist;

3° ein Gutachten oder eine Meinung betrifft, das bzw. die freiwillig und vertraulich geäußert worden ist;

4° offensichtlich übermäßig oder wiederholt gestellt wird;

5° offensichtlich die öffentliche Sicherheit gefährden kann.

Der Verwaltungsrat der Interkommunale ist befugt, einen Antrag auf Öffentlichkeit abzulehnen, wenn er festgestellt hat, dass das Interesse der Öffentlichkeit der betroffenen Unterlagen nicht stärker ist als der Schutz des finanziellen oder kommerziellen Interesses der Interkommunale.

Die Interkommunale lehnt einen Antrag auf Einsicht, Erläuterung oder Mitteilung in Form einer Abschrift einer Verwaltungsunterlage ab, wenn die Bekanntmachung der betroffenen Unterlagen sich negativ auswirken würde auf:

1° das Privatleben, es sei denn, die betroffene Person hat der Einsicht, den Erläuterungen oder der Mitteilung in Form einer Abschrift vorher schriftlich zugestimmt;

2° eine durch das Gesetz oder das Dekret eingeführte Geheimhaltungspflicht;

3° den von Natur aus vertraulichen Charakter der Betriebs- oder Herstellungsinformationen, die der Interkommunale mitgeteilt wurden.

Wenn in Anwendung der vorangeführten Absätze eine Verwaltungsunterlage der Einsicht, der Erklärung oder der Mitteilung in Form einer Abschrift teilweise unterschlagen werden muss bzw. kann, ist nur der restliche Teil der Öffentlichkeit zugänglich.

Die Interkommunale, die einem Antrag auf Einsicht, Erklärungen oder Mitteilung in Form einer Abschrift einer Verwaltungsunterlage nicht sofort Folge leisten kann oder diesen ablehnt, teilt die Gründe für den Aufschub beziehungsweise die Ablehnung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Empfang des betreffenden Antrags mit. Im Falle eines Aufschubs darf die Frist nie um mehr als fünfzehn Tage verlängert werden.

Wenn keine Mitteilung innerhalb der vorgeschriebenen Frist erfolgt, wird davon ausgegangen, dass der Antrag abgelehnt worden ist.

Art. 7 - Wenn eine Person nachweist, dass eine Verwaltungsunterlage einer Interkommunale fehlerhafte oder unvollständige Informationen über sie enthält, ist die Interkommunale verpflichtet, die erforderlichen Berichtigungen vorzunehmen, ohne dass der Betroffene etwas zu zahlen hat. Die Berichtigung erfolgt auf schriftlichen Antrag des Betroffenen, unbeschadet der Anwendung eines durch oder aufgrund des Gesetzes oder des Dekrets vorgeschriebenen Verfahrens.

Die Interkommunale, die einem Antrag auf Berichtigung nicht sofort Folge leisten kann oder diesen ablehnt, teilt die Gründe für den Aufschub beziehungsweise die Ablehnung innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Empfang des Antrags mit. Bei einem Aufschub darf die Frist nie um mehr als dreißig Tage verlängert werden.

Wenn keine Mitteilung innerhalb der vorgeschriebenen Frist erfolgt, wird davon ausgegangen, dass der Antrag abgelehnt worden ist.

Wenn der Antrag an eine Interkommunale gerichtet ist, die nicht für das Vornehmen der Berichtigungen zuständig ist, setzt diese den Antragsteller sofort davon in Kenntnis und teilt ihm die Bezeichnung und die Anschrift der Behörde mit, die nach ihren Informationen dafür zuständig ist.

Art. 8 - § 1. Wenn der Antragsteller auf Schwierigkeiten stößt, um aufgrund des vorliegenden Dekrets die Einsicht in eine Verwaltungsunterlage oder ihre Berichtigung zu erwirken, kann er bei der betroffenen Interkommunale einen Antrag auf Neuüberprüfung stellen. Gleichzeitig bittet er den in Artikel 8 des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung in der Wallonischen Region angeführten Ausschuss für den Zugang zu den Verwaltungsunterlagen um die Abgabe eines Gutachtens.

Der Ausschuss teilt dem Antragsteller und der betroffenen Interkommunale sein Gutachten innerhalb von dreißig Tagen ab dem Empfang des Antrags mit. Wenn kein Gutachten innerhalb der vorgeschriebenen Fristen abgegeben wird, wird es nicht berücksichtigt.

Die Interkommunale teilt dem Antragsteller und dem Ausschuss ihren Beschluss zur Bewilligung beziehungsweise Ablehnung des Antrags auf Neuüberprüfung binnen fünfzehn Tagen nach dem Eingang des Gutachtens beziehungsweise nach Ablauf der Frist mit, binnen deren das Gutachten mitgeteilt werden sollte. Wenn keine Mitteilung innerhalb der vorgeschriebenen Frist erfolgt, wird davon ausgegangen, dass die Interkommunale den Antrag abgelehnt hat.

Der Antragsteller kann eine Beschwerde gegen diesen Beschluss gemäß den durch den Königlichen Erlass vom 12. Januar 1973 koordinierten Gesetzen über den Staatsrat einlegen. Der Beschwerde vor dem Staatsrat liegt gegebenenfalls die Stellungnahme des Ausschusses bei.

§ 2. Der Ausschuss kann ebenfalls von der betroffenen Interkommunale zu Rate gezogen werden.

§ 3. Der Ausschuss kann aus eigener Initiative Stellungnahmen über die allgemeine Anwendung des Dekrets über die Öffentlichkeit der Verwaltung in den wallonischen Interkommunalen abgeben. Er kann dem Wallonischen Regionalrat und der Wallonischen Regierung Vorschläge zur Anwendung und zur eventuellen Revision dieses Dekrets unterbreiten.

Art. 9 - Wenn der Öffentlichkeitsantrag eine Verwaltungsunterlage betrifft, die ein urheberrechtlich geschütztes Werk beinhaltet, ist die Zustimmung des Urhebers, oder der Person, auf die seine Rechte übertragen worden sind, nicht erforderlich für die Gewährung der Einsicht in die Unterlage vor Ort oder für die Erteilung diesbezüglicher Erläuterungen.

Die Mitteilung eines urheberrechtlich geschützten Werkes in Form einer Abschrift kann nur mit der vorherigen Zustimmung des Urhebers, oder der Person, auf die seine Rechte übertragen worden sind, erfolgen.

In allen Fällen weist die Interkommunale darauf hin, dass das Werk urheberrechtlich geschützt ist.

Art. 10 - In Anwendung des vorliegenden Dekrets erhaltene Verwaltungsunterlagen dürfen weder verbreitet noch zu Handelszwecken benutzt werden.

Jede Person, die in Anwendung des vorliegenden Dekrets eine Unterlage erhalten hat und diese verbreitet oder verbreiten lässt oder sie zu Handelszwecken benutzt oder benutzen lässt, wird zu einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Jahr und zu einer Geldstrafe von 26 bis 100 BEF oder zu nur einer dieser Strafen verurteilt.

Art. 11 - Die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets sind ebenfalls auf die von der Interkommunale archivierten Verwaltungsunterlagen anwendbar.

Die Verwaltungsräte und die Personalmitglieder der Interkommunale sind verpflichtet, zur Anwendung des vorliegenden Dekrets beizutragen.

Art. 12 - Die Ausstellung einer Verwaltungsunterlage in Form einer Abschrift kann ebenfalls Anlass zur Zahlung einer Vergütung geben, deren Betrag vom Verwaltungsrat der Interkommunale festgelegt wird.

Die ggf. für die Ausstellung einer Abschrift geforderten Vergütungen dürfen nicht über den Selbstkostenpreis hinausgehen.

KAPITEL IV — *Abschließende Bestimmungen*

Art. 13 - Das vorliegende Dekret beeinträchtigt nicht die per Gesetz oder Dekret eingeführten Bestimmungen, die eine größere Öffentlichkeit der Verwaltung vorsehen.

Art. 14 - In Artikel 8 des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung wird ein Paragraph 5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 5. Jedes Jahr und spätestens am 30. Juni legt der Ausschuss dem Wallonischen Regionalrat einen Tätigkeitsbericht vor, der sich insbesondere auf die allgemeine Anwendung des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung und des Dekrets über die Öffentlichkeit der Verwaltung in den wallonischen Interkommunalen bezieht.»

Art. 15 - Das vorliegende Dekret tritt drei Monate nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 7. März 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA
Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS
Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN
Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET
Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART
Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL
Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE
Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

(1) *Sitzungsperiode 2000-2001.*

Dokumente des Wallonischen Regionalrates. — 25 (1999) Nr. 1 bis 18.

Ausführliches Sitzungsprotokoll — Öffentliche Sitzung vom 21. Februar 2001. — Diskussion. Abstimmung

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 778

[C — 2001/27158]

7 MAART 2001. — Decreet betreffende de openbaarheid van bestuur in de Waalse intercommunales (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de Waalse intercommunales.

Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° intercommunales : de intercommunales bedoeld in het decreet van 5 december 1996 betreffende de Waalse intercommunales;

2° bestuursdocument : alle informatie, in welke vorm ook, waarover de intercommunale beschikt;

3° document van persoonlijk aard : het bestuursdocument dat een beoordeling of een waardeoordeel bevat van een met naam genoemd of gemakkelijk identificeerbaar natuurlijk persoon of de beschrijving van een gedrag waarvan het rechtbaar maken kennelijk nadeel aan die persoon kan berokkenen.

HOOFDSTUK II. — *Actieve openbaarheid*

Art. 2. Met het oog op een duidelijke en objectieve voorlichting van het publiek over het optreden van de intercommunale :

1° wijst de raad van bestuur een personeelslid van de intercommunale aan dat belast wordt met de conceptie en de realisatie van het informatiebeleid voor alle diensten van de intercommunale, alsmede met de coördinatie van de publicatie bedoeld in het 2°;

2° publiceert de intercommunale een document met de beschrijving van de bevoegdheden en de interne organisatie van alle diensten; dat document wordt ter beschikking gesteld van eenieder die erom vraagt;

3° vermeldt elke briefwisseling uitgaande van één van deze diensten de naam, de hoedanigheid, het adres, en in voorkomend geval, het e-mail adres en het telefoonnummer van degene die meer inlichtingen kan verstrekken over het dossier;

4° vermeldt elk document waarmee een beslissing of een administratieve handeling met individuele strekking uitgaande van één van deze diensten ter kennis wordt gebracht van eenieder die erom verzoekt, de eventuele beroepsmogelijkheden, de instanties bij wie het beroep moet worden ingesteld en de geldende vormen en termijnen; bij ontstentenis neemt de verjaringstermijn voor het indienen van het beroep geen aanvang.

Art. 3. Voor de afgifte van het in artikel 1, 2., bedoelde document, kan een vergoeding worden gevraagd waarvan het bedrag door de raad van bestuur wordt vastgesteld. Vanaf de inwerkingtreding van dit decreet bepaalt de raad van bestuur het bedrag van de vergoeding.

De vergoeding die eventueel wordt gevraagd, mag in geen geval meer bedragen dan de kostprijs.

HOOFDSTUK III. — *Passieve openbaarheid*

Art. 4. Het recht op het raadplegen van een bestuursdocument van een intercommunale en op het ontvangen van een afschrift van het document bestaat erin dat eenieder, volgens de voorwaarden bepaald in dit decreet, elk bestuursdocument ter plaatse kan inzien, daaromtrent uitleg kan krijgen en mededeling in afschrift ervan kan ontvangen.

Voor documenten van persoonlijke aard is vereist dat de verzoeker van een belang doet blijken.

Art. 5. Inzage, uitleg of mededeling in afschrift van een bestuursdocument geschiedt op aanvraag. De vraag vermeldt duidelijk de betrokken aangelegenheid en, waar mogelijk, de betrokken bestuursdocumenten en wordt schriftelijk gericht aan de raad van bestuur van de intercommunale, ook wanneer deze het document in een archief heeft neergelegd.

Wanneer de vraag om inzage, uitleg of mededeling in afschrift is gericht aan een intercommunale die het bestuursdocument niet onder zich heeft, stelt deze de verzoeker daarvan onverwijld in kennis en deelt hem de benaming en het adres mede van de administratieve overheid die naar haar informatie het document onder zich heeft.

De intercommunale houdt een register bij van de schriftelijke aanvragen, volgens datum van ontvangst.

Art. 6. Onverminderd de andere bij de wet of het decreet bepaalde uitzonderingen op gronden die te maken hebben met de uitoefening van de bevoegdheden van de federale overheid, de Gemeenschap of het Gewest, mag de intercommunale een aanvraag om inzage, uitleg of mededeling in afschrift van een bestuursdocument afwijzen in de mate dat de aanvraag :

1° een bestuursdocument betreft waarvan de openbaarmaking, om reden dat het document niet af of onvolledig is, tot misvatting aanleiding kan geven;

2° kennelijk te vaag geformuleerd is;

3° een advies of een mening betreft die uit vrije wil en vertrouwelijk is meegegeeld;

4° kennelijk onredelijk of herhaald is;

5° de veiligheid van de bevolking kennelijk in het gedrang kan brengen.

De raad van bestuur van de intercommunale kan een vraag om openbaarheid afwijzen wanneer hij vaststelt dat het belang van de openbaarheid niet opweegt tegen de bescherming van het financieel of commercieel belang van de intercommunale.

De intercommunale wijst een vraag om inzage, uitleg of mededeling in afschrift van een bestuursdocument af, wanneer de openbaarmaking van het document afbreuk doet :

1° aan de persoonlijke levenssfeer, tenzij de betrokken persoon met de inzage, de uitleg of de mededeling in afschrift heeft ingestemd;

2° aan een bij wet of decreet ingestelde geheimhoudingsverplichting;

3° het uit de aard van de zaak vertrouwelijk karakter van de ondernemings- of fabricagegegevens die aan de intercommunale zijn medegegeeld.

Wanneer met toepassing van de vorige leden een bestuursdocument slechts voor een deel aan de openbaarheid moet of mag worden onttrokken, wordt de inzage, de uitleg of de mededeling in afschrift tot het overige deel beperkt.

De intercommunale die niet onmiddellijk op een aanvraag om openbaarheid kan ingaan of ze afwijst, geeft binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de aanvraag kennis van de redenen van het uitstel of de afwijzing. In geval van uitstel kan de termijn nooit met meer dan vijftien dagen worden verlengd.

Bij ontstentenis van een kennisgeving binnen de voorgeschreven termijn, wordt de aanvraag geacht te zijn afgewezen.

Art. 7. Wanneer een persoon aantoont dat een bestuursdocument van een intercommunale onjuiste of onvolledige gegevens bevat die hem betreffen, is die overheid ertoe gehouden de nodige verbeteringen aan te brengen zonder dat het de betrokkene iets kost. De verbetering geschiedt op schriftelijke aanvraag van de betrokkene, onverminderd de toepassing van een door of krachtens de wet of het decreet voorgeschreven procedure.

De intercommunale die niet onmiddellijk op een aanvraag om verbetering kan ingaan of ze afwijst, geeft binnen zestig dagen na ontvangst van de aanvraag aan de verzoeker kennis van de redenen van het uitstel of de afwijzing. In geval van uitstel kan de termijn niet met meer dan dertig dagen worden verlengd.

Bij ontstentenis van kennisgeving binnen de gestelde termijn, wordt de aanvraag geacht te zijn afgewezen.

Wanneer de vraag is gericht aan een intercommunale die niet bevoegd is om de verbeteringen aan te brengen, stelt deze de verzoeker daarvan onverwijld in kennis en deelt hem de benaming en het adres mee van de overheid die naar haar informatie daartoe bevoegd is.

Art. 8. § 1. Wanneer de verzoeker moeilijkheden ondervindt om de raadpleging of de verbetering van een bestuursdocument te verkrijgen op grond van dit decreet, kan hij een verzoek tot heroverweging richten aan de betrokken intercommunale. Terzelfder tijd verzoekt hij de Commissie voor de toegang tot bestuursdocumenten, bedoeld in artikel 8 van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur in het Waalse Gewest, een advies uit te brengen.

De Commissie brengt haar advies ter kennis van de verzoeker en van de betrokken intercommunale binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van het verzoek. Bij ontstentenis van kennisgeving binnen de voorgeschreven termijn wordt aan het advies voorbijgegaan.

De intercommunale brengt binnen vijftien dagen na ontvangst van het advies of na verloop van de termijn waarbinnen kennis moest worden gegeven van het advies, haar beslissing tot inwilliging of afwijzing van het verzoek tot heroverweging ter kennis van de verzoeker en van de Commissie.

Bij ontstentenis van kennisgeving binnen de voorgeschreven termijn, wordt de intercommunale geacht een beslissing tot afwijzing te hebben genomen.

Tegen deze beslissing kan de verzoeker beroep instellen overeenkomstig de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973. Het beroep bij de Raad van State is in voorkomend geval vergezeld van het advies van de Commissie.

§ 2. De Commissie kan ook door de betrokken intercommunale worden geraadpleegd.

§ 3. De Commissie kan op eigen initiatief adviezen uitbrengen omtrent de algemene toepassing van het decreet betreffende de openbaarheid van bestuur in de Waalse intercommunales. Zij kan aan de Waalse Gewestraad en aan de Waalse Regering voorstellen voorleggen inzake de toepassing en de eventuele herziening van dit decreet.

Art. 9. Wanneer de vraag om openbaarheid betrekking heeft op een bestuursdocument waarin een auteursrechtelijk beschermd werk is opgenomen, is de toestemming van de maker of van de persoon aan wie de rechten van deze zijn overgegaan niet vereist om ter plaatse inzake van het document te verlenen of uitleg erover te verstrekken.

Een mededeling in afschrift van een auteursrechtelijk beschermd werk is niet toegestaan dan met voorafgaande toestemming van de maker of van de persoon aan wie de rechten van deze zijn overgegaan.

In ieder geval wijst de overheid op het auteursrechtelijk beschermd karakter van het betrokken werk.

Art. 10. De met toepassing van dit decreet verkregen bestuursdocumenten mogen niet verspreid, noch gebruikt worden voor commerciële doeleinden.

Iedere persoon die krachtens dit decreet een document heeft verkregen en die het verspreidt of laat verspreiden of gebruikt of laat gebruiken voor commerciële doeleinden wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en met een geldboete van 26 tot 100 frank of met een één van deze straffen.

Art. 11. De bepalingen van dit decreet zijn mede van toepassing op de bestuursdocumenten die door een intercommunale in een archief zijn neergelegd.

De raden van bestuur en de personeelsleden van de intercommunale zijn ertoe gehouden hun medewerking te verlenen aan de toepassing van dit decreet.

Art. 12. Voor de afgifte van een afschrift van een bestuursdocument kan een vergoeding worden gevraagd waarvan het bedrag wordt vastgesteld door de raad van bestuur van de intercommunale.

De vergoeding die eventueel wordt gevraagd voor het afschrift, mag in geen geval meer bedragen dan de kostprijs.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 13. Dit decreet doet geen afbreuk aan de wets- of decreetsbepalingen die in een ruimere openbaarheid van bestuur voorzien.

Art. 14. In artikel 8 van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur in het Waalse Gewest wordt een paragraaf 5 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 5. Elk jaar en uiterlijk tegen 30 juni, bezorgt de Commissie de Waalse Gewestraad een activiteitenverslag dat o.m. betrekking heeft op de algemene toepassing van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur in het Waalse Gewest en van het decreet betreffende de openbaarheid van bestuur in de Waalse intercommunales. »

Art. 15. Dit decreet treedt in werking drie maanden nadat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 7 maart 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

(1) *Zitting 2000-2001.*

Stukken van de Raad. — 25 (Zitting 1999) Nr. 1 t.e.m. 18.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 21 februari 2001. Bespreking. — Stemming.

F. 2001 — 779

[C – 2001/27160]

**15 FEVRIER 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mai 1999 portant exécution des articles 32.2, 32.4, 32.7 et 32.14
de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, notamment les articles 32.2, 32.4, 32.7 et 32.14 insérés par le décret du 25 juin 1992;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mai 1999 portant exécution des articles 32.2, 32.4, 32.7 et 32.14 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 10 février 2000 et du 21 septembre 2000;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de pouvoir prendre en considération sans délai des investissements réalisés par des entreprises qui n'ont pu adapter en temps utile leur procédure d'introduction de la demande d'aide;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Un article *8bis*, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mai 1999 portant exécution des articles 32.2, 32.4, 32.7 et 32.14 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique :

« Art. *8bis*. Par dérogation à l'article 8, § 1^{er}, pour l'entreprise située hors zone de développement dont l'effectif d'emploi est inférieur à 50 personnes et dont le programme d'investissements ne dépasse pas 50 millions de francs, qui introduit un dossier complet entre le 1^{er} janvier 2001 et le 30 juin 2001, la date de prise en considération du programme d'investissements peut remonter jusqu'au 1^{er} octobre 2000. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2001.

Art. 3. Le Ministre de l'Economie et des P.M.E. est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 février 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

D. 2001 — 779

[C – 2001/27160]

15. FEBRUAR 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Mai 1999 zur Ausführung der Artikel 32.2, 32.4, 32.7 und 32.14 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, insbesondere der Artikel 32.2, 32.4, 32.7 und 32.14, eingefügt durch das Dekret vom 25. Juni 1992;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Mai 1999 zur Ausführung der Artikel 32.2, 32.4, 32.7 und 32.14 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 10. Februar 2000 und vom 21. September 2000;

Aufgrund der am 12 Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, Investitionen, die durch Unternehmen getätigt worden sind, die das Verfahren zur Einreichung ihres Antrags auf Beihilfe nicht fristgerecht anpassen konnten, berücksichtigen zu können;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien;

Nach Beratung,

Beschießt:

Artikel 1 - Ein wie folgt verfasster Artikel *8bis* wird in den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Mai 1999 zur Ausführung der Artikel 32.2, 32.4, 32.7 und 32.14 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung eingefügt :

«Art. *8bis* – In Abweichung von Artikel 8, § 1 kann für den Betrieb, der außerhalb eines Entwicklungsgebiets liegt, dessen Beschäftigtenzahl unter 50 Personen liegt und dessen Investitionsprogramm 50 Millionen Franken nicht überschreitet, der eine vollständige Akte zwischen dem 1. Januar 2001 und dem 30. Juni 2001 einreicht, das Datum für die Berücksichtigung des Investitionsprogramms bis zu dem 1. Oktober 2000 zurückgehen.»

Art. 2 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2001 wirksam.

Art. 3 - Der Minister der Wirtschaft und der K.M.B. wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Februar 2001

Der Minsiter-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

—————
VERTALING

N. 2001 — 779

[C — 2001/27160]

15 FEBRUARI 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 mei 1999 tot uitvoering van artikelen 32.2, 32.4, 32.7 en 32.14 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, inzonderheid op artikelen 32.2, 32.4, 32.7 en 32.14, ingevoegd bij het decreet van 25 juni 1992;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 mei 1999 tot uitvoering van artikelen 32.2, 32.4, 32.7 en 32.14 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 10 februari 2000 en van 21 september 2000;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de investeringen verricht door ondernemingen die hun procedure m.b.t. de tegemoetkomingsaanvraag niet te zijner tijd hebben kunnen aanpassen, onverwijld in aanmerking moeten worden genomen;

Op voordracht van de Minister van Economie, KMO's, Onderzoek en Nieuwe Technologieën;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Een artikel *8bis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd in het besluit van de Waalse Regering van 21 mei 1999 tot uitvoering van artikelen 32.2, 32.4, 32.7 en 32.14 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering :

« Art. *8bis*. In afwijking van artikel 8, § 1, wat betreft het buiten een ontwikkelingsgebied gelegen bedrijf met minder dan 50 werknemers en waarvan het investeringsprogramma hoogstens 50 miljoen frank bedraagt en dat tussen 1 januari 2001 en 30 juni 2001 een volledig dossier indient, mag de datum waarop het investeringsprogramma in aanmerking wordt genomen teruggaan tot 1 oktober 2000. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2001.

Art. 3. De Minister van Economie en K.M.O.'s is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 februari 2001

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA



F. 2001 — 780

[C — 2001/27159]

22 FEVRIER 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988, notamment l'article 96, § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 février 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 février 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent arrêté doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2001 afin d'assurer la continuité des missions des associations d'insertion socioprofessionnelle et des centres régionaux d'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, en leur permettant de conserver le personnel contractuel subventionné mis à leur disposition jusqu'au 31 décembre 2001;

Sur proposition de la Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 5, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés, modifié par les arrêtés des 22 janvier 1998, 4 juin 1998 et 9 juillet 1998 est complété par l'alinéa suivant :

« En ce qui concerne les employeurs visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 7^o, c), la prime visée à l'alinéa premier est fixée au montant de la rémunération de l'A.C.S. engagé par l'employeur. »

Art. 2. L'article 22, 1^o, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 mars 2000 est modifié par la disposition suivante :

« 1^o le 31 décembre 2001, en ce qui concerne les associations d'insertion socioprofessionnelle visées à l'article 2, alinéa 1^{er}, 7^o, c);

2^o le 31 décembre 2002, en ce qui concerne les centres régionaux d'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 7^o, h). »

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2001.

Art. 4. La Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 février 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme M. ARENA

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 780

[C — 2001/27159]

22. FEBRUAR 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die Einstellung von bezuschussten Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden und gleichgestellten Arbeitgebern

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988, insbesondere des Artikels 96, § 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die Einstellung von bezuschussten Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden und gleichgestellten Arbeitgebern;

Aufgrund des Gutachtens des "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region);

Aufgrund des Gutachtens des Verwaltungsausschusses des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für die Berufsausbildung und die Arbeitsbeschaffung);

Aufgrund des am 20. Februar 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 22. Februar 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass am 1. Januar 2001 in Kraft treten muss, um die Weiterführung der Aufgaben der Vereinigungen für die sozial-berufliche Eingliederung und der regionalen Zentren für die Integration von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft zu gewährleisten, indem diesen ermöglicht wird, die zu ihrer Verfügung gestellten bezuschussten Vertragspersonalmitglieder bis zum 31. Dezember 2001 weiter zu beschäftigen;

Auf Vorschlag der Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 5, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die Einstellung von bezuschussten Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden und gleichgestellten Arbeitgebern, abgeändert durch die Erlasse vom 22. Januar 1998, vom 4. Juni 1998 und vom 9. Juli 1998 wird durch den folgenden Absatz ergänzt:

«Was die in Artikel 2, Absatz 1, 7^o, c) genannten Arbeitgeber betrifft, wird die im ersten Absatz erwähnte Prämie auf den Betrag der Entlohnung des durch den Arbeitgeber beschäftigten bezuschussten Vertragspersonalmitglieds festgelegt.»

Art. 2 - Artikel 22, 1° desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. März 2000, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«1° am 31. Dezember 2001 für die in Artikel 2, Absatz 1, 7°, c) erwähnten Vereinigungen für die sozial-berufliche Eingliederung;

2° am 31. Dezember 2002 für die in Artikel 2, Absatz 1, 7°, h) erwähnten regionalen Zentren für die Integration von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft.»

Art. 3 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2001 wirksam.

Art. 4 - Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. Februar 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

VERTALING

N. 2001 — 780

[C — 2001/27159]

22 FEBRUARI 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers

De Waalse Regering,

Gelet op de programmawet van 30 december 1988, inzonderheid op artikel 96, § 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest);

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 februari 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 februari 2001;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dit besluit in werking moet treden op 1 januari 2001 om de voortzetting van de verenigingen voor sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de gewestelijke centra voor de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst te garanderen door de gesubsidieerde contractuelen te behouden die er tot 31 december 2001 tewerkgesteld zijn;

Op voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 5, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers, gewijzigd bij de besluiten van 22 januari 1998, 4 juni 1998 en 9 juli 1998, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Wat betreft de in artikel 2, eerste lid, 7°, c), bedoelde werkgevers, wordt de in het eerste lid bedoelde premie vastgesteld op het bedrag van de bezoldiging van de door de werkgever aangeworven geco. »

Art. 2. Artikel 22 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 maart 2000, wordt gewijzigd als volgt :

« 1° 31 december 2001, wat betreft de in artikel 2, eerste lid, 7°, c), bedoelde verenigingen voor sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces;

2° 31 december 2002, wat betreft de in artikel 2, eerste lid, 7°, h), bedoelde gewestelijke centra voor de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst. »

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2001.

Art. 4. De Minister van Vorming en Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 februari 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN**SERVICES DU PREMIER MINISTRE**

[C – 2001/21162]

Chancellerie du Premier Ministre**Mise à la retraite**

Par arrêté royal du 16 août 2000, qui entre en vigueur le 1^{er} mai 2001, démission honorable de ses fonctions est accordée à M. De Paepe, André, conseiller adjoint à la Chancellerie du Premier Ministre.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite.

[C – 2001/21163]

Services de la Commission nationale permanente du pacte culturel**Mise à la retraite**

Par arrêté royal du 29 janvier 2001, qui entre en vigueur le 1^{er} juillet 2001, démission honorable de ses fonctions est accordée à M. Willem, Guy, inspecteur général du pacte culturel aux Services de la Commission nationale permanente du pacte culturel.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite. Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

[C – 2001/21162]

Kanselarij van de Eerste Minister**Opruststelling**

Bij koninklijk besluit van 16 augustus 2000, dat in werking treedt op 1 mei 2001, wordt eervol ontslag uit zijn functies verleend aan de heer De Paepe, André, adjunct-adviseur bij de Kanselarij van de Eerste Minister.

Het is de betrokkene toegestaan zijn pensioenaanspraak te doen gelden.

[C – 2001/21163]

Diensten van de Vaste nationale cultuurpactcommissie**Opruststelling**

Bij koninklijk besluit van 29 januari 2001, dat in werking treedt op 1 juli 2001, wordt eervol ontslag uit zijn functies verleend aan de heer Willem, Guy, cultuurpactinspecteur-generaal van de Diensten van de Vaste nationale cultuurpactcommissie.

Het is de betrokkene toegestaan zijn pensioenaanspraak te doen gelden. Hij wordt er toe gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

**MINISTERE DE L'INTERIEUR
ET MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

[2001/22172]

Comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales. — Nomination

Par arrêté royal du 21 février 2001 qui entre en vigueur le jour de la présente publication, M. Dehaene, Luc, est nommé en qualité de membre du Comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, au titre de représentant des organisations représentatives des employeurs, en remplacement de M. Cardoen, Georges, décédé, dont il achèvera le mandat.

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

[2001/22172]

Beheerscomité van de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 21 februari 2001, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking, wordt de heer Dehaene, Luc, benoemd tot lid van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de representatieve werkgeversorganisaties, ter vervanging van de heer Cardoen, Georges, overleden, wiens mandaat hij zal voleindigen.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[2001/00246]

Autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage en application de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage. — Extension

Par arrêté ministériel du 13 décembre 2000, l'arrêté ministériel du 25 février 2000 relatif à l'autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage, accordée à la S.P.R.L. Blok Security Mobile, établie Spekmolenstraat 92, à 2200 Herentals, est étendue par l'activité de protection de personnes.

[2001/00245]

Autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage en application de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage. — Renouvellement

Par arrêté ministériel du 19 janvier 2001, l'autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage accordée à la S.A. Security Monitoring Centre, établie Brixtonlaan 5, à 1930 Zaventem, est renouvelée à titre provisoire sous le numéro 16.1027.01.

L'autorisation porte sur l'activité de gestion de centrales d'alarmes.

Ces activités s'effectuent sans arme et sans chien.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[2001/00246]

Vergunning tot het exploiteren van een bewakingsonderneming in toepassing van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten. — Uitbreiding

Bij ministerieel besluit van 13 december 2000, wordt het ministerieel besluit van 25 februari 2000, houdende de vergunning tot het exploiteren van een bewakingsonderneming, toegekend aan de B.V.B.A. Blok Security Mobile, gevestigd te 2200 Herentals, Spekmolenstraat 92, uitgebreid met de activiteit van bescherming van personen.

[2001/00245]

Vergunning tot het exploiteren van een bewakingsonderneming in toepassing van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten. — Vernieuwing

Bij ministerieel besluit van 19 januari 2001, wordt de vergunning tot het exploiteren van een bewakingsonderneming, verleend aan de N.V. Security Monitoring Centre, gevestigd te 1930 Zaventem, Brixtonlaan 5, vernieuwd ten voorlopige titel onder het nummer 16.1027.01.

De vergunning heeft betrekking op de activiteit van beheer van alarmcentrales.

Deze activiteiten worden zonder wapen en zonder hond uitgeoefend.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[2001/12191]

Juridictions du travail. — Nomination

Par arrêté royal du 6 mars 2001, Mme Lamont, Fabienne, est nommée juge social effectif au titre d'employeur au tribunal du travail de Bruxelles, en remplacement de M. Breyne, Ronald, dont elle achèvera le mandat.

[2001/12197]

Juridictions du travail. — Démission

Par arrêté royal du 6 mars 2001, démission honorable de ses fonctions de juge social effectif au titre d'employeur à la cour du travail de Gand est accordée, à M. Cornette, Jozef, qui a atteint la limite d'âge le 19 juin 2001.

[2001/12193]

Juridictions du travail. — Démission

Par arrêté royal du 6 mars 2001, démission honorable de ses fonctions de juge social effectif au titre de travailleur ouvrier au tribunal du travail de Bruxelles est accordée, à sa demande, à M. Geers, Koen.

[2001/12199]

Juridictions du travail. — Démission

Par arrêté royal du 6 mars 2001, démission honorable de ses fonctions de juge social effectif au titre de travailleur ouvrier au tribunal du travail de Tongres est accordée, à sa demande, à M. Geuskens, Jan.

[2001/12195]

Juridictions du travail. — Démission

Par arrêté royal du 6 mars 2001, démission honorable de ses fonctions de juge social effectif au titre de travailleur ouvrier au tribunal du travail de Courtrai, Ypres, Furne est accordée, à sa demande, à M. Van Lancker, Eddy.

[2001/12170]

**Règlement général pour la protection du travail
Démolition et retrait d'asbeste
(Article 148decies 2.5.9.3.4.)**

Par arrêté ministériel du 27 février 2001, la S.A. Compagnie d'Entreprises CFE, avenue Hermann-Deboux 40-42, à 1160 Bruxelles, est agréée dans la classe 5 pour effectuer des travaux de démolition et de retrait d'asbeste jusqu'au 1^{er} janvier 2004.

Par arrêté ministériel du 27 février 2001, l'arrêté ministériel du 10 avril 2000 agréant la S.A. Strabag Benelux, à Stabroek pour effectuer des travaux de démolition et de retrait d'asbeste, est modifié de la façon suivante :

— Dans le titre de l'arrêté ministériel du 10 avril 2000, agréant la S.A. Strabag Benelux, Dorpsstraat 45, à 2940 Stabroek, pour effectuer des travaux de démolition et de retrait d'asbeste, les mots « Benelux à Stabroek », sont remplacés par les mots « Belgium à Anvers ».

— Le deuxième alinéa des préambules du même arrêté est abrogé.

— Dans l'article 1^{er} du même arrêté, les mots « Benelux, Dorpsstraat 45, à 2940 Stabroek » sont remplacés par les mots « Belgium, Riinkaai 37, à 2000 Anvers ».

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[2001/12191]

Arbeidsgerechten. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 6 maart 2001 is Mevr. Lamont, Fabienne, benoemd tot werkend rechter in sociale zaken, als werkgever bij de arbeidsrechtbank van Brussel, ter vervanging van de heer Breyne, Ronald, wiens mandaat zij zal voleindigen.

[2001/12197]

Arbeidsgerechten. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 6 maart 2001 is aan de heer Cornette, Jozef, die de leeftijdsgrens heeft bereikt op 19 juni 2001, eervol ontslag verleend uit het ambt van werkend raadsheer, als werkgever, bij het arbeidshof van Gent.

[2001/12193]

Arbeidsgerechten. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 6 maart 2001, is aan de heer Geers, Koen, op zijn verzoek, eervol ontslag verleend uit het ambt van werkend rechter, als werknemer-arbeider, bij de arbeidsrechtbank van Brussel.

[2001/12199]

Arbeidsgerechten. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 6 maart 2001 is aan de heer Geuskens, Jan, op zijn verzoek, eervol ontslag verleend uit het ambt van werkend rechter, als werknemer-arbeider, bij de arbeidsrechtbank van Tongeren.

[2001/12195]

Arbeidsgerechten. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 6 maart 2001, is aan de heer Van Lancker, Eddy, op zijn verzoek, eervol ontslag verleend uit het ambt van werkend rechter, als werknemer-arbeider, bij de arbeidsrechtbank van Kortrijk, Ieper en Veurne.

[2001/12170]

**Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming
Afbreken en verwijderen van asbest
(Artikel 148decies 2.5.9.3.4.)**

Bij ministerieel besluit van 27 februari 2001 is de N.V. Compagnie d'entreprises CFE, Hermann-Debouxlaan 40-42, te 1160 Brussel, erkend geworden in klasse 5 voor het afbreken en verwijderen van asbest tot 1 januari 2004.

Bij ministerieel besluit van 27 februari 2001 is het ministerieel besluit van 10 april 2000 houdende erkenning van de N.V. Strabag Benelux te Stabroek voor het afbreken en verwijderen van asbest, gewijzigd als volgt :

— In de titel van het ministerieel besluit van 10 april 2000 houdende erkenning van de N.V. Strabag Benelux, Dorpsstraat 45, te 2940 Stabroek, voor het afbreken en verwijderen van asbest, worden de woorden « Benelux te Stabroek » vervangen door de woorden « Belgium te Antwerpen ».

— Alinea 2 van de preambules van hetzelfde besluit wordt geschrapt.

— In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de woorden « Benelux, Dorpsstraat 45, te 2940 Stabroek » vervangen door de woorden « Belgium, Riinkaai 37, te 2000 Antwerpen ».

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

MINISTERE DES FINANCES

[2000/42003]

Prix courant des effets publics, actions et obligations

Le prix courant formé par l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, conformément aux arrêtés royaux des 16 décembre 1926 et 31 mars 1936, pour fixer la valeur des effets publics, actions et obligations est publié en francs belge et en € en suppléments au *Moniteur belge* de ce jour.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[2000/42003]

Prijscourant der openbare effecten, aandelen en schuldbrieven

De prijscourant opgemaakt door de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen, overeenkomstig de koninklijke besluiten van 16 december 1926 en 31 maart 1936, om de waarde vast te stellen der openbare effecten, aandelen en schuldbrieven, wordt gepubliceerd in Belgische frank en in € als bijvoegsels tot het *Belgisch Staatsblad* van heden.

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

[C - 2001/02017]

14 MARS 2001. — Circulaire n° 504 relative à l'institution d'un congé préalable à la mise à la retraite en faveur des agents de la Fonction publique administrative fédérale qui sont titulaires des grades classés dans les niveaux 3 et 4

Aux administrations et autres services des administrations fédérales ainsi qu'aux organismes d'intérêt public soumis à l'autorité, au contrôle ou à la tutelle de l'Etat.

Madame la Ministre,

Monsieur le Ministre,

Madame la Secrétaire d'Etat,

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Je vous saurais gré de bien vouloir communiquer la teneur de la présente circulaire à tous les services, administrations et organismes intéressés soumis à votre autorité, contrôle ou tutelle.

L'arrêté royal du 13 mars 2001 institue un congé préalable à la mise à la retraite en faveur des agents de la Fonction publique administrative fédérale qui sont titulaires des grades classés dans les niveaux 3 et 4.

L'agent qui opte pour ce congé préalable à la mise à la retraite s'engage à prendre sa pension de retraite légale anticipée lorsqu'il atteint l'âge de 60 ans.

QUI ENTRE EN CONSIDERATION ?

Les agents des niveaux 3 et 4 des ministères, des organismes d'intérêt public et des établissements scientifiques peuvent introduire leur demande s'ils :

— ont au moins atteint l'âge de 55 ans au 31 décembre 2000;

— et compteront, à l'âge de 60 ans, au moins 20 années de service admissibles pour l'ouverture du droit à la pension de retraite dans le secteur public.

Sont exclus du champ d'application de l'arrêté royal du 13 mars 2001 les agents des niveaux 3 et 4 qui peuvent déjà bénéficier d'autres régimes de congé préalable à la mise à la retraite. Sont ainsi visés ici :

— le régime applicable aux Services extérieurs de la Direction générale des Etablissements pénitentiaires;

— le régime applicable à certains agents des Services opérationnels de la Protection civile.

Pour être clair, les conditions d'ancienneté prévues dans ces régimes sont plus exigeantes que celles imposées dans l'arrêté royal du 13 mars 2001. Dans les deux cas précités, les agents doivent compter au moins 25 années de service admissibles pour l'ouverture du droit à la pension. Les agents qui ne peuvent bénéficier de ces régimes ou égard aux conditions d'ancienneté peuvent recourir au régime de congé préalable à la mise à la retraite instauré par l'arrêté royal du 13 mars 2001.

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

[C - 2001/02017]

14 MAART 2001. — Omzendbrief nr. 504 betreffende de invoering van een verlof voorafgaand aan de pensionering ten gunste van ambtenaren van het federaal administratief Openbaar Ambt die titularis zijn van de graden die gerangschikt zijn in niveau 3 en 4

Aan de besturen en andere diensten van de federale administraties en de instellingen van openbaar nut onderworpen aan het gezag, de controle of het toezicht van de Staat,

Mevrouw de Minister,

Mijnheer de Minister,

Mevrouw de Staatssecretaris,

Mijnheer de Staatssecretaris,

Ik zou het op prijs stellen indien U de inhoud van deze omzendbrief zou meedelen aan alle betrokken diensten, besturen en instellingen, waarover U gezag, de controle of het toezicht uitoefent.

Het koninklijk besluit van 13 maart 2001 voert een verlof in voorafgaand aan de pensionering ten gunste van ambtenaren van het federaal administratief Openbaar Ambt die titularis zijn van de graden die gerangschikt zijn in niveau 3 en 4.

De ambtenaar, die voor dit verlof voorafgaand aan de pensionering kiest, gaat de verplichting aan het vervroegde wettelijke rustpensioen op te nemen bij het bereiken van de leeftijd van 60 jaar.

WIE KOMT ER IN AANMERKING ?

Ambtenaren van niveau 3 en 4 van de ministeries, instellingen van openbaar nut en wetenschappelijke instellingen kunnen hun verzoek indienen als ze :

— op 31 december 2000 ten minste 55 jaar oud zijn;

— en op 60-jarige leeftijd ten minste 20 in aanmerking komende dienstjaren tellen voor de opening van het recht op rustpensioen in de openbare sector.

Ambtenaren van niveau 3 en 4 die reeds kunnen genieten van andere stelsels van verlof voorafgaand aan de pensionering worden uitgesloten van het toepassingsgebied van het koninklijk besluit van 13 maart 2001. Men bedoelt hiermee :

— de regeling die geldt voor de Buitendiensten van het Directoraat-generaal Strafinrichtingen;

— deze voor sommige ambtenaren van de Operationele diensten van de Civiele Bescherming,

Ter verduidelijking de anciënniteitsvoorwaarden die in deze stelsels vermeld zijn, zijn hoger dan diegene die in het koninklijk besluit van 13 maart 2001 opgelegd worden. In beide gevallen geldt dat de ambtenaren ten minste 25 in aanmerking komende dienstjaren moeten tellen voor de opening van het recht op pensioen. Ambtenaren die voor deze stelsels niet in aanmerking komen omwille van anciënniteitsvoorwaarden, kunnen van het door dit koninklijk besluit van 13 maart 2001 ingestelde stelsel van verlof voorafgaand aan de pensionering wel gebruik maken.

Un agent qui se trouve dans le régime du départ anticipé à mi-temps ou qui a déjà introduit une demande pour entrer dans ce régime, peut encore passer à ce régime de congé préalable à la mise à la retraite (loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, article 3, § 2).

Il est demandé aux services du personnel de veiller, compte tenu de la date d'autorisation, à ce que le passage de n'importe quel régime de congé existant au congé préalable à la mise à la retraite se fasse de manière souple.

Par exemple, un agent qui se trouve dans le régime du congé pour interruption de la carrière professionnelle doit pouvoir passer sans problème vers le congé préalable à la mise à la retraite étant donné que l'article 126, § 1^{er} de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat prévoit que l'agent peut renoncer à l'interruption de la carrière moyennant un préavis de deux mois, à moins que l'autorité dont il relève n'accepte un délai plus court.

Un agent qui se trouve dans le régime de la semaine volontaire de quatre jours doit également pouvoir passer sans difficultés au congé préalable à la mise à la retraite étant donné que l'article 7, § 2 de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public prévoit que l'agent peut mettre fin au régime de travail moyennant un préavis de trois mois, à moins que l'autorité dont il relève n'accepte un délai plus court.

COMMENT INTRODUIRE LA DEMANDE ?

Je demande aux chefs d'administration ou aux fonctionnaires dirigeants de diffuser le formulaire de demande repris en annexe I parmi tous les agents qui entrent en considération pour le congé préalable à la mise à la retraite.

Il leur est également demandé de bien vouloir informer mes services avant le 15 mai 2001 du nombre de demandes introduites auprès d'eux au 30 avril 2001. Il est demandé d'utiliser le formulaire qui est joint en annexe II de la présente circulaire. Le formulaire doit être envoyé au Service d'Administration générale à l'adresse suivante : Cité administrative de l'Etat, boulevard Pachéco 19, boîte 2, 1010 Bruxelles ou par e-mail à kristien.hemeryckx@mazfp.fgov.be

La demande de congé préalable à la mise à la retraite doit être introduite entre le 1^{er} mars 2001 et le 30 avril 2001.

Les intéressés doivent adresser leur demande à leur chef d'administration par lettre recommandée. Ils utilisent à cet effet le formulaire de demande qui constitue l'annexe I de la présente circulaire. Dans les organismes d'intérêt public, ils doivent adresser leur demande à leur fonctionnaire dirigeant.

Le chef d'administration ou le fonctionnaire dirigeant décide de la date de prise de cours du congé.

L'agent doit être informé avant le 15 mai 2001 par le chef d'administration de la date de prise de cours du congé.

Une fois la demande introduite, il n'est plus permis de revenir sur la demande du congé préalable à la mise à la retraite et la date de la mise à la retraite.

LE CALCUL DU REVENU

Cette période de congé est assimilée à une période d'activité de service. L'agent conserve ses titres à l'avancement dans l'échelle de traitement dont il bénéficiait avant le début du congé. En d'autres mots, il bénéficie encore des augmentations barémiques. Il ne peut toutefois plus faire valoir ses titres à la promotion lorsque la vacance d'un emploi est une condition à la promotion.

L'agent, en congé préalable à la mise à la retraite, perçoit un traitement d'attente égal à septante pourcent de son dernier traitement d'activité. Par dernier traitement d'activité, il y a lieu d'entendre le dernier traitement annuel brut, précédant la prise de cours du congé, qui serait versé à l'agent s'il accomplissait des prestations complètes, éventuellement augmenté des augmentations barémiques telles que déterminées à l'alinéa précédent.

Ce traitement annuel brut est éventuellement majoré de l'allocation de foyer ou de résidence et des suppléments de traitement qui sont pris en considération pour le calcul de la pension de retraite. Les compléments de traitement en question sont mentionnés dans l'article 8, § 2 de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, telle que modifiée par la loi du 25 janvier 1999.

Par ailleurs, il va de soi que le traitement d'attente est soumis aux mêmes règles que le traitement en matière de liaison à l'indice des prix à la consommation.

Een ambtenaar die zich in het stelsel van de halftijdse vervroegde uittreding bevindt of reeds een aanvraag ingediend heeft om in dit stelsel te stappen kan zonder onderbreking overstappen naar dit stelsel van verlof voorafgaand aan de pensionering (wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, artikel 3, § 2).

De personeelsdiensten wordt gevraagd om de overgang van eender welk bestaand verlofstelsel naar het verlof voorafgaand aan de pensionering, rekening houdend met de datum van toelating, soepel te laten verlopen.

Bijvoorbeeld, een ambtenaar die zich in het stelsel van het verlof voor loopbaanonderbreking bevindt, moet probleemloos kunnen overstappen naar dit verlof voorafgaand aan de pensionering gezien artikel 126, § 1 van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verlopen en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen voorziet dat de ambtenaar de loopbaanonderbreking kan opzeggen met een opzegperiode van twee maanden, tenzij de overheid waarvan hij afhangt een kortere periode aanvaardt.

Een ambtenaar die zich in het stelsel van de vrijwillige vierdagen-week bevindt, moet eveneens zonder problemen kunnen overstappen naar dit verlof voorafgaand aan de pensionering gezien artikel 7, § 2 van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector voorziet dat de ambtenaar een einde kan maken aan de arbeidsregeling met een opzegging van drie maanden, tenzij de overheid waaronder hij ressorteert een kortere termijn aanvaardt.

HOE DE AANVRAAG INDIENEN ?

Ik vraag de hoofden van de besturen of de leidinggevende ambtenaren om het aanvraagformulier in bijlage I te verspreiden onder alle ambtenaren die in aanmerking komen voor het verlof voorafgaand aan de pensionering.

Zij worden ook gevraagd mijn diensten vóór 15 mei 2001 op de hoogte te brengen van het aantal aanvragen dat op 30 april 2001 bij hen ingediend werd. Er wordt gevraagd om het formulier te gebruiken dat als bijlage II aan deze omzendbrief is toegevoegd. Dit formulier moet worden gestuurd naar de Dienst van Algemeen Bestuur, op het volgende adres : Rijksadministratief Centrum, Pachecolaan 19, bus 2, 1010 Brussel, of per e-mail naar kristien.hemeryckx@mazfp.fgov.be

De aanvraag voor het verlof voorafgaand aan de pensionering moet gebeuren tussen 1 maart 2001 en 30 april 2001.

De betrokkenen dienen hun aanvraag te richten aan hun hoofd van het bestuur per aangetekende brief. Zij maken daarbij gebruik van het aanvraagformulier dat als bijlage I aan deze omzendbrief werd toegevoegd. Bij de instellingen van openbaar nut dienen zij hun aanvraag te richten tot hun leidinggevende ambtenaar.

Het hoofd van het bestuur of de leidinggevende ambtenaar beslist op welke datum het verlof aanvangt.

Vóór 15 mei 2001 moet de ambtenaar op de hoogte gebracht worden van de aanvangsdatum van het verlof door het hoofd van het bestuur.

Op de aanvraag tot voorafgaandelijke inverlofstelling en de datum van pensionering, kan na het indienen van de aanvraag niet meer teruggekomen worden.

DE BEREKENING VAN HET INKOMEN

Deze verlofperiode wordt met dienstactiviteit gelijkgesteld. De ambtenaar behoudt zijn rechten op bevordering in de weddenschaal die hij vóór de aanvang van het verlof had m.a.w. de baremieke verhogingen krijgt hij nog. Hij kan echter geen aanspraak meer maken op bevordering wanneer er als voorwaarde voor de bevordering vereist is dat er een betrekking vacant is.

De ambtenaar, met verlof voorafgaand aan de pensionering, ontvangt een wachtgeld gelijk aan zeventig percent van zijn laatste activiteitswedde. Onder laatste activiteitswedde dient te worden verstaan de laatste toegekende bruto-jaarwedde, voorafgaand aan de aanvang van het verlof, die aan de ambtenaar zou worden uitgekeerd wanneer hij volledige prestaties zou volbrengen, eventueel verhoogd met de baremieke verhogingen zoals bepaald in voorgaande alinea.

Eveneens wordt deze bruto-jaarwedde verhoogd met de hard- en standplaatstoelage en de weddenbijslagen die in aanmerking worden genomen voor de berekening van het rustpensioen. De betrokken weddenbijslagen staan vermeld in artikel 8, § 2 van de wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen, zoals gewijzigd bij de wet van 25 januari 1999.

Daarbij spreekt het vanzelf dat het wachtgeld aan dezelfde regels onderworpen is als de bezoldiging inzake de koppeling aan de index van de consumptieprijzen.

Les agents perçoivent également 70 % du pécule de vacances et de l'allocation de fin d'année dont ils bénéficieraient dans le cadre de prestations complètes.

Le traitement d'attente est déclaré fiscalement comme revenu de remplacement (rubrique G) et est donc également taxé par le fisc. Pour le précompte professionnel, les tableaux des pensions sont utilisés, la rémunération nette étant ainsi plus élevée que 80 % de la rémunération pour des prestations complètes.

CUMUL AVEC D'AUTRES REVENUS

Les membres du personnel statutaires qui bénéficient du congé prévu peuvent, moyennant autorisation préalable de l'employeur, exercer une autre activité professionnelle. Dans le cas cependant où les revenus de cette activité professionnelle dépassent les limites prévues aux articles 4 et 9 de la loi du 5 avril 1994 réglant le cumul des pensions du secteur public avec des revenus provenant d'une activité professionnelle ou avec un revenu de remplacement, le traitement d'attente sera réduit ou suspendu de la même manière qu'une pension de retraite.

Ces limites diffèrent selon la nature de l'activité exercée.

S'il s'agit d'une activité professionnelle en tant que travailleur, le traitement d'attente est intégralement payé lorsque les revenus bruts sont inférieurs à 293 515 BEF (7 276,05 EUR). Si ces revenus se situent entre 293 516 BEF (7 276,06 EUR) et 337 542 BEF (8 367,46 EUR), le traitement d'attente est réduit de 1 à 15 %, en fonction du dépassement exprimé en pourcentage du montant limite de 293 516 BEF (7 276,06 EUR). Si ce montant limite est dépassé de plus de 15 % (c.-à-d. à partir d'un montant de 337 543 BEF (8 367,47 EUR), le traitement d'attente est suspendu.

S'il s'agit d'une activité professionnelle en tant qu'indépendant, les revenus nets (c.-à-d. les revenus bruts réduits des dépenses et charges professionnelles) sont pris en considération et les montants limites précités sont respectivement remplacés par 234 812 BEF (5 820,84 EUR), 270 033 BEF (6 693,96 EUR) et 270 034 BEF (6 693,97 EUR).

Si l'agent ou son épouse a des enfants à charge, les montants limites sont augmentés pour les travailleurs de 146 758 BEF (3 638,04 EUR) et pour les indépendants de 117 406 BEF (2 910,42 EUR).

En outre, il est souligné que le traitement d'attente peut avoir une influence sur la pension de survie dont bénéficie l'intéressé. A cet égard, il est rappelé que l'intéressé est obligé de déclarer la jouissance de ce traitement d'attente à l'organisme qui gère la pension de survie.

M. G. Richelle (F), 02-210.68.16, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire au sujet de la pension de retraite.

REMPACEMENT

Le chef d'administration peut, à concurrence des crédits de personnel libérés, moyennant l'accord préalable du Ministre du Budget, remplacer ces agents :

— soit, pendant la période de congé, par l'engagement de membres de personnel des niveaux 3 ou 4 par contrat de travail à durée déterminée de maximum deux ans;

— soit, par le recrutement d'agents nommés à titre définitif des niveaux 1 ou 2+.

Par dérogation aux dispositions précédentes, le chef d'administration peut, compte tenu des besoins du service, recruter des agents nommés à titre définitif des niveaux 3 et 4 moyennant l'accord préalable du Ministre de la Fonction publique et du Ministre du Budget.

En ce qui concerne le remplacement, je désire également souligner que celui-ci doit être réglé en respectant les modalités fixées dans la circulaire n° 456 du 17 février 1998 (*Moniteur belge* du 4 mars 1998). Remplacement des membres du personnel temporairement absents du service.

Lorsque l'agent, en congé préalable à la mise à la retraite, est titulaire d'une échelle barémique dont l'attribution est soumise à une vacance d'emploi, la procédure de promotion barémique peut être appliquée lors de son départ définitif, à condition que son emploi ne soit pas supprimé.

Le Ministre de la Fonction publique
et de la Modernisation de l'administration

L. VAN DEN BOSSCHE

De ambtenaren ontvangen eveneens 70 % van het vakantiegeld en de eindejaarstoelage die zij zouden genieten zo zij volledige prestaties volbrengen.

Het wachtgeld wordt fiscaal aangegeven als vervangingsinkomen (rubriek G) en wordt aldus ook door de fiscus belast. Voor de bedrijfsvoorheffing worden de tabellen van de pensioenen gehanteerd waardoor de netto-bezoldiging hoger ligt dan 80 % van de bezoldiging voor voltijdse prestaties.

CUMUL MET ANDERE INKOMSTEN

De statutaire personeelsleden die genieten van het bedoeld verlof mogen, mits voorafgaande toelating van de werkgever, andere beroepsactiviteiten uitoefenen. Indien de inkomsten uit die beroepsactiviteiten de grenzen inzake cumulatie bepaald bij de artikelen 4 en 9 van de wet van 5 april 1994 houdende regeling van de cumulatie van pensioenen van de openbare sector met inkomsten voortvloeiend uit de uitoefening van een beroepsactiviteit of met een vervangingsinkomen overschrijden, wordt het wachtgeld verminderd of geschorst op dezelfde wijze als een rustpensioen.

Deze grenzen verschillen naargelang de aard van de uitgeoefende activiteit.

Indien het een beroepsactiviteit als werknemer betreft wordt het wachtgeld integraal uitbetaald indien de bruto-inkomsten lager zijn dan 293 515 BEF (7 276,05 EUR). Liggen deze inkomsten tussen 293 516 BEF (7 276,06 EUR) en 337 542 BEF (8 367,46 EUR) dan wordt het wachtgeld verminderd met 1 tot 15 t.h., afhankelijk van de procentuele overschrijding van het grensbedrag van 293 516 BEF (7 276,06 EUR). Indien dit grensbedrag met meer dan 15 % (dit wil zeggen vanaf een bedrag van 337 543 BEF (8 367,47 EUR) wordt overschreden, wordt het wachtgeld geschorst.

Indien het een beroepsactiviteit als zelfstandige betreft worden de netto-inkomsten (d.w.z. bruto-inkomsten verminderd met beroepsuitgaven en -lasten) in aanmerking genomen en worden voormelde grensbedragen respectievelijk vervangen door 234 812 BEF (5 820,84 EUR), 270 033 BEF (6 693,96 EUR) en 270 034 BEF (6 693,97 EUR).

Indien de ambtenaar of zijn echtgenote kinderen ten laste heeft, worden de grensbedragen voor de werknemers verhoogd met 146 758 BEF (3 638,04 EUR) en voor zelfstandigen met 117 406 BEF (2 910,42 EUR).

Bovendien wordt erop gewezen dat het wachtgeld een invloed kan hebben op het overlevingspensioen dat betrokkene geniet. In dit verband wordt eraan herinnerd dat de betrokkene verplicht is het genot van dit wachtgeld aan te geven aan de instelling die het overlevingspensioen beheert.

Voor meer informatie met betrekking tot het rustpensioen kan men terecht bij de heer C. Van den Abbeele (N), Administratie der Pensioenen op het nummer 02-210 67 80.

VERVANGING

Het hoofd van bestuur kan deze ambtenaren ten belope van de vrijgekomen personeelskredieten vervangen, mits voorafgaand akkoord van de Minister van Begroting :

— ofwel gedurende de verlofperiode door de indienstneming van personeelsleden van niveau 3 of 4 in het kader van een arbeidsovereenkomst voor bepaalde tijd van maximaal twee jaar;

— ofwel door de werving van vastbenoemde ambtenaren van niveau 1 of 2+.

In afwijking van het voorgaande kan het hoofd van bestuur rekening houdend met de behoeften van de dienst, vastbenoemde ambtenaren van niveau 3 of 4 werven mits voorafgaand akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Begroting.

Voor wat betreft de vervanging wil ik er ook op wijzen dat dit geregeld moet worden met respect voor de modaliteiten vastgelegd in omzendbrief nr. 456 van 17 februari 1998 (*Belgisch Staatsblad* van 4 maart 1998). — Vervanging van tijdelijk uit de dienst afwezige personeelsleden.

Indien de ambtenaar, met verlof voorafgaand aan de pensionering, titularis is van een weddenschaal waarvan de toekenning afhankelijk is van een vacante betrekking kan bij zijn definitief vertrek de procedure van bevordering door verhoging in weddenschaal worden toegepast op voorwaarde dat zijn betrekking niet afgeschaft is.

De Minister van Ambtenarenzaken
en Modernisering van de openbare besturen,

L. VAN DEN BOSSCHE

ANNEXE I - FORMULAIRE DE DEMANDE

CONGE PREALABLE A LA MISE A LA RETRAITE

I. PARTIE A REMPLIR PAR LE MEMBRE DU PERSONNEL

Nom et prénom :

Adresse privée :

Date de naissance : / /

Numéro de matricule : Grade :

Administration :

Service :

Années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension de retraite : au (1)

Date et signature :

II. PARTIE A REMPLIR PAR LE CHEF D'ADMINISTRATION (2) DU DEMANDEUR

Le demandeur a reçu un accusé de réception de la demande à la date suivante : / / 2001

Nom du chef d'administration :

Date et signature :

La date initiale de la période de congé est déterminée au : 01/06/2001 01/09/2001 01/12/2001 01/03/2002 01/06/2002

Le demandeur en a été informé le / /2001 (3)

Date et signature :

(1) A l'âge de 60 ans : 20 années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension de retraite.

(2) Fonctionnaire dirigeant pour les organismes d'intérêt public.

(3) Prise de connaissance effective avant le 15 mai 2001.

BIJLAGE I - AANVRAAGFORMULIER

VERLOF VOORAFGAAND AAN DE PENSIONERING

I. VAK IN TE VULLEN DOOR HET PERSONEELSLID

Naam en voornaam :

Privé-adres :

Geboortedatum : / /

Stamnummer : Graad :

Administratie :

Dienst :

In aanmerking komende dienstjaren voor de opening van het recht op het rustpensioen : bereikt op (1)

Datum en handtekening :

II. VAK IN TE VULLEN DOOR HET HOOFD VAN BESTUUR (2) VAN DE AANVRAGER

Aan aanvrager werd een ontvangstbewijs van de aanvraag afgeleverd op de hiernavermelde datum : / /2001

Naam hoofd van het bestuur :

Datum en handtekening :

De ingangsdatum van de periode van het verlof wordt vastgesteld op

<input type="checkbox"/>	01/06/2001
<input type="checkbox"/>	01/09/2001
<input type="checkbox"/>	01/12/2001
<input type="checkbox"/>	01/03/2002
<input type="checkbox"/>	01/06/2002

De aanvrager werd daarvan op / /2001 in kennis gesteld (3)

Datum en handtekening :

(1) Op de leeftijd van 60 jaar. 20 jaar in aanmerking komende dienstjaren voor de opening van het recht op het rustpensioen.

(2) Leidinggevende ambtenaar voor instellingen openbaar nut

(3) Dit moet gebeuren vóór 15 mei 2001.

ANNEXE II — BIJLAGE II

CONGE PREALABLE A LA MISE A LA RETRAITE — VERLOF VOORAFGAAND AAN DE PENSIONERING

Veillez mentionner dans ce tableau le nombre des agents qui font usage du congé préalable à la mise à la retraite, compte tenu du niveau et de la date à laquelle l'agent commence effectivement ce congé.

Gelieve in deze tabel de aantallen te vermelden van de ambtenaren die gebruik maken van het verlof voorafgaand aan de pensionering rekening houdend met het niveau en de datum waarop de ambtenaar effectief dit verlof aanvangt.

Contactpersoon/telefoonnr. :

Naam van de instelling :

Personne à contacter/n° téléphone :

Nom de l'établissement :

	juin / juni 2001	septembre / september 2001	décembre / december 2001	mars / maart 2002	juin / juni 2002
Niv. 3					
Niv. 4					

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[2001/12196]

Juridictions du travail. — Avis aux organisations représentatives. — Place vacante d'un conseiller social effectif au titre d'employeur à la cour du travail de Gand en remplacement de M. Jozef Cornette à partir du 19 juin 2001

Les organisations représentatives intéressées sont invitées à présenter les candidatures à cette fonction conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 avril 1970 et au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Ces présentations doivent être adressées au Ministère de l'Emploi et du Travail, Service des Juridictions du travail, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un extrait d'acte de naissance pour chacun des candidats présentés.

[2001/12192]

Juridictions du travail. — Avis aux organisations représentatives. — Place vacante d'un juge social effectif au titre de travailleur ouvrier au tribunal du travail de Bruxelles en remplacement de M. Koen Geers

Les organisations représentatives intéressées sont invitées à présenter les candidatures à cette fonction conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 avril 1970 et au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Ces présentations doivent être adressées au Ministère de l'Emploi et du Travail, Service des Juridictions du travail, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un extrait d'acte de naissance pour chacun des candidats présentés.

[2001/12198]

Juridictions du travail. — Avis aux organisations représentatives. — Place vacante d'un juge social effectif au titre de travailleur ouvrier au tribunal du travail de Tongres, en remplacement de M. Jan Geuskens

Les organisations représentatives intéressées sont invitées à présenter les candidatures à cette fonction conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 avril 1970 et au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Ces présentations doivent être adressées au Ministère de l'Emploi et du Travail, Service des Juridictions du travail, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un extrait d'acte de naissance pour chacun des candidats présentés.

[2001/12194]

Juridictions du travail. — Avis aux organisations représentatives. — Place vacante d'un juge social effectif au titre de travailleur ouvrier au tribunal du travail de Courtrai, Ypres, Furne en remplacement de M. Eddy Van Lancker

Les organisations représentatives intéressées sont invitées à présenter les candidatures à cette fonction conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 avril 1970 et au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Ces présentations doivent être adressées au Ministère de l'Emploi et du Travail, Service des Juridictions du travail, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un extrait d'acte de naissance pour chacun des candidats présentés.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[2001/12196]

Arbeidsgerechten. — Bericht aan de representatieve organisaties. — Openstaande plaats van een werkend raadsheer in sociale zaken als werkgever bij het arbeidshof van Gent, ter vervanging van de heer Jozef Cornette vanaf 19 juni 2001

De betrokken organisaties worden verzocht de kandidaturen voor te dragen overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 7 april 1970 en uiterlijk binnen de drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van de kandidaten moeten worden gericht aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Dienst Arbeidsgerechten, Belliardstraat 51, 1040 Brussel.

Bij de lijsten wordt voor elk der voorgedragen kandidaten een uittreksel van de geboorteakte gevoegd.

[2001/12192]

Arbeidsgerechten. — Bericht aan de representatieve organisaties. — Openstaande plaats van een werkend rechter in sociale zaken als werknemer-arbeider bij de arbeidsrechtbank van Brussel, ter vervanging van de heer Koen Geers

De betrokken organisaties worden verzocht de kandidaturen voor te dragen overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 7 april 1970 en uiterlijk binnen de drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van de kandidaten moeten worden gericht aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Dienst Arbeidsgerechten, Belliardstraat 51, 1040 Brussel.

Bij de lijsten wordt voor elk der voorgedragen kandidaten een uittreksel van de geboorteakte gevoegd.

[2001/12198]

Arbeidsgerechten. — Bericht aan de representatieve organisaties. — Openstaande plaats van een werkend rechter in sociale zaken als werknemer-arbeider bij de arbeidsrechtbank van Tongeren, ter vervanging van de heer Jan Geuskens

De betrokken organisaties worden verzocht de kandidaturen voor te dragen overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 7 april 1970 en uiterlijk binnen de drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van de kandidaten moeten worden gericht aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Dienst Arbeidsgerechten, Belliardstraat 51, 1040 Brussel.

Bij de lijsten wordt voor elk der voorgedragen kandidaten een uittreksel van de geboorteakte gevoegd.

[2001/12194]

Arbeidsgerechten. — Bericht aan de representatieve organisaties. — Openstaande plaats van een werkend rechter in sociale zaken als werknemer-arbeider bij de arbeidsrechtbank van Kortrijk, Ieper en Veurne, ter vervanging van de heer Eddy Van Lancker

De betrokken organisaties worden verzocht de kandidaturen voor te dragen overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 7 april 1970 en uiterlijk binnen de drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van de kandidaten moeten worden gericht aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Dienst Arbeidsgerechten, Belliardstraat 51, 1040 Brussel.

Bij de lijsten wordt voor elk der voorgedragen kandidaten een uittreksel van de geboorteakte gevoegd.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

**MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C – 2001/31109]

Publication par extrait des arrêtés d'agrément en qualité de techniciens qualifiés pour le contrôle de combustion et l'entretien des installations de chauffage alimentées en combustible liquide

Sont agréés en qualité de techniciens qualifiés pour le contrôle de la combustion et de l'entretien des installations de chauffage alimentées en combustible liquide, pour une période qui se termine à la date d'échéance indiquée, au sens de l'article 70 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et de l'article 10 de l'arrêté royal du 6 janvier 1978 tendant à prévenir la pollution atmosphérique lors du chauffage de bâtiments à l'aide de combustible solide ou liquide,

par l'arrêté ministériel du 23 janvier 2001 les techniciens dont les noms suivent :

Numéro de reconnaissance, nom et adresse, date d'échéance

TB 5879, Vandevelde, Eric, chaussée de Wavre 1613, 1160 Bruxelles, 23 janvier 2016

TB 5880, Vanitterbeek, Michel, De Reinelaan 5, 1831 Diegem, 23 janvier 2016

TB 5881, Vanhemelrijck, Marc, Ahornbomenlaan 45, 1910 Kampenhout, 23 janvier 2016

TB 5882, Demeur, Ghislain, Rilroheidestraat 34, 1653 Dworp, 23 janvier 2016

TB 5883, Angelozzi, Fabrizio, rue Auguste Scohy 75, 6250 Aiseau-Presles, 23 janvier 2016

TB 5884, Verdonck, Werner, Lippelostraat 89, 1840 Malderen, 23 janvier 2016

TB 5885, Simoncini, Pierino, rue Georges Wattier 14, 7030 Saint-Symphorien, 23 janvier 2016

TB 5886, Keser, Jean-Marie, route de Genval 134, 1380 Lasne, 23 janvier 2016

TB 5887, Arteaga, Estanislao, rue du Bourdon 372, 1180 Bruxelles, 23 janvier 2016

TB 5888, Billemont, Georges, Waterdreef 13, 9040 gent, 23 janvier 2016

TB 5889, Anthoni, Paul, Leliënlaan 15, 2840 Reet, 23 janvier 2016

TB 5890, Bouzakhti, Omar, rue François Bossaerts 125, 1030 Bruxelles, 23 janvier 2016

TB 5891, Coddens, Frank, Weerstanderslaan 7, 1700 Dilbeek, 23 janvier 2016

TB 5892, Jumet, Jean-Pol, rue du Pachy 2, 6280 Gerpinnes, 23 janvier 2016

TB 5893, Ternoot, Luc, Ninoofsesteenweg 230, 9600 Ronse, 23 janvier 2016

TB 5894, Krokaert, Koen, Cornelis Peetersstraat 66, 1830 Machelen, 23 janvier 2016

TB 5895, Charlier, Marc, avenue Hulet 4, 1332 Rixensart, 23 janvier 2016

TB 5896, Senterre, Jean-Marie, chemin des Pères 18, 1420 Braine-l'Alleud, 23 janvier 2016

**MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

[C – 2001/31109]

Bekendmaking bij uittreksel van het besluit houdende erkenning van bevoegde technici voor de uitvoering van de verbrandingscontrole en het onderhoud van de verwarmingsinstallaties gevoed met vloeibare brandstof

Worden krachtens artikel 70 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en krachtens artikel 10 van het Koninklijk Besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste of vloeibare brandstof, erkend als bevoegde technici voor de uitvoering van de verbrandingscontrole en het onderhoud van de verwarmingsinstallaties gevoed met vloeibare brandstof voor een periode tot navermelde vervaldatum,

bij Ministerieel Besluit van 23 januari 2001 de technici met de volgende namen :

Erkenningsnummer, naam en adres, vervaldatum

TB 5879, Vandevelde, Eric, chaussée de Wavre 1613, 1160 Bruxelles, 23 januari 2016

TB 5880, Vanitterbeek, Michel, De Reinelaan 5, 1831 Diegem, 23 januari 2016

TB 5881, Vanhemelrijck, Marc, Ahornbomenlaan 45, 1910 Kampenhout, 23 januari 2016

TB 5882, Demeur, Ghislain, Rilroheidestraat 34, 1653 Dworp, 23 januari 2016

TB 5883, Angelozzi, Fabrizio, rue Auguste Scohy 75, 6250 Aiseau-Presles, 23 januari 2016

TB 5884, Verdonck, Werner, Lippelostraat 89, 1840 Malderen, 23 januari 2016

TB 5885, Simoncini, Pierino, rue Georges Wattier 14, 7030 Saint-Symphorien, 23 januari 2016

TB 5886, Keser, Jean-Marie, route de Genval 134, 1380 Lasne, 23 januari 2016

TB 5887, Arteaga, Estanislao, rue du Bourdon 372, 1180 Bruxelles, 23 januari 2016

TB 5888, Billemont, Georges, Waterdreef 13, 9040 Gent, 23 januari 2016

TB 5889, Anthoni, Paul, Leliënlaan 15, 2840 Reet, 23 januari 2016

TB 5890, Bouzakhti, Omar, rue François Bossaerts 125, 1030 Bruxelles, 23 januari 2016

TB 5891, Coddens, Frank, Weerstanderslaan 7, 1700 Dilbeek, 23 januari 2016

TB 5892, Jumet, Jean-Pol, rue du Pachy 2, 6280 Gerpinnes, 23 januari 2016

TB 5893, Ternoot, Luc, Ninoofsesteenweg 230, 9600 Ronse, 23 januari 2016

TB 5894, Krokaert, Koen, Cornelis Peetersstraat 66, 1830 Machelen, 23 januari 2016

TB 5895, Charlier, Marc, avenue Hulet 4, 1332 Rixensart, 23 januari 2016

TB 5896, Senterre, Jean-Marie, chemin des Pères 18, 1420 Braine-l'Alleud, 23 januari 2016.

**PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS
WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN**

Chambres législatives — Wetgevende Kamers

CHAMBRE DES REPRESENTANTS DE BELGIQUE

[C – 2001/19227]

Réunions publiques des commissions

Ordre du jour

Mardi 20 mars 2001

Commission de la Santé publique,
de l'Environnement et du Renouveau de la Société

1. Question de M. Yves Leterme à la Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sur "le règlement des dossiers d'indemnisation relatifs à la crise de la dioxine - volet Santé publique".

2. Question de Mme Maggie De Block à la Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sur "la reconnaissance d'un service SMUR dans la région de la Côte Est".

3. Interpellation n° 736 de M. Claude Eerdeken à la Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sur "l'organisation des abattages rituels de la fête islamique du sacrifice".

4. Projet de loi modifiant la loi du 4 février 2000 relative à la création de l'Agence fédérale pour la Sécurité alimentaire.

(Rapporteur : Mme Colette Burgeon.)

Amendement du gouvernement.

(Renvoyé en commission : séance plénière du 15 mars 2001.)

5. Proposition de loi (MM. Luc Goutry et Jo Vandeurzen) garantissant l'accessibilité du prix de l'hébergement dans une maison de soins psychiatriques.

6. Question de M. Koen Bultinck au Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale, sur "ses déclarations relatives à une majoration de 10 % du minimum de moyens d'existence.

7. Question de Mme Simonne Creyf au Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale, sur "l'aide sociale pour les personnes nécessiteuses ayant un dossier de régularisation en cours pendant un trajet officiel vers leur travail".

Mardi 20 mars 2001

Commission de contrôle des dépenses électorales
et de la comptabilité des partis politiques

1. Examen, dans le cadre des élections des conseils provinciaux, communaux et de district et des élections directes des conseils de l'aide sociale du 8 octobre 2000, des :

a) rapports établis par les présidents des tribunaux de première instance sur les dépenses de propagande électorale engagées par les partis politiques possédant un numéro de liste national, ainsi que des remarques formulées par les candidats et les électeurs inscrits;

BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

[C – 2001/19227]

Openbare commissievergaderingen

Dagorde

Dinsdag 20 maart 2001

Commissie voor de Volksgezondheid,
het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing

1. Vraag van de heer Yves Leterme tot de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu over "de afhandeling van de schadevergoedingen van de dioxinecrisis - luik Volksgezondheid".

2. Vraag van Mevr. Maggie De Block tot de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, over "de MUG erkenning regio Oostkust".

3. Interpellatie nr. 736 van de heer Claude Eerdeken tot de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, over "het reglementeren van de rituele slachtingen ter gelegenheid van het islamitisch offerfeest".

4. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 4 februari 2000 houdende oprichting van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen.

(Rapporteur : Mevr. Colette Burgeon.)

Amendement van de regering.

(Teruggezonden naar de commissie : plenaire vergadering van 15 maart 2001.)

5. Wetsvoorstel (de heren Luc Goutry en Jo Vandeurzen) tot waarborging van de betaalbaarheid van een opname in een psychiatrisch verzorgingstehuis.

6. Vraag van de heer Koen Bultinck tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie, over "zijn uitspraken over de verhoging van het bestaansminimum met 10 %".

7. Vraag van Mevr. Simonne Creyf tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie, over "de OCMW-steun voor behoeftige mensen met een lopend regularisatiedossier tijdens een officieel traject naar werk toe".

Dinsdag 20 maart 2001

Controlecommissie betreffende de Verkiezingsuitgaven
en de Boekhouding van de Politieke Partijen

1. Onderzoek, in het kader van de provincie-, gemeente- en districtsraadsverkiezingen en de rechtstreekse verkiezingen van de raden voor maatschappelijk welzijn van 8 oktober 2000, van :

a) de door de voorzitters van de rechtbanken van eerste aanleg opgestelde verslagen m.b.t. de door de politieke partijen met een nationaal lijstnummer verrichte uitgaven voor verkiezingspropaganda, evenals van de door de kandidaten en kiesgerechtigden ingediende opmerkingen;

b) déclarations de ces partis relatives à l'origine des fonds engagés par eux.

— Discussion du rapport intérimaire de M. Alfons Borginon et Mme Marie-José Laloy (S).

Votes.

2. Examen des notes de synthèse déposées en application de la loi du 12 juillet 1994 visant le contrôle des communications officielles des autorités publiques.

Avis à rendre par la commission de contrôle.

3. Divers.

Mardi 20 et mercredi 21 mars 2001

Commission de la Justice

1. Interpellation n° 726 de M. Richard Fournaux au Ministre de la Justice, sur "le rôle du Ministre de la Justice dans le cadre de la réforme des services de police".

2. Question de Mme Karine Lalieux au Ministre de la Justice, sur "le traitement des dossiers "mœurs"".

3. Question de M. Francis Van den Eynde au Ministre de la Justice, sur "l'infiltration intégriste de l'Exécutif des musulmans de Belgique".

4. Question de M. Tony Van Parys au Ministre de la Justice, sur "les avis des parquets concernant la désignation des directeurs-coordonateurs et des directeurs judiciaires de la police fédérale".

5. Question de M. Servais Verherstraeten au Ministre de la Justice, sur "les nouvelles justices de paix".

6. Question de M. Servais Verherstraeten au Ministre de la Justice, sur "l'action de grève menée par les travailleurs psycho-sociaux".

7. Question de M. Bart Laeremans au Ministre de la Justice, sur "ses projets visant à réduire davantage encore les peines de prison".

8. Projet de loi modifiant les articles 190, 194, 259bis-9, 259bis-10, 259octies et 371 du Code judiciaire, insérant l'article 191bis dans le Code judiciaire et modifiant l'article 21 de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats - Amendé par le Sénat.

9. Proposition de loi (M. Claude Eerdekens) modifiant l'article 447, alinéa 3, du Code pénal.

(Vote sur l'ensemble - Rgt, art. 18.4 a) bis.)

(Rapporteur : M. Vincent Decroly.)

10. Proposition de loi (MM. Daniel Bacquelaine, Jef Tavernier, Thierry Giet, Hugo Coveliers, Dirk Van der Maelen et Mme Martine Dardenne) modifiant le Code pénal et instaurant le travail d'intérêt général et la formation comme peine de substitution.

(Continuation, clôture et votes.)

(Rapporteuse : Mme Karine Lalieux.)

Amendements de MM. Bacquelaine et consorts, Laeremans, Schoofs et du gouvernement.

11. Proposition de loi (M. Servais Verherstraeten) modifiant l'article 19 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 afin d'instaurer un privilège général sur les meubles en faveur des victimes d'infractions criminelles.

(Rapporteur : M. Jo Vandeurzen.)

b) de aangiften van deze partijen betreffende de herkomst van de door hen bestede geldmiddelen.

— Bespreking van het tussentijds verslag van de heer Alfons Borginon en Mevr. Marie-José Laloy (S).

— Stemmingen.

2. Onderzoek van de synthesesnota's ingediend krachtens de wet van 12 juli 1994 betreffende het toezicht op de officiële mededelingen van de overheid.

Adviezen uit te brengen door de Controlecommissie.

3. Varia.

(*) Beslissingen inzake de juistheid en de volledigheid van de verslagen (...) kunnen enkel worden genomen wanneer ze ten minste twee derden van de stemmen hebben verkregen, op voorwaarde dat ten minste twee derden van de commissieleden aanwezig zijn [(Art. 13, 2e lid van de statuten van de Controlecommissie)].

Dinsdag 20 en woensdag 21 maart 2001

Commissie voor de Justitie

1. Interpellatie nr. 726 van de heer Richard Fournaux tot de Minister van Justitie, over "de rol die is weggelegd voor de Minister van Justitie in het raam van de hervorming van de politiediensten".

2. Vraag van Mevr. Karine Lalieux tot de Minister van Justitie, over "de behandeling van zedendossiers".

3. Vraag van de heer Francis Van den Eynde tot de Minister van Justitie, over "de integristische infiltratie in het Executief van de Moslims van België".

4. Vraag van de heer Tony Van Parys tot de Minister van Justitie, over "de adviezen van de parketten bij de aanstelling van de directeurs-coördinatoren en de gerechtelijke dossiers van de federale politie".

5. Vraag van de heer Servais Verherstraeten tot de Minister van Justitie, over "de nieuwe vrederechten".

6. Vraag van de heer Servais Verherstraeten tot de Minister van Justitie, over "de staking van de psycho-sociale werkers".

7. Vraag van de heer Bart Laeremans tot de Minister van Justitie, over "zijn plannen om de gevangenisstraffen nog verder te reduceren".

8. Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 190, 194, 259bis-9, 259bis-10, 259octies en 371 van het Gerechtelijk Wetboek, tot invoering van artikel 191bis in het Gerechtelijk Wetboek en tot wijziging van artikel 21 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en werving van magistraten - Geamendeerd door de Senaat.

9. Wetsvoorstel (de heer Claude Eerdekens) tot wijziging van artikel 447, derde lid, van het Strafwetboek.

(Stemming over het geheel - Rgt, art. 18, 4 a) bis.)

(Rapporteur : de heer Vincent Decroly.)

10. Wetsvoorstel (de heren Daniel Bacquelaine, Jef Tavernier, Thierry Giet, Hugo Coveliers, Dirk Van der Maelen en Mevr. Martine Dardenne) tot wijziging van het Strafwetboek en tot invoering van de dienstverlening en de opleiding als gevangenisvervangende straffen.

(Voortzetting, sluiting en stemmingen.)

(Rapporteur : Mevr. Karine Lalieux.)

Amendementen van de heer Bacquelaine c.s. en van de heren Laeremans en Schoofs en van de regering.

11. Wetsvoorstel (de heer Servais Verherstraeten) tot wijziging van artikel 19 van de hypotheekwet van 16 december 1851 houdende invoering van een algemeen voorrecht op roerende goederen ten voordele van de slachtoffers van strafrechtelijke misdrijven.

(Rapporteur : de heer Jo Vandeurzen.)

12. Proposition de loi (M. Fred Erdman) modifiant certaines dispositions du Code judiciaire, du Code d'instruction criminelle et du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en ce qui concerne le dessaisissement et la récusation.

13. Proposition de loi (M. Hugo Coveliers) modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs.

Mardi 20 mars 2001

Sous-commission chargée de l'examen du statut social des indépendants et de sa révision éventuelle

1. Echange de vues avec le Ministre des Affaires sociales et des Pensions et avec le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes.
2. Ordre des travaux.

(Rapporteurs : M. Jan Peeters et Mme Trees Pieters.)

Mardi 20 mars 2001

Commission de la Défense nationale

Proposition de loi (M. André Schellens, Mme Mirella Minne et MM. José Canon, Jan Eeman, Stef Goris, Jean-Pol Henry, Martial Lahaye et Peter Vanhoutte) portant statut des militaires du cadre de réserve des forces armées.

(Pour mémoire.)

Mercredi 21 mars 2001

(Réunion commune avec la commission Relations extérieures et Défense du Sénat)

Echange de vues sur la problématique des dispositifs anti-manipulation avec :

- M. S. Brabant, Handicap international - section belge;
- un représentant du Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères;
- un représentant du Ministre de la Défense.

Mardi 20 mars 2001

Commission de l'Infrastructure,
des Communications et des Entreprises publiques

1. Propositions de loi jointes :

— Proposition de loi (M. Daan Schalck et Mme Magda De Meyer) promouvant l'usage de la bicyclette.

Avis du Conseil d'Etat.

— Proposition de loi (M. Lode Vanoost, Mme Marie-Thérèse Coenen et M. Daan Schalck) modifiant l'article 77 du règlement général sur la police de la circulation routière en ce qui concerne la zone avancée pour cyclistes.

Avis du Conseil d'Etat.

— Proposition de loi (M. Lode Vanoost et Mme Marie-Thérèse Coenen) modifiant le règlement général sur la police de la circulation routière en ce qui concerne les bandes de circulation réservées aux autobus et les sites spéciaux franchissables.

Avis du Conseil d'Etat.

— Proposition de loi (M. Lode Vanoost et Mme Marie-Thérèse Coenen) modifiant le règlement sur la police de la circulation routière en ce qui concerne les signaux lumineux de circulation tricolores.

Avis du Conseil d'Etat.

— Proposition de loi (M. Lode Vanoost et Mme Marie-Thérèse Coenen) modifiant l'article 68 du règlement général sur la police de la circulation routière en ce qui concerne l'autorisation des cyclistes dans les rues à sens unique.

Avis du Conseil d'Etat.

12. Wetsvoorstel (de heer Fred Erdman) tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, het Wetboek van strafvordering en het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten inzake onttrekking en wraking.

13. Wetsvoorstel (de heer Hugo Coveliers) tot wijziging van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers.

Dinsdag 20 maart 2001

Subcommissie belast met het onderzoek en de eventuele herziening van het Sociaal statuut van de zelfstandigen

1. Gedachtewisseling met de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen en met de Minister van Landbouw en Middenstand.
2. Regeling der werkzaamheden.

(Rapporteurs : de heer Jan Peeters en Mevr. Trees Pieters.)

Dinsdag 20 maart 2001

Commissie voor de Landsverdediging

Wetsvoorstel (de heer André Schellens, Mevr. Mirella Minne, de heren José Canon, Jan Eeman, Stef Goris, Jean-Pol Henry, Martial Lahaye en Peter Vanhoutte) houdende statuut van de militairen van het reservékader van de krijgsmacht.

(Pro memorie.)

Woensdag 21 maart 2001

Gedachtewisseling over de problematiek van de antihanteerbaarheidsmechanismen met :

- de heer S. Brabant, Handicap international - sectie België;
- een vertegenwoordiger van de Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken;
- een vertegenwoordiger van de Minister van Landsverdediging.

Dinsdag 20 maart 2001

Commissie voor de Infrastructuur,
het Verkeer en de Overheidsbedrijven

1. Samengevoegde wetsvoorstellen :

— Wetsvoorstel (de heer Daan Schalck en Mevr. Magda De Meyer) tot bevordering van het fietsgebruik.

Advies van de Raad van State.

— Wetsvoorstel (de heer Lode Vanoost, Mevr. Marie-Thérèse Coenen en de heer Daan Schalck) tot wijziging, wat het fietsopstelvak betreft, van artikel 77 van het wegverkeersreglement.

Advies van de Raad van State.

— Wetsvoorstel (de heer Lode Vanoost en Mevr. Marie-Thérèse Coenen) tot wijziging, wat de busstroken en bijzondere overrijdbare beddingen betreft, van het wegverkeersreglement.

Advies van de Raad van State.

— Wetsvoorstel (de heer Lode Vanoost en Mevr. Marie-Thérèse Coenen) tot wijziging, wat de driekleurige verkeerslichten betreft, van het wegverkeersreglement.

Advies van de Raad van State.

— Wetsvoorstel (de heer Lode Vanoost en Mevr. Marie-Thérèse Coenen) tot wijziging, wat de toelating van fietsers in eenrichtingsstraten betreft, van artikel 68 van het wegverkeersreglement.

Advies van de Raad van State.

— Proposition de loi (M. Lode Vanoost et Mme Marie-Thérèse Coenen) modifiant le règlement général sur la police de la circulation routière en ce qui concerne les passages prévus pour traverser la chaussée.

Avis du Conseil d'Etat.

— Proposition de loi (M. Lode Vanoost et Mme Marie-Thérèse Coenen) modifiant l'article 2.7 du règlement général sur la police de la circulation routière.

Avis du Conseil d'Etat.

— Proposition de loi (M. Jos Ansoms) promouvant les déplacements à bicyclette et la sécurité des enfants qui jouent.

Auditions de :

— M. Stijn Vancuyck, représentant le "Motor Cycle Council" de la FEBIAC;

— M. Patrick D'Haese, représentant du "Fietsersbond";

— M. Philippe Degand, président du GRACQ (groupe de recherche et d'action des cyclistes quotidiens).

(Rapporteuse : Mme Frieda Brepoels.)

2. Question de M. Yves Leterme à la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, sur "les problèmes de mobilité des handicapés visuels dans les gares de la SNCB".

3. Question de Mme Frieda Brepoels à la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, sur "la modernisation par la SNCB des automotrices électriques".

4. Question de M. Francis Van den Eynde à la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, sur "la mise à pied d'une collaboratrice VLD du cabinet de la Ministre".

5. Projet de loi et proposition de résolution joints :

— Projet de loi tendant à assurer la sécurité routière aux abords des écoles (transmis par le Sénat).

Avis du Conseil d'Etat.

— Proposition de résolution (MM. Olivier Chastel, Hugo Philtjens, Bart Somers, Michel Wauthier) relative à la sécurité routière aux abords des écoles.

(Rapporteur : M. André Smets)

6. Proposition de loi (M. Daniel Bacquelaine) modifiant l'article 11 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

Mercredi 21 mars 2001

Interpellations et question jointes :

— Interpellation n° 730 de M. Francis Van den Eynde au Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, sur "les conséquences des difficultés financières du groupe SAir pour la Sabena".

— Question de M. Jo Van Eetvelt au Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, sur "les problèmes financiers du SAirGroup".

— Interpellation n° 739 de M. Lode Vanoost au Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, sur "les conséquences éventuelles de l'évolution du dossier SAir pour la Sabena".

Mardi 20 mars 2001

Commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture

1. Projet de loi modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre et la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des catastrophes naturelles.

(Continuation.)

(Rapporteuses : Mmes Muriel Gerken et Simonne Crevf.)

— Wetsvoorstel (de heer Lode Vanoost en Mevr. Marie-Thérèse Coenen) tot wijziging, wat de oversteekplaatsen betreft, van het wegverkeersreglement.

Advies van de Raad van State.

— Wetsvoorstel (de heer Lode Vanoost en Mevr. Marie-Thérèse Coenen tot wijziging van artikel 2.7 van het wegverkeersreglement.

Advies van de Raad van State.

— Wetsvoorstel (de heer Jos Ansoms) tot bevordering van het fietsverkeer en de veiligheid van spelende kinderen.

Hoorzitting met :

— de heer Stijn Vancuyck, verantwoordelijke voor de Motor Cycle Council van FEBIAC;

— de heer Patrick D'Haese, vertegenwoordiger van de Fietsersbond;

— de heer Philippe Degand, voorzitter van GRACQ ("Groupe de Recherche et d'Action des Cyclistes Quotidiens").

(Rapporteur : Mevr. Frieda Brepoels.)

2. Vraag van de heer Yves Leterme tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, over "de mobiliteitsproblemen voor visueel gehandicapten in NMBS-stations".

3. Vraag van Mevr. Frieda Brepoels tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, over "de modernisering van elektrische motorstellen door de NMBS".

4. Vraag van de heer Francis Van den Eynde tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, over "de afdanking van een VLD-kabinetsmedewerkster van de Minister".

5. Samengevoegd wetsontwerp en voorstel tot resolutie :

— Wetsontwerp tot bevordering van de verkeersveiligheid in de schoolomgeving (overgezonden door de Senaat).

Advies van de Raad van State.

— Voorstel van resolutie (de heren Olivier Chastel, Hugo Philtjens, Bart Somers, Michel Wauthier) betreffende de verkeersveiligheid in de schoolomgeving.

(Rapporteur de heer André Smets.)

6. Wetsvoorstel (de heer Daniel Bacquelaine) tot wijziging van artikel 11 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie over het wegverkeer.

Woensdag 21 maart 2001

Samengevoegde interpellaties en vraag :

— Interpellatie nr. 730 van de heer Francis Van den Eynde tot de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, over "de gevolgen van de slechte financiële toestand van SAir voor Sabena".

— Vraag van de heer Jozef Van Eetvelt tot de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, over "de financiële problemen bij de SAirGroup".

— Interpellatie nr. 739 van de heer Lode Vanoost tot de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, over "de mogelijke gevolgen voor Sabena van evolutie van het SR-dossier"

Dinsdag 20 maart 2001

Commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw

1. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst en de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen.

(Voortzetting.)

(Rapporteurs : Mevr. Muriel Gerken en Mevr. Simonne Crevf.)

Auditions de :

- M. Michel Backer (UPEA);
- M. Serge Jacobs (CASO);
- M. Ivo Mechels (Test-Achats).

2. Question de Mme Simonne Creyf au Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable, sur "Electrabel et la gestion du passif nucléaire".

3. Question de Mme Simonne Creyf au Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes, sur "l'exécution de la décision du gouvernement du 1^{er} décembre 2000 relative à l'augmentation des avances récupérables accordées aux entreprises participant à la production de l'A380".

4. Question de Mme Simonne Creyf au Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes, sur "la participation de l'industrie au développement et à la production du futur avion de transport militaire A-400M".

5. Question de Mme Els Van Weert au Premier Ministre, sur "la recherche et le développement technologique lors du Conseil européen des 23 et 24 mars 2001, à Stockholm".

(La réponse sera donnée par le Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes.)

6. Interpellations jointes :

— Interpellation n° 732 de M. Hugo Coveliers au Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes, sur "la reprise de Bass Breweries par Interbrew".

— Interpellation n° 738 de M. Gerolf Annemans au Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes, sur "la reprise de Bass Breweries par Interbrew".

7. Projet de loi réglant les intérêts débiteurs dus sur les comptes à vue.

(Renvoyé en commission : séance plénière du 15 mars 2001.)

8. Projet de loi modifiant la loi du 30 mars 1995 concernant les réseaux de distribution d'émissions de radiodiffusion et l'exercice d'activités de radiodiffusion dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale - Amendé par le Sénat.

(Continuation.)

(Rapporteuse : Mme Muriel Gerkens.)

Avis du Conseil d'Etat.

9. Projet de loi relatif à l'enregistrement abusif des noms de domaine.

10. Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les mandataires en brevets, la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention.

11. Projet de loi relative à la Centrale des Crédits aux Particuliers.

12. Projet de loi instaurant une cotisation unique à charge du secteur pétrolier.

Mardi 20 mars 2001

Réunion communes du Comité d'avis chargé de Questions européennes, de la Commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture et de la Commission des Affaires sociales

Echange de vues avec le premier Ministre sur le Conseil européen extraordinaire de Stockholm (23 et 24 mars 2001).

- Emploi;
- Cohésion sociale;
- Croissance économique durable.

Hoorzittingen met :

- de heer Michel Backer (BVVO);
- de heer Serge Jacobs (CASO);
- de heer Ivo Mechels (Testaankoop).

2. Vraag van Mevr. Simonne Creyf tot de Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling, toegevoegd aan de Minister van Mobiliteit en Vervoer, over "Electrabel en de nazorg van de nucleaire industrie".

3. Vraag van Mevr. Simonne Creyf tot de Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid, over "de uitvoering van de regeringsbeslissing van 1 december 2000 inzake de uitbreiding van de terugvorderbare voorschotten aan ondernemingen die deelnemen aan de productie van de A380".

4. Vraag van Mevr. Simonne Creyf tot de Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid, over "de deelname van de industrie aan de ontwikkeling en de productie van het toekomstig militair transportvliegtuig A400M".

5. Vraag van Mevr. Els Van Weert tot de Eerste Minister, over "het onderzoek en technologische ontwikkeling op de Europese Raad van 23 en 24 maart in Stockholm".

(Het antwoord zal worden verstrekt door de Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid.)

6. Samengevoegde interpellaties :

— Interpellatie nr. 732 van de heer Hugo Coveliers tot de Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid, over "de overname van Bass Breweries door Interbrew".

— Interpellatie nr. 738 van de heer Gerolf Annemans tot de Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid, over "de overname van Bass Breweries door Interbrew".

7. Wetsontwerp tot regeling van de debetrente op zichtrekeningen.

(Teruggezonden naar de commissie : plenaire vergadering van 15 maart 2001.)

8. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 30 maart 1995 betreffende de netten voor distributie voor omroepuitzendingen en de uitoefening van televisieomroepactiviteiten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad - Overgezonden door de Senaat.

(Voortzetting.)

(Rapporteur : Mevr. Muriel Gerkens.)

Advies van de Raad van State.

9. Wetsontwerp betreffende het wederrechtelijk registreren van domeinnamen.

10. Wetsontwerp tot wijziging, wat de octrooigemachtigde betreft, van de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien.

11. Wetsontwerp betreffende de Centrale voor Kredieten aan Particulieren.

12. Wetsontwerp ter invoering van een eenmalige bijdrage ten laste van de petroleumsector.

Dinsdag 20 maart 2001

Gemeenschappelijke vergadering van het Adviescomité voor Europese Aangelegenheden, van de Commissie voor het Bedrijfsleven en van de Commissie voor de Sociale Zaken

Gedachtewisseling met de Eerste Minister over de buitengewone Europese Raad van Stockholm (23-24 maart 2001) over :

- werkgelegenheid;
- sociale cohesie;
- duurzame economische groei.

De leden van de analoge commissies van de Senaat zijn eveneens uitgenodigd.

Mercredi 21 mars 2001

Commission spéciale du règlement
et de la réforme du travail parlementaire

Propositions jointes :

— Proposition (M. Jo Vandeurzen) de modification de l'article 94 du Règlement de la Chambre des représentants.

— Proposition (M. Guy Hove) de modification de l'article 94 du Règlement de la Chambre des représentants.

Amendement de M. Hove et consorts.

— Proposition (MM. Jan Mortelmans, Hagen Goyvaerts, Francis Van den Eynde et Jaak Van den Broeck) modifiant l'article 94 du Règlement de la Chambre des représentants.

Projet de texte de consensus rédigé par le secrétariat de la commission.

(Continuation, clôture et votes.)

(Rapporteuses : Mmes Marie-Thérèse Coenen et Frieda Brepoels.)

Mercredi 21 mars 2001

Commission de l'Intérieur, des Affaires générales
et de la Fonction publique

1. Projet de loi modifiant la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police - A déposer par le gouvernement.

2. Projet de loi modifiant la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage.

(Pour mémoire.)

3. Question de M. Pieter De Crem au Ministre de l'Intérieur, sur "la multiplication miraculeuse des fonctions dirigeantes au Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme".

(La réponse sera donnée par la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Emploi.)

4. Interpellation n° 722 de M. Pieter De Crem au Ministre de l'Intérieur, sur "la situation en ce qui concerne la campagne de régularisation".

5. Question de M. Bart Laeremans au Ministre de l'Intérieur, sur "les exigences linguistiques imposées aux agents de police dans les communes à facilités".

6. Question de Mme Simonne Creyf au Ministre de l'Intérieur, sur "la délivrance d'un document officiel accompagné d'une photo aux personnes en procédure de régularisation".

7. Question de M. Bart Schoofs au Ministre de l'Intérieur, sur "la publication au *Moniteur belge* de vols de cartes d'identité dans des administrations communales".

8. Question de M. José Canon au Ministre de l'Intérieur, sur "l'insécurité dans la ville de Charleroi".

9. Poursuite de l'ordre du jour de la réunion du matin.

Mercredi 21 mars 2001

Commissions réunies de la Justice et des Affaires sociales

Propositions de loi jointes :

— Proposition de loi (Mme Colette Burgeon) relative à la création et à l'organisation au sein du Ministère de la Justice d'un Fonds des créances alimentaires.

— Proposition de loi (Mme Joëlle Milquet et M. Jean-Jacques Viseur) organisant le règlement des créances alimentaires par l'intermédiaire d'un Office national des créances alimentaires.

— Proposition de loi (Mme Jacqueline Herzet et Mme Pierrette Cahay-André) modifiant les avances sur pensions alimentaires et le recouvrement de ces pensions organisés par la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

— Proposition de loi (M. Servais Verherstraeten et Mme Trees Pieters) modifiant la loi organique des centres publics d'aide sociale en ce qui concerne les avances et le recouvrement des pensions alimentaires.

— Proposition de loi (Mme Kristien Grauwels) instituant un Fonds des créances alimentaires.

(Continuation.)

(Rapporteuses : Mmes Kristien Grauwels et Maggie De Block.)

Avis du comité d'avis pour l'Emancipation sociale.

Avis du Conseil d'Etat.

Auditions de :

— M. Uyttendaele, avocat et professeur à l'ULB;

— M. Van Gijsel, avocat et professeur à l'ULB;

Woensdag 21 maart 2001

Bijzondere Commissie voor het Reglement
en voor de Hervorming van de Parlementaire Werkzaamheden
Samengevoegde voorstellen :

— Voorstel (de heer Jo Vandeurzen) tot wijziging van artikel 94 van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers.

— Voorstel (de heer Guy Hove) tot wijziging van artikel 94 van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Amendement van de heer Hove c.s.

— Voorstel (de heren Jan Mortelmans, Hagen Goyvaerts, Francis Van den Eynde en Jaak Van den Broeck) tot wijziging van artikel 94 van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Ontwerp van consensusstekst geredigeerd door het secretariaat van de commissie.

(Voortzetting, sluiting en stemmingen.)

(Rapporteurs : Mevr. Marie-Thérèse Coenen en Mevr. Frieda Brepoels.)

Woensdag 21 maart 2001

Commissie voor de Binnenlandse Zaken,
de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt

1. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten - In te dienen door de regering.

2. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten.

(Pro memorie.)

3. Vraag van de heer Pieter De Crem tot de Eerste Minister, over "de wonderbaarlijke vermenigvuldiging van nieuwe topfuncties in het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en voor Racismebestrijding".

(Het antwoord zal worden verstrekt door de Vice-Eerste Minister en Minister van Tewerkstelling.)

4. Interpellatie nr. 722 van de heer Pieter De Crem tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de stand van zaken in de regularisatiecampagne".

5. Vraag van de heer Bart Laeremans tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de taalvereisten voor politieagenten in faciliteitengemeenten".

6. Vraag van Mevr. Simonne Creyf tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "het officieel document met foto voor mensen in een regularisatieprocedure".

7. Vraag van de heer Bert Schoofs tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van diefstallen van identiteitskaarten in gemeentehuizen".

8. Vraag van de heer José Canon tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de onveiligheid in Charleroi".

9. Voortzetting van de agenda van de ochtendvergadering.

Woensdag 21 maart 2001

Verenigde Commissies voor de Justitie en voor de Sociale Zaken

Samengevoegde wetsvoorstellen :

— Wetsvoorstel (Mevr. Colette Burgeon) tot oprichting en organisatie, bij het Ministerie van Justitie, van een Fonds voor alimentatievorderingen.

— Wetsvoorstel (Mevr. Joëlle Milquet en de heer Jean-Jacques Viseur) tot regeling van de alimentatievorderingen door bemiddeling van een Rijksbureau voor alimentatievorderingen.

— Wetsvoorstel (Mevr. Jacqueline Herzet en Mevr. Pierrette Cahay-André) tot wijziging van de voorschotten op en invorderingen van onderhoudsgelden georganiseerd bij de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

— Wetsvoorstel (de heer Servais Verherstraeten en Mevr. Trees Pieters) tot wijziging van de organieke OCMW-wet, inzake de voorschotten op en invordering van onderhoudsgelden.

— Wetsvoorstel (Mevr. Kristien Grauwels) tot oprichting van een Fonds voor alimentatievorderingen.

(Voortzetting.)

(Rapporteurs : Mevr. Kristien Grauwels en Mevr. Maggie De Block.)

Advies van het Adviescomité voor Maatschappelijke Emancipatie.

Advies van de Raad van State.

Hoorzittingen met :

— de heer Uyttendaele, advocaat en professor aan de ULB;

— de heer Van Gijsel, advocaat en professor aan de ULB;

— M. Goossens, directeur général auprès du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement.

— M. Quintens, directeur auprès du Ministère des Finances.

Mercredi 21 mars 2001

Commission des Pétitions

Ordre des travaux. Priorité "recommandations du Collège des médiateurs fédéraux". Problématiques de la transparence et de la loyauté de l'administration vis-à-vis de l'utilisateur des services publics.

Mercredi 21 mars 2001

Commission des Affaires sociales

1. Question de Mme Greta D'Hondt à la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Emploi, sur "le taux de chômage".

2. Question de Mme Maggie De Block à la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Emploi, sur "la composition des organes de gestion des agences locales pour l'emploi".

3. Question de M. Guy D'Haeseleer à la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Emploi, sur "l'alignement du statut des ouvriers et des employés".

4. Proposition de loi (Mmes Simonne Creyf et Joke Schauvliege) instaurant le congé familial rémunéré.

5. Proposition de loi (MM. Aimé Desimpel, Filip Anthuenis et Jef Valkeniers et Mme Kathleen Van der Hoof) modifiant la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs.

6. Proposition de loi (Mme Yolande Avontroodt et M. Filip Anthuenis) instaurant un congé d'adoption pour les travailleurs salariés et les travailleurs indépendants.

7. Proposition de loi (Mme Magda De Meyer et M. Jan Peeters) modifiant la législation en matière d'interruption de carrière, en vue d'instaurer le congé d'adoption.

8. Proposition de loi (M. Servais Verherstraeten) modifiant, en ce qui concerne l'adoption, la loi du 16 mars 1971 sur le travail et le Code des impôts sur les revenus 1992.

9. Proposition de loi (Mmes Els Van Weert et Annemie Van de Casteele) modifiant l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail et l'article 114 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

10. Proposition de loi (Mme Magda De Meyer et M. Jan Peeters) modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités en vue d'améliorer la protection de la maternité.

11. Proposition de loi (Mme Magda De Meyer et M. Jan Peeters) modifiant les articles 39 et 43 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail en vue d'améliorer la protection de la maternité.

Mercredi 21 mars 2001

Comité d'avis chargé de Questions européennes

(Réunion commune avec le comité d'avis du Sénat)

Echange de vues avec la Secrétaire d'Etat adjointe au Ministre des Affaires étrangères sur l'état d'avancement de la transposition des directives européennes en droit belge.

Jeudi 22 mars 2001

Commission chargée des problèmes de Droit commercial et économique

Projet de loi modifiant la loi du 8 août 1997 sur les faillites, la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire et le code des sociétés.

Propositions de loi jointes :

— Proposition de loi (M. Jean-Pierre Grafé) modifiant l'article 101, alinéa 2, de la loi du 8 août 1997 sur les faillites.

— Proposition de loi (MM. Geert Bourgeois, Karel Van Hoorebeke et Alfons Borginon) modifiant la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire.

— Proposition de loi (MM. Jo Vandeurzen, Stefaan De Clerck et Karel Van Hoorebeke) modifiant la loi du 8 août 1997 sur les faillites.

— de heer Goossens, directeur-generaal bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu;

— de heer Quintens, directeur bij het Ministerie van Financiën.

De leden van de commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing worden eveneens uitgenodigd.

Woensdag 21 maart 2001

Commissie voor de Verzoekschriften

Regeling der werkzaamheden. Prioriteit "aanbevelingen van het College van federale ombudsmannen". Doorzichtigheid en loyaliteit van de administratie ten opzichte van de gebruiker van de openbare diensten.

Woensdag 21 maart 2001

Commissie voor de Sociale Zaken

1. Vraag van Mevr. Greta D'Hondt tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Tewerkstelling, over "de werkloosheidsgraad".

2. Vraag van Mevr. Maggie De Block tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Tewerkstelling, over "de samenstelling van de beheersorganen van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen".

3. Vraag van de heer Guy D'haeseleer tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Tewerkstelling, over "de gelijkschikking van het statuut van arbeiders en bedienden".

4. Wetsvoorstel (Mevr. Simonne Creyf en Mevr. Joke Schauvliege) tot invoering van het betaald familiaal verlof.

5. Wetsvoorstel (de heren Aimé Desimpel, Filip Anthuenis, Jef Valkeniers en Mevr. Kathleen van der Hoof) tot wijziging van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers.

6. Wetsvoorstel (Mevr. Yolande Avontroodt) tot instelling van een adoptieverlof voor werknemers en zelfstandigen.

7. Wetsvoorstel (Mevr. Magda De Meyer en de heer Jan Peeters) tot wijziging van de wetgeving inzake loopbaanonderbreking, teneinde het recht op adoptieverlof in te voeren.

8. Wetsvoorstel (de heer Servais Verherstraeten) tot wijziging van de arbeidswet en het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, inzake adoptie.

9. Wetsvoorstel (Mevr. Els Van Weert en Mevr. Annemie Van de Casteele) tot wijziging van artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971 en artikel 114 van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

10. Wetsvoorstel (Mevr. Magda De Meyer en de heer Jan Peeters) houdende wijziging van de wetgeving betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, met het oog op het verbeteren van de moederschapsbescherming.

11. Wetsvoorstel (Mevr. Magda De Meyer en de heer Jan Peeters) houdende wijziging van de artikelen 39 en 43 van de arbeidswet van 16 maart 1971 met het oog op het verbeteren van de moederschapsbescherming.

Woensdag 21 maart 2001

Adviescomité voor Europese Aangelegenheden

(Gemeenschappelijke vergadering met het adviescomité van de Senaat)

Gedachtewisseling met de Staatssecretaris, toegevoegd aan de Minister van Buitenlandse Zaken, over de stand van zaken i.v.m. de omzetting van Europese richtlijnen in de Belgische wetgeving.

Donderdag 22 maart 2001

Commissie belast met de problemen inzake Handels- en Economisch Recht

Wetsontwerp tot wijziging van de faillissementswet van 8 augustus 1997, de wet van 17 juli 1997 betreffende het gerechtelijk akkoord en het Wetboek van vennootschappen.

Toegevoegde wetsvoorstellen :

— Wetsvoorstel (de heer Jean-Pierre Grafé) tot wijziging van artikel 101, tweede lid, van de faillissementswet van 8 augustus 1997.

— Wetsvoorstel (de heren Geert Bourgeois, Karel Van Hoorebeke en Alfons Borginon) tot wijziging van de wet van 17 juli 1997 op het gerechtelijk akkoord.

— Wetsvoorstel (de heren Jo Vandeurzen, Stefaan De Clerck en Karel Van Hoorebeke) tot wijziging van de faillissementswet van 8 augustus 1997.

— Proposition de loi (MM. Jo Vandeurzen, Karel Van Hoorebeke et Stefaan De Clerck) modifiant la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire.

(Continuation.)

(Rapporteuse : Mme Anne Barzin.)

— Wetsvoorstel (de heren Jo Vandeurzen, Karel Van Hoorebeke en Stefaan De Clerck) tot wijziging van de wet van 17 juli 1997 betreffende het gerechtelijk akkoord.

(Voortzetting.)

(Rapporteur : Mevr. Anne Barzin.)

SENAT DE BELGIQUE

[S - C - 2001/19228]

Séances plénières

Ordre du jour

Jeudi 22 mars 2001, à 15 heures

1. Prise en considération de propositions.
2. Questions orales.
3. Procédure d'évocation

Projet de loi modifiant l'article 74 de la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police.

4. Proposition de loi complétant l'article 317 de la nouvelle loi communale (de Mme Anne-Marie Lizin).

5. Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives aux cantons judiciaires. (Pour mémoire).

6. Révision de l'article 184 de la Constitution.

7. Evaluation de la politique de prévention et de sécurité du gouvernement.

A partir de 16 h 30 m :

a) Scrutin pour la nomination d'un suppléant d'un membre externe non-notaire de la Commission néerlandophone de nomination du notariat;

(A la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.)

b) Scrutin pour la présentation du deuxième candidat à une place de juge d'expression française à la Cour d'arbitrage;

(A la majorité des deux tiers des suffrages des membres présents.)

c) Votes nominatifs sur l'ensemble des points à l'ordre du jour dont la discussion est terminée.

d) Votes nominatifs sur la disposition constitutionnelle dont la discussion est terminée

(Vote à la majorité prévue par l'article 195 dernier alinéa de la Constitution.)

8. Demandes d'explications :

a) de Mme Clotilde Nyssens au Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, sur "les mesures prises en faveur de l'emploi des parents au foyer en demande de réinsertion professionnelle";

b) de Mme Anne-Marie Lizin au Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, sur "la protection des données privées à l'égard de firmes américaines, au 1^{er} juillet 2001";

c) de M. Georges Dallemagne au Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, sur "la position de la Belgique et de l'Union européenne par rapport au régime bimman";

d) de Mme Sabine de Bethune au Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sur "le respect de l'arrêté royal du 27 décembre 1993 concernant la publicité relative aux aliments pour nourrissons et la distribution d'échantillons gratuits";

e) de M. Johan Malcorps au Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sur "la poursuite de l'étude des conséquences de la crise de la dioxine sur la santé publique";

f) de Mme Anne-Marie Lizin au Ministre de l'Intérieur, sur "le financement de la réforme des services de secours";

g) de M. René Thissen au Ministre de l'Intérieur, sur "la participation de la Croix Rouge aux groupes de travail sur la réforme de la sécurité civile";

h) de Mme Clotilde Nyssens au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "la participation des autorités fédérales à l'année internationale du volontariat";

BELGISCHE SENAAT

[S - C - 2001/19228]

Plenaire vergaderingen

Agenda

Donderdag 22 maart 2001, om 15 uur

1. Inoverwegingneming van voorstellen.
2. Mondelinge vragen.
3. Evocatieprocedure

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 74 van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten.

4. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 317 van de nieuwe gemeentewet (van Mevr. Anne-Marie Lizin).

5. Wetsontwerp tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de gerechtelijke kantons. (Pro memorie).

6. Herziening van artikel 184 van de Grondwet.

7. Evaluatie van het preventie- en veiligheidsbeleid van de regering.

Vanaf 16 u. 30 m. :

a) Geheime stemming over de benoeming van een plaatsvervanger voor een extern lid niet-notaris van de Nederlandstalige Benoemingscommissie voor het notariaat.

(Met een meerderheid van twee derden van de uitgebrachte stemmen.)

b) Geheime stemming over de voordracht van de tweede kandidaat voor een ambt van Franstalig rechter in het Arbitragehof.

Met een meerderheid van twee derden der stemmen van de aanwezige leden.)

c) Naamstemmingen over de afgehandelde agendapunten in hun geheel.

d) Naamstemmingen over de afgehandelde grondwetsbepaling

(Stemming met de meerderheid bepaald in artikel 195 laatste lid, van de Grondwet.)

8. Vragen om uitleg :

a) van Mevr. Clotilde Nyssens aan de Vice-Eerste Minister en Minister van Werkgelegenheid, over "de maatregelen voor de tewerkstelling van thuiswerkende ouders die om herinschakeling hebben verzocht";

b) van Mevr. Anne-Marie Lizin aan de Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken, over "de bescherming van vertrouwelijke gegevens over Amerikaanse firma's op 1 juli 2001";

c) van de heer Georges Dallemagne aan de Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken, over "het standpunt van België en van de Europese Unie over het régime in Birma";

d) van Mevr. Sabine de Bethune aan de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, over "de naleving van het koninklijk besluit van 27 december 1993 met betrekking tot de reclame voor zuigelingenvoeding en het uitdelen van gratis stalen";

e) van de heer Johan Malcorps aan de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, over "het verder onderzoek naar de gevolgen van de dioxinecrisis voor de volksgezondheid";

f) van Mevr. Anne-Marie Lizin aan de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de financiering van de hervorming van de hulpdiensten";

g) van de heer René Thissen aan de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de deelname van het Rode Kruis aan de werkgroepen over de hervorming van de diensten van de civiele veiligheid";

h) van Mevr. Clotilde Nyssens aan de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de deelname van de federale overheid aan het internationaal jaar van de vrijwilliger";

i) de M. Michiel Maertens au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes, sur "la désignation d'un conseiller laïque pour la pêche maritime";

j) de M. Frans Lozie au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes, sur "la lutte contre la crise de la fièvre aphteuse";

k) de M. Michiel Maertens au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes, sur "les mesures de prévention en matière de la fièvre aphteuse";

l) de M. Philippe Mahoux au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes, sur "la maladie de la fièvre aphteuse";

m) de Mme Clotilde Nyssens au Ministre de la Justice, sur "l'incarcération de mineurs d'âge et la Convention internationale relative aux droits de l'enfant";

n) de M. Hugo Vandenberghe au Ministre de la Justice, sur "la révision de la condamnation prononcée contre Leo Vindevogel";

o) de Mme Sabine de Bethune au secrétaire d'Etat à la Coopération au développement, sur "le procès ouvert par les entreprises pharmaceutiques contre l'Afrique du Sud à propos des médicaments antisida à bon marché".

i) van de heer Michiel Maertens aan de Minister van Landbouw en Middenstand over "de aanstelling van een moreel consulent voor de zeevisserij";

j) van de heer Frans Lozie aan de Minister van Landbouw en Middenstand, over "de aanpak van de mond- en klauwzeercrisis";

k) van de heer Michiel Maertens aan de Minister van Landbouw en Middenstand, over "de preventiemaatregelen rond mond- en klauwzeer";

l) van de heer Philippe Mahoux aan de Minister van Landbouw en Middenstand over "het mond- en klauwzeer";

m) van Mevr. Clotilde Nyssens aan de Minister van Justitie, over "het opsluiten van minderjarigen en het Internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind";

n) van de heer Hugo Vandenberghe aan de Minister van Justitie, over "de herziening van de veroordeling uitgesproken tegen Leo Vindevogel";

o) van Mevr. Sabine de Bethune aan de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, over "het proces van farmaceutische bedrijven tegen Zuid-Afrika inzake betaalbare AIDS-geneesmiddelen".

Institutions régionales — Gewestelijke instellingen

VLAAMS PARLEMENT

[2001/35309]

Plenaire Vergadering

Agenda

Dinsdag 20 maart 2001

Vanaf 14 uur :

Actuele vragen (Regl. art. 82).

Actualiteitsdebat

Actualiteitsdebat over de maatregelen van de Vlaamse regering inzake actuele landbouwproblemen (Gemeenschaps- en gewestaangelegenheden.)

VLAAMS PARLEMENT

[S - C - 2001/35308]

Openbare commissievergaderingen

Agenda

Woensdag 21 maart 2001

Commissie voor Institutionele en Bestuurlijke Hervorming en Ambtenarenzaken
(Hans Memlingzaal, 2e verdieping)

Te 10 uur :

1. Gedachtewisseling met de heer Patrick Dewael, minister-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Financiën, Begroting, Buitenlands Beleid en Europese Aangelegenheden, over het voortgangsrapport september 2000 van de Vlaamse regering met betrekking tot de vereenvoudiging van de wetgeving, procedures, formulieren en regels, en de bijhorende tabellen.

Benoeming van een verslaggever.

2. Motie van de heren Carl Decaluwe en Ludwig Caluwé betreffende een belangenconflict (met betrekking tot het wetsontwerp betreffende het recht van antwoord en het recht van informatie).

Benoeming van een verslaggever en gedachtewisseling.

Woensdag 21 maart 2001

Commissie voor Economie, Landbouw, Werkgelegenheid en Toerisme
(Pieter Bruegelzaal, 3e verdieping)

Te 10 uur :

Gedachtewisseling over de werking van de Vlaamse Promotiedienst voor Agro- en Visserijmarketing (VLAM) met vertegenwoordigers uit de sector.

Woensdag 21 maart 2001

Commissie voor Welzijn, Volksgezondheid en Gelijke Kansen
(Antoon Van Dyckzaal, 2e verdieping)

Te 10 uur en te 14 uur :

Voorstel van decreet van Mevr. Ann De Martelaer c.s. houdende wijziging van het decreet van 27 juni 1990 houdende oprichting van een Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap met het oog op het toekennen van een persoonsgebonden budget.

Hoorzitting met het Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap (VFSIPH) en gebruikersverenigingen.

De commissie vergadert eveneens op donderdag 22 maart 2001, om 9 uur en om 14 uur.

Woensdag 21 maart 2001

Commissie voor Binnenlandse Aangelegenheden, Huisvesting en Stedelijk Beleid
(Peter Paul Rubenszaal, 2e verdieping)

Te 10 u. 15 m. :

1. Voorstel van resolutie van Mevr. Veerle Heeren c.s. betreffende de behoefte aan betaalbare bouwgronden en woningen.

Voortzetting van de bespreking en eventueel stemming.

2. Voorstel van decreet van de heren André Moreau, Marc van den Abeelen, Didier Ramoudt en Francis Vermeiren houdende wijziging van het decreet van 22 december 1995 houdende bepalingen tot begeleiding van de begroting 1996.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en eventueel stemming.

3 Verzoekschrift van de heer Constant Verbraeken betreffende het toewijzingsbeleid van de huisvestingsmaatschappijen.

Besluitvorming :

Te 13 u. 30 m. :

4. Ontwerp van decreet houdende de intergemeentelijke samenwerking.

Voorstel van decreet van de heren Dirk Holemans en Jos Geysels houdende de intercommunales.

Voorstel van decreet van de heer Etienne Van Vaerenbergh houdende wijziging van artikel 13 van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales.

Voorstel van decreet van de heer Etienne Van Vaerenbergh houdende wijziging van artikel 24 van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales.

Voortzetting van de bespreking.

Woensdag 21 maart 2001

Commissie voor Leefmilieu, Natuurbehoud en Ruimtelijke Ordening
(Pieter Bruegelzaal, 3e verdieping)

Te 14 uur :

1. Interpellatie van de heer Johan Malcorps tot de heer Patrick Dewael, minister-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Financiën, Begroting, Buitenlands Beleid en Europese Aangelegenheden, over de visie van de minister-president op zogenaamde stolpvergunningen en verhandelbare lozingsrechten met betrekking tot milieuvervuiling.

2. Vraag om uitleg van de heer Erik Matthijs tot de heer Patrick Dewael, minister-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Financiën, Begroting, Buitenlands Beleid en Europese Aangelegenheden, over de ruilwaarde van milieuvergunningen.

De commissie vergadert eveneens op donderdag 22 maart 2001, om 10 uur en om 14 uur.

Woensdag 21 maart 2001

Commissie voor Openbare Werken, Mobiliteit en Energie
(Quinten Metsijszaal, 2e verdieping)

Te 14 u. 30 m. :

1. Vraag om uitleg van Mevr. Ria Van Den Heuvel tot de heer Steve Stevaert, minister vice-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie, over de doortrekking van de expresweg N171.

2. Vraag om uitleg van de heer Johan Malcorps tot de heer Steve Stevaert, minister vice-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie, over de N1 te Antwerpen - Berchem.

3. Vraag om uitleg van de heer Ludwig Caluwé tot de heer Steve Stevaert, minister vice-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie, over de sociale onrust bij de loodsdiensten in de Antwerpse haven.

De commissie vergadert eveneens op donderdag 22 maart 2001, om 10 uur en om 14 uur.

Woensdag 21 maart 2001

Commissie voor Brussel en de Vlaamse Rand
(Jeroen Boschzaal, 2e verdieping)

Te 14 u. 30 m. :

1. Vraag om uitleg van de heer Luk Van Nieuwenhuysen tot de heer Bert Anciaux, Vlaams minister van Cultuur, Jeugd, Brusselse Aangelegenheden en Ontwikkelingssamenwerking, over het Informatiecentrum Wonen in Brussel.

2. Vraag om uitleg van de heer Luk Van Nieuwenhuysen tot de heer Bert Anciaux, Vlaams minister van Cultuur, Jeugd, Brusselse Aangelegenheden en Ontwikkelingssamenwerking, over de beleidsplannen 2001-2004 van de vzw De Rand.

Donderdag 22 maart 2001

Commissie voor Welzijn, Volksgezondheid en Gelijke Kansen
(James Ensorzaal, 2e verdieping)

Te 9 uur :

1. Vraag om uitleg van Mevr. Simonne Janssens-Vanoppen tot Mevr. Mieke Vogels, Vlaams minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen, over de erkenning van het Toegankelijkheidsbureau van Limburg als kenniscentrum.
2. Vraag om uitleg van Mevr. Sonja Becq tot Mevr. Mieke Vogels, Vlaams minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen, over de ouderenzorg.
3. Vraag om uitleg van Mevr. Sonja Becq tot Mevr. Mieke Vogels, Vlaams minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen, over het persoonsgebonden assistentiebudget.
4. Vraag om uitleg van Mevr. Trees Merckx-Van Goey tot Mevr. Mieke Vogels, Vlaams minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen, over de opvang van slachtoffers van mensenhandel.

Te 10 uur :

5. Voorstel van decreet van Mevr. Ria Van Den Heuvel, Mevr. Patricia Ceysens, de heer Guy Swennen en Mevr. Simonne Janssens-Vanoppen houdende wijziging van het decreet van 30 maart 1999 houdende de organisatie van de zorgverzekering.

Bespreking en stemming.

Te 14 uur :

Voortzetting van punt 5 van de morgenagenda.

Donderdag 22 maart 2001

Commissie voor Cultuur, Media en Sport
(Hans Memlingzaal, 2e verdieping)

Te 10 uur :

1. Vraag om uitleg van de heer Dany Vandebossche tot de heer Bert Anciaux, Vlaams minister van Cultuur, Jeugd, Brusselse Aangelegenheden en Ontwikkelingssamenwerking, over de overlegstructuren tussen de departementen Onderwijs en Cultuur inzake kunstonderwijs.
2. Vraag om uitleg van Mevr. Mieke Van Hecke tot de heer Bert Anciaux, Vlaams minister van Cultuur, Jeugd, Brusselse Aangelegenheden en Ontwikkelingssamenwerking, over de opvolging van het advies van de Raad voor Volksontwikkeling en Cultuurspreiding bij het uitvoeringsbesluit van het amateurkunstendecreet.
3. Vraag om uitleg van Mevr. Mieke Van Hecke tot de heer Bert Anciaux, Vlaams minister van Cultuur, Jeugd, Brusselse Aangelegenheden en Ontwikkelingssamenwerking, over de opdrachtsbepaling van het op te richten Planbureau voor de culturele sector.
4. Vraag om uitleg van Mevr. Mieke Van Hecke tot de heer Bert Anciaux, Vlaams minister van Cultuur, Jeugd, Brusselse Aangelegenheden en Ontwikkelingssamenwerking, over de stand van zaken van het ontwerp van besluit van de Vlaamse regering houdende vaststelling van de regels inzake de financiële ondersteuning van het projectmatig werken van bepaalde organisaties voor het sociaal-cultureel werk.
5. Vraag om uitleg van de heer Dany Vandebossche tot de heer Bert Anciaux, Vlaams minister van Cultuur, Jeugd, Brusselse Aangelegenheden en Ontwikkelingssamenwerking, over de uitblijvende uitvoeringsbesluiten van het decreet van 22 december 2000.
6. Vraag om uitleg van Mevr. Mieke Van Hecke tot de heer Bert Anciaux, Vlaams minister van Cultuur, Jeugd, Brusselse Aangelegenheden en Ontwikkelingssamenwerking, over het voorontwerp van decreet betreffende de openbare bibliotheken en de positie van de privaatrechtelijke bibliotheken.

Donderdag 22 maart 2001

Commissie voor Buitenlandse en Europese Aangelegenheden
(Quinten Metsijszaal, 2e verdieping)

Te 10 uur :

1. Europese aangelegenheden : opvolging en voortgang van standpuntbepaling.
Gedachtewisseling met ambassadeur Frans Van Daele, permanent vertegenwoordiger van België bij de Europese Unie.
Benoeming van een verslaggever.

Donderdag 22 maart 2001

Commissie voor Leefmilieu, Natuurbehoud en Ruimtelijke Ordening
(Pieter Bruegelzaal, 3e verdieping)

Te 10 uur :

1. Vraag om uitleg van de heer Jacky Maes tot Mevr. Vera Dua, Vlaams minister van Leefmilieu en Landbouw, over het voortbestaan van milieubeheersovereenkomsten.
2. Vraag om uitleg van Mevr. Marleen Van den Eynde tot Mevr. Vera Dua, Vlaams minister van Leefmilieu en Landbouw, over de problemen voor de sanering van de terreinen in Merksplas.

3. Vraag om uitleg van Mevr. Marleen Van den Eynde tot Mevr. Vera Dua, Vlaams minister van Leefmilieu en Landbouw, over het zuiveren van zwaar verontreinigde grond.

4. Vraag om uitleg van de heer Johan De Roo tot Mevr. Vera Dua, Vlaams minister van Leefmilieu en Landbouw, over subsidies voor infrastructuurwerken aan steden en gemeenten.

5. Voorstel van decreet van de heren Carl Decaluwe en Joachim Coens houdende wijziging van het decreet van 22 februari 1995 betreffende de bodemsanering met het oog op de verfijning van het onschuldig bezit inzake historische bodemverontreiniging.

Voorstel van decreet van de heren Johan Malcorps, Patrick Lachaert, Bruno Tobback en Jos Bex houdende wijziging van het decreet van 22 februari 1995 betreffende de bodemsanering, tot invoering van de aanpak van sites.

Voortzetting van de bespreking en stemming.

6. Voorstel van resolutie van de heer Carl Decaluwe c.s. betreffende de ondersteuning van duurzaam wonen in Vlaanderen.

Voortzetting van de bespreking en stemming.

7. Voorstel van decreet van de heer Joachim Coens c.s. houdende de algemene bepalingen aangaande het beleid inzake milieuhinder.

Voortzetting van de bespreking en eventueel stemming.

8. Voorstel van resolutie van de heer André Denys betreffende het nemen van maatregelen tot aanmoediging van kleinschalige bewerking en verwerking van dierlijke meststoffen.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en eventueel stemming.

Te 14 uur :

9. Vraag om uitleg van de heer Erik Matthijs tot de heer Dirk Van Mechelen, Vlaams minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media, over de gevolgen voor de landbouwer bij het regulariseren van zonevreemde woningen.

10. Hoorzitting over de studie "Omschakeling van bestemde naar bouwrijpe bedrijventerreinen in de economische knooppunten" uitgevoerd in het kader van het Strategisch Plan voor Ruimtelijke Economie (SPRE) met :

— Dr. Wim Van Haverbeke, Technische Universiteit Eindhoven, opdrachthouder SPRE;

— Dr. Peter Cabus, Sociaal-economische Raad van Vlaanderen, opdrachthouder SPRE.

Donderdag 22 maart 2001

Commissie voor Openbare Werken, Mobiliteit en Energie
(Jan Van Eyckzaal, 3e verdieping)

Te 10 uur en te 14 uur :

Studie "Langetermijnvisie Schelde-estuarium".

Voorstel van resolutie van de heer Jan Penris betreffende de verdieping van de Westerschelde.

Voortzetting van de hoorzitting met :

Te 10 uur :

Natuurverenigingen.

Te 14 uur :

— Prof. Meire, UIA Antwerpen;

— Maatschappij van de Brugse Zeevaartinrichtingen;

— Rederijen.

Er wordt voorzien in simultaanvertaling.

Donderdag 22 maart 2001

Commissie voor Onderwijs, Vorming en Wetenschapsbeleid
(Antoon Van Dyckzaal, 2e verdieping)

Te 10 u. 15 m. :

1. Hoorzitting met de heer Philippe Busquin, Europees Commissaris, over het meerjarenkaderprogramma 2002-2006 van de Europese Gemeenschap voor activiteiten op het gebied van onderzoek, technologische ontwikkeling en demonstratie ter bevordering van de totstandbrenging van de Europese onderzoekruimte.

Benoeming van een verslaggever.

Er wordt voorzien in simultaanvertaling.

Te 14 u. 15 m. :

2. Interpellatie van Mevr. Niki De Gryze tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over doventolken in het onderwijs.

3. Interpellatie van de heer Karim Van Overmeire tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over de ophaling van leerlingen in Ronse door bussen uit Wallonië.

4. Vraag om uitleg van de heer Lucien Suykens tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over de internationale samenwerkingsprojecten op onderwijsgebied door onze Vlaamse hogescholen.

5. Vraag om uitleg van de heer Lucien Suykens tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over kinderverzorgsters die fungeren in de kinderdagverblijven van het Gemeenschapsonderwijs in het Brusselse.

6. Vraag om uitleg van de heer Patrick Hostekint tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over een flexibeler studievoortgangssysteem inzake overdrachten en vrijstellingen in het universitair onderwijs.

7. Vraag om uitleg van de heer Frans Ramon tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over anderstalige kinderen in het onderwijs.

Vraag om uitleg van de heer André Moreau tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over de anderstaligen in het Vlaamse onderwijs.

Vraag om uitleg van de heer Kris Van Dijk tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over het praktisch organiseren van een taalbad voor anderstalige nieuwkomers.

8. Vraag om uitleg van de heer Luc Martens tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over reclame en sponsoring op school.

9. Voorstel van resolutie van de heren Gilbert Vanleenhove, Dirk De Cock, Lucien Suykens en André Moreau betreffende het nastreven van een algemeen rookverbod in Vlaamse instellingen voor leerplichtonderwijs.

Benoeming van een verslaggever en stemming.

Donderdag 22 maart 2001

Commissie voor Algemeen Beleid, Financiën en Begroting
(Jeroen Boschzaal, 2e verdieping)

Te 10 u. 30 m. :

1. Vraag om uitleg van de heer Chris Vandenbroeke tot de heer Patrick Dewael, minister-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Financiën, Begroting, Buitenlands Beleid en Europese Aangelegenheden, over het plan van de Vlaamse regering om twee musea uit te bouwen, namelijk een museum met betrekking tot de Holocaust en een museum van de Vlaamse Ontvoeging.

2. Verslag van het Rekenhof over de uitvoering door de Vlaamse regering van de resoluties van het Vlaams Parlement.

Benoeming van een verslaggever en bespreking.

**ASSEMBLEE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[S - C - 2001/31111]

Convocation

Mercredi 21 mars 2001, à 10 heures

Rue du Lombard 69 - Salle 323

Commission de l'enseignement, de la formation, de la culture,
du tourisme, du sport et des transports scolaires

Ordre du jour :

Suite des auditions relatives à Bruxelles 2000.

Rapporteurs : Mme Amina Derbaki Sbaï et M. Mahfoudh Romdhani.

Auditions de Mme Martine Dumont, chef de projet pour le Grand Carrousel, et de M. Peter Van Rompaey, programmeur au Centro Gallego, « La Tentation »

Discussion.

CONSEIL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2001/31113]

Réunions de commission

Ordre du jour

Jeudi 22 mars 2001, de 14 h 30 m à 16 h 30 m

(Palais du Parlement bruxellois - salle de commission 206)

Commission des Finances, du Budget, de la Fonction publique,
des Relations extérieures et des Affaires générales

1. Ordre des travaux.

2. Proposition d'ordonnance (de Mmes Françoise Dupuis, Anne-Sylvie Mouzon, MM. Mahfoudh Romdhani et Willy Decourty) relative aux taux d'imposition et exonérations des droits de succession et de mutation par décès applicables aux cohabitants légaux.

— Désignation d'un rapporteur.

— Discussion générale. — Eventuellement votes.

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE RAAD

[C - 2001/31113]

Commissievergaderingen

Agenda

Donderdag van 22 maart 2001, van 14 u. 30 m. tot 16 u. 30 m.

(Paleis van het Brussels Parlement - commissiezaal 206)

Commissie voor de Financiën, Begroting,
Openbaar Ambt, Externe Betrekkingen en Algemene Zaken

1. Regeling van de werkzaamheden.

2. Voorstel van ordonnantie (van Mevr. Françoise Dupuis, Mevr. Anne-Sylvie Mouzon, de heren Mahfoudh Romdhani en Willy Decourty) betreffende de aanslagvoeten en de vrijstellingen van successierechten en het recht van overgang bij overlijden die toepasbaar zijn op de wettelijk samenwonenden.

— Aanwijzing van een rapporteur.

— Bespreking. — Eventueel stemmingen.

3. Proposition d'ordonnance (de M. Serge de Patoul) indexant les tranches de part sur lesquelles s'appliquent les droits de succession et de mutation par décès.

— Désignation d'un rapporteur.

— Discussion générale. — Eventuellement votes.

Le jeudi 22 mars 2001 à 17 heures : échange de vues avec une délégation de la Douma de la ville de Moscou (à confirmer).

4. Proposition d'ordonnance (de M. Serge de Patoul) modifiant, en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, les tarifs de certains droits de succession ou de mutation par décès.

— Désignation d'un rapporteur.

— Discussion générale. — Eventuellement votes.

Mardi 20 mars 2001, à 9 h 30 m

(Palais du Parlement bruxellois - salle de commission 201)

Commission de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau

Question orale de Mme Béatrice Fraiteur (F) à M. Didier Gosuin, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'environnement et de la politique de l'eau, de la conservation de la nature et de la propreté publique et du commerce extérieur, concernant "l'implantation et le contrôle des citernes à mazout".

Question orale de M. Denis Grimberghs (F) à M. Didier Gosuin, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'environnement et de la politique de l'eau, de la conservation de la nature et de la propreté publique et du commerce extérieur, concernant "le transport des déchets ménagers en Région de Bruxelles-Capitale".

Question orale de M. Alain Adriaens (F) à M. Didier Gosuin, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'environnement et de la politique de l'eau, de la conservation de la nature et de la propreté publique et du commerce extérieur, concernant "l'incinérateur de boues de la station d'épuration des eaux Sud".

Proposition d'ordonnance (Mme Dominique Braeckman, MM. Alain Adriaens et Yaron Pesztat) modifiant l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement.

Rapporteur : M. Jean-Jacques Boelpaep.

— Poursuite de la discussion. — Eventuellement votes.

Proposition d'ordonnance (de M. Alain Adriaens, Mmes Dominique Braeckman et Geneviève Meunier) modifiant l'ordonnance du 2 mai 1991 relative à l'utilisation des pesticides et l'ordonnance du 27 avril 1995 relative à la sauvegarde et à la protection de la nature.

Rapporteur : Mme Isabelle Gelas.

— Poursuite de la discussion. — Eventuellement votes.

Proposition d'ordonnance (de MM. Marc Cools et Jean Demanze) relative à la stérilisation des chats errants.

Rapporteur : M. Mohamed Azzouzi.

— Poursuite de la discussion. — Eventuellement votes.

Proposition d'ordonnance (de M. Olivier de Clippele) modifiant l'ordonnance du 8 septembre 1994 réglementant la fourniture d'eau alimentaire distribuée par réseau en Région bruxelloise.

— Désignation d'un rapporteur.

— Discussion. — Eventuellement votes.

Mardi 20 mars 2001, à 9 h 30 m

(Palais du Parlement bruxellois - salle de commission 206)

Commission du Logement et de la Rénovation urbaine

Question orale de M. Michel Lemaire (F) à M. Alain Hutchinson, Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du logement, concernant "les allocations pour frais de chauffage".

3. Voorstel van ordonnantie (van de heer Serge de Patoul) ter indexering van de gedeelten van aandeel waarop de successie- en overgangsrechten bij overlijden van toepassing zijn.

— Aanwijzing van een rapporteur.

— Bespreking. — Eventueel stemmingen.

Donderdag 22 maart 2001, om 17 uur : gedachtewisseling met een afvaardiging van de Doema van de stad Moskou (te bevestigen).

4. Voorstel van ordonnantie (van de heer Serge de Patoul) tot wijziging in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van de tarieven op sommige successierechten of vermogensovergangsrechten bij overlijden.

— Aanwijzing van een rapporteur.

— Bespreking. — Eventueel stemmingen.

Dinsdag 20 maart 2001, om 9 u. 30 m.

(Paleis van het Brussels Parlement - commissiezaal 201)

Commissie voor Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid

Mondelinge vraag van Mevr. Béatrice Fraiteur (F) aan de heer Didier Gosuin, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met leefmilieu en waterbeleid, natuurbehoud, openbare netheid en buitenlandse handel, betreffende "de plaatsing van de stookolietanken en de controle daarop".

Mondelinge vraag van de heer Denis Grimberghs (F) aan de heer Didier Gosuin, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met leefmilieu en waterbeleid, natuurbehoud, openbare netheid en buitenlandse handel, betreffende "het vervoer van huishoudelijk afval in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest".

Mondelinge vraag van de heer Alain Adriaens (F) aan de heer Didier Gosuin, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met leefmilieu en waterbeleid, natuurbehoud, openbare netheid en buitenlandse handel, betreffende "de verbrandingsinstallatie voor slib in het zuiveringsstation Zuid".

Voorstel van ordonnantie (van Mevr. Dominique Braeckman, de heren Alain Adriaens en Yaron Pesztat) tot wijziging van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen.

Rapporteur : de heer Jean-Jacques Boelpaep.

— Voortzetting van de bespreking. — Eventueel stemmingen.

Voorstel van ordonnantie (van de heer Alain Adriaens, Mevr. Dominique Braeckman en Mevr. Geneviève Meunier) tot wijziging van de ordonnantie van 2 mei 1991 betreffende het gebruik van pesticiden en van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende het behoud en de bescherming van de natuur.

Rapporteur : Mevr. Isabelle Gelas.

— Voortzetting van de bespreking. — Eventueel stemmingen.

Voorstel van ordonnantie (van de heren Marc Cools en Jean Demanze) betreffende de sterilisatie van de zwerfkatten.

Rapporteur : de heer Mohamed Azzouzi.

— Voortzetting van de bespreking. — Eventueel stemmingen.

Voorstel van ordonnantie (van de heer Olivier de Clippele) tot wijziging van de ordonnantie van 8 september 1994 tot regeling van de drinkwatervoorziening via het waterleidingnet in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

— Aanwijzing van een rapporteur.

— Nabespreking. — Eventueel stemmingen.

Dinsdag 20 maart 2001, om 9 u. 30 m.

(Paleis van het Brussels Parlement - commissiezaal 206)

Commissie voor de Huisvesting en Stadsvernieuwing

Mondelinge vraag van de heer Michel Lemaire (F) aan de heer Alain Hutchinson, Staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor huisvesting, betreffende "de toelagen voor verwarmingskosten".

Question orale de M. Denis Grimberghs (F) à M. Alain Hutchinson, Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du logement, concernant "la réaffectation du bâtiment situé à front de la place Dailly".

Proposition de résolution (de M. Sven Gatz) visant à soutenir les initiatives d'achat collectif d'immeubles à destination de logement.

Rapporteur : M. Mostafa Ouezekhti.

— Poursuite de la discussion. — Eventuellement votes.

Mardi 20 mars 2001, à 14 h 30 m

(Palais du Parlement bruxellois - salle de commission 206)

Commission des Affaires économiques, chargée de la Politique économique, de l'Energie, de la Politique de l'Emploi et de la Recherche scientifique

Interpellation de M. Walter Vandenbossche (N) à M. Eric Tomas, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'emploi, de l'économie, de l'énergie et du logement, concernant "le traitement des déchets d'abattage".

Interpellation de M. Denis Grimberghs (F) à M. Didier Gosuin, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'environnement et de la politique de l'eau, de la conservation de la nature et de la propreté publique et du commerce extérieur, concernant "l'accord de coopération sur la création de l'agence interfédérale pour le commerce extérieur".

Proposition d'ordonnance (de M. Serge de Patoul) visant à définir les aides accordées par la Région aux entreprises d'économie sociale.

Rapporteur : M. Mostafa Ouezekhti.

Réponse du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale.

— Discussion. — Eventuellement votes.

Thème des "discriminations à l'embauche" - Projet de recommandations.

Rapporteuses : Mmes Anne-Françoise Theunissen et Sfia Bouarfa.

— Discussion. — Eventuellement votes.

Mercredi 21 mars 2001, à 14 h 30 m

(Palais du Parlement bruxellois - salle de commission 201)

Commission de l'Infrastructure, chargée des Travaux publics et des Communications

Interpellation de Mme Geneviève Meunier (F) à M. Jos Chabert, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Travaux publics, du Transport et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide Médicale Urgente, concernant "l'exploitation du bouclage du métro et la future localisation du terminus de la ligne 1A".

Interpellation jointe de M. Jean-Pierre Cornelissen (F), concernant "l'évolution du réseau ferré de la STIB dans la perspective du développement des services de De Lijn en vue de la mise en place du RER".

Interpellation de Mme Adelheid Byttebier (N) à M. Jos Chabert, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Travaux publics, du Transport et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide Médicale Urgente, concernant "les engagements pris précédemment sur les infrastructures destinées aux cyclistes en Région de Bruxelles-Capitale".

Question orale de M. Johan Demol (N) à M. Jos Chabert, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Travaux publics, du Transport et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide Médicale Urgente, concernant "les travaux de réaménagement dans les stations de métro".

Question orale de M. Jean-Pierre Cornelissen (F) à M. Jos Chabert, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Travaux publics, du Transport et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide Médicale Urgente concernant "le réaménagement de l'avenue du Château à Molenbeek et Koekelberg".

Question orale de M. Dominiek Lootens-Stael (N) à M. Robert Delathouwer, Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la mobilité, la fonction publique, la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente concernant "ses déclarations sur l'augmentation éventuelle de la vitesse autorisée sur la petite ceinture".

Question orale de Mme Geneviève Meunier (F) à M. Robert Delathouwer, Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la mobilité, la fonction publique, la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente, concernant "le retard dans la mise en place de la Commission régionale de la mobilité".

Mondelinge vraag van de heer Denis Grimberghs (F) aan de heer Alain Hutchinson, Staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor huisvesting, betreffende "de nieuwe bestemming van het gebouw aan het Daillyplein".

Voorstel van resolutie (van de heer Sven Gatz) ter ondersteuning van initiatieven van collectieve aankoop van gebouwen ter bestemming van de woonfunctie.

Rapporteur : de heer Mostafa Ouezekhti.

— Voortzetting van de bespreking. — Eventueel stemmingen.

Dinsdag 20 maart 2001, om 14 u. 30 m.

(Paleis van het Brussels Parlement - commissiezaal 206)

Commissie voor de Economische Zaken, belast met het Economisch Beleid, de Energie, het Werkgelegenheidsbeleid en het Wetenschappelijk Onderzoek

Interpellatie van de heer Walter Vandenbossche (N) tot de heer Eric Tomas, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met tewerkstelling, economie, energie en huisvesting, betreffende "de verwerking van slachtafval".

Interpellatie van de heer Denis Grimberghs (F) tot de heer Didier Gosuin, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met leefmilieu en waterbeleid, natuurbehoud, openbare netheid en buitenlandse handel, betreffende "het samenwerkingsakkoord over de oprichting van een interfederaal agentschap voor buitenlandse handel".

Voorstel van ordonnantie (van de heer Serge de Patoul) tot vaststelling van de steun die het Gewest toekent aan de sociale-economievennootschappen.

Rapporteur : de heer Mostafa Ouezekhti.

— Antwoord van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

— Bespreking. — Eventueel stemmingen.

Onderwerp "discriminaties bij de aanwerving" - Ontwerp van aanbevelingen.

Rapporteurs : Mevr. Anne-Françoise Theunissen en Mevr. Sfia Bouarfa.

— Bespreking. — Eventueel stemmingen.

Woensdag 21 maart 2001, om 14 u. 30 m.

(Paleis van het Brussels Parlement - commissiezaal 201)

Commissie voor de Infrastructuur belast met Openbare Werken en Verkeerswezen

Interpellatie van Mevr. Geneviève Meunier (F) tot de heer Jos Chabert, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken, Vervoer, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp, betreffende "de exploitatie van de uitbreiding van het metronet en de plaats van het toekomstige eindstation van lijn 1A".

Toegevoegde interpellatie van de heer Jean-Pierre Cornelissen (F) betreffende "de evolutie van het tram- en metronet van de MIVB in het vooruitzicht van de uitbreiding van de diensten van De Lijn met het oog op de invoering van het GEN".

Interpellatie van Mevr. Adelheid Byttebier (N) tot de heer Jos Chabert, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken, Vervoer, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp, betreffende "de eerder genomen afspraken met betrekking tot fietsinfrastructuur in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest".

Mondelinge vraag van de heer Johan Demol (N) aan de heer Jos Chabert, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken, Vervoer, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp, betreffende "de verbouwwerken in de metrostations".

Mondelinge vraag van de heer Jean-Pierre Cornelissen (F) aan de heer Jos Chabert, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken, Vervoer, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp, betreffende "de heraanleg van de Kasteellaan in Molenbeek en in Koekelberg".

Mondelinge vraag van de heer Dominiek Lootens-Stael (N) aan de heer Robert Delathouwer, Staatssecretaris bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met mobiliteit, ambtenarenzaken, brandbestrijding en dringende medische hulp, betreffende "zijn uitspraken in verband met de eventuele verhoging van de toegelaten snelheid op de Kleine Ring".

Mondelinge vraag van Mevr. Geneviève Meunier (F) aan de heer Robert Delathouwer, Staatssecretaris bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met mobiliteit, ambtenarenzaken, brandbestrijding en dringende medische hulp, betreffende "de vertraging bij de installatie van de Gewestelijke mobiliteitscommissie".

Avis divers

Verschillende berichten

UNIVERSITEIT GENT

Vacatures

(zie <http://aivwww.rug.ac.be/Personneelsdienst/vacatures.html>)

Assisterend academisch personeel

Erratum van bericht 19181 (*Belgisch Staatsblad* 14 maart 2001).

Bij de Faculteit wetenschappen is volgend mandaat te begeben : het betreft een tijdelijke aanstelling voor een termijn van twee jaar die hernieuwbaar is.

WE07V

Een betrekking van voltijds assistent bij de vakgroep organische chemie, tel. 09-264 44 68.

Profiel van de kandidaat :

diploma van licentiaat in de scheikunde.

Inhoud van de functie :

bijstand bij het onderwijs van de vakgroep;

wetenschappelijk onderzoek op het gebied van organische chemie of polymeerchemie ter voorbereiding van een doctoraat.

De kandidaturen, met *curriculum vitae*, een afschrift van het vereist diploma en een overzicht van de behaalde studieresultaten (per jaar) moeten per aangetekend schrijven ingediend worden bij de personeelsdienst van de Universiteit Gent, Sint-Pietersnieuwstraat 25, 9000 Gent, uiterlijk op 2 april 2001. (19215)

Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21) Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)

Gemeente Heist-op-den-Berg

Bijzonder plan van aanleg — Bericht van onderzoek

In toepassing van artikel 19 van het gecoördineerd decreet inzake ruimtelijke ordening brengt het college van burgemeester en schepenen ter kennis van het publiek dat de gemeenteraad in zitting van 20 maart 2001 het bijzonder plan van aanleg Hallaar-centrum voorlopig heeft vastgesteld.

In toepassing van artikel 41 van het decreet wordt volgende verkaveling herzien door dit B.P.A.: 038/046, goedgekeurd op 31 augustus 1967 en gewijzigd d.d. 25 augustus 1972 (referte 038/046(2)) voor percelen 3^e afdeling, sectie B, nrs. 143/a², 143/b² en 143/c² langs de L. Carréstraat 12 en L. Carréstraat 14 te Hallaar.

Het ontwerpplan ligt elke werkdag ter inzage van de bevolking vanaf 3 april 2001 tot en met 4 mei 2001 op het gemeentehuis, dienst ruimtelijke ordening, Kerkplein 15, te Heist-op-den-Berg, van 9 tot 12 uur.

Er wordt een informatievergadering georganiseerd op 3 april 2001, te 20 uur, in zaal 4 van het cultureel centrum Zwaeneberg, Bergstraat te Heist-op-den-Berg.

Bezwaren of opmerkingen aangaande het ontwerp moeten schriftelijk worden ingediend bij het college van burgemeester en schepenen vóór 4 mei 2001, te 16 uur.

Heist-op-den-Berg, 13 maart 2001. (6305)

Stad Waregem

Bijzondere plannen van aanleg Aankondiging onderzoek de commodo et incommodo

Het college van burgemeester en schepenen,

Gelet op het decreet betreffende de ruimtelijke ordening gecoördineerd op 22 oktober 1996, gewijzigd bij decreet van 19 december 1998 houdende bepalingen tot begeleiding van de begroting 1999, bij decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening en bij decreet van 26 april 2000;

Brengt ter kennis van de bevolking dat het bijzonder plan van aanleg nr. 71 « Bessemstraat », opgemaakt overeenkomstig de wettelijke bepalingen en door de gemeenteraad voorlopig aangenomen in vergadering van 6 maart 2001, op het gemeentehuis voor eenieder ter inzage ligt van 20 maart 2000 tot 20 april 2001, om 11 uur.

In toepassing van art. 41 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996 zullen de verkavelingsvergunningen binnen het voormeld B.P.A. vernietigd worden door de aanneming van het gemeentelijk bijzonder plan van aanleg.

Al wie betreffende deze plannen bezwaren of opmerkingen te maken heeft, moet die schriftelijk aan het schepencollege laten worden vóór 20 april 2001, te 11 uur.

Waregem, 20 maart 2001. (6306)

Het college van burgemeester en schepenen,

Gelet op het decreet betreffende de ruimtelijke ordening gecoördineerd op 22 oktober 1996, gewijzigd bij decreet van 19 december 1998 houdende bepalingen tot begeleiding van de begroting 1999, bij decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening en bij decreet van 26 april 2000;

Brengt ter kennis van de bevolking dat het bijzonder plan van aanleg nr. 79 « Sectoraal B.P.A. Zonevreemde bedrijven », opgemaakt overeenkomstig de wettelijke bepalingen en door de gemeenteraad voorlopig aangenomen in vergadering van 6 maart 2001, op het gemeentehuis voor eenieder ter inzage ligt van 20 maart 2001 tot 20 april 2001, om 11 uur.

Al wie betreffende deze plannen bezwaren of opmerkingen te maken heeft, moet die schriftelijk aan het schepencollege laten worden vóór 20 april 2001, te 11 uur.

Waregem, 20 maart 2001. (6307)

Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

La S.A. Plantations de Dembia (Plantadem S.A.)

Siège social : chaussée de Louvain 710, 1030 Bruxelles

R.C. Bruxelles 46089

MM. les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra au siège administratif, chaussée de Louvain 88, à 1380 Lasne, le jeudi 29 mars 2001, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels au 30 septembre 2000.
3. Décharge à donner aux administrateurs.
4. Conversion du capital en euro.

5. Nomination aux postes d'administrateurs de Anaphor Venture & Atenor Group et M. Verhaegen.

Pour assister à cette assemblée, MM. les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 24 des statuts.

Le dépôt des titres ou des certificats d'inscriptions nominatives sera reçu jusqu'au 26 mars 2001, inclusivement au siège social de la société. (6308) Le conseil d'administration.

**Le Logis Familial, société anonyme,
rue d'Hérinnes 3, 7850 Enghien**

R.C. Mons 25 — NN 401.179.429

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra en l'auberge du Vieux Cèdre, avenue Elisabeth, à Enghien, le jeudi 29 mars 2001, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Rapport du commissaire-réviseur et du collège des actionnaires chargés du contrôle.
3. Approbation des comptes annuels et de l'affectation du bénéfice.
4. Nominations statutaires.
5. Décharge à donner aux administrateurs, au commissaire-réviseur et aux actionnaires chargés du contrôle.
6. Augmentation de capital sans apports nouveaux à concurrence de BEF 58 463, pour le porter de BEF 6 880 000 à BEF 6 938 463, par prélèvement d'un montant de BEF 58 463 sur les réserves disponibles.
7. Modification de l'article 5 pour la mise en concordance avec la situation nouvelle du capital.
8. Décision de convertir en EUR le nouveau capital social, soient EUR 172 000.
9. Nouvelle modification de l'article 5 pour la mise en concordance avec la conversion en EUR. (6309)

**Duchesse, naamloze vennootschap,
Huidenvettersplein 12, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 69802 — NN 437.548.291

Een buitengewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 29 maart 2001, te 11 uur.

Dagorde :

1. Ontslag bestuurders.
2. Benoeming bestuurders & afgevaardigde bestuurders.
3. Diversen. (6310)

**Laboratoire d'orthodontie J-P. Grommet, société anonyme,
rue de Herve 97, 4651 Herve**

R.C. Verviers 59662 — T.V.A. 435.683.616

L'assemblée générale ordinaire se réunira en l'étude du notaire Voisin, à 4820 Dison, rue Pisseroule 275, le mercredi 28 mars 2001, à 17 heures. — Ordre du jour : 1. Approbation du bilan et du compte de résultats au 31 décembre 2000. 2. Affectation du résultat. 3. Augmentation du capital par incorporation de réserves à concurrence de BEF 1 251 074, sans création d'actions nouvelles. 4. Conversion du capital (nouveau de BEF 2 501 074) en EUR 62 000. 5. Décharge aux administrateurs. Nomination d'administrateurs (reconduction des mandats). 6. Adaptation des statuts aux nouvelles dispositions légales depuis la constitution et adaptation au code des sociétés. (6311)

**Immo Consultance, société anonyme,
avenue de la Pairelle 16, bte 10, 5000 Namur**

R.C. Namur 6277

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 28 mars 2001, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Renouvellement du conseil d'administration. 6. Divers. (6312)

**Editeam, société anonyme,
rue Gaméda 4, 5100 Jambes**

R.C. Namur 46302 — T.V.A. 420.561.514

L'assemblée générale ordinaire se réunira chez le notaire Declerfayt, rue Jaumain 9, à Assesse, le 28 mars 2001, à 18 h 30 m. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes et décharge. 3. Affectation des résultats. 4. Augmentation du capital. 5. Modification du siège social. 6. Renouvellement du conseil d'administration. 7. Coordination des statuts. 8. Divers. (6313)

**Comptoir Commercial et de Gestion, société anonyme,
rue des Carmes 58, 5000 Namur**

R.C. Namur 70947

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, rue des Carmes 58, 5000 Namur, le 28 mars 2001, à 12 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes et décharge. 3. Affectation des résultats. 4. Renouvellement du conseil d'administration. 5. Divers. (6314)

**New Image International, société anonyme,
avenue de la Folle Chanson 4, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 491082 — T.V.A. 430.891.519

L'assemblée générale ordinaire se réunira chez le notaire Declerfayt, rue Jaumain 9, à Assesse, le 28 mars 2001, à 18 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes et décharge. 3. Affectation des résultats. 4. Augmentation du capital. 5. Modification du siège social. 6. Renouvellement du conseil d'administration. 7. Coordination des statuts. 8. Divers. (6315)

**Toelen Apoteek, naamloze vennootschap,
Rink 16, 1600 Sint-Pieters-Leeuw**

H.R. Brussel 487970 — BTW 430.134.226

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 29 maart 2001, te 16 uur.

Dagorde :

1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Diversen. (6316)

**Rainbow Careers, société anonyme,
avenue de Tervuren 37, 1040 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 435588 — T.V.A. 421.805.686

L'assemblée générale ordinaire se tiendra au siège de la société, le jeudi 29 mars 2001, à 11 heures, avec l'ordre du jour suivant : 1. Recevoir et adopter le rapport du conseil d'administration pour l'exercice clos le 31 octobre 2000. 2. Recevoir et adopter les comptes annuels arrêtés au 31 octobre 2000. 3. Donner quitus aux administrateurs de la société. 4. Affectations du résultat de la société. 5. Divers. (6317)

**International Securities, société anonyme,
rue de Namur 43, bte 7, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 395944

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui aura lieu le 29 mars 2001, à 11 heures, à 1000 Bruxelles, rue du Midi 146, avec l'ordre du jour suivant :

1. Rapport du conseil d'administration sur la proposition de dissolution de la société (état au 31 décembre 2000). Rapport du commissaire sur cet état.

2. Dissolution anticipée de la société.

3. Nomination d'un liquidateur.

4. Détermination des pouvoirs et des émoluments du liquidateur.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir gratuitement sur la production de son titre un exemplaire des rapports. Pour assister à l'assemblée, les actionnaires sont invités à se conformer aux statuts.

(6318)

Le conseil d'administration.

**Inter-Fox, naamloze vennootschap,
Den Bos 32, 9750 Zingen**

H.R. Oudenaarde 36158 – BTW 445.056.586

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden ten kantore van notaris Pascal Vandemeulebroecke te Sint-Martens-Latem, Kortrijksesteenweg 200, op donderdag 29 maart 2001, om 11 uur, met volgende agenda :

1. Verslag door de raad van bestuur - neerlegging staat van activa en passiva.

2. Uitbreiding van het doel van de vennootschap om na de tweede paragraaf van artikel drie, volgende tekst in te lassen : « Het uitbaten van een logementhuis, conferentie- en vergaderruimte. ».

3. Omvorming van het kapitaal in euro.

4. Wijziging artikel vijf.

5. Wijziging artikel vijf/bis.

6. Weglating uit de statuten van alle verwijzingen naar de oude vennootschappenwet, zijnde de gecoördineerde wet op de handelsvennootschappen.

7. Weglating uit de statuten van alle verwijzingen naar de kapitaalverhoging door de raad van bestuur.

8. Bijvoeging in artikel zes na de bestaande tekst van punt drie van volgende zin : « Bij een kapitaalverhoging in twee fazen, dienen twee notariële akten te worden opgesteld. »

9. Vervanging in zelfde punt van zelfde artikel van het woord « landelijk » door het woord « nationaal ».

10. Vervanging in zelfde artikel van punt 5 door de hiernavolgende tekst :

« Opheffing voorkeurrecht.

In het belang van de vennootschap kan de algemene vergadering, mits het uitbrengen van een omstandig verslag, en mits verslag van de commissaris-revisor of bij diens ontstentenis door een bedrijfsrevisor of accountant, het voorkeurrecht beperken of volledig opheffen of het voorkeurrecht beperken of opheffen ten voordele van welbepaalde personen mits naleving van de voorschriften voorzien door het wetboek van vennootschappen inzake statutenwijziging.

De verslagen waarvan sprake hiervoor dienen ter griffie te worden neergelegd. »

11. Toevoeging in artikel acht na de bestaande tekst van volgende paragraaf : « Alle effecten aan toonder moeten door ten minste twee bestuurders worden ondertekend of van hun naamstempels voorzien. Een register wordt gehouden voor eventuele aandelen op naam, winstbewijzen, warrants en obligaties. Naar aanleiding van de inschrijving in zulk register, wordt aan de aandeelhouders of houder van het effect een certificaat tot bewijs ervan overhandigd. Alle effecten dragen een volgnummer. »

12. Toevoeging in artikel negen van het woord « schriftelijk » in de tiende paragraaf, tussen de woorden « tegenover haar » en de woorden « is aangewezen ».

13. Vervanging in de statuten van de benaming « Instituut der Accountants » door de benaming « Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten ».

14. Vervanging van de eerste zin van artikel drieëndertig door volgende zin : « Iedere jaarvergadering of iedere buitengewone algemene vergadering kan tijdens de zitting door de Raad van Bestuur drie weken worden uitgesteld, ook indien het niet gaat om over de jaarrekening te besluiten. »

15. Toevoeging bij de titel van artikel vijfendertig van de woorden « tijdens het verloop van de vergadering ».

16. Vervanging in artikel vijfendertig van de tweede paragraaf door de volgende tekst : « De bestuurders geven, tijdens het verloop van de vergadering, antwoord op de vragen die hun door de aandeelhouders worden gesteld met betrekking tot hun verslag of tot de agendapunten. De commissarissen geven, tevens tijdens het verloop van de vergadering, antwoord op de vragen die hun door de aandeelhouders worden gesteld met betrekking tot hun verslag. »

17. Toevoeging in zelfde artikel tussen de tweede en de derde paragraaf van volgende tekst : « De antwoorden worden slechts gegeven voor zover de mededeling van gegevens of feiten niet van aard is dat zij ernstig nadeel zou berokkenen aan de vennootschap, de aandeelhouders of het personeel van de vennootschap. »

18. Toevoeging in artikel negenendertig, na de bestaande tekst van volgende zin : « Geen uitkering mag geschieden, indien op datum van afsluiting van het laatste boekjaar het nettoactief, zoals blijkt uit de jaarrekening, is gedaald of ten gevolge aan de uitkering zou dalen beneden het bedrag van het gestorte, of indien dit hoger is, van het opgevraagde kapitaal, vermeerderd met alle reserves die volgens de wet of de statuten niet mogen worden uitgekeerd, en verder dient gehandeld naar de beschikkingen van het wetboek van vennootschappen. »

19. Vervanging van de bestaande tekst van de statuten door een nieuwe tekst, rekening houdend met de genomen beslissingen doch verder zonder inhoudelijke wijzigingen en dit teneinde de tekst van de statuten in overeenstemming te brengen met het thans van kracht zijnde Wetboek van vennootschappen.

20. Machten.

De neerlegging van de aandelen dient te geschieden op de zetel van de vennootschap, en men gelieve te handelen overeenkomstig artikel 30 van de statuten.

(6319)

**Travaux industriels wallons S.A.,
en abrégé : « Traviwal », société anonyme**

Siège social : chaussée de Charleroi 177, 6060 Charleroi (Gilly)

R.C. Charleroi 109725 – T.V.A. 408.062.172

Les actionnaires, administrateurs et commissaires sont priés d'assister à l'assemblée générale (extraordinaire) qui se tiendra le trente mars deux mille un, à onze heures, à 6060 Gilly, chaussée de Montignies 28, en l'étude du notaire Alain France.

Ordre du jour :

1. Approbation par la présente assemblée d'un état de la situation active et passive de la société arrêtée au trente-et-un décembre deux mil. 2. Augmentation de capital, à concurrence de trois millions quatre cent quarante-deux mille quatre cent quatre-vingt-huit francs (3 442 488 francs), pour le porter de un million six cent mille francs (1 600 000 francs) à cinq millions quarante-deux mille quatre cent quatre-vingt-huit francs (5 042 488 francs) sans apports nouveaux et sans création d'actions nouvelles, par incorporation au capital d'une somme de trois millions quatre cent quarante-deux mille quatre cent quatre-vingt-huit francs (3 442 488 francs), à prélever sur les réserves disponibles de la société, telles qu'elles figurent à l'état de situation active au trente-et-un décembre deux mil. 3. Constatation de la réalisation effective de l'augmentation de capital. 4. Conversion du capital en euro : le capital de cinq millions quarante-deux mille quatre cent quatre-vingt-huit francs (5 042 488 francs) est converti en euro et s'élève à cent vingt-cinq mille euros (125 000 euro). Il est représenté par mille six cent parts sociales (1 600) sans désignation de valeur nominale

représentant chacune un/mille six centième du capital. 5. Rapport du conseil d'administration sur la modification de l'objet social auquel est joint un état de la situation active et passive à la date du trente et un décembre deux mil. 6. Modification de l'objet social. L'objet social est étendu aux activités suivantes : — L'entreprise générale de construction de travaux publics et privés, d'installations sanitaires, de plomberie, de zinguerie et de couvertures métalliques et non-métalliques. — La coordination générale des sous-traitants. 7. Modification des statuts : article 4 et 6 : pour les mettre en concordance avec les résolutions prises; article 7 : pour le remplacer par l'historique du capital; articles 8, 9, 10, 14, 17, 19, 25 : pour les mettre en concordance avec le Code des sociétés; article 26 : remplacer la première phrase par : Sauf dans les cas prévus par la loi, les décisions sont prises, quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée, à la majorité simple des voix valablement exprimées, sans tenir compte des abstentions; article 27 : remplacer pour le mettre en concordance avec le Code des sociétés; article 28, à l'alinéa 3, la phrase commençant par « cette décharge » et se terminant par « . . . dans la convocation », est supprimée, l'alinéa 4 est supprimé; article 29, le premier alinéa, est complété par la disposition suivante : Il doit être repris si cette réserve légale vient à être entamée. L'alinéa 2, les termes « à la majorité des voix », sont remplacés par « dans le respect de la loi »; article 30, est remplacé par la disposition suivante : Si l'actif net est réduit à un montant inférieur à la moitié du capital social, les mesures prévues par le Code des sociétés devront être respectées.

Pour assister à l'assemblée, les actionnaires sont priés de se conformer aux statuts.

(6320)

Le conseil d'administration.

**Van Schoorisse, naamloze vennootschap,
O. Ponetestraat 37, 9600 Ronse**

H.R. Oudenaarde 12013 – BTW 414.631.052

De raad van bestuur nodigt U uit op de algemene vergadering die zal plaatshebben op 29 maart 2001, te 16 uur, op de zetel van de maatschappij. — Dagorde: 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 september 2000. 3. Ontlasting van bestuurders. 4. Goedkeuring bezoldiging bestuurders. 5. Omzetting kapitaal in euro. 6. Aanpassing statuten. 7. Vaira. (6321)

**Forges & Estampage de Bierset-Awans,
société anonyme en liquidation, à 4340 Awans**

R.C. Liège 905

L'assemblée générale ordinaire aura lieu le 29 mars 2001, à 15 h 30 m, au siège social de Liège, à la Générale de Banque. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation du bilan et du compte de résultats de l'exercice 2000. 3. Décharge à donner aux administrateurs. 4. Divers. Pour être admis à l'assemblée, les actionnaires devront se conformer à l'article 13 des statuts.

(6322)

Le conseil d'administration.

**Carrières d'Oret « Caroret »,
société civile sous forme anonyme en liquidation
rue de Mettet 183, 5620 Florennes (prov. Namur)**

MM. les actionnaires sont invités à l'assemblée générale ordinaire, le jeudi 29 mars 2001, à 10 heures, au siège social.

Ordre du jour :

1. Rapport du liquidateur.
2. Situation à fin d'exercice.
3. Divers.

Pour être admis : prière de déposer les titres, cinq jours francs avant l'assemblée, au siège social. (6323)

**Bonduel-Prym, société anonyme,
avenue de la Sideho 3-5, 7780 Comines**

R.C. Tournai 684/Y – T.V.A. 406.214.620

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra le 29 mars 2001, à 14 heures, au siège social avec l'ordre du jour suivant :

1. Lecture du rapport de gestion. 2. Lecture du rapport du commissaire-réviseur. 3. Discussion et approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 2000, répartition du bénéfice.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 5. Emoluments. 6. Changement des statuts. 7. Divers.

(6324)

Le conseil d'administration.

**L'Aide hypothécaire, société anonyme,
rue Forgeur 4, 4000 Liège**

R.C. Liège 10648

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires se tiendra le jeudi 29 mars 2001, à 17 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport des administrateurs et du commissaire-réviseur. 2. Approbation du bilan, du compte de pertes et profits. 3. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 4. Election d'un administrateur. 5. Divers. Dépôt des titres au siège social, avant le 23 mars 2001 (article 19 des statuts). (6325)

Le Pélican, société anonyme, à 1030 Bruxelles

R.C. Bruxelles 270971

Assemblée générale ordinaire, avenue Adolphe Lacomblé 59-61, 1030 Bruxelles, le 29 mars 2001, à 11 heures.

Ordre du jour : 1. Rapport. 2. Approbation des comptes sociaux et affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Réélection administrateurs. 5. Divers. Dépôt des titres, conformément aux statuts. (6326)

**Molderez Interim, naamloze vennootschap,
Rooseveltplaats 1A, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 181145 – BTW 406.800.281

De aandeelhouders worden verzocht om de gewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Johan Van Oekel, te 2930 Brasschaat, Bredabaan 252, op donderdag 29 maart 2001, om 14 uur. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de voorgelegde jaarrekening per 31 december 2000. 3. Goedkeuring van het voorstel het resultaat over te dragen naar het volgend boekjaar. 4. Verslag van de raad van bestuur in het kader van artikel 633 van het Wetboek van Vennootschappen. 5. Beslissing in het kader van artikel 633 van het Wetboek van Vennootschappen. 6. Vergoeding en kwijting van de bestuurders en gedelegeerd bestuurder. 7. Wijziging van de naam in « Molderez ». 8. Verslag van de raad van bestuur betreffende de doelwijziging. 9. Wijziging maatschappelijk doel. 10. Verhoging van het geplaatst maatschappelijk kapitaal zonder creatie van nieuwe aandelen, door storting van een bedrag van BEF 2 685, over te boeken op de post « geplaatst kapitaal » louter ter afronding van het kapitaal met het oog op de omzetting in euro. 11. Afschaffing van de nominale waarde van de aandelen. 12. Omzetting van het maatschappelijk kapitaal in euro.

13. Aanpassing van de statuten aan het Wetboek van Vennootschappen.
14. Varia. Teneinde te kunnen deelnemen aan de vergadering worden de aandeelhouders verzocht, overeenkomstig artikel 13 van de statuten, hun aandelen aan toonder neer te leggen minstens vijf dagen vóór de algemene vergadering op de maatschappelijke zetel. (6328)

**BKCP Invest, naamloze vennootschap,
Bevek naar Belgisch recht — Categorie effecten en liquiditeiten,
Koning Albert II-laan 1, 1210 Brussel**

H.R. Brussel 645564

Bijeenroeping van een buitengewone algemene vergadering

Daar de buitengewone algemene vergadering van aandeelhouders van 15 maart 2001 niet het vereiste quorum bereikte, zal er een tweede buitengewone algemene vergadering worden gehouden op 28 maart 2001, om 16 uur, te 1000 Brussel, Waterlooosesteenweg 16, om te beraadslagen en te beslissen over de volgende agenda :

1. Fusie door overneming van een compartiment van de bevek PLUSINVEST.

Het project betreffende de fusie waarvan hierna sprake is, opgemaakt volgens artikel 693 van de vennootschapswet, werd op 1 februari 2001 ter griffie van de rechtbank van koophandel van Brussel neergelegd.

De fusieontwerpen, de verslagen van de raden van bestuur en die van de commissarissen-revisoren van elk van de vennootschappen over de fusieverrichting, de jaarrekeningen van de afgelopen drie boekjaren van de vennootschap PLUSINVEST en het tussentijdse verslag van de vennootschap BKCP Invest per 31 december 2000, zijn kosteloos verkrijgbaar.

Voorstel 1 : Goedkeuring van de fusie door overname, door het compartiment BKCP Invest « Neutral fof », van alle actieve en passieve bestanddelen van heel het patrimonium, niets uitgezonderd of voorbehouden, van het compartiment PLUSINVEST « GLOBAL », overgedragen door de bevek PLUSINVEST N.V. naar Belgisch recht volgens dezelfde categorie, waarvan de zetel gevestigd is te 1040 Brussel, Guimardstraat 18.

Het beleggingsbeleid van het gefuseerde compartiment is ongewijzigd.

Voorstel 2 : Goedkeuring, in het kader van de bovengenoemde fusieverrichting, van de ruilverhouding die bepaald zal worden op grond van de netto-inventariswaarde (NIW) en van het aantal aandelen van de betrokken compartimenten op 21 maart 2001. De inschrijvings- en terugkooporders zullen vanaf 21 maart 2001 worden opgeschort en zullen tegen de volgende NIW, berekend op het einde van de fusie, worden behandeld.

Op grond van de berekende inventariswaarden en van de eruit voortvloeiende ruilverhouding zal een aantal aandelen (en onderaandelen) van het overnemende compartiment vanaf de fusiedatum aan de aandeelhouders van het overgenomen compartiment worden uitgereikt. Die aandelen zullen van dezelfde aard zijn als de bestaande aandelen.

Het aan elke aandeelhouder toe te wijzen aantal aandelen zal als volgt worden berekend :

$A = \frac{B \times C}{D}$	<p>A = het te verkrijgen aantal nieuwe aandelen per aandelensoort*</p> <p>B = het om te wisselen aantal aandelen per aandelensoort in het overgenomen compartiment</p> <p>C = de NIW per aandelensoort in het overgenomen compartiment</p> <p>D = de NIW per aandelensoort in het overnemende compartiment</p>
----------------------------	--

* Voor de compartimenten waarin kapitalisatie- en uitkeringsaandelen worden uitgegeven, zal voor elke aandelensoort (kapitalisatie- of uitkeringsaandelen) een ruilverhouding worden bepaald.

Het eventuele onderaandeel dat uit de omwisseling zou voortvloeien, zal in de boeken van de vennootschap aan de aandeelhouder worden toegewezen en het voorwerp zijn van een terugkoop of van een aanvullende inschrijving zonder kosten.

Die voorstellen zullen alleen aan de aandeelhouders van het compartiment BKCP Invest « Neutral fof » ter beslissing worden voorgelegd.

2. Volmachten.

Voorstel : Verlening van alle volmachten aan de raad van bestuur om alle daden te stellen die nodig en nuttig zijn voor de uitvoering van de genomen resoluties.

Om de aandeelhouders die dat wensen in staat te stellen, vrij uit te stappen, zijn vanaf de dag van de bekendmaking van dit bericht en tot de realisatie van de verrichting geen provisos of kosten verschuldigd (uitgezonderd de taks op beursverrichtingen).

Om de algemene vergadering te kunnen bijwonen, moeten de aandeelhouders voldoen aan artikel 19 van de statuten. De effecten moeten uiterlijk op 23 maart 2001 worden neergelegd bij Fortis Bank, Warandeborg 3, te 1000 Brussel.

De vergadering zal geldig beraadslagen en beslissen ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandelen. (6329)

De raad van bestuur.

**BKCP Invest, société anonyme,
Sicav de droit belge — Catégorie valeurs mobilières et liquidités,
boulevard du Roi Albert II 1, 1210 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 645564

Avis de convocation d'assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 15 mars 2001 n'ayant pas obtenu le quorum requis, une deuxième assemblée générale extraordinaire se tiendra le 28 mars 2001, à 16 heures, boulevard de Waterloo 16, à 1000 Bruxelles, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant :

1. Fusion par absorption d'un compartiment de la sicav PLUSINVEST.

Le projet relatif à la fusion dont question ci-après, établi conformément à l'article 174/2 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, a été déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles le 1^{er} février 2001.

Les projets de fusion, les rapports des conseils d'administration et ceux des commissaires-réviseurs de chacune des sociétés sur l'opération de fusion, les comptes annuels des trois derniers exercices de la société PLUSINVEST ainsi que le rapport intermédiaire de la société BKCP Invest, arrêté le 31 décembre 2000, peuvent être obtenus sans frais.

Proposition 1 : approuver la fusion par absorption par le compartiment BKCP Invest « Neutral fof » de l'intégralité du patrimoine, activement et passivement, rien excepté ni réservé, du compartiment PLUSINVEST « GLOBAL », transféré par la Sicav PLUSINVEST, société anonyme, de droit belge selon la même catégorie et dont le siège est établi à 1040 Bruxelles, rue Guimard 18.

La politique d'investissement du compartiment fusionné est inchangée.

Proposition 2 : approuver, dans le cadre de l'opération de fusion susmentionnée, le rapport d'échange qui sera déterminé sur la base de la valeur nette d'inventaire (VNI) et du nombre d'actions des compartiments concernés à la date du 21 mars. A partir du 21 mars 2001, les ordres de souscription et de rachat seront suspendus et traités à la prochaine VNI calculée à l'issue de la fusion.

En vertu des valeurs d'inventaire calculées et des rapports d'échange en découlant, un nombre d'actions (et de fractions d'actions) du compartiment absorbant sera distribué, à compter de la date de fusion, aux actionnaires du compartiment absorbé. Ces actions seront de même nature que les actions existantes.

Le nombre d'actions à attribuer par actionnaire se calculera selon la formule suivante :

$A = \frac{B \times C}{D}$	A = le nombre d'actions nouvelles à obtenir par type d'action*
	B = le nombre d'actions par type d'action à échanger dans le compartiment absorbé
	C = la VNI par type d'action du compartiment absorbé
	D = la VNI par type d'action du compartiment absorbant

* Pour les compartiments au sein desquels des actions de capitalisation et de distribution sont émises, un rapport d'échange sera déterminé pour chaque type d'action (capitalisation ou distribution).

La fraction éventuelle d'action résultant de l'échange sera reconnue dans les livres de la société à la faveur de l'actionnaire et fera l'objet soit d'un rachat ou d'un complément de souscription subséquent sans frais.

Ces propositions seront soumises au vote des seuls actionnaires du compartiment BKCP Invest « Neutral fof ».

2. Pouvoirs.

Proposition : conférer tous pouvoirs au conseil d'administration de poser tous les actes nécessaires et utiles à l'exécution des résolutions qui ont été prises.

Pour permettre aux actionnaires qui le souhaiteraient de sortir librement, aucune commission ni chargement (hormis la taxe de bourse) n'est due à partir du jour de publication du présent avis jusqu'à la réalisation de l'opération.

Pour pouvoir assister à l'assemblée, les actionnaires voudront bien se conformer à l'article 19 des statuts. Le dépôt des titres doit se faire au plus tard le 23 mars 2001 à la "Fortis Banque" à 1000 Bruxelles, rue Montagne du Parc 3.

L'assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées.

(6329)

Le conseil d'administration.

**PLUSINVEST, naamloze vennootschap,
Bevek naar Belgisch recht — Categorie effecten en liquiditeiten,
Guimardstraat 18, 1040 Brussel**

H.R. Brussel 586446

Bijeenroeping van een buitengewone algemene vergadering

Daar de buitengewone algemene vergadering van aandeelhouders van 15 maart 2001 niet het vereiste quorum bereikte, zal er op 28 maart 2001, om 11 uur, te 1000 Brussel, Waterlooosteenweg 16, een tweede buitengewone algemene vergadering worden gehouden.

Alle punten op de agenda worden ter beraadslaging en beslissing aan alle aandeelhouders voorgelegd, met uitzondering van punt 1, waarvan de voorstellen van resolutie alleen aan de aandeelhouders van de betrokken compartimenten ter beraadslaging en beslissing worden voorgelegd.

Agenda :

1. Fusie door overname via overdracht van compartimenten aan de bevek BKCP Invest.

Het project betreffende de fusie waarvan hierna sprake is, opgemaakt volgens artikel 693 van de vennootschapswet, werd op 1 februari 2001, ter griffie van de rechtbank van koophandel van Brussel neergelegd.

De fusieontwerpen, de verslagen van de raden van bestuur en die van de commissarissen-revisoren van elk van de vennootschappen over de fusieverrichting, de jaarrekeningen van de afgelopen drie boekjaren van de vennootschap PLUSINVEST en het tussentijdse verslag van de vennootschap BKCP Invest per 31 december 2000, zijn kosteloos verkrijgbaar.

Fusie van PLUSINVEST « GLOBAL » met BKCP Invest « Neutral fof »

Voorstel 1 : goedkeuring van de fusie door overname via overdracht van alle actieve en passieve bestanddelen van heel het patrimonium, niets uitgezonderd of voorbehouden, van het compartiment PLUSINVEST « GLOBAL » aan het compartiment BKCP Invest « Neutral fof » van de bevek BKCP Invest N.V. naar Belgisch recht volgens dezelfde categorie, waarvan de zetel gevestigd is te 1210 Brussel, Koning Albert II-laan 1.

Het beleggingsbeleid van het overnemende compartiment, dat een dakfonds is, is het volgende : "Dit compartiment belegt voornamelijk in internationale aandelen en obligaties via beleggingen in instellingen voor collectieve belegging. Het beheer is gericht op een portefeuille die voor 50 % uit aandelen en voor 50 % uit obligaties bestaat. De beheerder kan van die samenstelling afwijken of in ondergeschikte mate tot andere beleggingen overgaan naargelang van de marktvooruitzichten."

Het bedrag van de provisies zal als volgt worden gewijzigd :

	Huidige bedragen in PLUSINVEST-GLOBAL	Bedragen van toepassing in BKCP Invest-Neutral fof
Beheersvergoeding	1 %	1,25 % (1)
Vergoeding van de bewaarder	0,25 %	0,08 % (2)

(1) Behalve op de tegoeden die belegd worden in rechten van deelneming uitgegeven door een andere ICB die rechtstreeks of onrechtstreeks door dezelfde beheerder wordt beheerd; in dat geval wordt er geen provisie geheven.

(2) Behalve op de tegoeden die belegd worden in rechten van deelneming uitgegeven door een andere ICB die gedeponereerd is bij een rechtstreeks of onrechtstreeks door dezelfde beheerder wordt beheerd; in dat geval wordt er geen provisie geheven. Verminderd tot 0,04 % in geval van eenzelfde bewaarder maar met een andere beheerder voor het onderliggend en het dakfonds.

Op het einde van de fusie zal het overgenomen compartiment zonder vereffening ontbonden worden, waarbij de aandeelhouders van het compartiment in dezelfde verhouding aandeelhouder worden van het overnemende compartiment.

Voorstel 2 : goedkeuring, in het kader van de bovengenoemde fusieverrichting, van de ruilverhouding die bepaald zal worden op grond van de netto-inventariswaarde (NIW) en van het aantal aandelen van de betrokken compartimenten op 21 maart 2001. De inschrijvings- en terugkooporders zullen vanaf 21 maart 2001 worden opgeschort en tegen de volgende NIW, berekend op het einde van de fusie, worden behandeld.

Op grond van de berekende inventariswaarden en van de eruit voortvloeiende ruilverhouding zal een aantal aandelen (en onderaandelen) van het overnemende compartiment vanaf de fusiedatum aan de aandeelhouders van het overgenomen compartiment worden uitgegeven. Die aandelen zullen van dezelfde aard zijn als de bestaande aandelen.

Het aan elke aandeelhouder toe te wijzen aantal aandelen zal als volgt worden berekend :

$A = \frac{B \times C}{D}$	A = het te verkrijgen aantal nieuwe aandelen per aandelensoort *
	B = het om te wisselen aantal aandelen per aandelensoort in het overgenomen compartiment
	C = de NIW per aandelensoort in het overgenomen compartiment
	D = de NIW per aandelensoort in het overnemende compartiment

* Voor de compartimenten waarin kapitalisatie- en uitkeringsaandelen worden uitgegeven, zal voor elke aandelensoort (kapitalisatie- of uitkeringsaandelen) een ruilverhouding worden bepaald.

Het eventuele onderaandeel dat uit de omwisseling zou voortvloeien, zal in de boeken van de vennootschap aan de aandeelhouder worden toegewezen en het voorwerp zijn van een terugkoop of van een aanvullende inschrijving zonder kosten.

Overdracht van PLUSINVEST « Belgian Equity » aan BKCP Invest « Equities Euro »

Voorstel 3 : beslissing tot de overdracht van het compartiment PLUSINVEST « Belgian Equity », wat van rechtswege leidt tot de overdracht met ontbinding zonder vereffening, op dezelfde dag, van alle actieve en passieve bestanddelen van het patrimonium aan het compartiment BKCP Invest « Equities Euro », van de bevek BKCP Invest N.V. naar Belgisch recht volgens dezelfde categorie, waarvan de zetel gevestigd is te 1210 Brussel, Koning Albert II-laan 1. Het beleggingsbeleid van het overnemende compartiment is het volgende : « Dit compartiment belegt voornamelijk in aandelen van bedrijven in landen die meedoen aan de euro (of waarvan de vereiste criteria zo evolueren dat zij wellicht spoedig aan de euro zullen mogen meedoen). Bij de samenstelling van de portefeuille wordt rekening gehouden met het economische belang van het land, de beurskapitalisatie, de vooruitzichten en de specifieke situatie van de individuele waarden. In ondergeschikte mate kan het compartiment ook tot andere beleggingen overgaan. »

Het bedrag van de provisies zal als volgt worden gewijzigd :

	Huidige bedragen in PLUSINVEST-Belgium Equity	Bedragen van toepassing in BKCP Invest-Equities Euro
Beheersvergoeding	1 %	1 %
Vergoeding van de bewaarder	0,25 %	0,08 %

Voorstel 4 : goedkeuring, per compartiment, van het hierboven bepaalde voorstel tot overdracht, onder de opschortende voorwaarde van de instemming vanwege de raad van bestuur van de overnemende vennootschap.

Voorstel 5 : toestemming tot de omruiling, zonder wijziging van de rechten van de aandeelhouders, van de bestaande aandelen van het overgedragen compartiment voor nieuwe aandelen van het overnemende compartiment van dezelfde categorie en van hetzelfde soort als die in bezit. De ruilverhouding zal één nieuw aandeel voor één oud zijn.

Voorstel 6 : vaststelling van de ontbinding zonder vereffening van het overgedragen compartiment onder de opschortende voorwaarde van de instemming vanwege de raad van bestuur van de overnemende vennootschap.

Voorstel 7 : aanstelling van de heren bestuurders van de bevek, Werner Rogiers en Antoon Lambelin, tot bijzondere gevolmachtigden belast met de overdracht van de tegoeden van de compartimenten. Deze gevolmachtigden belasten met het stellen van alle rechtshandelingen en materiële daden nodig voor de uitvoering van de overdracht van de bestanddelen van het patrimonium van de compartimenten aan de overnemende compartimenten in de overnemende bevek.

Voorstel 8 : verlening van volledige en onbeperkte decharge aan de bijzondere gevolmachtigden.

Voorstel 9 : vaststelling dat de bovenvermelde compartimenten als gevolg van de ontbinding zonder vereffening hebben opgehouden te bestaan en dat de bevoegdheden tot het vervullen van alle formaliteiten, het stellen van alle daden en het opmaken van alle belastingaangiften die door de wet worden geëist, aan de bijzondere gevolmachtigden zijn verleend.

2. Ontbinding en invereffeningstelling van het compartiment BEF CASH en bijgevolg van de vennootschap.

Het ontbindingsverslag, opgemaakt overeenkomstig artikel 181 van de vennootschapswet, wordt vanaf 28 februari 2001 in de zetel van de vennootschap ter beschikking van de aandeelhouders gehouden. Bij dat verslag is een boekhoudstaat gevoegd waarin het actieve en passieve vermogen van de vennootschap, vastgesteld per 3 januari 2001, is samengevat, alsook het desbetreffende verslag van de commissaris-revisor.

Voorstel 1 : goedkeuring van de ontbinding van het compartiment BEF CASH en bijgevolg van de vennootschap.

Voorstel 2 : aanstelling van de heren Werner Rogiers en Antoon Lambelin als vereffenaars voor het stellen van alle rechtshandelingen en materiële daden die voor de vereffening van het compartiment BEF CASH en van de vennootschap vereist zijn.

Voorstel 3 : aanstelling van Klynveld Peat Marwick Goerdeler, bedrijfsrevisoren, vertegenwoordigd door Pierre Berger, om het verslag van de vereffenaars te onderzoeken.

Voorstel 4 : vastlegging van een nieuwe vergadering, in het halfuur nadien, om :

het verslag van de vereffenaars te aanhoren;

het verslag van de revisoren te aanhoren;

over het beheer van de vereffenaars te beslissen;

vast te stellen dat de vereffening voltooid is;

de afsluiting van de vereffening uit te spreken;

de Bank Degroof, Nijverheidsstraat 44, te 1040 Brussel, aan te stellen om de boeken en documenten van de vennootschap gedurende vijf jaar te bewaren.

3. Volmachten.

Voorstel : verlening van alle volmachten aan de raad van bestuur om alle daden te stellen die nodig en nuttig zijn voor de uitvoering van de genomen resoluties.

De inschrijvings- en terugkoopopdrachten betreffende de aandelen van het compartiment PLUSINVEST « Belgian Equity » zullen vanaf drie volle dagen vóór de datum van de vergadering worden opgeschort. De inschrijvings- en terugkooporders van het te vereffenen compartiment zullen worden opgeschort vanaf de bekendmaking van dit bericht. Om de aandeelhouders die dat wensen in staat te stellen vrij uit te stappen, zijn vanaf de dag van de bekendmaking van dit bericht tot de realisatie van de verrichting geen provisies of kosten verschuldigd (uitgezonderd de taks op beursverrichtingen).

Om de algemene vergadering te kunnen bijwonen, moeten de aandeelhouders voldoen aan artikel 19 van de statuten. De neerlegging van de effecten dient uiterlijk op 23 maart 2001 te gebeuren bij de Bank Degroof, Nijverheidsstraat 44, te 1040 Brussel, of bij het Beroepskrediet N.V., Waterloosesteenweg 16, te 1000 Brussel.

De vergadering zal geldig beraadslagen en beslissen ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandelen.

(6330)

De raad van bestuur.

**PLUSINVEST, société anonyme,
SICAV de droit belge — Catégorie valeurs mobilières et liquidités,
rue Guimard 18, 1040 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 586446

Avis de convocation d'assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 15 mars 2001 n'ayant pas obtenu le quorum requis, une deuxième assemblée générale extraordinaire se tiendra le 28 mars 2001, à 11 heures, boulevard de Waterloo 16, à 1000 Bruxelles.

Tous les points de l'ordre du jour sont soumis à la délibération et au vote de tous les actionnaires, à l'exception du point 1 dont les propositions de résolution seront soumises à la délibération et au vote des seuls actionnaires des compartiments concernés.

Ordre du jour :

1. Fusion par absorption par transfert de compartiments à la sicav BKCP Invest.

Le projet relatif à la fusion dont question ci-après, établi conformément à l'article 174/2 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, a été déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles le 1^{er} février 2001.

Les projets de fusion, les rapports des conseils d'administration et ceux des commissaires-réviseurs de chacune des sociétés sur l'opération de fusion, les comptes annuels des trois derniers exercices de la société PLUSINVEST ainsi que le rapport intermédiaire de la société BKCP Invest, arrêté le 31 décembre 2000, peuvent être obtenus sans frais.

Fusion de PLUSINVEST « GLOBAL » avec BKCP Invest « Neutral fof » :

Proposition 1 : approuver la fusion par absorption par le transfert de l'intégralité du patrimoine, activement et passivement, rien excepté ni réservé, du compartiment PLUSINVEST « GLOBAL » au compartiment BKCP Invest « Neutral fof » de la Sicav BKCP Invest, société anonyme, de droit belge selon la même catégorie et dont le siège est établi à 1210 Bruxelles, boulevard du Roi Albert II 1.

La politique d'investissement du compartiment absorbant, qui est un fonds de fonds, est la suivante : « Ce compartiment investit principalement en actions et obligations internationales par le biais d'investissements dans d'autres organismes de placement collectif. La gestion est orientée vers une composition de portefeuille de 50 % d'actions et 50 % d'obligations. Le gestionnaire peut s'écarter de cette composition ou procéder, à titre accessoire, à d'autres investissements en fonction des perspectives de marché. »

Le montant des commissions sera modifié de la manière suivante :

	Montants actuels dans PLUSINVEST-GLOBAL	Montants appliqués dans BKCP Invest-Neutral fof
Rémunération de gestion	1 %	1,25 % (1)
Rémunération du dépositaire	0,25 %	0,08 % (2)

(1) Sauf sur les avoirs investis en parts émises par un autre OPC géré directement ou indirectement par le même gestionnaire auquel cas aucune commission n'est perçue.

(2) Sauf sur les avoirs investis en parts émises par un autre OPC déposé auprès du même dépositaire et géré directement ou indirectement par le même gestionnaire auquel cas aucune commission n'est perçue. Réduit à 0,04 % en cas d'identité de dépositaire mais de gestionnaire différent entre le sous-jacent et le fonds de fonds.

Au terme de la fusion, le compartiment absorbé sera dissous sans liquidation, les actionnaires du compartiment devenant dans la même proportion actionnaires du compartiment absorbant.

Proposition 2 : approuver, dans le cadre de l'opération de fusion susmentionnée, le rapport d'échange qui sera déterminé sur la base de la valeur nette d'inventaire (VNI) et du nombre d'actions des compartiments concernés à la date du 21 mars. A partir du 21 mars 2001, les ordres de souscription et de rachat seront suspendus et traités à la prochaine VNI calculée à l'issue de la fusion.

En vertu des valeurs d'inventaire calculées et des rapports d'échange en découlant, un nombre d'actions (et de fractions d'actions) du compartiment absorbant sera distribué, à compter de la date de fusion, aux actionnaires du compartiment absorbé. Ces actions seront de même nature que les actions existantes.

Le nombre d'actions à attribuer par actionnaire se calculera selon la formule suivante :

$A = \frac{B \times C}{D}$	<p>A = le nombre d'actions nouvelles à obtenir par type d'action*</p> <p>B = le nombre d'actions par type d'action à échanger dans le compartiment absorbé</p> <p>C = la VNI par type d'action du compartiment absorbé</p> <p>D = la VNI par type d'action du compartiment absorbant</p>
----------------------------	--

* Pour les compartiments au sein desquels des actions de capitalisation et de distribution sont émises, un rapport d'échange sera déterminé pour chaque type d'action (capitalisation ou distribution).

La fraction éventuelle d'action résultant de l'échange sera reconnue dans les livres de la société à la faveur de l'actionnaire et fera l'objet soit d'un rachat ou d'un complément de souscription subséquent sans frais.

Transfert de PLUSINVEST « Belgian Equity » à BKCP Invest « Equities Euro » :

Proposition 3 : décider de transférer le compartiment PLUSINVEST « Belgian Equity », entraînant de plein droit le transfert avec dissolution sans liquidation, le même jour, de l'intégralité du patrimoine, activement et passivement, au compartiment BKCP Invest « Equities Euro », de la Sicav BKCP Invest, société anonyme, de droit belge selon la même catégorie et dont le siège est établi à 1210 Bruxelles, boulevard du Roi Albert II 1. La politique d'investissement du compartiment absorbant est la suivante : « Ce compartiment investit principalement en actions d'entreprises originaires des pays adhérant à l'euro (ou dont l'évolution des critères exigés permet d'envisager leur admission rapide dans l'euro). La composition du portefeuille est établie en tenant compte de l'importance économique, de la capitalisation boursière, des perspectives et de la situation spécifique des valeurs individuelles. A titre accessoire, le compartiment peut procéder à d'autres investissements. »

Le montant des commissions sera modifié de la manière suivante :

	Montants actuels dans PLUSINVEST Belgian Equity	Montants appliqués dans BKCP Invest-Equities Euro
Rémunération de gestion	1 %	1 %
Rémunération du dépositaire	0,25 %	0,08 %

Proposition 4 : approuver, par compartiment, la proposition de transfert définie ci-avant, sous la condition suspensive de l'accord du conseil d'administration de la société bénéficiaire.

Proposition 5 : autoriser l'échange, sans modification des droits des actionnaires, des actions existantes du compartiment transféré contre des actions nouvelles du compartiment bénéficiaire de même catégorie et de même type que celles détenues. Le rapport d'échange sera d'une action nouvelle contre une ancienne.

Proposition 6 : constater la dissolution sans liquidation du compartiment transféré sous la condition suspensive de l'accord du conseil d'administration de la société bénéficiaire.

Proposition 7 : désigner MM. les administrateurs de la sicav Werner Rogiers et Antoon Lambelin comme mandataires spéciaux chargés du transfert des avoirs des compartiments. Charger ces mandataires de poser tous les actes juridiques et matériels nécessaires à la réalisation du transfert des éléments du patrimoine des compartiments aux compartiments absorbants dans la sicav bénéficiaire.

Proposition 8 : accorder décharge complète et illimitée aux mandataires spéciaux.

Proposition 9 : constater qu'à la suite de la dissolution sans liquidation, les compartiments susmentionnés ont cessé d'exister et que les pouvoirs d'accomplir toutes les formalités, tous les actes et toutes les déclarations fiscales qui sont exigées par la loi sont conférés aux mandataires spéciaux.

2. Dissolution et mise en liquidation du compartiment BEF CASH et en conséquence de la société.

Le rapport de dissolution, établi conformément à l'article 178bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, est tenu à la disposition des actionnaires au siège de la société, à partir du 28 février 2001. A ce rapport est joint un état comptable résumant la situation active et passive de la société, arrêté au 3 janvier 2001, ainsi que le rapport du commissaire-réviseur sur cet état.

Proposition 1 : approuver la dissolution du compartiment BEF CASH et, en conséquence, de la société.

Proposition 2 : nommer MM. Werner Rogiers et Antoon Lambelin comme liquidateurs chargés de poser tous les actes juridiques et matériels nécessaires à la liquidation du compartiment BEF CASH et de la société.

Proposition 3 : nommer Klynveld Peat Marwick Goerdeler, réviseurs d'entreprises, représenté par Pierre Berger, pour examiner le rapport des liquidateurs.

Proposition 4 : fixer une nouvelle réunion, dans la demi-heure qui suit, pour :

- entendre le rapport des liquidateurs;
- entendre le rapport des réviseurs;
- statuer sur la gestion des liquidateurs;
- constater que la liquidation est terminée;
- prononcer la clôture de la liquidation;

désigner la Banque Degroof, rue de l'Industrie 44, à 1040 Bruxelles, pour conserver les livres et documents sociaux pendant cinq ans.

3. Pouvoirs.

Proposition : conférer tous pouvoirs au conseil d'administration de poser tous les actes nécessaires et utiles à l'exécution des résolutions qui ont été prises.

Les ordres de souscription et de rachat des actions du compartiment PLUSINVEST « Belgian Equity » seront suspendus à partir de trois jours francs avant la date d'assemblée. Les ordres de souscription et de rachat du compartiment à liquider seront suspendus à partir de la publication du présent avis. Pour permettre aux actionnaires qui le souhaiteraient de sortir librement, aucune commission ni chargement (hormis la taxe de bourse) n'est dû à partir du jour de publication du présent avis jusqu'à la réalisation de l'opération.

Pour pouvoir assister à l'assemblée, les actionnaires voudront bien se conformer à l'article 19 des statuts. Le dépôt des titres doit se faire au plus tard le 23 mars 2001 à la Banque Degroof, rue de l'Industrie 44, à 1040 Bruxelles, ou au Crédit Professionnel S.A., boulevard de Waterloo 16, à 1000 Bruxelles.

L'assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées.

(6330)

Le conseil d'administration.

**KBC Obli, Bevek naar Belgisch recht, categorie ICBE,
Havenlaan 2, 1080 Brussel**

H.R. Brussel 641348

Oproepingsbericht voor de jaarlijkse algemene vergadering

De jaarvergadering der aandeelhouders van KBC Obli zal plaatsvinden op woensdag 28 maart 2001, om 14 uur, in de gebouwen van KBC Bank, Havenlaan 2, te 1080 Brussel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris per compartiment.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2000 en van het voorstel tot winstverdeling per compartiment.
Voorstel van besluit : de raad van bestuur stelt voor de jaarrekening per 31 december 2000 en het voorstel tot winstverdeling per compartiment goed te keuren.
3. Kwijting aan de bestuurders en de commissaris per compartiment.
Voorstel van besluit : de raad van bestuur stelt voor de bestuurders en de commissaris per compartiment te kwijten.
4. Varia.

Over de punten op de dagorde wordt geldig beslist bij meerderheid van de stemmen der aanwezige of vertegenwoordigde aandelen, zonder dat een aanwezigheidsquorum vereist is.

Wanneer de aandelen eenzelfde waarde hebben, geven zij elk recht op één stem. Wanneer zij niet dezelfde waarde hebben, vertegenwoordigt elk, van rechtswege, een aantal stemmen evenredig aan het gedeelte van het kapitaal dat het vertegenwoordigt, waarbij het aandeel dat de zwakste quotiteit vertegenwoordigt voor één stem geteld wordt. Er wordt geen rekening gehouden met breuken van stemmen. Een aandeelhouder mag zich laten vertegenwoordigen.

De aandelen kunnen neergelegd worden tot 23 maart 2001 in alle kantoren van KBC Bank N.V., CBC Banque N.V. en Centea N.V.
(6331) De raad van bestuur.

**KBC Index Fund, Bevek naar Belgisch recht, categorie ICBE,
Havenlaan 2, 1080 Brussel**

H.R. Brussel 544049

Oproepingsbericht voor de jaarlijkse algemene vergadering

De jaarvergadering der aandeelhouders van KBC Index Fund zal plaatsvinden op woensdag 28 maart 2001, om 11 uur, in de gebouwen van KBC Bank, Havenlaan 2, te 1080 Brussel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris per compartiment.
2. Goedkeuring van de jaarrekening en van het voorstel tot winstverdeling per 31 december 2000 per compartiment.
Voorstel van besluit : de raad van bestuur stelt voor de jaarrekening per 31 december 2000 en het voorstel tot winstverdeling per compartiment goed te keuren.
3. Kwijting aan de bestuurders en de commissaris per compartiment.
Voorstel van besluit : de raad van bestuur stelt voor de bestuurders en de commissaris per compartiment te kwijten.
4. Varia.

Over de punten op de dagorde wordt geldig beslist bij meerderheid van de stemmen der aanwezige of vertegenwoordigde aandelen, zonder dat een aanwezigheidsquorum vereist is.

Wanneer de aandelen eenzelfde waarde hebben, geven zij elk recht op één stem. Wanneer zij niet dezelfde waarde hebben, vertegenwoordigt elk, van rechtswege, een aantal stemmen evenredig aan het gedeelte van het kapitaal dat het vertegenwoordigt, waarbij het aandeel dat de zwakste quotiteit vertegenwoordigt voor één stem geteld wordt. Er wordt geen rekening gehouden met breuken van stemmen. Een aandeelhouder mag zich laten vertegenwoordigen.

De aandelen kunnen neergelegd worden tot 23 maart 2001 in alle kantoren van KBC Bank N.V., CBC Banque N.V. en Centea N.V.
(6332) De raad van bestuur.

**Best Consult, naamloze vennootschap,
Grote Baan 200, 9920 Lovendegem**

H.R. Gent 116238 – BTW 401.352.049

Gewone algemene vergadering van maandag 2 april 2001, om 16 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking van het artikel 60 van de samengeschakelde wetten op de handelsvennootschappen. 2. Jaarverslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Emolumenten van de bestuurders. 7. Herbenoeming bestuurders. 8. Rondvraag.
(6333)

**KBC Equity Fund, Bevek naar Belgisch recht, categorie ICBE,
Havenlaan 2, 1080 Brussel**

Oproepingsbericht voor de jaarlijkse algemene vergadering

De jaarvergadering der aandeelhouders van KBC Equity Fund zal plaatsvinden op woensdag 28 maart 2001, om 9 uur, in de gebouwen van KBC Bank, Havenlaan 2, te 1080 Brussel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2000 en van het voorstel tot winstverdeling per compartiment.
Voorstel van besluit : de raad van bestuur stelt voor de jaarrekening per 31 december 2000 en het voorstel tot winstverdeling per compartiment goed te keuren.
3. Kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor per compartiment.
Voorstel van besluit : de raad van bestuur stelt voor de bestuurders en de commissaris per compartiment te kwijten.
4. Varia.

Over de punten op de dagorde wordt geldig beslist bij meerderheid van de stemmen der aanwezige of vertegenwoordigde aandelen, zonder dat een aanwezigheidsquorum vereist is.

Wanneer de aandelen eenzelfde waarde hebben, geven zij elk recht op één stem. Wanneer zij niet dezelfde waarde hebben, vertegenwoordigt elk, van rechtswege, een aantal stemmen evenredig aan het gedeelte van het kapitaal dat het vertegenwoordigt, waarbij het aandeel dat de zwakste quotiteit vertegenwoordigt voor één stem geteld wordt. Er wordt geen rekening gehouden met breuken van stemmen. Een aandeelhouder mag zich laten vertegenwoordigen.

De aandelen kunnen neergelegd worden tot 23 maart 2001 in alle kantoren van KBC Bank N.V., CBC Banque N.V. en Centea N.V. (6334) De raad van bestuur.

**« Donati », commanditaire vennootschap op aandelen,
Jan Van Rijswijcklaan 164/2, te 2020 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 331378 – BTW 464.306.336

De vennoten worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die wordt gehouden te 2000 Antwerpen, Maarschalk Gérardstraat 20, op 3 april 2001, te 14 uur, met als agenda :

1. Verslag van de zaakvoerders dat het voorstel tot omzetting in een naamloze vennootschap toelicht en verslag van de bedrijfsrevisor over de staat waarin de activa en passiva van de vennootschap werden samengevat.

2. Omzetting in een naamloze vennootschap.

3. Omzetting van het kapitaal in euro en kapitaalverhoging met BEF 1 074 in speciën, zonder creatie van nieuwe aandelen, ter afronding van het kapitaal in euro.

4. Vaststelling van de verwezenlijking van de kapitaalverhoging.

5. Vaststelling van de statuten van de naamloze vennootschap.

6. Benoeming bestuurders.
(6335) Namens de zaakvoerders.

**« Assudiam International », naamloze vennootschap,
Hoveniersstraat 19, te 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 266677 – BTW 435.918.493

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die wordt gehouden te 2000 Antwerpen, Maarschalk Gérardstraat 20, op 3 april 2001, te 15 uur, met als agenda :

1. Wijziging naam.

2. Wijziging en aanpassing van de statuten.
(6336) De raad van bestuur.

**Bureau d'Assurance Delvenne, société anonyme,
Grand-Route 19b, à Amay**

R.C. Huy 36619 – T.V.A. 435.060.836

Convocation

MM. les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale des actionnaires qui aura lieu le vendredi 30 mars 2001, à 11 heures, en l'étude de Me Pierre Poismans, notaire à Saint-Georges-sur-Meuse, boulevard des Combattants 33, avec l'ordre du jour suivant :

Rapport du conseil d'administration sur la poursuites des activités de la société.

Vote sur la poursuite des activités de la société malgré la réduction de l'actif net social.

Augmentation de capital à concurrence de BEF 25 000 par prélèvement de BEF 25 000 sur la réserve légale.

Réduction du capital à concurrence de BEF 1 798 790 sous la condition suspensive de la réalisation effective de l'augmentation de capital dont question ci-dessous.

Augmentation de capital de BEF 1 607 320 par l'émission de 2 686 actions sans mention de valeur nominale en dessous du pair comptable des actions anciennes avec rapport détaillé du conseil d'administration et rapport du réviseur d'entreprises, rapport prévus à l'article 582 du Code des sociétés.

Suppression du droit de préférence. Rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises prévus par l'article 596 du Code des sociétés.

Souscription et libération à l'augmentation de capital de BEF 1 607 320.

Constatation de la réalisation effective de l'augmentation de capital.

Décision de transformation de la société anonyme en société privée à responsabilité limitée. Rapport justificatif du conseil d'administration prévu par l'article 778 du Code des sociétés.

Adoption des nouveaux statuts et nomination d'un gérant statutaire.

Les actionnaires qui désirent assister à la réunion sont priés de déposer leurs actions au porteur au siège social au plus tard cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, et ce en vertu de l'article 32 des statuts.

(6475) Le conseil d'administration.

**A. & J. Verstraete, naamloze vennootschap,
Filips Wielantstraat 9, 8310 Assebroek**

H.R. Brugge 3456 — BTW 406.931.925

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 29/03/2001 te 18 u. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Omvorming maatschappelijke kapitaal in euro. 7. Varia. Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging op de zetel, vijf dagen voor de vergadering. (41891)

**Alminlease, naamloze vennootschap,
Singel 8, 2550 Kontich**

H.R. Antwerpen 288208 — BTW 445.764.389

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op donderdag 29/03/2001 om 15 uur ten kantore van notaris Jozef Van Elslande te Steenweg naar Halle 282, 1652 Alsemberg. Agenda van de buitengewone algemene vergadering : 1. Omzetting van het kapitaal in Euro. 2. Verhoging van het kapitaal met 106,48 Euro door incorporatie van beschikbare reserves om het te brengen van 247.893,52 Euro op 248.000 Euro, zonder uitgifte van nieuwe aandelen. 3. Schraping van de aanduiding van de zetel in artikel 2 van de statuten. 4. Aanpassing van artikel 5 van de statuten aan het nieuwe kapitaal. 5. Aanpassing van artikel 8 van de statuten betreffende het verlies van eigen vermogen. 6. Aanpassing van artikel 10 van de statuten houdende de mogelijkheid van samenstelling van de raad van bestuur uit ten minste twee leden. 7. Toevoeging van een nieuw lid aan artikel 13 van de statuten houdende de mogelijkheid voor de raad van bestuur om op schriftelijke wijze beslissingen te nemen. 8. Aanpassing van artikel 20 van de statuten houdende de wijziging van de datum van de jaarvergadering. 9. Aanpassing van artikel 25 van de statuten houdende de wijziging van het boekjaar. 10. Wijziging van de statuten met het oog op de inwerkingtreding van het nieuwe Wetboek van Vennootschappen. 11. Aanpassing van de artikels aan de genomen besluiten. 12. Machtiging aan de raad van bestuur tot coördinatie van de statuten. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (41892)

**Apotheek Werner Verheyden, naamloze vennootschap,
Rijksweg 173, 3650 Dilsen-Stokkem**

H.R. Tongeren 63214 — BTW 433.097.080

Aangezien op de buitengewone algemene vergadering van 08/03/2001 het vereiste quorum niet werd bereikt, worden de aandeelhouders uitgenodigd tot een tweede buitengewone algemene vergadering die zal worden gehouden op 29/03/2001 om 19.15 uur ten kantore van notaris Karel Schotsmans, Arnold Sauwenlaan 11 te Dilsen-Stokkem. — Agenda : 1. Kapitaalverhoging door incorporatie van de reserves om het kapitaal te brengen op 2.501.074,-Bfr. 2. Omzetting van het kapitaal in euro. 3. Vervanging en aanpassing van de inhoud van artikel 11 van de statuten. 4. Aanpassing van de statuten aan het huidig vennootschapsrecht, codificatie van de statuten. 5. Opdracht tot coördinatie van de statuten en aanpassing aan de genomen besluiten. (41893)

**Autobedrijf Lemmens, naamloze vennootschap,
Langstraat 1A, 3650 Dilsen-Stokkem**

H.R. Tongeren 70213 — BTW 442.858.250

Aangezien op de buitengewone algemene vergadering van 08/03/2001 het vereiste quorum niet werd bereikt, worden de aandeelhouders uitgenodigd tot een tweede buitengewone algemene vergadering die zal worden gehouden op 29/03/2001 om 19.00 uur ten kantore van notaris Karel Schotsmans, Arnold Sauwenlaan 11 te Dilsen-Stokkem. — Agenda : 1. Kapitaalverhoging door inbreng in speciën om het kapitaal te brengen op 2.501.074,-Bfr. 2. Omzetting van het kapitaal in euro. 3. Vervanging en aanpassing van de inhoud van artikel 11 van de statuten. 4. Aanpassing van de statuten aan het huidig vennootschapsrecht, codificatie van de statuten. 5. Opdracht tot coördinatie van de statuten en aanpassing aan genomen besluiten. (41894)

**Belgimo, naamloze vennootschap,
Kennedylaan 14, 9000 Gent**

H.R. Gent 186769 — BTW 461.474.035

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op 29/03/2001 te 20.00 uur, Kennedylaan 14 te 9000 Gent. — Agenda : 1. Samenstelling bureau. 2. Verslagen. 3. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/2000. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Verlenen van kwijtingen. 6. Ontslagen, benoemingen en bezoldigingen. 7. Rondvraag. Het bestuur vraagt de aandeelhouders zich te gedragen conform de statuten. De stukken bedoeld in art. 78 Venn.W. zijn voor de aandeelhouders beschikbaar op de zetel van de vennootschap. Indien de algemene vergadering besluit een dividend uit te keren, zal dit betaalbaar worden gesteld bij de vestigingen van de KBC vanaf 05/04/2001. (41895)

**Bematrans, naamloze vennootschap,
Hertog Jansstraat 48, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 51162 — BTW 417.935.287

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal worden gehouden Hertog Jansstraat 48 te 2500 Lier op 31/03/2001 te 10 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Beraadslaging van eventuele toepassing van oud art. 103 & 104 van vennootschappenwet. 7. Diversen. Om aan de vergadering deel te nemen dienen de aandeelhouders, minstens vijf volle dagen voor de datum van de vergadering, hun aandelen te deponeren bij K.B.C. Berlaar, Dorpstraat 36. (41896)

**Big Blue, naamloze vennootschap,
Centrum Zuid 2080, 3530 Houthalen**

H.R. Hasselt 80992 — BTW 447.397.355

Jaarvergadering op 28/03/2001 om 20.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (41897)

**Binolux, naamloze vennootschap,
Brugsesteenweg 221, 8520 Kuurne**

H.R. Kortrijk 91682 — BTW 416.094.663

Jaarvergadering op 03/04/2001 om 14.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Ontslag en benoeming bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (41898)

**Bouwblokken Vlamynck, naamloze vennootschap,
Zevkotestraat 70, 8470 Gistel**

H.R. Oostende 27624 — BTW 406.829.777

Jaarvergadering op 29/03/2001 om 17.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/10/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurder. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (41899)

**De Boer & C° - Asphalt, naamloze vennootschap,
Metropoolstraat 33, 2900 Schoten**

H.R. Antwerpen 5516 — BTW 403.711.030

Jaarvergadering op 29/03/2001 om 17.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Kapitaalverhoging en omzetting in euro. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (41900)

**De Schoolvilla, naamloze vennootschap,
Oude Baan 102, 2390 Malle (West)**

H.R. Antwerpen 287878 — BTW 445.927.113

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel op 30/03/2001 om 19 uur. — Agenda : 1. Beraadslaging art. 60. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening 31/12/2000. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Omvorming kapitaal in euro. 7. Statuair ontslagen en benoemingen. 8. Rondvraag. (41901)

**Deluco, naamloze vennootschap,
Lindestraat 2, 3140 Keerbergen**

H.R. Leuven 79429 — BTW 443.916.639

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 03/04/2001 om 17 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/10/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (41902)

**Dessauvage Geert, naamloze vennootschap,
Ambachtenstraat 16, 8870 Izegem**
H.R. Kortrijk 125464 — BTW 445.897.815

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 30/03/2001 om 17.00 uur op de zetel van de vennootschap. — Agenda : 1. Bevestiging uitstel van de jaarvergadering. 2. Bespreking van de jaarrekening afgesloten per 30/09/2000. 3. Goedkeuring van de jaarrekening. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Bezoldigingen. 6. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de statuten. (41903)

De raad van bestuur.

**Dranaco, naamloze vennootschap,
Denderstraat z/n, Antwerpen**
H.R. Antwerpen 18662

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering van aandeelhouders die zal gehouden worden op donderdag 29/03/2001, te 11 uur, op de maatschappelijk zetel. — Agenda : 1. Beslissing omtrent het voorkeurrecht in toepassing van art. 8 van de statuten. 2. Diversen. Neerlegging der aandelen ten minste vijf dagen voor de vergadering op de maatschappelijke zetel. (41904)

**Flanders Container Terminals, naamloze vennootschap,
Leopold II-Dam, Kaai 120, 8380 Zeebrugge**
H.R. Brugge 82693 — BTW 406.371.503

Buitengewone algemene vergadering op 29/03/2001 te 15.30 uur op de zetel van de vennootschap. — Agenda : Toepassing artikel 633 van het wetboek van vennootschappen - Bijzonder verslag van de raad van bestuur (41905)

**"Freguco", naamloze vennootschap,
August Van Landeghemstraat 93, 2830 Willebroek**
H.R. Mechelen 67809 — BTW 439.741.697

De aandeelhouders worden uitgenodigd op donderdag 29/03/2001 om 10.30 uur, in het kantoor van notaris Yves Van Noten te 2830 Willebroek, Kerkstraat 1a, op de buitengewone algemene vergadering met de volgende agenda : a) kapitaalsverhoging met 32.739,-BEF. door incorporatie van reserves zonder uitgifte van nieuwe aandelen om het kapitaal te brengen op 8.632.739,-BEF. b) omzetting van het maatschappelijk kapitaal naar Euro. c) artikel 10 van de statuten wijzigen door "3 bestuurders" te schrappen en te vervangen door "tenminste 3 bestuurders". d) artikel 16 van de statuten wijzigen door "rechtsgeldig verbonden door 2 bestuurders" te vervangen door "de meerderheid van zijn bestuurders". e) artikel 25 van de statuten wijzigen door "jaarverslag" te schrappen. f) aanpassing statuten aan de nieuwe vennootschapswet van 7 mei 1999. g) coördinatie van de statuten. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (41906)

**General Honda Products, naamloze vennootschap,
Molenberg 16, 2630 Aartselaar**
H.R. Antwerpen 328584 — BTW 441.864.395

De aandeelhouders van de, naamloze vennootschap,, GENERAL HONDA PRODUCTS, met zetel te 2630 Aartselaar, Molenberg 16, ingeschreven in het handelsregister van Antwerpen onder nummer : 328.584, worden verzocht deel te nemen aan de buitengewone algemene vergadering op donderdag 29/03/2001 om 15.00 uur ter studie van notaris F. De Baecker te Antwerpen, Frankrijkplein 16, met als agenda : 1. Kennisname van het verslag van de raad van bestuur, waarin het voorstel tot ontbinding van de vennootschap wordt toegelicht en van het verslag van de heer VIENNE, accountant te Cuesmes, welk verslag besluit : "In het kader van de ontbindingsprocedures die bepaald zijn in het vennootschapsrecht, heeft het bestuursorgaan een

boekhoudkundige staat per 31 december 2000 opgesteld, die, rekening houdende met het vooruitzicht van vereffening van de vennootschap, een balanstotaal van 1.036.096 BEF vertoont, met een nettopassief van 431.812 BEF. Uit de controlewerkzaamheden die ik heb uitgevoerd volgens de professionele normen en meer bepaald volgens de normen die vastgelegd werden in het kader van onderhavig verslag, blijkt dat de samenvattende staat van de toestand van de activa en de passiva de toestand van de vennootschap getrouw en juist weergeeft." 2. Ontbinding van de vennootschap. 3. Benoeming van een of meer vereffenaars. 4. Vaststelling van hun machten en vergoedingen. 5. Verslag van de vereffenaar. 6. Kwijting aan de bestuurders en de vereffenaar. 7. Afsluiting van de vereffening. (41907)

**Gilis Opslag, naamloze vennootschap,
Tieblokkenlaan 8, 2300 Turnhout**

H.R. Turnhout 56620 — BTW 429.546.286

Jaarvergadering op 30/03/2001 te 14.00 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Lezing van het jaarverslag. 2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 30/09/2000. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Ontslag en benoeming van bestuurders. 5. Diversen. (41908)

**GNR, naamloze vennootschap,
Liersesteenweg 132a, 2220 Heist-op-den-Berg**

H.R. Brugge 124

Jaarvergadering op 30/03/2001 om 15.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (41909)

**Groupe Promo, société anonyme,
rue Victor Garin 57, 7100 La Louvière**

R.C. Mons 138976 — NN 449.240.751

Assemblée générale ordinaire le 29/03/2001 à 18.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 30/09/2000. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Dépôt des titres : se conformer aux statuts. (41910)

**Harelgaz, naamloze vennootschap,
Koning Leopold III-plein 28, 8530 Harelbeke**

H.R. Kortrijk 105119 — BTW 425.458.925

Jaarvergadering op 30/03/2001 om 14 uur, op de zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening op 30/12/2000. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Benoemingen. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (41911)

**Hoorens Printing, naamloze vennootschap,
Ringlaan 12, 8501 Kortrijk (Heule)**

H.R. Kortrijk 67518 — BTW 405.980.731

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op vrijdag 30/03/2001 om 15 uur, ter zetel van de vennootschap, met volgende dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 30/09/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor. 5. Benoemingen. 6. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (41912)

Immazel, naamloze vennootschap,
Lange Leemstraat 192, 2018 Antwerpen
 H.R. Antwerpen 284219 — NN 442.275.656

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 04/04/2001 te 20 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (41913)

Immo Renaitra, naamloze vennootschap,
Oudestraat 131, 9600 Ronse
 H.R. Oudenaarde 23756

Jaarvergadering ten zetel van de vennootschap op 02/04/2001, om 14 uur. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. (41914)

Immobilière Wagelmans-Swennen, société anonyme,
rue Saint-Hadelin 12, 4600 Visé
 R.C. Liège 186343 — NN 452.091.462

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 29/03/2001 à 14h30, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation du résultat au 31/12/2000. 4. Décharge à donner aux administrateurs. 5. Réduction du capital par remboursement en espèces sans modification du nombre d'actions. 6. Divers. (41915)

Investeringsmaatschappij Rodenbach,
in 't kort : "Inmaro", naamloze vennootschap,
Spanjestraat 135, 8800 Roeselare
 H.R. Kortrijk 118602 — BTW 437.549.677

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering ten kantore van notaris E. JAGENEAU te Diepenbeek, Stationsstraat 25, op donderdag 29 maart 2001, om 11 uur, met volgende agenda :

1. **UITDRUKKING VAN HET KAPITAAL IN EURO MET GELIJKTIJDIGE KAPITAALVERHOOGING.** a) Voorstel om het kapitaal, ter gelegenheid van de conversie ervan in EURO, te verhogen met een bedrag van 2.692.569 Belgische frank, om het te brengen van 316.866.000 Belgische frank op 319.558.569 Belgische frank, door omzetting in het kapitaal van gezegd bedrag, af te nemen van de rekening "overgedragen winsten" van de vennootschap, zonder uitgifte van nieuwe aandelen, en om tegelijk het kapitaal uit te drukken in EURO, dit aan de geldende conversievoet van 40,3399 Belgische frank voor 1 EURO, zodat het kapitaal 7.921.650 EURO zal bedragen. b) Vaststelling van de werkelijke verwezenlijking van de kapitaalverhoging.

2. **OMZETTING VAN DE AANDELEN AAN TOONDER,** in AANDELEN op NAAM. Vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten van de omzetting : a) vernietiging van de ingeruilde aandelen en inschrijving in het register van aandelen op naam. b) deze omzetting kan uitgeoefend worden uiterlijk tot de jaarvergadering van het jaar 2002. c) bepalen dat na voorgestelde termijn, de houders van de aandelen aan toonder niet meer toegelaten worden op de algemene vergaderingen en dat de hen toekomende dividenden zullen gestort worden op een bijzondere rekening en hen slechts overgemaakt zullen worden nadat hun aandelen op naam zullen gesteld zijn.

3. **WIJZIGING DATUM JAARVERGADERING,** thans voorzien op de laatste zaterdag van de maand april om tien uur dertig, om de vergadering voortaan te houden op de vierde woensdag van de maand april om tien uur dertig. Overgangsbepaling : de eerstvolgende jaarvergadering zal gehouden worden op de vierde woensdag van de maand april tweeduizend en één.

4. **WIJZIGING DER STATUTEN,** met behoud van de kenmerken van de vennootschap, teneinde : a) deze in overeenstemming te brengen met de voorgaande voorstellen; b) deze aan te passen aan de thans vigerende wetgeving; c) deze aan te passen aan de nieuwe codificatie van de vennootschapswetgeving, in deze zin dat de verwijzingen naar wetsartikels van de Vennootschappenwet of van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen geschrapt worden, evenals bepalingen die een letterlijke overname inhouden van wetsartikels. Bijgevolg vaststelling en goedkeuring van de nieuwe tekst van de statuten.

5. **MACHTIGING** aan de raad van bestuur tot de uitvoering van de besluiten die zullen worden genomen aangaande de voorgaande punten en aan notaris Emile JAGENEAU tot de neerlegging van de gecoördineerde statuten van de vennootschap. Om aan de vergadering deel te nemen, worden de aandeelhouders verzocht zich te gedragen overeenkomstig de wet en de statuten. (41916)

Jorylan, naamloze vennootschap,
Kwadestraat 60, 8800 Roeselare

H.R. Kortrijk 125199 — BTW 443.886.153

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 30/03/2001 om 19 uur. — Agenda : 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 30/09/2000 en toewijzing van het resultaat. 2. Kwijting aan de bestuurders. 3. Allerlei. (41917)

"Kantoor Zuid-West", naamloze vennootschap,
Loverstraat 77, 8710 Wielsbeke

H.R. Kortrijk 121158 — BTW 440.201.440

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering, die zal gehouden worden op 29/03/2001 om 19 uur, ten kantore van notaris Dirk VAN HAESBROUCK, te Kortrijk-Aalbeke, Moeskroensesteenweg, 124. — Dagorde : 1. Kapitaalvermindering met 15.000.000 Belgische frank, teneinde het kapitaal te brengen op 25.000.000 Belgische frank, door terugbetaling op ieder aandeel van een bedrag van 37.500 Belgische frank en zonder vernietiging van aandelen. 2. Kapitaalverhoging met 10.738 Belgische frank teneinde het kapitaal te brengen op 25.010.738 Belgische frank, door incorporatie bij het kapitaal van beschikbare reserves en zonder creatie van aandelen. 3. Omrekening van het kapitaal in euro - Wijziging van artikel 5 van de statuten. 4. Vaststelling dat de termijn van de machtiging van de raad van bestuur tot kapitaalverhoging in het kader van het toegestane kapitaal verstreken is - Schrapping van artikel zes van de statuten. 5. Wijziging van het boekjaar, zodat het ingaat op 1 januari en eindigt op 31 december van ieder jaar - Wijziging van artikel 31 van de statuten - Vaststelling dat het thans lopende boekjaar, zal afgesloten worden op 31 december 2001. 6. Wijziging van de datum en uur van bijeenroeping van de jaarvergadering - Vaststelling dat de eerstvolgende jaarvergadering zal gehouden worden op de derde woensdag van april 2002 om 20 uur - Wijziging van artikel 24 van de statuten. 7. Wijziging van de vertegenwoordiging van aandeelhouders op een algemene vergadering - Wijziging van artikel 26 van de statuten. 8. Aanpassing van de statuten aan het Wetboek van vennootschappen - Wijziging van de artikelen 7, 12, 16, 21, 25, 32 en 33 van de statuten. 9. Machtiging van de raad van bestuur tot uitvoering van de genomen besluiten. 10. Goedkeuring van de gecoördineerde tekst van de statuten. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (41918) De raad van bestuur.

**Kerbnoord, naamloze vennootschap,
Beervelde-Dorp 75, 9080 Lochristi (Beervelde)**

—
Jaarvergadering van 30/03/2001 te 16 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 30/09/2000. 2. Kwijting aan bestuurders. 3. Ontslag en benoemingen bestuurders. Zich schikken naar de statuten. (41919)

**L'Abri, naamloze vennootschap,
Dorpsstraat 15, 3560 Lummen**

H.R. Hasselt 93755

—
De jaarvergadering gaat door op maandag 02/04/2001 om 10 uur in het 'Intermotel' te Lummen, Klaverbladstraat 7. — Dagorde : 1. Verslag vorige zitting. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Verslag vennoten met toezicht. 4. Beslissing jaarrekening en resultaat. 5. Kwijting bestuurders en vennoten met toezicht. 6. Benoemingen. 7. Varia. Verzoeken zich te schikken naar de statuten. (41920)

**Les Entreprises Demiddeleer, société anonyme,
rue Degouve de Nuncques 8, 1030 Bruxelles-3**

R.C. Bruxelles 437055 — T.V.A. 421.524.881

—
Assemblée générale ordinaire le 03/04/2001 à 11.00 H., Kasteelbrakelsesteenweg 596, 1502 Lembeek. — Ordre du jour : Rapport Conseil d'Administration. Approbation comptes annuels au 31/12/2000. Affectation résultat. Décharge aux administrateurs. Conversion du capital en euros. Divers. (41921)

**Living Stone, naamloze vennootschap,
De Pintelaan 347, 9000 Gent**

BTW 446.629.867

—
Jaarvergadering op 30/03/2001 om 18.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (41922)

**Media Hall, naamloze vennootschap,
Jan Van Gentstraat 4, 2000 Antwerpen-1**

H.R. Antwerpen 318337 — BTW 438.570.454

—
Jaarvergadering op 30/03/2001 om 15.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/10/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Herbenoeming bestuurders en commissaris-revisor. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (41923)

**Metaalwerken Devos, naamloze vennootschap,
Zwaikomstraat 74, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 113374 — BTW 431.837.169

—
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de verdaagde jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 28/03/2001 om 14.30 uur. — Agenda : 1. Lezing van het jaarverslag. 2. Lezing van het verslag van de commissaris-revisor. 3. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 30/09/2000. 4. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor. 5. Bezoldigingen. 6. Ontslag en benoemingen. (41924)

De raad van bestuur.

**Meulenberghs & C°, naamloze vennootschap,
Huidevetterstraat 38-40, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 282647

—
Gewone algemene vergadering ten maatschappelijke zetel op dinsdag 03/04/2001 te 11 uur. — Agenda : 1. verslag raad van bestuur. 2. goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. goedkeuring en bestemming van het resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. omvorming kapitaal in euro. 6. diversen. Zich richten naar de statuten. De aandelen dienen gedeponereerd te worden minstens vijf dagen voor de vergadering op de maatschappelijke zetel. (41925)

**Molderez Interim, naamloze vennootschap,
Rooseveltplaats 1A, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 181145 — BTW 406.800.281

—
De aandeelhouders worden verzocht om de gewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Johan Van Oekel te 2930 Brasschaat, Bredabaan 252, op donderdag 29/03/2001 om 14.00 uur. — Agenda 1. Jaarverslag van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring van de voorgelegde jaarrekening per 30/09/2000; 3. Goedkeuring van het voorstel het resultaat over te dragen naar het volgend boekjaar; 4. Verslag van de raad van bestuur in het kader van artikel 633 van het Wetboek van Vennootschappen; 5. Beslissing in het kader van artikel 633 van het Wetboek van Vennootschappen; 6. Vergoeding en kwijting van de bestuurders en gedelegeerd bestuurder; 7. Wijziging van de naam in "MOLDEREZ"; 8. Verslag van de raad van bestuur betreffende de doelwijziging; 9. Wijziging maatschappelijk doel; 10. Verhoging van het geplaatst maatschappelijk kapitaal zonder creatie van nieuwe aandelen, door storting van een bedrag van 2.685,-BEF, over te boeken op de post 'geplaatst kapitaal' louter ter afronding van het kapitaal met het oog op de omzetting in Euro; 11. Afschaffing van de nominale waarde van de aandelen; 12. Omzetting van het maatschappelijk kapitaal in euro; 13. Aanpassing van de statuten aan het Wetboek van Vennootschappen; 14. Varia. Teneinde te kunnen deelnemen aan de vergadering worden de aandeelhouders verzocht overeenkomstig artikel 13 van de statuten hun aandelen aan toonder neer te leggen minstens vijf dagen voor de algemene vergadering op de maatschappelijke zetel. (41926)

**Motoren Desmedt, naamloze vennootschap,
Moerelei 1450, 2610 Wilrijk (Antwerpen)**

H.R. Antwerpen 159654 — BTW 421.047.603

—
De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op 29/03/2001 om 20.00 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking tegenstrijdige belangen bestuurders; 2. Lezing van het jaarverslag van de raad van bestuur. 3. Goedkeuring van de jaarrekening; 4. Toekenning vergoeding aan het kapitaal; 5. Décharge te verlenen aan de raad van bestuur voor de uitoefening van haar mandaat tijdens het afgelopen boekjaar. 6. Decharge te verlenen aan de accountant voor de uitoefening van zijn mandaat tijdens het afgelopen boekjaar; 7. Kwalificatie van de eventuele voordelen van alle aard toegekend aan de leden van de raad van bestuur als een bezoldiging; 8. Goedkeuring bezoldigingen en voordelen van alle aard aan de leden van de raad van bestuur; 9. Intrestlast bepalen voor de vordering van de vennootschap op de leden van de raad van bestuur. 10. Diversen. (41927)

**P.W. Consulting, société anonyme,
place Rouppe 21, 1000 Bruxelles-1**

R.C. Bruxelles 640377 — T.V.A. 468.563.052

—
Assemblée générale ordinaire le 02/04/2001 à 10.00 H., au siège social. — Ordre du jour : Rapport Conseil d'Administration. Approbation comptes annuels au 31/12/2000. Affectation résultat. Décharge aux administrateurs. Démission et Nomination d'Administrateurs. Divers. (41928)

**Patroba, naamloze vennootschap,
Ternesselei 191, 2160 Wommelgem**

H.R. Antwerpen 319144 — BTW 459.040.721

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering welke zal gehouden worden op 30/03/2001 te 18.30 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur en de commissaris-revisor. 2. Goedkeuring der jaarrekening en resultatenrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en de commissaris-revisor. 5. Herbenoeming commissaris-revisor. 6. Rondvraag. De aandeelhouders gelieven vijf dagen op voorhand hun aandelen neer te leggen op de maatschappelijke zetel. (41929)

De raad van bestuur.

**Pauwels, société anonyme,
rue de la Cortewilde 54C, Comines**

R.C. Tournai 72372 — T.V.A. 443.455.888

Assemblée générale ordinaire le 28/03/2001 au siège social. — Ordre du jour : 1. Discussion et approbation des comptes annuels au 30/09/2000. 2. Rapport conseil d'administration. 3. Affectation résultat. 4. Décharge administrateurs. 5. Nominations d'administrateurs. 6. Divers. Se conformer aux statuts. (41930)

**Promotion et Gestion immobilière,
en abrégé : « P.G.S. », société anonyme,
rue Bosquet 20, bte 24, 1060 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 378648

Assemblée générale ordinaire le 29/03/2001 à 15.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Conversion du capital en euros. 6. Divers. (41931)

**Rapid Tank Services, naamloze vennootschap,
Van Aerdstraat 33, 2060 Antwerpen-6**

H.R. Antwerpen 310319 — BTW 455.322.354

Buitengewone algemene vergadering op 29/03/2001 te 10.30 uur op de zetel van de vennootschap. — Agenda : Toepassing artikel 633 van het wetboek van vennootschappen - Bijzonder verslag van de raad van bestuur (41932)

**"S.T.D. Services", naamloze vennootschap,
Drukpersstraat 4, 1000 Brussel**

H.R. Brussel 187342 — BTW 426.091.405

De aandeelhouders worden uitgenodigd de gewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op vrijdag 30/03/2001 om 14.00 u. — Agenda : 1. Goedkeuring van het verslag van de raad van bestuur over de activiteiten van het

boekjaar 1999/2000. 2. Goedkeuring van de balans en resultatenrekening per 30/09/2000. 3. Toekenning van het resultaat. 4. Décharge aan de bestuurders voor de uitoefening van hun mandaat over boekjaar 1999/2000. 5. Varia. Om toegelaten te worden tot de vergadering dienen de aandeelhouders zich te richten naar de statuten. (41933)

**Snoephuis, naamloze vennootschap,
Bredabaan 336, 2930 Brasschaat**

H.R. Antwerpen 257985 — BTW 431.468.173

Buitengewone algemene vergadering op 29/03/2001 om 14.00 uur op de zetel. — Dagorde : 1. Ontslag van de bestuurders. 2. Benoeming nieuwe bestuurders-bevoegdheden-bezoldiging. Zich schikken naar de statuten. (41934)

**Société immobilière du Nord,
en abrégé : « S.I.N. », société anonyme,
rue Chéri 40bis, 4000 Liège**

R.C. Liège 166085

Assemblée générale ordinaire le 29/03/2001 à 19.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Anticipation de la date de la présente assemblée. 2. Création d'une plus-value de réévaluation sur l'immeuble. 3. Rapport du conseil d'administration. 4. Approbation des comptes annuels au 31/12/2000. 5. Affectation du résultat. 6. Décharge aux administrateurs. (41935)

**Solybert, naamloze vennootschap,
Bellestraat 60, 9100 Sint-Niklaas**

H.R. Sint-Niklaas 190 — BTW 440.897.662

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 30 maart 2001 te 20 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 september 2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (41936)

**Stock 83, naamloze vennootschap,
Rijdtstraat 34, 2350 Vosselaar**

H.R. Turnhout 61121 — BTW 435.941.457

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarlijkse algemene vergadering, ten maatschappelijke zetel, op 30/03/2001 te 19 uur met als agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/2000. 3. Bestemming resultaat per 30/09/2000. 4. Toekenning en betaalbaarstelling intresten, tantièmes en dividenden. 5. Ontslag, benoeming en/of herbenoeming bestuurders. 6. Kwijting aan de bestuurders. 7. Rondvraag. (41937)

**Togim, naamloze vennootschap,
Rosier 23, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 237621 — NN 425.025.888

Gewone algemene vergadering op vrijdag, 30/03/2001 te 15 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring der jaarrekening per 31/12/2000. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Statutaire benoemingen. 5. Diversen. De aandelen dienen gedeponneerd te worden minstens vijf dagen voor de vergadering op de maatschappelijke zetel. (41938)

Van Gucht Granen, naamloze vennootschap,

Zeebergkaai 5, 9300 Aalst

H.R. Aalst 67086 — BTW 462.661.690

Jaarvergadering op 29/03/2001 om 18.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (41939)

**Van Hecke Gebroeders, naamloze vennootschap,
Burg. H. Ryckaertstraat 1a, 9932 Zomergem (Ronsele)**

H.R. Gent 107074 — BTW 401.054.319

De jaarvergadering zal gehouden worden op 31/03/2001 om 8.30 uur op de zetel. — Dagorde : 1. Lezing van het jaarverslag. 2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 30/09/2000. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Bezoldigingen. (41940)

**Verenigd Inklarings Bureau « V.I.B. », naamloze vennootschap,
Karveelstraat 1, Transportzone, 8380 Brugge**

H.R. Brugge 47759

Algemene vergadering op de zetel op 29/03/2001 om 16 uur. — Dagorde : 1. Verslag bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Décharge bestuurders. 5. Statu-taire benoemingen. 6. Allerlei. (41941)

**Vinka, naamloze vennootschap,
Fetistraat 9, 1800 Vilvoorde**

Jaarvergadering op 02/04/2001 om 18.30 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaar-rekening per 31/12/2000. 3. Kwijting bestuurders van hun mandaat voor boekjaar 2000. 4. Omvorming kapitaal in euro en kapitaal-verhoging in Euro. 5. Verlenging mandaat bestuurders voor 6 jaar. (41942) De raad van bestuur.

**Wimico, naamloze vennootschap,
August Van Landeghemstraat 105, 2830 Willebroek**

H.R. Mechelen 67810 — BTW 439.744.055

De aandeelhouders worden uitgenodigd op donderdag 29/03/2001 om 9u30 uur, in het kantoor van notaris Yves Van Noten te 2830 Willebroek, Kerkstraat 1a, op de buitengewone algemene verga-dering met de volgende agenda : a) Kapitaalvermindering met een bedrag van 6.767,- BEF door afname van het overgedragen verlies waardoor het kapitaal gebracht wordt op 6.293.024,- BEF. b) Omzetting van het maatschappelijk kapitaal in Euro. c) artikel 10 wijzigen door "3 bestuurders" te vervangen door "ten minste 3 bestuurders". d) artikel 16 wijzigen door "rechtsgeldig verbonden door 2 bestuurders" te vervangen door "rechtsgeldig verbonden door de meerderheid van zijn bestuurders". e) artikel 25 wijzigen door jaarverslag te schrappen. f) statuten aanpassen aan het Wetboek voor vennootschappen. g) coördinatie van de statuten. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (41943)

**Administration publiques
et Enseignement technique****Openbare Besturen en Technisch Onderwijs**

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

Commune de Brugelette

Le collège échevinal organisera prochainement des examens en vue du recrutement d'un garde-champêtre en chef.

Les conditions d'accès à ce poste sont fixées comme suit :

I. Conditions d'admissibilité :

Etre membre d'un corps de police communale et compter une ancienneté effective d'au moins cinq ans depuis la nomination définitive.

Etre titulaire du brevet de candidat commissaire de police et commis-saire adjoint de police prévu par l'arrêté royal du 12 avril 1965 ou du certificat visé à l'article 30, alinéa 2 du même arrêté, ou encore du brevet d'officier de police communale tel qu'il est défini dans l'arrêté royal du 25 juin 1991 portant sur les dispositions générales relatives à la formation des officiers de la police communale, aux conditions de nomination aux grades d'officier de la police communale et aux conditions de recrutement et de nomination au grade d'aspirant officier de la police communale.

Etre titulaire d'un diplôme ou certificat d'études au moins équivalent au certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur.

II. Epreuve de sélection :

Les candidats subiront une épreuve orale permettant de juger l'aptitude et la maturité à la fonction, ainsi que leur manière de réagir.

Cette épreuve sera cotée sur un maximum de 100 points. Auront satisfait, les candidats qui obtiennent 60 points au moins.

III. Conditions de nomination :

Le garde-champêtre en chef, dans les six mois de sa nomination, sera effectivement domicilié dans un rayon maximal de dix kilomètres à vol d'oiseau de l'hôtel communal de Brugelette.

Il sera, en outre, titulaire d'un permis de conduire de la catégorie B minimum, et acceptera un raccordement téléphonique à son domicile. Le raccordement, la redevance et les communications pour le service seront pris en charge par l'administration communale.

Les candidatures à adresser sous pli recommandé à M. le bourg-mestre, hôtel communal, Grand Place 1, à 7940 Brugelette et postées le 6 avril 2001 au plus tard (le cachet de La Poste faisant foi) seront accompagnées de la copie certifiée conforme des diplômes, brevets et attestations requis à l'emploi.

Tout renseignement complémentaire peut être obtenu au secrétariat communal (tél. 068-45 73 07) les jours ouvrables. (6337)

Centre public d'aide sociale de Watermael-Boitsfort

Recrutement d'un secrétaire technique (m/f).

Diplôme de l'enseignement supérieur de type court ou assimilé, notamment : graduat (ou supérieur) en construction civile, architecture.

Les diplômes spécifiques d'études similaires peuvent être en consi-dération.

Les candidatures exclusivement écrites sont reçues jusqu'au lundi 9 avril 2001 inclus au siège du C.P.A.S. de Watermael-Boitsfort, rue du Loutrier 69, à 1170 Watermael-Boitsford. (6338)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Watermaal-Bosvoorde

Aanwerving van een technisch secretaris (m/v).

Diploma van hoger onderwijs van het korte type of gelijkgesteld, voornamelijk : graduaat (of hoger) in burgerlijke bouw, architectuur.

Specifieke diploma's van gelijkgestelde studies kunnen in aanmerking genomen worden.

Enkel de schriftelijke sollicitaties worden ingewacht tot en met maandag 9 april 2001 op de zetel van het O.C.M.W.-Watermaal-Bosvoorde, Ottervangerstraat 69, 1170 Watermaal-Bosvoorde. (6338)

Katholieke Universiteit Leuven

Voor de technische Diensten zoeken wij een projecttechnicus elektrotechniek (m/v), graad 4 of 5, VB/A/2001/11/W.

De technische diensten staan, met een uitgebreid team van technische specialisten, in voor de uitbouw, de instandhouding en de renovatie van de volledige infrastructuur van de universiteit. Zo beschikt de K.U.Leuven over een eigen hoogspanningsnet, telefoonnet met ongeveer 7 000 abonnees, telecommunicatie-infrastructuur,...

Doel van de functie : De nieuwe medewerker wordt ingeschakeld in de studiedienst elektrotechniek voor nieuwbouw- en renovatieprojecten.

Opdrachten :

Het uitwerken van technische ontwerpen, met een kritische analyse van de eisen, kosten/baten, alternatieven,...

Het opstellen van ramingen, studie- en uitvoeringsplannen en schema's voor elektrotechnische uitrustingen (HS, LS, data- en telecommunicatie, verlichting, liften, branddetectie, toegangscontrole,...).

Het opvolgen van de werken tijdens de uitvoering.

Het opmaken van lastenboeken en meetstaten.

Profiel :

Diploma hoger technisch onderwijs van het korte type, affiniteit elektriciteit, elektromechanica of elektronica of van gelijkwaardig niveau door minstens vijf jaar ervaring.

Ervaring met CAD is een pluspunt. Een grondige kennis van Word en Excel is vereist.

Beschikken over een eigen wagen voor verplaatsingen in dienst-opdracht.

Bereidheid om zich binnen een termijn van twee jaar in de omgeving van Leuven te vestigen.

Kandidaten zijn bereid om zich permanent bij te scholen in de nieuwe technische ontwikkelingen.

Voor bijkomende informatie over de functie-inhoud kunt u contact opnemen met de heer Stany Denauw op tel. 016-32 20 73 of via e-mail : Stanislas.Denauw@tech.kuleuven.ac.be

Selectieproeven :

Preselectie op basis van elementen uit het profiel.

Proeven en/of interviews in verband met bovengenoemde taken.

Het betreft een voltijdse tewerkstelling voor onbepaalde duur.

De graad en het salaris gekoppeld aan deze functie worden bepaald door de ervaring en de kwalificaties van de kandidaat.

Hoe solliciteren ?

Interesse ? Stuur dan uw gemotiveerde sollicitatie met *curriculum vitae* naar de Personeelsdienst ATP, ter attentie van Griet Verbist, personeelsconsulent, Willem de Croylaan 54, te 3001 Heverlee, tel. 016-32 20 16, fax 016-32 29 98, e-mail : Griet.Verbist@pers.kuleuven.ac.be

De kandidaturen moeten binnen zijn op de Personeelsdienst ATP, uiterlijk op 13 april 2001. (6339)

Voor K.U.Leuven Research & Development (LRD) zoeken wij een medewerker onthaal en logistiek (m/v), graad 4, VB/A/2001/10/P.

LRD is het exploitatie- en transferbureau van de K.U.Leuven en heeft als missie het bevorderen van de kennis- en technologievalorisatie van de universiteit. Zo biedt LRD adviserende (juridisch, technisch en bedrijfseconomisch) en administratieve ondersteuning bij het onderhandelen en opstellen van overeenkomsten in opdracht van de bedrijfs-wereld. Valorisatie van het universitair onderzoek wordt verder nagestreefd door een actieve politiek van octrooibescherming en licentieverlening. Daarnaast biedt LRD ondersteuning op het gebied van innovatieadvies en technologiebemiddeling, de exploitatie van de wetenschapsparken en het oprichten van spin-offs.

Opdrachten :

U staat in voor een professioneel onthaal van alle bezoekers van LRD.

U beantwoordt de binnenkomende telefoons (Nederlands, Engels en Frans) en zorgt voor een efficiënte dispatching naar de betrokken afdeling.

U bent verantwoordelijk voor de logistiek van de vergaderruimten en beheert een aantal gemeenschappelijke afspraken van medewerkers.

U beheert eveneens een geïnformatiseerd contactenbestand en u centraliseert alle binnenkomende en uitgaande briefwisseling (Nederlands, Engels en Frans).

U staat in voor het voorraadbeheer van kantoor materiaal, het klas-sement en u levert regelmatig algemene secretariële ondersteuning.

Profiel :

Kandidaten hebben een diploma hoger onderwijs van het korte type en hebben reeds een eerste ervaring in een soortgelijke functie. Ook kandidaten met een diploma hoger secundair onderwijs komen in aanmerking, indien zij door relevante ervaring van gelijkwaardig niveau zijn.

Kandidaten kunnen zich, zowel mondeling als schriftelijk, zeer vlot uitdrukken in het Nederlands en het Engels en bezitten eveneens een goede kennis van het Frans.

U bent vertrouwd met PC-toepassingen.

Aangezien u vaak het eerste aanspreekpunt bent voor onze klanten, bent u contactvaardig en hebt u een uitgesproken klantgerichte ingesteldheid.

U bent discreet en stressbestendig en u kunt zelfstandig werken.

Selectieproeven :

Preselectie op basis van elementen uit het profiel.

Proeven en/of interviews in verband met bovengenoemde taken.

Wij bieden een voltijdse tewerkstelling voor onbepaalde duur.

Hoe solliciteren ?

Interesse ? Stuur dan uw gemotiveerde sollicitatie met *curriculum vitae* naar de Personeelsdienst ATP, ter attentie van Griet Verbist, personeelsconsulent, Willem de Croylaan 54, te 3001 Heverlee, tel. 016-32 20 16, fax 016-32 29 98, e-mail : Griet.Verbist@pers.kuleuven.ac.be

De kandidaturen moeten binnen zijn op de Personeelsdienst ATP, uiterlijk op 30 maart 2001. (6340)

Voor de Financiële Diensten Studie- en Beleidscel zoeken wij een stafmedewerker (m/v), graad 7, VB/A/2001/08/W.

Doel van de functie :

U draagt bij tot het optimaal beheer van de financiën van de universiteit, dit via analyse van en interne rapportering over inkomende en uitgaande geldstromen. U zorgt voor een vertaling naar de budgetten van de universiteit toe, van strategische beslissingen van de universiteit of van de overheid.

Opdrachten :

U verwerft een goed inzicht in de mechanismen en (evolutie van de) regelgeving van de inkomstenbronnen van de universiteit, van de uitgaven die de werking van een universiteit met zich brengt en van de financiële en informatiesystemen van de universiteit.

U werkt mee aan de verdere ontwikkeling en periodieke oplevering van boordtabellen waarbij beleidsinformatie verschaft wordt aan het management van de universiteit over de bestaande financiële stromen en de effectiviteit van het gebruik van de middelen van de universiteit in zijn totaliteit.

U werkt samen met andere diensten binnen de universiteit om tot een optimale coördinatie te komen van rapporteringen en prognoses met betrekking tot de financiën van de universiteit.

U levert ad hoc financiële informatie aan bestuursorganen, faculteiten en diensten ter ondersteuning van het financieel beleid.

U verwerft kennis over de financieringstechnieken die in andere landen gebruikt worden en over de managementinformatiesystemen die andere universiteiten in binnen- en buitenland hanteren voor een optimaal financieel beheer.

U werkt in teamverband in een vijfkoppige studie- en beleidscel die rechtstreeks aan de financieel directeur van de K.U.Leuven rapporteert.

Profiel :

Kandidaten hebben een universitair diploma en hebben affiniteit met het werken met cijfers.

Kandidaten hebben kennis van of zijn bereid tot het leren werken met SAS, SAP, Excel en Access.

Goede conceptuele vaardigheden zijn noodzakelijk voor een succesvol functioneren. Ervaring in het opbouwen van modellen is een pluspunt.

Kandidaten kunnen zich vlot uitdrukken, zowel mondeling als schriftelijk en beschikken over goede communicatievaardigheden.

Selectieproeven :

Preselectie op basis van elementen uit het profiel.

Proeven en/of interviews in verband met bovengenoemde taken.

Wij bieden een voltijdse tewerkstelling voor onbepaalde duur.

Hoe solliciteren ?

Interesse ? Stuur dan uw gemotiveerde sollicitatie met *curriculum vitae* naar de Personeelsdienst ATP, ter attentie van Griet Verbist, personeelsconsulent, Willem de Croylaan 54, te 3001 Heverlee, tel. 016-32 20 16, fax 016-32 29 98, e-mail : Griet.Verbist@pers.kuleuven.ac.be.

De kandidaturen moeten binnen zijn op de Personeelsdienst ATP, uiterlijk op 4 april 2001. (6341)

Voor de Financiële Diensten, Dienst Bijzondere Onderzoeksprogramma's, zoeken wij een administratieve medewerker (m/v), graad 4, VB/A/2001/07/W.

Doel van de functie :

U staat in voor het volledig financieel beheer van een deel van de onderzoeksprojecten met het oog op de recuperatie van de door de K.U.Leuven gemaakte kosten.

Opdrachten :

Analyseren van de onderzoeksovereenkomsten wat betreft duur, wijze van afrekenen, de begroting, de overhead,...

De input van de contractgegevens in het financieel beheersysteem.

Openen van kredieten op basis van de contractgegevens.

Budgetcontrole bij aanwerving van personeel.

Opmaken van de financiële rapporten met betrekking tot uitgaven personeel, werking en uitrusting.

Opmaken van de facturatie en opvolging van de betalingen.

Zowel schriftelijke, telefonische als tijdens een persoonlijk contact de problemen van financiële aard bespreken met de promotor alsook initiatieven nemen bij het zoeken naar een oplossing.

Profiel :

Kandidaten hebben minimum een diploma A1 boekhouding of zijn door ervaring van gelijkwaardig niveau.

Zin voor administratieve nauwkeurigheid is noodzakelijk. U kunt vlot samenwerken met collega's en u bent klantgericht.

Verantwoordelijkheidszin, inzet en engagement, alsook zelfstandig werken zijn essentieel.

Ervaring hebben met het gebruik van geautomatiseerde systemen en PC-toepassingen.

Kennis van SAP is een voordeel.

Selectieproeven :

Preselectie op basis van elementen uit het profiel.

Proeven en/of interviews in verband met bovengenoemde taken.

Wij bieden een voltijdse tewerkstelling voor onbepaalde duur.

Tevens wordt er een wervingsreserve aangelegd voor tijdelijke functies.

Hoe solliciteren ?

Interesse ? Stuur dan uw gemotiveerde sollicitatie met *curriculum vitae* naar de Personeelsdienst ATP, ter attentie van Griet Verbist, personeelsconsulent, Willem de Croylaan 54, te 3001 Heverlee, tel. 016-32 20 16, fax 016-32 29 98, e-mail : Griet.Verbist@pers.kuleuven.ac.be

De kandidaturen moeten binnen zijn op de Personeelsdienst ATP, uiterlijk op 4 april 2001. (6342)

Voor de Financiële Diensten, Dienst Boekhouding, zoeken wij een administratief medewerker (m/v), graad 3, VB/A/2001/06/W.

Doel van de functie :

Binnen de boekhouding meewerken aan de verwerking van de bankverrichtingen en de uitgaande facturen.

Opdrachten :

Helpen bij de verwerking van de financiële verrichtingen.

Verwerken en opvolgen van stortingen en het opstellen van fiscale attesten, alsook het voeren van de briefwisseling hieromtrent.

Bijhouden van de stand van de financiële rekeningen (subrekeningen).

Opstellen van facturen en registratie van de betalingen.

Profiel :

Kandidaten hebben minimum een diploma hoger secundair onderwijs.

Kennis van boekhouden is een belangrijke troef.

U kunt vlot werken met verschillende PC-toepassingen.

Selectieproeven :

Preselectie op basis van elementen uit het profiel.

Proeven en/of interviews in verband met bovengenoemde taken.

Wij bieden een voltijdse tewerkstelling voor onbepaalde duur.

Hoe solliciteren ?

Interesse ? Stuur dan uw gemotiveerde sollicitatie met *curriculum vitae* naar de Personeelsdienst ATP, ter attentie van Griet Verbist, personeelsconsulent, Willem de Croylaan 54, te 3001 Heverlee, tel. 016-32 20 16, fax 016-32 29 98, e-mail : Griet.Verbist@pers.kuleuven.ac.be

De kandidaturen moeten binnen zijn op de Personeelsdienst ATP, uiterlijk op 4 april 2001. (6343)

KaHo Sint-Lieven

KaHo Sint-Lieven, een katholieke hogeschool met opleidingen van één cyclus en van twee cycli, werft aan voor volgende vacante betrekking in een graad van het administratief en technisch personeel (m/v) : Betrekking ref. 2001/03/01 : medewerker departementssecretariaat graad C1 100 %.

Opdracht : boekhoudkundige taken; administratie onderzoek en dienstverlening; verantwoordelijke voor de cursusdienst en andere administratieve taken.

Vereisten : diploma van secundair onderwijs met kwalificatiegetuigschrift van het zevende specialisatiejaar kantoor; vlot kunnen werken met de programma's Word, Excel, Access, Powerpoint, Publisher en Filemaker Pro; vlot Frans en Engels spreken; ten minste vijf jaar ervaring in een administratieve betrekking.

De periode van aanstelling bedraagt één jaar waarbij verlenging mogelijk is. De aanstelling kan gebeuren vanaf 14 april 2001. De standplaats bij de aanvang is het departement Gent.

De kandidaten voor de betrekking genieten de burgerlijke en politieke rechten en bezitten de lichamelijke geschiktheid die vereist is voor het uit te oefenen ambt.

De selectieprocedure voor de betrekking bestaat uit :

preselectie op basis van het onderzoek van het sollicitatiedossier; mondeling gedeelte (ongeveer 20 minuten).

De selectiecommissie evalueert de professionele kwaliteiten van de kandidaten met betrekking tot het vermelde ambt, de motivatie en de interesse voor het werkterrein.

De kandidaten bezorgen hun schriftelijk gemotiveerde sollicitatie, met vermelding van het referentienummer van de gesolliciteerde betrekking en met hun *curriculum vitae*, uiterlijk 2 april 2001 aan KaHo Sint-Lieven, t.a.v. de heer L. Haerens, algemeen directeur, Gebr. Desmetstraat 1, te 9000 Gent. (6344)

Universitair Ziekenhuis Antwerpen

Het Universitair Ziekenhuis van de Universitaire Instelling Antwerpen gaat over tot de vacantverklaring van :

Dienst thorax- en vaatheelkunde.

Eén voltijds mandaat (10/10), waarvoor in aanmerking komt een doctor in de genees-, heel- en verloskunde of arts, erkend specialist in de algemene heelkunde met bijzondere bekwaamheid in de vasculaire en thoracale heelkunde. Ervaring met endovasculaire chirurgie en niet-invasief vaatonderzoek strekt tot aanbeveling. De graad van aanstelling zal vastgesteld worden in functie van het curriculum van de kandidaat.

Algemene voorwaarden.

De kandidaten dienen :

1. in het bezit te zijn van het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde of arts;
2. het recht te genieten om in België de geneeskunde uit te oefenen;
3. een bewijs van goed zedelijk gedrag te kunnen voorleggen;
4. de vereiste lichamelijke geschiktheid te bezitten.

Kandidatuurstelling.

Gebeurt uitsluitend op het daartoe bestemde sollicitatieformulier, dat aangekend of persoonlijk dient overgemaakt te worden aan : Universitair Ziekenhuis Antwerpen, t.a.v. de heer J. Van der Straeten, Wilrijkstraat 10, 2650 Edegem, uiterlijk op vrijdag 4 mei 2001, te 17 uur.

Bedoelde formulieren dienen aangevraagd te worden op de personeelsdienst van het UZA (tel. 03-821 32 37).

Verdere informatie kan men bekomen bij prof. dr. P. Blockx (hoofdgeneesheer) en prof. dr. P. Van Schil (diensthoofd thorax- en vaatheelkunde). (6345)

Politiezone Destelbergen-Melle-Merelbeke-Oosterzele

Het politiecollege van de politiezone Destelbergen-Melle-Merelbeke-Oosterzele verklaarde het ambt van korpschef van de lokale politie vacant.

Kandidaten dienen te voldoen aan de voorwaarden zoals gesteld in het koninklijk besluit van 31 oktober 2000 waarin de voorwaarden en de modaliteiten voor de eerste aanstelling in bepaalde betrekkingen van de lokale politie worden vastgesteld, en de omzendbrief ZPZ 11, met als bijlage het functieprofiel waaraan de kandidaten dienen te beantwoorden.

De kandidaturen moeten vergezeld zijn van de volgende documenten :

een uittreksel van de geboorteakte;

een officieel document van de overheid waaronder de kandidaat ressorteert waaruit blijkt dat hij de vereiste graad heeft;

een voor eensluidend verklaard afschrift van de laatste evaluatie opgemaakt door de functionele overste van de kandidaat of bij gebrek aan een evaluatie, een attest dat dit bevestigt;

een attest van zijn/haar functionele overste dat bevestigt dat geen zware tuchtstraffen opgelegd zijn;

een *curriculum vitae*;

een uiteenzetting over de kwaliteiten en de motivering van de kandidaat voor de uitoefening van de door hem beoogde functie, gelet op het respectieve functieprofiel.

De kandidaturen dienen conform artikel 4 van voornoemd koninklijk besluit binnen de termijn van zestien dagen, die aanvangt op de dag van de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad*, aangetekend gericht aan Marc De Pauw, burgemeester-voorzitter van het politiecollege Destelbergen-Melle-Merelbeke-Oosterzele, Dendermondsesteenweg 430, 9070 Destelbergen.

De poststempel geldt als bewijs. (6346)

Gemeente Wuustwezel

Aanwerving voor volgende betrekkingen bij het gemeentebestuur van Wuustwezel :

1. Technisch beambte schoonmaak E1-E3 (19 u./week) voor het gemeentehuis, met aanleg werfreserve (algemeen) voor drie jaar;

2. Administratief medewerker C1-C3 (voltijds of 38 u./week), dienst burgerzaken.

Voorwaarden, functiebeschrijving en examenprogramma te bekomen bij de personeelsdienst, tel. 03-690 46 19.

Kandidatuurstelling voor administratief medewerker : een eigenhandig geschreven brief vergezeld van uw *curriculum vitae* en kopie van het diploma van hoger secundair onderwijs of gelijkwaardig.

Kandidatuurstelling voor technisch beambte schoonmaak : een eigenhandig geschreven brief vergezeld van uw *curriculum vitae* (geen diploma vereist).

De kandidatuurstelling moet toekomen bij het college van burgemeester en schepenen, Gemeentepark 1, 2990 Wuustwezel, uiterlijk op woensdag 25 april 2001. (6347)

Gemeente Lovendegem

Het college van burgemeester en schepenen maakt bekend dat volgende betrekkingen bij wijze van aanwerving te begeven zijn :

technisch beambte onderhoud (18/38) (m/v);

technisch beambte onderhoud (16/38) (m/v),

beide in vast verband.

Er wordt een wervingsreserve aangelegd.

De aanwervingsvoorwaarden, een functiebeschrijving, het examenprogramma en de toepasbare weddeschaal kunnen, op eenvoudig verzoek, verkregen worden op het gemeentesecretariaat, Kerkstraat 45, 9920 Lovendegem, tel. 09-370 70 20, fax 09-370 70 10.

Wijze van solliciteren :

De eigenhandig geschreven sollicitatiebrief, vergezeld van een *curriculum vitae* dient uiterlijk op 15 april 2001 toe te komen, per aangetekend schrijven of door afgifte tegen ontvangstbewijs, bij het college van burgemeester en schepenen, Kerkstraat 45, 9920 Lovendegem, met, op de omslag, de vermelding « technisch beambte onderhoud ». (6348)

Politiezone Ardoie-Lichtervelde-Pittem-Ruiselede-Tielt-Wingene

Oproeping tot de kandidaten voor de aanstelling van een korpschef (m/v) voor het lokale politiekorps van de meergemeentezone Ardoie-Lichtervelde-Pittem-Ruiselede-Tielt-Wingene.

De korpschef van het lokale politiekorps wordt door de Koning in zijn functie aangewezen voor een éénmaal hernieuwbare termijn van vijf jaar, op gemotiveerde voordracht van de politieraad en na gemotiveerd advies van de procureur-generaal bij het hof van beroep en van de gouverneur, uit de door een selectiecommissie geschikt bevonden kandidaten.

Voorwaarden :

ten minste dertig jaar oud zijn of een dienstanciënniteit hebben als officier of in de graad die vereist is om zich kandidaat te stellen;

de leeftijd van zestig jaar niet overschreden hebben;

in de loop van de vijf jaar die de indiening van de kandidaturen voorafgaat, niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een eind-evaluatie met vermelding « onvoldoende », noch een niet-uitgewiste tuchtstraf hebben opgelopen;

titularis zijn bij één van de algemene politiediensten van één van de volgende graden :

1. voor wat de gemeentepolitie betreft :

(hoofd)commissaris-korpschef; commissaris; adjunct-commissaris; adjunct-commissaris-inspecteur; adjunct-commissaris-hoofdinspecteur; brigadecommissaris; hoofdveldwachter;

2. voor wat de rijkswacht betreft :

adjutant en adjutant-chef die de commandotoelage ontvangt, bedoeld in artikel 29, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende het geldelijk statuut van de leden van de rijkswacht;

luitenant; kapitein; kapitein-commandant; majoor; luitenant-kolonel; kolonel; generaal-majoor; luitenant-generaal;

3. voor wat de gerechtelijke politie bij de parketten betreft :

gerechtelijk inspecteur en gerechtelijk afdelingsinspecteur, laureaat van het examen voor commissaris, zitting 1999;

gerechtelijk commissaris; gerechtelijk afdelingscommissaris; hoofd-commissaris; adjunct-commissaris-generaal; commissaris-generaal.

De personen wiens kandidatuur weerhouden wordt, worden onder voogdij van Selor onderworpen aan een proef van het type « assessment center ». De geschikt geachte kandidaten worden gehoord door een selectiecommissie teneinde hun overeenstemming met het profiel te controleren.

Functieprofiel :

Zoals bepaald door de Minister van Binnenlandse Zaken en gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 29 december 2000 als bijlage van de omzendbrief ZPZ 11 betreffende de instelling van de lokale politie, bestuurlijke aspecten van 21 december 2000.

De kandidaturen moeten aangetekend verstuurd worden aan de heer M. Van Daele, burgemeester-voorzitter van het politiecollege, stadhuis, Tramstraat 2, te 8700 Tielt, binnen een termijn van zestien dagen volgend op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. De poststempel geldt als bewijs.

De kandidaturen moeten vergezeld zijn van volgende documenten :

een *curriculum vitae*;

een bondige uiteenzetting van de hoedanigheden en van de motive-ring van de kandidaat voor de uitoefening van de te begeven functie;

een uittreksel uit de geboorteakte;

de nodige officiële attesten waaruit blijkt dat aan de kwalificatie-vereisten zoals hoger omschreven werd voldaan inzake vereiste graad, evaluaties en afwezigheden van tuchtsancties. De gestelde voorwaarden moeten vervuld zijn op de laatste datum van indiening van de kandidaturen;

de telefoonnummers waarop de kandidaat bereikbaar is. (6349)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Sint-Katelijne-Waver

Het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Sint-Katelijne-Waver gaat over tot verschillende aanwervingen :

in contractueel dienstverband met een contract van onbepaalde duur :

twee voltijdse betrekkingen van schoonmaak(st)er voor de dienst thuiszorg (weddenschaal E1-E3);

in contractueel dienstverband met een contract voor twee jaar :

een voltijdse betrekking van boekhoud(st)er (weddenschaal B1-B2);

in statutair dienstverband :

een voltijdse betrekking van schoonmaak(st)er minder valide (weddenschaal E1-E3).

De kandidatuur voor deze betrekking dient ten laatste op 6 april 2001 aangetekend te worden verstuurd aan de voorzitter van het O.C.M.W., Wilsonstraat 28A, te 2860 Sint-Katelijne-Waver.

De benoemingsvoorwaarden, het inschrijvingsformulier en alle inlichtingen worden bekomen in het administratief centrum van het O.C.M.W., Wilsonstraat 28A, te 2860 Sint-Katelijne-Waver (tel. 015-31 31 35), elke werkdag van 9 tot 12 uur. (6350)

Gemeente Lubbeek

Aanwerving : vacantverklaring betrekking 3 politieagenten

Het gemeentebestuur van Lubbeek gaat over tot de aanwerving van 3 politieagenten.

De kandidaturen moeten voldoen aan de algemene en bijzondere aanwervings- en benoemingsvoorwaarden zoals bepaald in het gemeentelijk personeelsstatuut voor het veiligheidspersoneel.

De kandidaten die niet vrijgesteld zijn, leggen de lichamelijke, schriftelijke en psychologische bekwaamheids- en selectieproeven af in de gewestelijke en intercommunale politieschool te Brussel. De mondelinge proef wordt georganiseerd door het college van burgemeester en schepenen, op de wijze zoals voorzien in het administratief statuut voor het veiligheidspersoneel.

De minimumleeftijd bij indiensttreding is vastgesteld op 18 jaar, er is geen maximumleeftijd.

Er wordt voorzien in de aanleg van een wervingsreserve van drie jaar.

De kandidaturen, samen met een voor eensluidend verklaard afschrift van het diploma of studiegetuigschrift en het rijbewijs (minimum cat. B) en een bewijs van goed zedelijk gedrag (niet ouder dan drie maand), moeten aangetekend verzonden worden aan het college van burgemeester en schepenen, Gellenberg 16, te 3210 Lubbeek, uiterlijk op 27 maart 2001.

Meer inlichtingen zijn te bekomen bij de politiecommissaris Pieter Laenens, tel. 016-63 43 63. (6351)

**Actes judiciaires
et extraits de jugements**
**Gerechtigde akten
en uittreksels uit vonnissen**

Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek

*Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du canton de Fléron

Suite à la requête déposée le 14 février 2001, par ordonnance du juge de paix du canton de Fléron, rendue le 1^{er} mars 2001, Mme Pelegrini, Aida, née le 18 juillet 1918 à Miglianico, domiciliée rue La Brouck Cité 54, à 5870 Trooz, résidant Résidence du Bouhay, rue Pr. Malvoz 111, à 4020 Bressoux, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de : M. Paludi, Orlando, son fils, domicilié à Trooz, rue des Roches 25.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Joseph Leruth. (61935)

Suite à la requête déposée le 6 février 2001, par ordonnance du juge de paix du canton de Fléron, rendue le 1^{er} mars 2001, M. Folkowski, Karoli, né le 14 décembre 1979 à Mukingi (Rwanda), domicilié rue Promise 2, à 4610 Bellaire, résidant à la clinique Notre Dame des Anges, à 4000 Glain, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de : M. Swerts, Daniel, domicilié rue de Herstal 15, à 4680 Oupeye.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Joseph Leruth. (61936)

Justice de paix du canton de Fontaine-l'Évêque

Par ordonnance du juge de paix du canton de Fontaine-l'Évêque, en date du 5 mars 2001, la nommée Lefevre, Lucie, née à Fontaine-l'Évêque le 15 juillet 1910, domiciliée et résidant à 6142 Leernes, « Résidence Bertaux », rue Bertaux 22, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Ligny, Franz, retraité, rue Roger Desaise 1, 6110 Montigny-le-Tilleul.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Pierre Goens. (61937)

Justice de paix du canton de Grivegnée

Suite à la requête déposée le 6 mars 2001, par ordonnance du juge de paix du canton de Grivegnée (Liège), rendue le 8 mars 2001, Mme Thilmann, Alice, veuve Blaise, Emile, née le 4 juin 1915 à Liège, pensionnée, domiciliée rue E. Marcotty 49, à 4030 Grivegnée (Liège), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de : Me Houben, Marcel, avocat, dont les bureaux sont sis rue Vinève 32, à 4030 Grivegnée (Liège).

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Foges, Nicole. (61938)

Justice de paix du second canton de Huy

Conformément aux dispositions de la loi du 18 juillet 1991, par ordonnance de M. le juge de paix du second canton de Huy, rendue le 7 mars 2001, Me Mary Lacroix, avocat, à 4500 Ben-Ahin, place Jules Boland 5, a été désignée en qualité d'administrateur provisoire des biens de Mohr, Peter Francis, Belge, né le 18 janvier 1958 à Huy, célibataire, domicilié à 4520 Wanze, rue des Chardonnerets 1/4, incapable de gérer ses biens.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Duchaine, Marie Christine. (61939)

Justice de paix du premier canton de Huy

Suite à la requête déposée le 6 février 2001, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Huy, rendue le 5 mars 2001, M. Marc Sougnez-Luyckx, né à Liège le 22 juin 1966, ouvrier, marié, domicilié à Hermalle-sous-Huy, Cité Vandeweghe 50, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de : Me Collignon, Christine, avocate, domicilié rue Joseph Wauters 19, à 4540 Amay.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Gendebien-Gautot, Liliane. (61940)

Justice de paix du premier canton de Mons

Suite à la requête déposée le 13 février 2001, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Mons, rendue le 7 mars 2001, Mme Deborgher, Simone, née le 23 juillet 1913 à Lilles (France), pensionnée, veuve, domiciliée avenue des Guérites 12, à 7000 Mons, résidant Résidence Les Chartriers, rue des Chartriers 12, à 7000 Mons, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de : Me Decraux, Evelyne, avocat, domicilié rue Emile Vandervelde 104, 7033 Cuesmes.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Chatelle, Christian. (61941)

Justice de paix du premier canton de Namur

Par ordonnance du 7 mars 2001, de M. Philippe Jamart, juge de paix du premier canton de Namur, la nommée Passeniers, Jeanne, née le 9 mars 1923, résidant actuellement à Namur, avenue Albert 1^{er} 185, Centre Hospitalier Régional, domiciliée à Namur, chaussée de Marche 581, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Clerin, Bruno, avocat, boulevard de la Meuse 65, 5100 Jambes.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Michel Hernalsteen. (61942)

Par ordonnance du 7 mars 2001, de M. Philippe Jamart, juge de paix du premier canton de Namur, la nommée Lambert, Léa, née à Grand-Leez le 18 juin 1914, résidant actuellement à Namur, avenue Albert 1^{er} 185, Centre Hospitalier Régional, domiciliée à Grand-Leez, rue Del'Vaux 30, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Dasseleer, Victor, retraité, rue de Meux 34, Grand-Leez.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Michel Hernalsteen. (61943)

Par ordonnance du 7 mars 2001, de M. Philippe Jamart, juge de paix du premier canton de Namur, la nommée Hos, Christine, née à Saint-Servais le 22 juillet 1961, résidant actuellement à Namur, avenue Albert 1^{er} 185, Centre Hospitalier Régional, domiciliée à Saint-Servais, Plateau d'Hastedon, Résidence Hortensia 111, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Muller, Sophie, secrétaire de direction, avenue du Val Saint-Georges 95, 5000 Namur.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Michel Hernalsteen. (61944)

Justice de paix du canton de Pâturages

Suite à l'ordonnance du juge de paix du canton de Pâturages, rendue le 9 mars 2001, Mme Dieu, Nadine, domiciliée avenue Wauters 108, à 7340 Pâturages, a été déchargée de son mandat d'administrateur provisoire des biens de son père, M. Jean Léon Dieu, né à La Bouverie le 6 mai 1922, domicilié à Colfontaine, rue Joseph Wauters 65, décédé à Quaregnon le 10 février 2001.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Conet, Annie. (61945)

Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai, rendue le 12 mars 2001, Mme Demeuleneire, Sarah, née le 5 mars 1909 à Mater, domiciliée à 7520 Ramegnies-Chin, clos Belle Rive 8, résidant Résidence de Bailleul, place Abbé César Renard 11, à 7730 Bailleul, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'une administratrice provisoire, en la personne de : Me Vloeberghs, Martine, avocate, rue Rogier 45, à 7500 Tournai.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (61946)

Justice de paix du canton de Wavre

Par ordonnance du juge de paix du canton de Wavre, en date du 7 mars 2001, le nommé Desbeck, Jacques, domicilié à 1420 Braine-l'Alleud, rue Four 6, a été désigné administrateur provisoire des biens de : Desbeck, André, né à Lasne-Saint-Lambert le 22 décembre 1923, résidant actuellement et domicilié à Ottignies, résidence le Chenoy, avenue des Combattants 93.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) V. Smekens. (61947)

Vrederecht van het eerste kanton Antwerpen

Bij beschikking van de toegevoegd vrederechter van het eerste kanton Antwerpen, verleend op 8 maart 2001, werd Van Geldorp, Bart, geboren te Merksem op 21 augustus 1979, wonende te 2060 Antwerpen, Kerkstraat 103, verblijvende C.B.O. De Ploeg, Verhoevenlei 47, te 2930 Brasschaat, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : De Schryver, Yves, advocaat, met kantoor te 2018 Antwerpen-1, Peter Benoitstraat 32.

Antwerpen, 13 maart 2001.

De griffier, (get.) Braeken, Godelieve. (61948)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Antwerpen, verleend op 5 maart 2001, werd Michiels, Viviane, geboren te Mortsel op 1 december 1957, wonende te 2060 Antwerpen, Van Wesenbekestraat 76, opgenomen in de instelling Algemeen Centrum-ziekenhuis, Campus Stuivenberg, Lange Beeldekenstraat 267, te

2060 Antwerpen, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : De Schryver, Yves, advocaat, met kantoor te 2018 Antwerpen-1, Peter Benoitstraat 32.

Antwerpen, 13 maart 2001.

De griffier, (get.) Braeken, Godelieve. (61949)

Vrederecht van het kanton Nieuwpoort

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Nieuwpoort, verleend op 27 februari 2001, werd Ponnet, Hélène, geboren te Schaarbeek op 12 juli 1913, gepensioneerde, wonende te 8670 Koksijde, Koninklijke Baan 308/GV1, opgenomen in de instelling K.E.I., Dewittelaan 1, te 8670 Koksijde, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Desmyter, Christel, advocaat, wonende te 8630 Veurne, Astridlaan 2A.

Nieuwpoort, 13 maart 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Candaele, Hugo. (61950)

Vrederecht van het eerste kanton Oostende

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Oostende, verleend op 5 maart 2001, werd Cattellion, Roger, geboren op 18 juli 1941, wonende te 8450 Bredene, Maria Duyne, Klemkerkestraat 4, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Sercu, Ivan, advocaat, wonende te 8400 Oostende, Torhoutsesteenweg 206.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 19 februari 2001.

Oostende, 5 maart 2001.

De griffier, (get.) Deleu, Marc. (61951)

Vrederecht van het tweede kanton Sint-Niklaas

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Sint-Niklaas, verleend op 13 maart 2001, werd het voorlopig bewind over Pedemonte, Marina, geboren op 3 december 1960, wonende te 9100 Nieuwkerken (Sint-Niklaas), Meesterstraat 1, bus 4, opgeheven en werd zij thans wel in staat verklaard om zelf haar goederen te beheren.

Sint-Niklaas, 13 maart 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Staut, Hilde. (61952)

Vrederecht van het tweede kanton Turnhout

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Turnhout, verleend op 13 maart 2001, werd Matheus, Irena Maria, geboren te Oud-Turnhout op 26 oktober 1920, gepensioneerde, wonende te 2380 Ravels, Bigalstraat 1, verblijvende R.V.T. Onze-Lieve-Vrouw der Kempen, O.L.-Vrouwstraat 3, te 2380 Ravels, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mercelis, Victor Jozef Maria, geboren te Antwerpen op 10 februari 1950, advocaat, wonende te 2300 Turnhout, Warandestraat 53.

Turnhout, 13 maart 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Van Gorp, Sylvain. (61953)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Turnhout, verleend op 13 maart 2001, werd Willems, Louisa Maria, weduwe van Carolus Van Loon, geboren te Beverloo op 12 maart 1930, gepensioneerde, wonende te 2381 Weelde, Hegge 21, verblijvende Home O.L.-Vrouw der Kempen, Onze-Lieve-Vrouwstraat 3, te 2380 Ravels, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Van Loon, Ferdinand Alfons, geboren te Turnhout op 24 november 1954, bediende, gehuwd met Lea Maria Petronella Van Dun, geboren te Turnhout op 19 oktober 1955, wonende te 2330 Merksplas, Kerkenakker 6.

Turnhout, 13 maart 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Van Gorp, Sylvain. (61954)

Vrederecht van het kanton Zelzate

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zelzate, verleend op 6 maart 2001, werd Bruggeman, Bianca, geboren te Eeklo op 29 juni 1978, voorheen wonende te Assenede, thans te Eeklo, Jan Breydelstraat 14, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: advocaat Frans Vervae, Zilverstraat 2, te 9900 Eeklo.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) K. Ries-sauw. (61955)

*Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind*

Justice de paix du canton d'Auderghem

Par ordonnance du juge de paix faisant fonction du canton d'Auderghem, du 9 mars 2001, il sera mis fin à la mission de Me Stéphane Goethals, avocat à 1200 Bruxelles, avenue Lambeau 146, désigné par ordonnance du 9 décembre 1994, comme administrateur provisoire des biens de Mme Paul, Nicole, née le 13 novembre 1945 à Hoeilaart, domiciliée Dries 60, à 1170 Bruxelles, et ce à la date du 31 mars 2001.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Vandendrienen, A. (61956)

Justice de paix du canton de Fontaine-l'Évêque

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Fontaine-l'Évêque, en date du 13 mars 2001, il a été mis fin au mandat de Me Jean Halbreck, avocat, dont le cabinet est établi à 6540 Lobbes, rue de l'Abbaye 26, en sa qualité d'administrateur provisoire de Mme Sal, Rosa, née à Moreira Luga (Espagne) le 10 avril 1914, domiciliée à 6183 Trazegnies, rue de Pont-à-Celles 97, et y décédée le 17 février 2001.

Fontaine-l'Évêque, le 13 mars 2001.

Pour extrait conforme: le greffier, (signé) F. Bastien. (61957)

Justice de paix du canton de Merbes-le-Château

Par ordonnance du juge de paix du canton de Merbes-le-Château, en date du 7 mars 2001, il a été mis fin au mandat de M. Freddy Marisse, monteur, domicilié à 1082 Bruxelles, rue Georges Remy 4, en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de: Vandepuut, Marguerite, domiciliée à 6560 Solre-sur-Sambre, route de Mons 128, mais résidant en son vivant à 6560 Erquelinnes, maison de repos du C.P.A.S., rue du Quartier 3.

Suite au décès de la personne protégée, conformément à l'extrait d'acte de décès de la commune de Erquelinnes, en date du 12 décembre 1999.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint principal, (signé) Françoise Gobert. (61958)

Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai en date du 9 mars 2001, il a été constaté que la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 4 octobre 1999, a pris fin en cause de Mlle Demoulin, Vanessa, née le 28 février 1981 à Ath, domiciliée à 7500 Tournai, rue des Augustins 16/16.

Par conséquence, après dépôt d'un rapport de gestion, il a été mis fin à la mission de son administrateur provisoire: Me Jean-Philippe Pochart, avocat à Tournai, rue Childéric 47, à 7500 Tournai.

Pour extrait conforme: le greffier, (signé) Nadine Morel. (61959)

Vrederecht van het kanton Beringen

Bij beschikking van Mevr. de vrederechter van het kanton Beringen, Mevr. Huysmans, Chris, verleend op 9 maart 2001, werd een einde gesteld aan de opdracht van de heer Rowies, Joseph, advocaat, kantoorhoudende te 3580 Beringen, Kruisbaan 102, als voorlopig bewindvoerder aangesteld bij beschikking van 16 februari 2001, over: Mevr. Nicasy, Maria Stephania Gerarda, geboren te Vorst-Laakdal op 19 april 1914, verblijvende en gedomicilieerd te 3550 Heusden-Zolder, Ringlaan 40-42, Rusthuis De Bloemelingen, en dit ingevolge het overlijden van de beschermde persoon op 23 februari 2001 te Heusden-Zolder.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Goris, M. (61960)

Bij beschikking van Mevr. de vrederechter van het kanton Beringen, Huysmans, Chris, verleend op 9 maart 2001, werd een einde gesteld aan de opdracht van de heer Verheyen, Joost, advocaat, kantoorhoudende te 3580 Beringen, Brouwersstraat 2, als voorlopig bewindvoerder aangesteld bij beschikking van 28 juli 1998 over Van Schoor, Sofie, geboren te Boom op 30 juni 1980, vroeger verblijvende Heuvelstraat 58, te 3970 Leopoldsburg, thans gedomicilieerd te 2200 Herentals, Begijnenstraat 1E.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Goris, M. (61961)

Vrederecht van het zesde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 12 maart 2001, werd een einde gesteld aan de opdracht van Maegherman, Kurt, wonende te 9052 Zwijnaarde (Gent), Vier-Gekroondenstraat 19, als voorlopig bewindvoerder over Leys, Helena, geboren te Gent op 13 mei 1946, wonende en verblijvende te 9051 Gent (Sint-Denijs-Westrem), Rustoord Zonnehove, Loofblommestraat 4, overleden op 10 februari 2001.

Gent, 13 maart 2001.

Voor eensluidend afschrift: de hoofdgriffier, (get.) R. Hantson. (61962)

Vrederecht van het zevende kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het zevende kanton te Gent, verleend op 12 maart 2001, werd een einde gesteld aan de opdracht van Verstringhe, Annick, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Monterreystraat 16, als voorlopig bewindvoerder over Sterre, Angela Stephania, geboren te Gent op 21 februari 1921, gedomicilieerd te 9830 Sint-Martens-Latem, Nieuwe Weg 6, met huidige verblijfplaats in het Rust- en Verzorgingstehuis « De Lichtervelde », te 9810 Eke (Nazareth), De Lichterveldestraat 1, ingevolge het overlijden van de beschermde persoon op 14 oktober 2000 te Nazareth.

Gent, 13 maart 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de eerstaanwezende adjunct-griffier, (get.) M. Van hecke. (61963)

Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder

Justice de paix du canton de Visé

Suite à la requête déposée le 16 février 2001, par ordonnance du juge de paix du canton de Visé rendue le 1^{er} mars 2001, M. Louis Houbiers, domicilié quai de l'Ourthe 39, à 4020 Liège, a été déchargé de sa mission d'administrateur provisoire de Mme Flore Houbiers, résidant à la maison de repos « Le Val Mosan », rue Grétry 172, à 4020 Liège, laquelle a été pourvue d'un nouvel administrateur provisoire en la personne de Me Voisin, Christian, avocat, quai de la Dérivation 53-052, à 4020 Liège.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Galasse, (61964)
Roger.

Avis rectificatif

Justice de paix du canton de Seneffe

Par ordonnance du 13 mars 2001, prononcée par le juge de paix du canton de Seneffe, siégeant en chambre du conseil, l'erreur matérielle contenue dans l'ordonnance rendue le 8 décembre 2000 a été rectifiée en ce sens qu'il s'agit de « Vercauteren, Gilbert, né à Houdeng-Aimeries le 25 août 1939 » et non « le 25 mai 1939 ».

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Desomberg, (61965)
Jeanine.

**Publication prescrite par l'article 793
du Code civil**

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek**

Acceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving

Tribunal de première instance de Liège

L'an deux mille un, le treize mars, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu :

Hennard, Lucrèce, née à Liège le 29 octobre 1966, domiciliée à Liège, rue Raikem 15, agissant en nom personnel et en outre porteuse d'une procuration authentique passée devant Me Olivier Casters, notaire à Saint-Nicolas, qui restera annexée au présent acte, pour et au nom de :

Hennard, Arnaud, né à Liège, le 26 septembre 1972, domicilié à Columbia, Caroline du Sud (Etats-Unis), SC 29201 Lindsay Street 3030.

Laquelle comparante a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de :

Schrijnemakers, Viviane Jeannine Joséphine, née à Herstal le 28 mars 1843, de son vivant domiciliée à Liège-2, quai de Gaulle 26/92, et décédée le 14 février 2001, à Liège.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, la comparante déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Olivier Casters, notaire à Saint-Nicolas (Liège), rue Saint-Nicolas 47.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier, chef de service, (signature illisible). (6352)

L'an deux mille un, le treize mars, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu :

Me Pierre Poismans, notaire à Saint-Georges-sur-Meuse, boulevard des Combattants 33, porteur d'une procuration sous seing privé qui restera annexée au présent acte pour et au nom de :

Legrand, Brigitte, née à Liège le 15 avril 1965, agissant en sa qualité de mère et tutrice légale de ses enfants mineurs d'âge :

Dernier, Maxime, né à Liège le 14 septembre 1993;

Dernier, Caroline, née à Liège le 7 juillet 1997,

tous domiciliés à Grâce-Hollogne, rue du Onze Novembre 54.

Et en vertu d'une délibération du conseil de famille qui s'est tenu par-devant Mme le juge de paix suppléant du canton de Grâce-Hollogne, en date du 22 décembre 2000, délibération qui est produite en photocopie et qui restera annexée au présent acte.

Lequel comparant a déclaré ès qualités, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de :

Dernier, Marc, né à Liège le 21 décembre 1967, de son vivant domicilié à Grâce-Hollogne, rue du Onze Novembre 54, et décédé le 4 octobre 2000, à Jalhay.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, le comparant déclare faire élection de domicile en son étude à Saint-Georges-sur-Meuse, boulevard des Combattants 33.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier, chef de service, (signature illisible). (6353)

L'an deux mille un, le treize mars, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu :

Me Pierre Poismans, notaire à Saint-Georges-sur-Meuse, boulevard des Combattants 33, porteur d'une procuration sous seing privé qui restera annexée au présent acte pour et au nom de :

Collette, Sébastien, né à Saint-Nicolas le 13 mai 1981, domicilié à Saint-Georges-sur-Meuse, rue Joseph Wauters 61;

Maniquet, Michèle, née à Huy le 24 février 1958, agissant en sa qualité de mère et tutrice légale de son enfant mineur d'âge :

Colette, Geoffrey, né à Saint-Nicolas le 4 avril 1990, domicilié avec sa mère à Grâce-Hollogne, rue Haute Claire 84.

Et en vertu d'une délibération du conseil de famille qui s'est tenu par-devant Mme le juge de paix du canton de Fexhe-Slins, en date du 21 décembre 2000, délibération qui est produite en photocopie et qui restera annexée au présent acte.

Lequel comparant a déclaré ès qualités, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de :

Collette, Joël, né à Grâce-Berleur le 9 juillet 1955, de son vivant domicilié à Rocourt, rue de Lantin 111/21, et décédé le 20 novembre 2000, à Liège.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, le comparant déclare faire élection de domicile en son étude à Saint-Georges-sur-Meuse, boulevard des Combattants 33.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier, chef de service, (signature illisible). (6354)

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, op 1 februari 2001, heb ik, ondergetekende, Mr. Ivan Sercu, advocaat te Oostende, Torhoutsesteenweg 206, in mijn hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder over de heer Mouton, Herman, geboren te Brugge op 25 juli 1937, thans verblijvende te Oostende, Kapucijnestraat 27 (Home Ensor), daartoe aangesteld bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Oostende, van 11 oktober 1999;

verklaart, handelend in mijn gezegde hoedanigheid, en gemachtigd krachtens beschikking van de vrederechter van het eerste kanton te Oostende, van 24 november 2000, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Mevr. Mouton, Martha Maria, geboren te Assebroek op 1 februari 1915, laatst wonend te Bredene, Kapellestraat 251, weduwe van de heer René De Bruyne, en overleden te Blankenberge op 9 september 2000.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen vanaf de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van notaris Bart van Opstal, notaris te Oostende, Vindictivelaan 8.

Oostende, 7 februari 2001.

(Get.) Ivan Sercu, advocaat. (6355)

Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 13 maart 2001, heeft Mevr. Spanoghe, Linda, wonende te 9200 Dendermonde, Perrebroekstraat 23, handelend in haar hoedanigheid van wettelijke voogdes over haar broer die in staat van verlengde minderjarigheid werd gesteld bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, d.d. 19 april 1995, zijnde :

Spanoghe, François Caroline, geboren te Grembergen op 22 maart 1946, wonende te 9200 Dendermonde, Perrebroekstraat 23.

Verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Spanoghe, Alphonsus Cesar, geboren te Zele op 19 oktober 1919, in leven laatst wonende te 9200 Dendermonde, Tuinlaan 23, en overleden te Dendermonde op 2 februari 2001.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr. Janssens, notaris, ter standplaats Sint-Lievens-Houtem, Marktplein.

Dendermonde, 13 maart 2001.

De adjunct-griffier, (get.) A. Vermeire. (6356)

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 13 maart 2001, heeft de heer Elewaut, André, wonende te 9111 Belsele (Sint-Niklaas), Lokersebaan 42, handelend in zijn hoedanigheid van voorlopige bewindvoerder, hiertoe aangesteld bij beschikking d.d. 1 september 1995, van de vrederechter van het tweede kanton Sint-Niklaas, over de beschermde persoon, zijnde :

Elewaut, Robert, geboren te Belsele op 10 april 1940, wonende en verblijvende te 9111 Belsele (Sint-Niklaas), Lokersebaan 44.

Verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Laureys, Maria Coleta, geboren te Waasmunster op 3 november 1911, in leven laatst wonende te 9100 Sint-Niklaas, Lokerse Baan 44, en overleden te Sint-Niklaas op 29 maart 2000.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr. D. Van Der Verbert, notaris, ter standplaats 2018 Antwerpen, Van Eycklei 20.

Dendermonde, 13 maart 2001.

De adjunct-griffier, (get.) A. Vermeire. (6357)

Rechtbank van eerste aanleg te Brugge

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, op 12 maart 2001, heeft An Leys, wonende te 8200 Sint-Andries, Robrecht van Vlaanderenlaan 75, teneinde dezer woonst kiezend op het kantoor van Mr. Henry Van Caillie, notaris te 8000 Brugge, Lauwerstraat 27, handelend als gevolmachtigde van :

Cappon, Annick Herman Marie, geboren te Brugge op 20 maart 1957, wonende te 8310 Assebroek, Rozenstraat 50/3, handelend in eigen naam en in haar hoedanigheid van moeder wettige voogdes, over de persoon en de goederen van de bij haar wonende minderjarige kinderen :

A. Lindskog, Evelyn Jean Rosette, geboren te Brugge op 15 december 1992;

B. Lindskog, Isabelle Jean Rosette, geboren te Brugge op 18 oktober 1995;

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Lindskog, Lars Ingemar, geboren te Backa (Göteborg/Zweden) op 24 april 1955, in leven laatst wonende te 8000 Brugge, Hoedenmakersstraat 18, studio 11, en overleden te Brugge op 25 januari 2001.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van notaris Henry Van Caillie, voornoemd.

Brugge, 12 maart 2001.

De hoofdgriffier, (get.) G. De Zutter. (6358)

Rechtbank van eerste aanleg te Mechelen

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen op 13 maart 2001, hebben :

Genonceaux, Robert Roland, geboren te Fays-les-Veneurs op 5 september 1941, wonende te 6700 Arlon, rue des Martyrs 54;

Genonceaux, Joris Yvon Paul, geboren te Arlon op 28 juli 1974, wonende te 1190 Forest, chaussée d'Alseberg 220/4;

Genonceaux, Olivia Ghislaine Joséphine, geboren te Arlon op 23 december 1971, wonende te 6700 Arlon, rue des Martyrs 54;

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Boulanger, Monique Alphonsine Lodoiska, geboren te Paliseul op 23 mei 1950, in leven laatst wonende te 2800 Mechelen, Slachthuislaan 6, en overleden te Brussel op 20 februari 2001.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen vanaf de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. Colin, Robert, notaris, met standplaats te 7170 Manage, rue Brichant 10.

Mechelen, 13 maart 2001.

De griffier, (get.) A. Meynaerts. (6359)

Rechtbank van eerste aanleg te Leuven

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, op 13 maart 2001, hebben Meeus, Jean-Pierre Victor, geboren te Verrijck op 15 april 1955, en Meeus, Leentje, geboren te Leuven op 23 november 1982; beide mensen wonende te Boutersem, Kerkweg 27, verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Vanden Heuvel, Fernande Madeleine, geboren te Leuven op 9 december 1954, in leven laatst wonende te 3370 Boutersem, Leuvensesteenweg 375, en overleden te Leuven op 30 januari 2001.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. Joz Werckx, notaris te Leuven (Kessel-Lo), Baron August de Becker-Remyplein 61.

Leuven, 13 maart 2001.

De adjunct-griffier, (get.) K. Grisez. (6360)

Concordat judiciaire – Gerechtelijk akkoord

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du 26 février 2001, le tribunal de commerce de Nivelles a ordonné la fin du sursis provisoire octroyé à M. Lamby, Charles, né le 30 juillet 1959, exerçant l'activité de transporteur routier de marchandises sous la dénomination Charlie Service, R.C. Nivelles 76803, domicilié à 1410 Waterloo, allée des Cigales 23, T.V.A. 775.141.648.

Pour extrait conforme : la greffière, (signé) M.P. Leleux. (6361)

Faillite – Faillissement

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 5 mars 2001 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la société coopérative à responsabilité limitée et solidaire Marsso, ayant son siège social à 1000 Bruxelles, rue du Finistère 12, R.C. Bruxelles 614866, T.V.A. inconnue.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Roland Dupont, rue de l'Industrie 42, bte 2, 1040 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 avril 2001, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Roland Dupont.

(Pro deo) (6362)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 5 maart 2001 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de coöperatieve vennootschap met onbeperkte en hoofdelijke aansprakelijkheid Marso, met maatschappelijke zetel te Brussel, Finisterraestraat 12, H.R. Brussel 614866, BTW onbekend.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Roland Dupont, Nijverheidsstraat 42, 1040 Brussel, advocaat te Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 april 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Roland Dupont.

(Pro deo) (6362)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 5 mars 2001 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.A. Marco Polo Jewelry Image Application, ayant son siège social à Ixelles, rue Léon Cuissez 37, R.C. Bruxelles 621299, T.V.A. inconnue.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Roland Dupont, rue de l'Industrie 42, bte 2, 1040 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 avril 2001, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Roland Dupont.

(Pro deo) (6363)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 5 maart 2001 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de N.V. Marco Polo Jewelry Image Application, met maatschappelijke zetel te Elsene, Léon Cuissezstraat 37, H.R. Brussel 621299, BTW onbekend.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Roland Dupont, Nijverheidsstraat 42, 1040 Brussel, advocaat te Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 april 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Roland Dupont.

(Pro deo) (6363)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 5 mars 2001 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.A. American Energy Operations, ayant son siège social à Ixelles, avenue Louise 65/11, R.C. Bruxelles 574250, T.V.A. 448.891.254.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Roland Dupont, rue de l'Industrie 42, bte 2, 1040 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 avril 2001, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Roland Dupont.

(Pro deo) (6364)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 5 maart 2001 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de N.V. American Energy Operations, met maatschappelijke zetel te Elsene, Louizalaan 65/11, H.R. Brussel 574250, BTW 448.891.254.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Roland Dupont, Nijverheidsstraat 42, 1040 Brussel, advocaat te Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 april 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Roland Dupont.

(Pro deo) (6364)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 5 mars 2001 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Garage Dierickx & fils, ayant son siège social à Schaerbeek, avenue Huart Hamoir 43, R.C. Bruxelles 455759, T.V.A. 424.969.569.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Roland Dupont, rue de l'Industrie 42, bte 2, 1040 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 avril 2001, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Roland Dupont.

(Pro deo) (6365)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 5 maart 2001 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. Garage Dierickx & fils, met maatschappelijke zetel te Schaarbeek, Huart Hamoirlaan 43, H.R. Brussel 455759, BTW 424.969.569.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Roland Dupont, Nijverheidsstraat 42, 1040 Brussel, advocaat te Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 april 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Roland Dupont.

(Pro deo) (6365)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 5 mars 2001 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de M. Richiusa, Giovanni, faisant commerce place du Château 3, à Ixelles, R.C. Bruxelles 470798, T.V.A. 554.611.455.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Roland Dupont, rue de l'Industrie 42, bte 2, 1040 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 avril 2001, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Roland Dupont.

(Pro deo) (6366)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 5 maart 2001 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de heer Richiusa, Giovanni, handeldrijvend te Elsene, Kasteleinsplein 3, H.R. Brussel 470798, BTW 554.611.455.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Roland Dupont, Nijverheidsstraat 42, 1040 Brussel, advocaat te Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 april 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Roland Dupont.

(Pro deo) (6366)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 5 mars 2001 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Debruyne père & fils, ayant son siège social à Jette, rue Tilmont 4B, R.C. Bruxelles 162667, T.V.A. 405.825.135.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Roland Dupont, rue de l'Industrie 42, bte 2, 1040 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 avril 2001, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Roland Dupont.

(Pro deo) (6367)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 5 maart 2001 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Debruyne père & fils, met maatschappelijke zetel te Jette, Tilmontstraat 4B, H.R. Brussel 162667, BTW 405.825.135.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Roland Dupont, Nijverheidsstraat 42, 1040 Brussel, advocaat te Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 april 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Roland Dupont.

(Pro deo) (6367)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par un jugement du 9 mars 2001 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Rau, dont le siège social est sis à 1060 Bruxelles, chaussée de Waterloo 345, R.C. Bruxelles 573894, T.V.A. 451.061.480, activité commerciale principale : commerce en gros de produits informatiques.

Juge-commissaire : M. Alain-Michel Hansez.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 avril 2001, à 14 heures, à la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum.

(Pro deo) (6368)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 9 maart 2001 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de B.V.B.A. Rau, met maatschappelijke zetel te 1060 Brussel, Waterlooosteenweg 345, H.R. Brussel 573894, BTW 451.061.480, voornaamste handelsactiviteit : groothandel van informaticaproducten.

Rechter-commissaris : de heer Alain-Michel Hansez.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 april 2001, te 14 uur, in zaal A.

De curator, (get.) A. Baum. (Pro deo) (6368)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par un jugement du 9 mars 2001 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Eurofiscal, dont le siège social est sis à 1050 Bruxelles, rue des Egyptiens 17, R.C. Bruxelles 560871, T.V.A. 448.082.986, activité commerciale principale : bureau d'étude.

Juge-commissaire : M. Alain-Michel Hansez.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 avril 2001, à 14 heures, à la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum. (Pro deo) (6369)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 9 maart 2001 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de B.V.B.A. Eurofiscal, met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel, Egyptenarenstraat 17, H.R. Brussel 560871, BTW 448.082.986, voornaamste handelsactiviteit : studie bureau.

Rechter-commissaris : de heer Alain-Michel Hansez.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 april 2001, te 14 uur, in zaal A.

De curator, (get.) A. Baum. (Pro deo) (6369)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par un jugement du 9 mars 2001 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Brooksol, dont le siège social est sis à 1020 Bruxelles, avenue de la Reine 250, R.C. Bruxelles 509397, T.V.A. 435.300.069, activité commerciale principale : transport et remail.

Juge-commissaire : M. Alain-Michel Hansez.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 avril 2001, à 14 heures, à la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum. (6370)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 9 maart 2001 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de N.V. Brooksol, met maatschappelijke zetel te 1020 Brussel, Koninginstraat 250, H.R. Brussel 509397, BTW 435.300.069, voornaamste handelsactiviteit : vervoer en remail.

Rechter-commissaris : de heer Alain-Michel Hansez.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 april 2001, te 14 uur, in zaal A.

De curator, (get.) A. Baum. (6370)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par un jugement du 9 mars 2001 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. G-Prisme, dont le siège social est sis à 1200 Bruxelles, boulevard Brand Whitlock 126, R.C. Bruxelles 581606, T.V.A. 452.281.997, activité commerciale principale : comptabilité.

Juge-commissaire : M. Alain-Michel Hansez.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 avril 2001, à 14 heures, à la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum. (Pro deo) (6371)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 9 maart 2001 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de N.V. G-Prisme, met maatschappelijke zetel te 1200 Brussel, Brand Whitlocklaan 126, H.R. Brussel 581606, BTW 452.281.997, voornaamste handelsactiviteit : boekhouding.

Rechter-commissaris : de heer Alain-Michel Hansez.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 april 2001, te 14 uur, in zaal A.

De curator, (get.) A. Baum. (Pro deo) (6371)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 7 mars 2001 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Euro-Images-Productions, ayant son siège social à 1050 Bruxelles, avenue Louise 50, R.C. Bruxelles 591835, T.V.A. 455.121.525, activité commerciale principale : édition.

Juge-commissaire : M. Francis Wiser.

Curateur : Me Alain Goldschmidt, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 avril 2001, à 14 heures, en la salle A du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Alain Goldschmidt.

(Pro deo) (6372)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 7 maart 2001 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de N.V. Euro-Images-Productions, met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel, Louizalaan 50, H.R. Brussel 591835, BTW 455.121.525, voornaamste handelsactiviteit : uitgeverij.

Rechter-commissaris : de heer Francis Wiser.

Curator : Mr. Alain Goldschmidt, Terhulpesteenweg 187, 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd om de verklaring van hun schuldvordering te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 april 2001, te 14 uur, in zaal A van de rechtbank van koophandel te Brussel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Alain Goldschmidt.

(Pro deo) (6372)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 12 mars 2001 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la société coopérative Les Diplomates A, dont le siège social est établi à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, rue de la Pacification 7, R.C. Bruxelles 544844, T.V.A. 442.586.155, activité commerciale : horeca.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Charles Walhin, avocat, rue de Suisse 35, à 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 25 avril 2001, à 14 heures, à la salle A du tribunal de commerce de Bruxelles, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) C. Walhin.

(Pro deo) (6373)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 12 maart 2001 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de samenwerkende vennootschap Les Diplomates A, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1210 Sint-Joost-ten-Node, Pacificatiestraat 7, H.R. Brussel 544844, BTW 442.586.155, handelsactiviteit : horeca.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Charles Walhin, advocaat, Zwitserlandstraat 35, te 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 25 april 2001, te 14 uur, in zaal A van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) C. Walhin.

(Pro deo) (6373)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 12 mars 2001 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la société privée à responsabilité limitée Bureau Immobilier Gaubert, en abrégé : « B.I.G. », dont le siège social est établi à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, avenue Henri Pauwels 1, bte 8, R.C. Bruxelles 444840, T.V.A. 423.112.416, activité commerciale : affaires immobilières.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Charles Walhin, avocat, rue de Suisse 35, à 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 25 avril 2001, à 14 heures, à la salle A du tribunal de commerce de Bruxelles, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ch. Walhin.

(Pro deo) (6374)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 12 maart 2001 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Bureau Immobilier Gaubert, in het kort : « B.I.G. », waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, Henri Pauwelslaan 1, bus 8, H.R. Brussel 444840, BTW 423.112.416, handelsactiviteit : onroerende zaken.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Charles Walhin, advocaat, Zwitserlandstraat 35, te 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 25 april 2001, te 14 uur, in zaal A van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ch. Walhin.

(Pro deo) (6374)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 12 mars 2001 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la société anonyme Tradebar, dont le siège social est établi à 1050 Bruxelles, avenue Louise 283, bte 12, R.C. Bruxelles 467179, T.V.A. 426.928.078, activité commerciale : confection.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Charles Walhin, avocat, rue de Suisse 35, à 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 25 avril 2001, à 14 heures, à la salle A du tribunal de commerce de Bruxelles, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ch. Walhin.

(Pro deo) (6375)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 12 maart 2001 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de naamloze vennootschap Tradebar, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1050 Brussel, Louizalaan 283, bus 12, H.R. Brussel 467179, BTW 426.928.078, handelsactiviteit : kleding.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Charles Walhin, advocaat, Zwitserlandstraat 35, te 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 25 april 2001, te 14 uur, in zaal A van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ch. Walhin.

(Pro deo) (6375)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 12 mars 2001 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la société privée à responsabilité limitée K. Mobil, dont le siège social est établi à 1030 Schaerbeek, chaussée de Haecht 366, R.C. Bruxelles 637734, T.V.A. 466.756.080, activité commerciale : commerce de carburants.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Charles Walhin, avocat, rue de Suisse 35, à 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 25 avril 2001, à 14 heures, à la salle A du tribunal de commerce de Bruxelles, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ch. Walhin.

(Pro deo) (6376)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 12 maart 2001 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid K. Mobil, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1030 Schaerbeek, Haachtsesteenweg 366, H.R. Brussel 637734, BTW 466.756.080, handelsactiviteit : handel van brandstof.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Charles Walhin, advocaat, Zwitserlandstraat 35, te 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 25 april 2001, te 14 uur, in zaal A van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ch. Walhin.

(Pro deo) (6376)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 12 mars 2001 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de M. Jean-Claude Constant, né à Watermael-Boitsfort le 23 novembre 1962, domicilié à 1000 Bruxelles, rue des Chartreux 34, R.C. Bruxelles 623853, activité commerciale : débit de boissons.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Charles Walhin, avocat, rue de Suisse 35, à 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 25 avril 2001, à 14 heures, à la salle A du tribunal de commerce de Bruxelles, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ch. Walhin.

(Pro deo) (6377)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 12 maart 2001 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de heer Jean-Claude Constant, geboren te Watermaal-Bosvoorde op 23 november 1962, gehuisvest te 1000 Brussel, Kartuizersstraat 34, H.R. Brussel 623853, handelsactiviteit : drankgelegenheid.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Charles Walhin, advocaat, Zwitserlandstraat 35, te 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 25 april 2001, te 14 uur, in zaal A van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ch. Walhin.

(Pro deo) (6377)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 12 mars 2001 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la société privée à responsabilité limitée unipersonnelle B.V. Clean-Net, dont le siège social est établi à 1030 Schaerbeek, rue de la Constitution 16, R.C. Bruxelles 626269, T.V.A. 463.745.419, activité commerciale : entreprise de nettoyage.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Charles Walhin, avocat, rue de Suisse 35, à 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 25 avril 2001, à 14 heures, à la salle A du tribunal de commerce de Bruxelles, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ch. Walhin.

(Pro deo) (6378)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 12 maart 2001 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de eenpersoonsvennootschap met beperkte aansprakelijkheid B.V. Clean-Net, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1030 Schaerbeek, Grondwetstraat 16, H.R. Brussel 626269, BTW 463.745.419, handelsactiviteit : schoonmaakbedrijf.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Charles Walhin, advocaat, Zwitserlandstraat 35, te 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 25 april 2001, te 14 uur, in zaal A van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ch. Walhin.

(Pro deo) (6378)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 12 mars 2001 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la société anonyme Boutiques 2000, dont le siège social est établi à 1050 Bruxelles, avenue Louise 244, R.C. Bruxelles 480446, T.V.A. 428.704.168, activité commerciale : commerce d'articles de consommation.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Charles Walhin, avocat, rue de Suisse 35, à 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 25 avril 2001, à 14 heures, à la salle A du tribunal de commerce de Bruxelles, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ch. Walhin.

(Pro deo) (6379)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 12 maart 2001 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de naamloze vennootschap Boutiques 2000, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1050 Brussel, Louizalaan 244, H.R. Brussel 480446, BTW 428.704.168, handelsactiviteit : handel van verbruiksartikelen.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Charles Walhin, advocaat, Zwitserlandstraat 35, te 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 25 april 2001, te 14 uur, in zaal A van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ch. Walhin.

(Pro deo) (6379)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 7 mars 2001 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Etablissements Guillaume Smeesters, ayant son siège social à 1050 Bruxelles, chaussée de Waterloo 628, R.C. Bruxelles 10100, T.V.A. 403.408.647, activité commerciale principale : fabrication de pantoufles.

Juge-commissaire : M. Francis Wiser.

Curateur : Me Alain Goldschmidt, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 avril 2001, à 14 heures, en la salle A du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. Goldschmidt.

(Pro deo) (6380)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 7 maart 2001 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de B.V.B.A. Etablissements Guillaume Smeesters, met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel, Waterlooosesteenweg 628, H.R. Brussel 10100, BTW 403.408.647, voornaamste handelsactiviteit : pantoffelvervaardiging.

Rechter-commissaris : de heer Francis Wiser.

Curator : Mr. Alain Goldschmidt, Terhulpesteenweg 187, 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd om de verklaring van hun schuldvordering te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 april 2001, te 14 uur, in zaal A van de rechtbank van koophandel te Brussel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Alain Goldschmidt.

(Pro deo) (6380)

Tribunal de commerce d'Arlon

—

Par jugement rendu le 8 mars 2001, le tribunal de commerce d'Arlon a déclaré en faillite Louis, Christiane Victoire, domiciliée rue de la Résistance 16bis, à Mexy (France), ou ayant son siège Café de la Place, rue du Centre 38, à Athus, R.C. Arlon 21284, née le 21 mai 1948.

Cessation des paiements : 1^{er} décembre 2000.

Juge-commissaire : M. le juge consulaire Genin.

Curateur : Me C. Beaudine, avocat à Arlon, rue G. Kürth 75.

Déclaration des créances au greffe du tribunal de commerce d'Arlon, centre judiciaire, 1^{er} étage, place Schalbert, à 6700 Arlon, avant le 8 avril 2001.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances en l'auditoire du tribunal le 2 mai 2001, à 9 h 30 m.

Gratuité de la procédure.

Pour extrait conforme : (signé) C. Baudine, curateur.
(Pro deo) (6381)

Tribunal de commerce de Charleroi

—

Par jugement rendu le 6 mars 2001, le tribunal de commerce de Charleroi a déclaré closes les opérations de la faillite de Mme Yvette Delin, déclarée par jugement du tribunal de commerce de Charleroi, en date du 2 septembre 1997.

Le même jugement prononce l'excusabilité de Mme Yvette Delin.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jean Evaldre. (6382)

Par jugement du 26 février 2001, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a rapporté la faillite de la S.P.R.L. Les Cousins, déclarée par jugement du 25 septembre 2000.

Pour la S.P.R.L., son conseil : (signé) Pierre Jandrain. (6383)

Tribunal de commerce de Liège

—

Par jugement du 6 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la clôture de la faillite de la S.P.R.L. Société de Consultance en Informatique, en abrégé « SCIB », en liquidation, R.C. Liège 130803, chaussée de Tongres 492, à 4450 Juprelle, pour insuffisance d'actif.

Décharge est donnée au curateur de sa gestion.

La société est déclarée inexcusable.

Le curateur, (signé) Me Etienne Chartier, avocat, quai des Ardennes 7, 4020 Liège. (Pro deo) (6384)

Par jugement du 6 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la clôture de la faillite de M. François Tonglet, de nationalité belge, né à Ohey le 6 juillet 1962, domicilié à 4000 Liège, rue des Bégards 2, exploitant à la même adresse sous la dénomination « Le Jardin des Bégards », R.C. Liège 201518, pour absence d'actif.

Décharge est donnée au curateur de sa gestion.

Le failli est déclaré inexcusable.

Le curateur, (signé) Me Etienne Chartier, avocat, quai des Ardennes 7, 4020 Liège. (Pro deo) (6385)

Par jugement du 6 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la clôture de la faillite de la S.P.R.L. Home Osmose, R.C. Liège 198869, ayant son siège social à 4140 Sprimont, rue Ferrer 8B, pour absence d'actif.

Décharge est donnée au curateur de sa gestion.

Le failli est déclaré inexcusable.

Le curateur, (signé) Me Etienne Chartier, avocat, quai des Ardennes 7, 4020 Liège. (Pro deo) (6386)

Par jugement du 12 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur aveu, de la S.A. Myshop, R.C. Liège 204716, T.V.A. 466.225.649, ayant son siège social à 4000 Liège, place Ferrer 16, et son siège d'exploitation à 6870 Saint-Hubert, avenue des Chasseurs Ardennais 1, sous la dénomination « Spar », pour l'exploitation d'un commerce de détail à départements multiples, produits alimentaires et tabacs.

Date du début des opérations commerciales : le 19 avril 1999.

Juge-commissaire : M. Jacques Debande.

Procès-verbal de vérification des créances : le 24 avril 2001, de 9 h 30 m à 11 heures, au cabinet du greffier en chef, tribunal de commerce de Liège.

Les déclarations de créance doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce de Liège, palais de justice, de et à 4000 Liège, dans les trente jours à dater du jugement déclaratif de faillite.

Le curateur, (signé) Me E. Chartier, avocat, quai des Ardennes 7, 4020 Liège. (6387)

Par jugement du 12 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur aveu, la faillite de la S.A. Cotton Dream, en liquidation, établie et ayant son siège social à 4684 Oupeye (Haccourt), rue du Moulin 24, R.C. Liège 197446, avec date de début des opérations commerciales le 17 avril 1997, pour l'exploitation d'un commerce de gros, avec importation et exportation, en articles textiles assortis, en confection pour hommes, dames et enfants, T.V.A. 460.520.267.

Juge-commissaire : M. Jean François Grisard.

Date de clôture pour le dépôt des créances : le 12 avril 2001.

Clôture du procès-verbal de vérification de créance : le 24 avril 2001, cabinet du greffier en chef.

Le curateur, (signé) Me Alain Bodéus. (Pro deo) (6388)

Par jugement du 12 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur assignation, la faillite de M. Dethier, Norbert Joseph Eugène, Belge, né à Liège le 28 août 1937, domicilié à 4031 Angleur, rue de Chênée 12, R.C. Liège 177659, pour l'exploitation d'un débit de boissons et petite restauration à 4031 Liège (Angleur), place Jadouille 14, sous la dénomination « Cardiff », T.V.A. 603.844.596.

Le même jugement ordonne aux créanciers de faire au greffe la déclaration de leurs créances dans les trente jours à compter du présent jugement.

Juge-commissaire : M. J. Bollekens.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 24 avril 2001, à 9 h 30 m, au cabinet du greffier en chef du tribunal de commerce de Liège, palais de justice, 1^{er} étage, place Saint-Lambert, 4000 Liège.

Le curateur, (signé) Me Jean-Luc Paquot, avocat à 4000 Liège, avenue Blonden 33. (6389)

Par jugement du 6 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a clôturé la faillite de la S.P.R.L. Distri Awans, en liquidation, dont le siège social était établi Parc industriel des Hauts Sarts, 1^{re} avenue, bâtiment Memorex, à 4040 Herstal, et son siège d'exploitation route de Bruxelles 155, à 4340 Awans, sous la dénomination Mondial Salon, R.C. Liège 181242.

Ce jugement a clôturé la faillite pour absence d'actif.

La société faillie a été déclarée inexcusable.

Le curateur, (signé) Thierry Dessard, avocat, boulevard Piercot 33, 4000 Liège. (6390)

Par jugement du 6 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a clôturé la faillite de la S.C.R.L. Delsaux N. Partners, en liquidation, dont le siège social était établi rue de Plainevaux 359, à 4100 Seraing, R.C. Liège 163327, faillite déclarée par jugement du tribunal de commerce de Liège du 8 avril 1993.

Ce jugement a clôturé la faillite pour défaut d'actif.

La société faillie a été déclarée inexcusable.

Le curateur, (signé) Thierry Dessard, avocat, boulevard Piercot 33, 4000 Liège. (6391)

Par jugement du 5 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a déclaré la faillite, sur citation, de la S.P.R.L. La Diligence, ayant son siège social à 4000 Liège, quai de la Batte 33, R.C. Liège 180572, avec date du début des opérations commerciales le 9 juin 1992, pour l'exploitation d'un débit de boissons et petite restauration, T.V.A. 447.667.272.

Le juge-commissaire est M. André Close.

Le procès-verbal de vérification des créances sera clôturé le mardi 17 avril 2001, à 9 h 30 m, au cabinet du greffier en chef du tribunal de commerce, palais de justice, place Saint-Lambert, 1^{er} étage, à 4000 Liège.

Les déclarations de créances doivent être rentrées au greffe du tribunal de commerce dans les trente jours à compter du présent jugement, soit pour le 5 avril prochain au plus tard.

Le curateur, (signé) Me Adrien Absil, avocat à 4000 Liège, avenue Emile Digneffe 6. (Pro deo) (6392)

Par jugement du 6 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a déclaré close, pour absence d'actif, la faillite de la S.P.R.L. AAZ, ayant son siège social rue de la Justice 31, à 4680 Oupeye, R.C. Liège 184656, T.V.A. 450.806.609.

Décharge est donnée au curateur de sa gestion.

Le tribunal a déclaré la société faillie inexcusable.

Le curateur, (signé) Me Adrien Absil, avocat, avenue Emile Digneffe 6, à 4000 Liège. (6393)

Par jugement du 6 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a déclaré close, pour absence d'actif, la faillite de la S.C.R.L. Air SP, ayant son siège social Cargo Terminal Liège Airport, à 4460 Grâce-Hollogne, R.C. Liège 194430, T.V.A. 452.862.863.

Décharge est donnée au curateur de sa gestion.

Le tribunal a déclaré la société faillie inexcusable.

Le curateur, (signé) Me Adrien Absil, avocat, avenue Emile Digneffe 6, à 4000 Liège. (6394)

Par jugement du 6 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a déclaré close, pour absence d'actif, la faillite de la S.A. Amayfin, ayant son siège social avenue du Pré Aily s/n, à 4031 Angleur, et son siège d'exploitation avenue du Progrès 3, bte 5, à 4432 Alleur, R.C. Verviers 63215, non inscrit à Liège, T.V.A. 444.516.554.

Décharge est donnée au curateur de sa gestion.

Le tribunal a déclaré la société faillie inexcusable.

Le curateur, (signé) Me Adrien Absil, avocat, avenue Emile Digneffe 6, à 4000 Liège. (6395)

Par jugement du 6 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la clôture, pour absence d'actif, de la faillite de la S.A. Nouveaux Etablissements Vandevliedt, quai de Coronmeuse 28, à 4000 Liège, R.C. Liège 175174, T.V.A. 426.372.210, déclarée par jugement du même tribunal du 18 octobre 2000.

La société faillie est déclarée inexcusable.

Le curateur, (signé) Jean Caeymaex, avocat, quai Godefroid Kurth 12, à 4020 Liège. (6396)

Par jugement du 6 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la clôture, pour insuffisance d'actif, de la faillite de la S.P.R.L. J.C. Liégeois & C°, rue Aux Communes 28, à 4602 Cheratte, R.C. Liège 189509, T.V.A. 454.295.936, déclarée par jugement du même tribunal du 1^{er} mars 2000.

La société faillie est déclarée inexcusable.

Le curateur, (signé) Jean Caeymaex, avocat, quai Godefroid Kurth 12, à 4020 Liège. (6397)

Cour d'appel de Liège

Par arrêt du 9 mars 2001, la Cour d'appel de Liège a réformé le jugement du 8 octobre 1998, prononcé par tribunal de commerce d'Arlon, qui avait déclaré inexcusable le failli Bastin, Patrick, domicilié Grand-Rue 94, 6724 Rulles, R.C. Liège 20057.

L'arrêt déclare le failli excusable.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Marie-Christine Schumacker. (6398)

Tribunal de commerce de Huy

Par ordonnance rendue en date du 19 janvier 2001 par M. le président du tribunal de commerce de Huy, Mme Marina Fabbriotti, avocat à 4500 Huy, avenue du Hoyoux 4, a été désignée en qualité de liquidateur de la S.P.R.L. Cacu, dont le siège social est situé à 4540 Amay, chaussée Roosevelt 7/9, R.C. Huy 46022.

Les créanciers sont invités à faire parvenir leur déclaration de créance au liquidateur endéans le mois.

Pour extrait conforme : le liquidateur, (signé) M. Fabbriotti. (6399)

Tribunal de commerce de Mons

Par jugement du 12 mars 2001, le tribunal de commerce de Mons a déclaré en faillite, sur assignation, la S.C.R.L. Transports Roland, exerçant l'activité de transport routier de marchandises, dont le siège social est établi à 7060 Soignies, chaussée de Mons 18, R.C. Mons 118001, T.V.A. 436.536.721.

Curateur : Me Georges Ponchau, avocat à 7100 La Louvière, rue du Temple 52.

Dépôt des déclarations de créances pour le 11 avril 2001 au plus tard et clôture du procès-verbal de vérification des créances le 10 mai 2001, à 8 h 30 m, au tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons.

Le curateur, (signé) G. Ponchau. (Pro deo) (6400)

Par jugement du 12 mars 2001, le tribunal de commerce de Mons a déclaré en faillite, sur aveu, la S.P.R.L. DGA, dont le siège social est sis à 7100 La Louvière, rue Conreur 168, ayant exercé les activités de fabrication de produits de la boulangerie-pâtisserie, R.C. Mons 142277, T.V.A. 462.051.976.

Curateur : Me Georges Ponchau, avocat à 7100 La Louvière, rue du Temple 52.

Dépôts des déclarations de créances pour le 11 avril 2001 au plus tard et clôture du procès-verbal de vérification des créances le 10 mai 2001, à 8 h 30 m, au tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons.

Le curateur, (signé) G. Ponchau. (Pro deo) (6401)

Par jugement du 12 mars 2001, le tribunal de commerce de Mons a déclaré la faillite, sur assignation, de Target, société anonyme, en liquidation, dont le siège social est sis rue Malenroye 43, à 7334 Hautrage, ayant pour activité le commerce de gros de tous produits et appareils d'épuration d'air, R.C. Mons 129224, T.V.A. 447.291.249.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons, pour le 11 avril 2001.

La clôture du procès-verbal de déclaration des créances se tiendra le 9 mai 2001, à 8 h 30 m, en la salle des faillites du tribunal de commerce de Mons.

Curateur : Me Etienne Descamps, rue de l'Egalité 26, à 7390 Quaregnon.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) E. Descamps. (Pro deo) (6402)

Par jugement du 12 mars 2001, le tribunal de commerce de Mons a déclaré la faillite de S.A. PCC Immo, rue des Capucins 58, 7000 Mons, T.V.A. 450.358.330, exerçant les activités de gestion d'immeuble.

Juge-commissaire : M. Michel Lejeune.

Curateur : Me Etienne Francart, avocat, rue du Rossignol 6, 7000 Mons.

Les déclarations de créances doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce de Mons, palais de justice (extension), place du Parc 32, à 7000 Mons, avant le 11 avril 2001.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : 7 mai 2001.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) E. Francart. (Pro deo) (6403)

Tribunal de commerce de Namur

Par jugement du 8 mars 2001, le tribunal de commerce de Namur a déclaré la faillite de la S.P.R.L. Bourguignon, dont le siège social est établi à 5190 Jemeppe-sur-Sambre, chemin des Pelziats 2A, ayant pour activité principale le commerce de détail en tissus à usage vestimentaire, et la confection pour dames et enfants, R.C. Namur 62699, T.V.A. 443.043.887.

Le même jugement reporté à la date provisoire du 8 mars 2001, l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. Grafe, Philippe, juge consulaire.

Curateur : Me Gyselinx, Jean Marie, avenue Cardinal Mercier 29, 5000 Namur.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue du Collège 37, à Namur, dans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances à l'audience publique du 26 avril 2001, à 10 heures, au palais de justice de cette ville, 1^{er} étage.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) C. Lepage. (Pro deo) (6404)

Les créanciers admis au passif de la faillite de M. Etienne Loppe, né à Namur le 9 mai 1962, domicilié à Sambreville (Arsimont), rue du Gay 117, exerçant une activité de transporteur routier de marchandises, R.C. Namur 65404, faillite déclarée ouverte par un jugement prononcé par le tribunal de commerce de Namur en date du 15 avril 1993 sous la curatelle de Me Philippe Wery, avocat à Sambreville (Tamines), place Saint-Martin 9, sont convoqués à l'assemblée des créanciers le

26 mars 2001, à 14 h 30 m, au greffe du tribunal de commerce de Namur, rue du Collège 37, audit Namur, pour entendre le rapport sur l'état de la faillite, les résultats probables de la liquidation et pour formuler leur avis sur l'excusabilité du failli.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ph. Wery. (6405)

Tribunal de commerce de Tournai

Par jugement du lundi 28 juin 1999, la troisième chambre du tribunal de commerce de l'arrondissement judiciaire de Tournai a déclaré close, pour insuffisance d'actif, la faillite de M. Roger Van Wynmeersch, domicilié à Blaton, rue de Condé 108. Me P. Kensier, avocat au barreau de Tournai, a été déchargé de ses fonctions de curateur, et le juge consulaire Benoît Couplet de ses fonctions de juge-commissaire. M. Roger Van Wynmeersch a été déclaré inexcusable.

Le curateur, (signé) P. Kensier. (6406)

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis in datum van 13 maart 2001 is Kids Loft B.V.B.A., Prins Boudewijnlaan 100A, 2610 Wilrijk (Antwerpen), H.R. Antwerpen 257368, BTW 431.318.418, kleinhandel in geassorteerde textielwaren, kleding en schoeisel, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Van Bladel, Katrien.

Curator : Mr. Dupont, Dimitri, Louiza-Marialei 4, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 13 maart 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 12 april 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 mei 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Dupont, Dimitri. (Pro deo) (6407)

Bij vonnis in datum van 13 maart 2001 is Business Press B.V.B.A., in vereffening, Noorderlaan 98, bus 25, 2030 Antwerpen-3, bestaat enkel voor haar vereffening, H.R. Antwerpen 309614, BTW 455.051.546, op bekentenis, failliet verklaard en afgesloten bij ontoereikend actief zonder uitspraak te doen over een eventuele verschoonbaarheid.

Datum der staking van betaling : 13 maart 2001.

Geen aanstelling van een curator en een rechter-commissaris.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (Pro deo) (6408)

Bij vonnis in datum van 13 maart 2001 is PLC Europe N.V., Bredabaan 912, 2930 Brasschaat, H.R. Antwerpen 314245, BTW 456.991.744, groothandel in papier en karton voor verpakking, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Gelens, Carine.

Curatoren : Mr. Geerinckx, Herlinda, Sint-Augustinuslaan 3, 2610 Wilrijk (Antwerpen), en Mr. Elants, Anne-Marie, Wijnegembaan 41A, 2900 Schoten.

Datum van de staking van betaling : 13 maart 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 12 april 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 mei 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curatoren, Geerinckx, Herlinda, en Elants, Anne-Marie. (Pro deo) (6409)

Bij vonnis in datum van 13 maart 2001 is A Mano B.V.B.A., Katwilgweg 4, 2050 Antwerpen-5, H.R. Antwerpen 334039, BTW 459.472.964, tussenpersoon in de handel, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Valvekens, Leon.

Curator : Mr. De Leur, Karen, Frankrijklei 127, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 13 maart 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 12 april 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 mei 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, De Leur, Karen. (Pro deo) (6410)

Bij vonnis in datum van 13 maart 2001 is Le Magic B.V.B.A., Van Straelenstraat 19, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen nihil, BTW 464.082.939, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Muysshondt, Jozef Alfons.

Curator : Mr. De Ferm, Patrick, Ringlaan 138, 2170 Merksem (Antwerpen).

Datum van de staking van betaling : 13 maart 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 12 april 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 mei 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, De Ferm, Patrick. (Pro deo) (6411)

Bij vonnis in datum van 13 maart 2001 is Lambrechts, José Albert, geboren te Essen op 14 oktober 1953, wonende en handeldrijvende te 2140 Borgerhout, Koxplein 1, onder de benaming « Rent Collection », H.R. Antwerpen 310658, BTW 511.857.023, groothandel in radio-elektrische toestellen en materieel, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Eystraeten, Jean-Antoine.

Curator : Mr. Haaren, Anne-Marie, Peter Benoîtlaan 15, 2550 Kontich.

Datum van de staking van betaling : 13 maart 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 12 april 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 mei 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Haaren, Anne-Marie. (Pro deo) (6412)

Bij vonnis in datum van 13 maart 2001 is Killing Joke B.V.B.A., Sint-Damiaanstraat 25, 2160 Wommelgem, H.R. Antwerpen 321046, BTW 459.099.911, drankgelegenheden, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Govaert, Luc.

Curator : Mr. Greeve, Erik, Laarstraat 16C, 2610 Wilrijk (Antwerpen).

Datum van de staking van betaling : 13 maart 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 12 april 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 mei 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Greeve, Erik. (Pro deo) (6413)

Bij vonnis in datum van 13 maart 2001 is Pasta B.V.B.A., Kloosterstraat 155, 2180 Ekeren (Antwerpen), H.R. Antwerpen 286388, BTW 444.968.296, spijshuis, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Hendrickx, Hugo.

Curator : Mr. Hendrickx, Jean, Plantin en Moretuslei 12, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 13 maart 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 12 april 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 mei 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Hendrickx, Jean. (Pro deo) (6414)

Bij vonnis in datum van 13 maart 2001 is Delta Aerostatic B.V.B.A., Bellestraat 8, 2030 Antwerpen-3, H.R. Antwerpen 311476, BTW 455.609.691, uitbating van vliegtuigen voor handels- en nijverheidsdoeleinden, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Mys, Marc.

Curator : Mr. De Roy, Xavier, Schermersstraat 1, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 13 maart 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 12 april 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 mei 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, De Roy, Xavier. (Pro deo) (6415)

Bij vonnis in datum van 13 maart 2001 is All In Software, coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid « A.I.S. », Frans Beckersstraat 26, 2600 Berchem (Antwerpen), H.R. Antwerpen 283781, BTW 444.350.268, vervaardiging van kantoormachine, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Muysshondt, Jozef Alfons.

Curator : Mr. De Ferm, Patrick, Ringlaan 138, 2170 Merksem (Antwerpen).

Datum van de staking van betaling : 13 maart 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 12 april 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 mei 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, De Ferm, Patrick. (Pro deo) (6416)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van Rentit B.V.B.A., Lange Gasthuisstraat 28, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 325282, BTW 455.783.796, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Patroons, Kristiaan, Mechelsesteenweg 12, bus 8, 2000 Antwerpen-1. (Pro deo) (6417)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van Consul International Partners B.V.B.A., De Keyserlei 5, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 315012, BTW 456.975.116, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. De Roy, Xavier, Schermersstraat 1, 2000 Antwerpen-1. (6418)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van 'T Silveren Seepaerd B.V.B.A., Sint-Jacobsmarkt 19, bus 1, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 205174, BTW 416.166.523, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Kips, Marc, Elisabethlaan 60, 2600 Berchem (Antwerpen). (6419)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van Manon B.V.B.A., Suikerrui 21, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 323844, BTW 460.418.715, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Quanjard, Benjamin, Adm. De Boisotstraat 20,
2000 Antwerpen-1. (Pro deo) (6420)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van Vemor B.V.B.A., Fortbaan 72, 2160 Wommelgem, H.R. Antwerpen 331921, BTW 459.203.344, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Kips, Marc, Elisabethlaan 60, 2600 Berchem (Antwerpen). (6421)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van De Zingende Druif B.V.B.A., Ernest Van Dijckkaai 1-2, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 236584, BTW 424.332.636, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Vroman, Jean, Van Eycklei 20, bus 2, 2018 Antwerpen-1. (6422)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van A.V.D.T. B.V.B.A., in vereffening, Lerenveld 8, 2547 Lint, H.R. Antwerpen 298095, BTW 450.626.267, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Van Reempts, Bart, Vrijheidstraat 30-32,
2000 Antwerpen-1. (Pro deo) (6423)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van Bel Oil N.V., Offerandestraat 83, eerste verdieping, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 333302, BTW 460.036.455, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Cools, Veerle, Mechelsesteenweg 12, 6^e verdieping,
2000 Antwerpen-1. (Pro deo) (6424)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van Reds Belgium B.V.B.A., Plantin & Moretuslei 79, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen niet ingeschreven, BTW 434.501.602, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Cools, Veerle, Mechelsesteenweg 12, 6^e verdieping,
2000 Antwerpen-1. (Pro deo) (6425)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van Braco Montage B.V.B.A., Heistraat 283, 2610 Wilrijk (Antwerpen), H.R. Antwerpen 309664, BTW 454.904.165, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Elants, Anne-Marie, Wijnegembaan 41A,
2900 Schoten. (Pro deo) (6426)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van Professional Cleaning Goris, gewone commanditaire vennootschap, Lange Lobroekstraat 176, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 321596, BTW 460.145.432, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Heysse, Barbara, Kerkstraat 39, 2940 Stabroek.
(Pro deo) (6427)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van Belgische Arbitrage en Bemiddelingsorganisatie B.V.B.A., Kapellenboslei 3, 2950 Kapellen (Antwerpen), H.R. Antwerpen 334294, BTW 461.174.325, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Schoenaerts, Bruno, Amerikalei 31,
2000 Antwerpen-1. (Pro deo) (6428)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van Lorant Services, in vereffening, N.V., Trapstraat 17, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 266928, BTW 436.051.325, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Bosmans, Hendrik, Amerikalei 27, bus 8,
2000 Antwerpen-1. (Pro deo) (6429)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van Antwerp Catering Services B.V.B.A., Osystraat 53, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 317578, BTW 458.560.471, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Dupont, Dimitri, Louiza-Marialei 4,
2018 Antwerpen-1. (Pro deo) (6430)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van A.L. Beheer B.V.B.A., De Roest, D'Alkemadelaan 11, bus 23, 2600 Berchem (Antwerpen), H.R. Antwerpen 304491, BTW 453.187.562, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Elants, Anne-Marie, Wijnegembaan 41A,
2900 Schoten. (Pro deo) (6431)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van Gambrius C.V. met beperkte aansprakelijkheid, Baron Leroystraat 2, 2100 Deurne (Antwerpen), H.R. Antwerpen 284663, BTW 444.777.761, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Kips, Marc, Elisabethlaan 60, 2600 Berchem
(Antwerpen). (Pro deo) (6432)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van Sound Power Lease N.V., Frankrijklei 123A, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 306395, BTW 453.774.512, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Patroons, Kristiaan, Mechelsesteenweg 12, bus 8,
2000 Antwerpen-1. (6433)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van De Sjoks B.V.B.A., Halle-Dorp 142, 2980 Zoersel, H.R. Antwerpen 320415, BTW 458.864.537, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Mattheessens, Pieter, Plantin en Moretuslei 12,
2018 Antwerpen-1. (6434)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van Heru B.V.B.A., Van Wesenbekerstraat 26, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 279230, BTW 441.680.788, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Laugs, Guy, Mechelsesteenweg 12/8,
2000 Antwerpen-1. (6435)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van Chimex N.V., Meir 44A, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 312856, BTW 433.084.115, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Mertens, Jan Lodewijk, Verbertstraat 22, 2900 Schoten. (6436)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van Lunettes-Ava-Brillen B.V.B.A., Kasteelpleinstraat 35, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 253082, BTW 429.616.525, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Lannoy, Catherine, Cuylitsstraat 47, 2018 Antwerpen-1. (6437)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van Grobie C.V., in vereffening, Oude Beurs 30, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 274763, BTW 439.488.390, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Lannoy, Catherine, Cuylitsstraat 47, 2018 Antwerpen-1. (6438)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van Take Five B.V.B.A., Grote Pieter Potstraat 8, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 298298, BTW 450.545.402, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Lannoy, Catherine, Cuylitsstraat 47, 2018 Antwerpen-1. (6439)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van Automatics Distribution Belgium B.V.B.A., Hofstraat 12, 2930 Brasschaat, H.R. Antwerpen 269538, BTW 437.273.228, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Wouters, Louis, Jan Van Rijswijklaan 1-3, 2018 Antwerpen-1. (6440)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van Willima B.V.B.A., Wandeldijk 22, 2050 Antwerpen-5, H.R. Antwerpen 269947, BTW 437.175.337, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Vercreaeye, Peter L., Jr., Van Eycklei 45, 2018 Antwerpen-1. (6441)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van Sneeuwwit B.V.B.A., in vereffening, Leopoldplaats 10, bus 4, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 286676, BTW 423.121.918, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Van Camp, Eddy, Molenstraat 52-54, 2018 Antwerpen-1. (6442)

Bij vonnis van 13 maart 2001 werd het faillissement van Van den Broeck, Desire Frans Maria, geboren te Sint-Niklaas op 6 september 1946, wonende en handeldrijvende te 2930 Brasschaat, Pauwelslei 121, H.R. Antwerpen 298011, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Cools, Veerle, Mechelsesteenweg 12, 6^e verdieping, 2000 Antwerpen-1. (6443)

Rechtbank van koophandel te Brugge

Vonnis van de rechtbank van koophandel te Brugge, op 7 maart 2001, de B.V.B.A. Self Mart, Stationstraat 19, 8420 De Haan, H.R. Brugge 88875, BTW 458.794.756.

Rechter-commissaris : de heer Marc Floren.

Voorlopige datum van staking van betaling : 7 maart 2001.

Indiening schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel te Brugge, Kazernevest 3, vóór 6 april 2001.

Nazicht schuldvorderingen : 23 april 2001, te 8 u. 30 m., rechtbank van koophandel te Brugge, Kazernevest 3, zaal N, eerste verdieping.

De curatoren, (get.) Mrs. Van Severen, J., Pexsters, E., advocaten, Westernieuwweg 75, 8490 Jabbeke. (6444)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge

Door een vonnis van 8 maart 2001 heeft, op bekentenis, failliet verklaard de heer Alain Thoon, wonende te 8380 Brugge/Zeebrugge, Zeedijk 4/1, met als handelsnaam « Steak- & Chickenhouse ».

De staking van betaling is voorlopig bepaald op 8 maart 2001.

De aangiften van schuldvordering dienen ingediend te worden ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brugge, Kazernevest 3, en dit vóór 6 april 2001.

Het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen zal gesloten worden op maandag 23 april 2001, om 11 u. 30 m., in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge, gerechtsgebouw, Kazernevest 3, zaal N, op de eerste verdieping.

Als rechter-commissaris werd aangesteld : de heer Luc Dedecker, rechter in handelszaken bij de rechtbank van koophandel te Brugge.

Als curator werd aangesteld : Mr. Marc Olivier en Mr. Anne Vannieuwkerke, beiden advocaat te 8000 Brugge, er kantoorhoudend Cordoanierstraat 17/19.

De curator, (get.) M. Olivier; A. Vannieuwkerke. (6445)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst

Ingevolge bevelschrift d.d. 5 maart 2001, van de heer Christophe Meert, rechter in handelszaken, rechter-commissaris inzake het faillissement van de B.V.B.A. Henk Rogghe, Oostdorpstraat 183, te 9420 Erpe-Mere, open verklaard bij vonnis d.d. 6 maart 1998, van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, Graanmarkt 1-3, wordt u hierbij uitgenodigd om aanwezig te zijn op de vergadering van de schuldeisers, houdende verslag van de curatele overeenkomstig artikel 76 F.W., inzake het voormeld faillissement, welke zal doorgaan op donderdag 26 april 2001, te 9 uur, in de gehoorzaal van vermelde rechtbank.

De adjunct-griffier, (get.) Krista Van Londersele. (6446)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

Bij vonnis van de zesde kamer van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, d.d. 6 maart 2001, werden de bewerkingen van het faillissement van de heer Franky Bral, wonende te 9120 Beveren, Meerminnedam 3, H.R. Sint-Niklaas 43585, gesloten verklaard bij gebrek aan voldoende actief.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

De curatoren, (get.) Godfried De Smedt, advocaat te 9160 Lokeren, Roomstraat 40, en Gregor Keppens, advocaat te 9200 Dendermonde, Franz Courtensstraat 2. (6447)

Rechtbank van koophandel te Hasselt

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 8 maart 2001, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard Conaert, Marc, geboren te Leut op 18 november 1959, met handelsbenaming Conpharma, voorheen wonende te 3540 Herk-de-Stad, Kapelstraat 10, en met handelszaak te 3540 Herk-de-Stad, Steenweg 68, H.R. Hasselt 90265, BTW 639.443.992.

Rechter-commissaris : de heer J. Vandekerckhove.

Curatoren : Mr. Peter Rombouts, advocaat te 3500 Hasselt, Hemelrijk 21, en Mr. Luc Vandeputte, advocaat te 3500 Hasselt, Graaf de Brigodestraat 33.

Het tijdstip van ophouden van betaling werd vastgesteld in voornomd vonnis op 8 maart 2001.

Het indienen van de schuldvorderingen dient te gebeuren ter griffie van de rechtbank van koophandel, Havermarkt 8, te 3500 Hasselt, vóór 29 maart 2001.

De sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen heeft plaats op 12 april 2001, om 14 uur, in de zittingszaal, eerste verdiep, van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Mrs. Peter Rombouts; Luc Vandeputte. (Pro deo) (6448)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 8 maart 2001, op bekenenis, in staat van faillissement verklaard Marcomex C.V.B.A., met maatschappelijke zetel gevestigd te 3800 Sint-Truiden, Zepperenweg 44, H.R. Hasselt 93986, BTW 432.281.785, en met als activiteit : consulting en projectwerking.

Rechter-commissaris : de heer J. Vandekerckhove.

Curatoren : Mr. Peter Rombouts, advocaat te 3500 Hasselt, Hemelrijk 21, en Mr. Luc Vandeputte, advocaat te 3500 Hasselt, Graaf de Brigodestraat 33.

Het tijdstip van ophouden van betaling werd vastgesteld in voornomd vonnis op 1 januari 2001.

Het indienen van de schuldvorderingen dient te gebeuren ter griffie van de rechtbank van koophandel, Havermarkt 8, te 3500 Hasselt, vóór 29 maart 2001.

De sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen heeft plaats op 12 april 2001, om 14 uur, in de zittingszaal, eerste verdiep, van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Mrs. Peter Rombouts; Luc Vandeputte. (Pro deo) (6449)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 8 maart 2001, op bekenenis, in staat van faillissement verklaard De Neonfabriek B.V.B.A., met maatschappelijke zetel gevestigd te 3550 Heusden-Zolder, Rijkstraat 58a, H.R. Hasselt 100482, BTW 464.110.356, en met als activiteit : neonglasblazerij.

Rechter-commissaris : de heer J. Vandekerckhove.

Curatoren : Mr. Peter Rombouts, advocaat te 3500 Hasselt, Hemelrijk 21, en Mr. Luc Vandeputte, advocaat te 3500 Hasselt, Graaf de Brigodestraat 33.

Het tijdstip van ophouden van betaling werd vastgesteld in voornomd vonnis op 23 februari 2001.

Het indienen van de schuldvorderingen dient te gebeuren ter griffie van de rechtbank van koophandel, Havermarkt 8, te 3500 Hasselt, vóór 29 maart 2001.

De sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen heeft plaats op 12 april 2001, om 14 uur, in de zittingszaal, eerste verdiep, van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Mrs. Peter Rombouts; Luc Vandeputte. (Pro deo) (6450)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

De rechtbank van koophandel te 2800 Mechelen, Voochtstraat 7, tweede kamer, heeft bij vonnis van 12 maart 2001, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard de N.V. Immo MJ, waarvan de zetel gevestigd is te 2800 Mechelen, Eikestraat 1A, H.R. Mechelen X/11543, BTW 452.388.994.

Rechter-commissaris : H. Verbruggen.

Tijdstip ophouden van betaling : 12 maart 2001.

Curator : Kristin Van Hocht, advocaat te 2800 Mechelen, Frans Halsvest 33/1.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen, vóór 18 april 2001.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 23 april 2001, om 9 uur, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Kristin Van Hocht. (6451)

De rechtbank van koophandel te 2800 Mechelen, Voochtstraat 7, tweede kamer, heeft bij vonnis van 12 maart 2001, op bekenenis, in staat van faillissement verklaard de B.V.B.A. Real, waarvan de zetel gevestigd is te 2580 Putte, Lierbaan 12, H.R. Mechelen 54850, BTW 421.763.225.

Rechter-commissaris : H. Verbruggen.

Tijdstip ophouden van betaling : 12 maart 2001.

Curator : Kristin Van Hocht, advocaat te 2800 Mechelen, Frans Halsvest 33/1.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen, vóór 18 april 2001.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 23 april 2001, om 9 uur, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Kristin Van Hocht. (6452)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, d.d. 12 maart 2001, werd in staat van faillissement verklaard, op bekenenis, Cariati B.V.B.A., met zetel gevestigd te Dilsen, Rijksweg 967, handelsdrijvende onder de benaming MIDAS, H.R. Tongeren 85097, herstelplaats voor auto's, BTW 463.646.835.

Tijdstip ophouden van betaling : 24 februari 2001.

Curator : Mr. Bernard Toppet-Hoegars, advocaat te 3700 Tongeren, Bilzersteenweg 341.

De schuldeisers dienen hun aangifte van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, vóór 11 april 2001.

Op 20 april 2001, om 10 uur, zal worden overgegaan tot de sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdiep.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de curator, (get.) Bernard Toppet-Hoegars. (6453)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis d.d. 9 maart 2001, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekenenis, het faillissement uitgesproken van B.V.B.A. All Welding Systems Motmans, met zetel te 3010 Kessel-Lo, Gemeenteplein 26, en met als activiteiten : montage van metalen constructies, buiten- en binnenschrijnwerk, installatie van garagepoorten, luiken, zonblindes, brandwerende deuren, montage van serres en veranda's, vervaardigen van carrosserieën voor wagens, aanhangwagens, containers, inrichting en aanpassing van motorvoertuigen, handel in nieuwe

en gebruikte aanhangwagens, reparatie van auto's, groothandel in onderdelen voor auto's, vervaardigen van metalen werkstukken, met uitbatingsetel te 3700 Tongeren, Prinsenvweg 31, Industrieterrein Overhaem, H.R. Leuven 105674, BTW 452.169.854.

Rechter-commissaris : de heer J. Stroobant.

Curator : Mr. L. Jordens, advocaat te 3010 Kessel-Lo, Diestsesteenweg 325.

Staking van de betalingen : 9 maart 2001.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 30 maart 2001, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 9 april 2001, te 14 uur.

Datum oprichting bedrijf : 16 januari 2001.

De curator, L. Jordens. (6454)

Bij vonnis d.d. 6 maart 2001, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op dagvaarding, het faillissement uitgesproken van G.C.V. Handelsagentschap Vlekken & C°, met zetel te 3001 Heverlee, Gelde-naaksebaan 1, en met als activiteiten : het vertegenwoordigen van derden in alle mogelijke handel, het voeren van publiciteit, handel in alle mogelijke tweedehandse en nieuwe artikelen, handel in landbouwproducten, alsook het kweken en telen ervan, zonder dat deze opsomming beperkend mag worden geïnterpreteerd, H.R. Leuven X15791, BTW 453.151.039.

Rechter-commissaris : de heer R. Corten.

Curator : Mr. L. Jordens, advocaat te 3010 Kessel-Lo, Diestsesteenweg 325.

Staking van de betalingen : 6 maart 2001.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 30 maart 2001, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 9 april 2001, te 16 uur.

Datum oprichting bedrijf : 12 augustus 1994 (Hasselt).

De curator, L. Jordens. (Pro deo) (6455)

Rechtbank van koophandel te Oudenaarde

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, in datum van 8 maart 2001, werd, op bekentenis, in staat van faillissement verklaard de B.V.B.A. Enca, met maatschappelijke zetel te 9700 Oudenaarde, Beverestraat 110, H.R. Oudenaarde 45441, BTW 466.308.001, voor de uitbating van een drankgelegenheden.

Rechter-commissaris : Mevr. N. Anckaert, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. R. Cooman, advocaat te 9700 Oudenaarde, Kasteelstraat 15.

Staking van betaling : bepaald op 1 maart 2001.

Indienen schuldvorderingen : binnen de dertig dagen vanaf datum van het vonnis ter griffie van de rechtbank van koophandel te 9700 Oudenaarde, Bekstraat 14.

Sluiting nazicht schuldvorderingen : donderdag 26 april 2001, om 9 uur, in de terechtzittingszaal van de rechtbank van koophandel.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) R. Cooman. (6456)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

De rechtbank van koophandel te Kortrijk, tweede kamer, heeft bij vonnis d.d. 6 maart 2001, op aangifte, in staat van faillissement verklaard de « N.V. Endeavour », met maatschappelijke zetel te 8500 Kortrijk, Jan Breydellaan 3, H.R. Kortrijk 103779, studie, organisatie en raadgevend bureau inzake handels- en financiële aangelegenheden, BTW 424.577.809.

Datum staking van betaling : 6 maart 2001.

Rechter-commissaris : de heer G. Van Hulle, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Stefaan Beele, advocaat te 8500 Kortrijk, Jan Palfijnstraat 26, bus 1.

Aangifte van de schuldvorderingen : vóór 30 maart 2001, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, Burgemeester Nolfstraat 10A, 8500 Kortrijk.

Afsluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : vrijdag 27 april 2001, om 15 u. 15 m., ter rechtbank van koophandel, Burgemeester Nolfstraat 10A, te 8500 Kortrijk.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Stefaan Beele.

(Pro deo) (6457)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 7 maart 2001, werd het faillissement Hollywood Arena B.V.B.A., Zuidstationstraat 2-4, 9000 Gent, H.R. Gent 193492, afgesloten wegens gebrek aan activa.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Cleeren. (6458)

Bij vonnis d.d. 9 maart 2001, op dagvaarding, eerste kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Konings, Cliff, geboren te Deinze op 29 juli 1967, drankgelegenheden, wonende te 9800 Deinze, Markt 54, H.R. Gent 183958, BTW 782.130.992.

Rechter-commissaris : de heer Gerard Talloen.

Datum staking van de betalingen : 9 maart 2001.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 6 april 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 19 april 2001, te 9 uur, in de rechtbank, hoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. D. Bekaert, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, F. Rooseveltlaan 222.

Voor eensluidend uittreksel : de wnd. hoofdgriffier, (get.) Y. Bils. (6459)

Bij vonnis d.d. 9 maart 2001, op dagvaarding, eerste kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Deleersnijder, Roderik, geboren te Gent op 15 juli 1963, tussenpersoon in de handel, wonende te 9041 Oostakker, Katoenstraat 8, was ingeschreven in het H.R. Gent 152372 (geschrapd op 26 september 2000).

Rechter-commissaris : de heer Bob Rubens.

Datum staking van de betalingen : 19 september 2000.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 6 april 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 20 april 2001, te 9 uur, in de rechtbank, hoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. J. De Buck, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Oude Houtlei 129B.

Voor eensluidend uittreksel : de wnd. hoofdgriffier, (get.) Y. Bils. (6460)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Par requête déposée au tribunal de première instance de Tournai le 20 février 2001, M. Vanderlinden, Armand, retraité, né à Deux-Acres le 27 février 1928, et son épouse, Mme Guillet, Simone Augusta, retraitée, née à Viane le 24 décembre 1931, demeurant et domiciliés à Lessines (Deux-Acres), rue d'En Bas 43, ont sollicité l'homologation d'un acte modificatif à régime matrimonial reçu par le notaire Luc Thomas, de résidence à Ollignies, le 20 février 2001, n'entraînant pas la liquidation du régime préexistant mais un changement dans la composition des patrimoines avec apport à la communauté par M. Armand Vanderlinden d'un immeuble lui appartenant en propre.

Ollignies, le 13 mars 2001.

(Signé) L. Thomas, notaire. (6461)

Par requête du 19 février 2001, M. Tedesco, Alain Daniel, administrateur de société, né à Auderghem le 11 décembre 1922, et son épouse, Mme van den Broeke, Jacqueline, administrateur de société, née à Woluwe-Saint-Lambert le 20 novembre 1924, demeurant à Wavre (Bierges), avenue des Tarins 24, mariés sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes de leur contrat de mariage reçu par le notaire Emile Timmermans, ayant résidé à Woluwe-Saint-Lambert, en date du 4 juin 1946, ont introduit devant le tribunal de première instance de Nivelles une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial dressé par le notaire Jean Dandoy, à Jodoigne, en date du 19 février 2001.

Ce contrat modificatif comporte maintien du régime matrimonial établi entre eux par le contrat de mariage prérappelé, étant un régime de séparation de biens et accessoirement à ce régime, ils ont constitué une société d'acquêts.

(Signé) J. Dandoy, notaire. (6462)

Par jugement rendu le 8 mars 1995, le tribunal de première instance de Neufchâteau a homologué l'acte dressé le 24 décembre 1994 par Me Jean-Pol Depouhon, notaire à la résidence de Morialme, portant modification du régime matrimonial des époux, Ruelle, Philippe Amand Maximilien, et Collaer, Nicolas Jeannine Juliette, domiciliés ensemble à Bastogne, Isle-le-Pré 2.

(Signé) J.P. Depouhon, notaire. (6463)

Par jugement rendu le 9 février 2000, le tribunal de première instance de Neufchâteau a homologué l'acte dressé le 24 décembre 1999 par Me Philippe Ruelle, notaire à la résidence de Sibret, portant modification du régime matrimonial des époux Pinson, Georges Emilien Joseph, et Defrenne, Mireille Marguerite Marie, domiciliés ensemble à Sainte-Ode, Tonny 23.

Le contrat de mariage a apporté l'ameublement d'un bien propre.

(Signé) Ph. Ruelle, notaire. (6464)

Suivant jugement prononcé le 24 janvier 2001 par le tribunal de première instance de Neufchâteau, l'acte modificatif du régime matrimonial des époux, Francis Elie Louis Boulanger, et Martine Michelle Amélie Desquilbet, domiciliés à Paliseul, rue de la Colline 3, dressé par le notaire Jean-Michel Istace, de résidence à Paliseul, en date du 12 décembre 2000, a été homologué.

L'acte modificatif comporte apport par M. Francis Boulanger et Mme Martine Desquilbet, à la communauté existant entre eux sous le régime légal, des biens immeubles propres et de la créance hypothécaire les grevant.

(Signé) J.-M. Istace. (6465)

Suivant jugement prononcé le 15 janvier 2001 par la troisième chambre du tribunal de première instance de Verviers, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre M. Dresse, Jean-François Henri Roger, indépendant, né à Verviers le 2 mai 1967, et son épouse, Mme Xhonneux, Nathalie, esthéticienne, née à Verviers le 24 septembre 1969, domiciliés ensemble à 4650 Herve, place de l'Hôtel de Ville 26, dressé par acte du notaire Eric Hansen, à Herve, en date du 18 octobre 2000, a été homologué.

Le contrat modificatif comporte apport d'un bien immobilier propre à l'époux à la société accessoire d'acquêts existant entre les époux.

Pour extrait conforme : pour les époux Dresse-Xhonneux, (signé) Eric Hansen, notaire. (6466)

Bij verzoekschrift van 16 februari 2001 hebben de heer Masscho, Jurgen André Gabriel, geboren te Eeklo op 2 juni 1971, en zijn echtgenote, Mevr. Valcke, Tanja Sonja Emmanuel, geboren te Eeklo op 28 maart 1975, beiden wonende te 9991 Maldegem (Adegem), Appelboom 15, homologatie aangevraagd bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent, van de akte verleden voor notaris De Keukelaere, Philippe, te Eeklo, op 16 februari 2001, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel door inbreng van een onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen.

Voor de verzoekers, (get.) Ph. De Keukelaere, notaris te Eeklo. (6467)

Bij verzoekschrift d.d. 16 februari 2001 hebben de heer Hauben, Marc, geboren te Tongeren op 5 juni 1962, rijksregisternummer 620605 387 31, en zijn echtgenote, Mevr. Bemong, Sonja Philomena Francisca, geboren te Ukkel op 15 mei 1967, rijksregisternummer 670515 312 01, samenwonende te Genk, Horstenstraat 19, aan de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren de homologatie aangevraagd van de akte houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Fagard, te Genk, op 16 februari 2001, inhoudende wijziging aan hun wettelijk stelsel.

Genk, 13 maart 2001.

(Get.) R. Fagard, notaris. (6468)

Bij verzoekschrift van 26 februari 2001 hebben de heer Frank Degroote, en zijn echtgenote, Mevr. Miriam Goossens, samenwonend te 9240 Zele, Heikant 101, voor de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde een aanvraag ingediend tot homologatie van een akte verleden voor notaris Jean Piere Lesage, te Hooglede, op 26 februari 2001, waarin ze hun huwelijksstelsel, zijnde het wettelijk stelsel ingevolge huwelijkscontract, verleden voor ondergetekende notaris, op 7 maart 1994, in die zin hebben gewijzigd dat Miriam Goossens een onroerend goed en een schuld heeft ingebracht in de huwgemeenschap en dat de voormelde echtgenoten het verblijvingsbeding vermeld in hun voormeld huwelijkscontract hebben gewijzigd.

Voor de verzoekers, (get.) J.P. Lesage, notaris. (6469)

Bij vonnis uitgesproken door de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, tweede kamer, op 15 januari 2001, werd de akte gehomologeerd houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Peeters, Kris, lasser, geboren te Bornem op 12 november 1973, en zijn echtgenote, Mevr. Lauwers, Ilse, bediende, geboren te Mechelen op 1 januari 1974, samenwonende te 2830 Willebroek, Beekstraat 25, door inbreng van een onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen.

(Get.) J. Dons, notaris. (6470)

Blijkens vonnis, uitgesproken door de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde op 27 februari 2001, werd de akte van wijziging van huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Herman Lodewijk Brams, bediende, geboren te Mechelen op 20 januari 1962, en zijn echtgenote, Mevr. Hilde Jeanne Willem Verhoeven, bediende, geboren te Leuven op 5 maart 1961, samenwonende te 9170 Sint-Gillis-Waas, Smishoekstraat 35, verleden voor notaris Jean Halfants, te Lubbeek, op 9 september 1999, gehomologeerd.

Voornoemde echtgenoten waren oorspronkelijk gehuwd onder het stelsel van scheiding van goederen ingevolge huwelijkscontract verleden voor notaris Eugène Vangoetsenhove, te Bertem (Leefdaal), op 20 juni 1985. Door deze wijziging van hun huwelijkscontract hebben zij thans het stelsel van gemeenschap van goederen aangenomen.

Voor gelijkkluidend ontleidend uittreksel : (get.) Jean Halfants, notaris. (6471)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Op 23 februari 2001 hebben de heer Van Loon, Erwin Maria Joseph, laborant, en zijn echtgenote, Leppens, Ilse Margaretha Albert, bediende, samenwonende te 2910 Essen, Kapelstraat 15, bus 3, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een verzoekschrift d.d. 7 februari 2001 neergelegd strekkende tot homologatie van de akte, verleden voor notaris Joseph Van Roosbroeck, te Ekeren (Antwerpen), op 23 januari 2001, waarbij zij hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Antwerpen, 7 maart 2001.

Voor eensluidend uittreksel afgeleverd aan verzoekers : de griffier, (get.) M. De Reyck. (6472)

Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Bij beschikking d.d. 6 maart 2001 van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, vijfde kamer, werd Mr. Hilde Ver Elst, advocaat te 8530 Harelbeke, Lindenlaan 8, aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen de heer D'Haene, Albrecht Jan, geboren te Kortrijk op 14 september 1919, weduwnaar van Tuytens, Marie-Louise, in leven wonende te Kortrijk, Condédreef 16, en er overleden op 2 april 1999.

(Get.) Hilde Ver Elst, notaris. (6473)

Tribunal de première instance de Bruxelles

La douzième chambre du tribunal de première instance de Bruxelles a désigné le 10 janvier 2001, M. Jehan-Bernard de le Vingne, avocat et juge suppléant, avenue de la Toison d'Or 77, à 1060 Bruxelles, en qualité de curateur à la succession de Malrechauffe, Madeleine Henriette, née à Gentinnes le 29 avril 1906, domiciliée en son vivant à 1050 Ixelles, chaussée de Boondael 94, décédée à Ixelles le 18 juillet 1999.

Bruxelles, le 13 mars 2001.

Le greffier adjoint délégué, (signé) Ch. Sauvage. (6474)